RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS D'ILE-DE-FRANCE MOBILITES

N°137

Décembre 2020 à février 2021

Conseil du 11 février 2021

Date de publication : 19 février 2021

INFORMATIONS

Sont publiées au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités :

- les délibérations du conseil d'Île-de-France Mobilités également consultables sur le site internet d'Île-de-France Mobilités,

- les décisions du directeur général ou des directeurs, prises par délégation.

Les annexes aux délibérations et décisions non publiées au présent recueil sont consultables au siège d'Île-de-France Mobilités.

Le présent recueil est publié et consultable sur le site internet d'Île-de-France Mobilités : https ://www.iledefrance-mobilites.fr/

SOMMAIRE

	Pages
Délibérations du conseil d'administration du 11 février 2021	
Instances, Fonctionnement	
Délibération n° 20210211-001 : Recrutement d'agents contractuels	
Délibération n° 20210211-002 : Instauration du forfait de mobilité durable	
Budget, Tarification	
Délibération n° 20210211-003 : Ajustement de la rémunération des contrats de type 3 pour tenir compte de diverses mesures et décisions modifiant les charges des entreprises (revalorisation des contributions C19)	
Contrats, Mise en concurrence	
Délibération n° 20210211-004 : Evolution de l'offre programmée au cours de l'année 2021 sur le périmètre RATP	
Délibération n° 20210211-005 : Avenant n°1 au contrat 2020-2023 entre Ile de France Mobilités, SNCF Voyageurs et SNCF Gares et Connexions	
Délibération n° 20210211-007 : Attribution de contrats de concession pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'agglomération de Plaine Vallée – Forêt de Montmorency	
Délibération n° 20210211-008 : Attribution de contrats de concession pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'est de l'agglomération de Saint-Germain Boucles de Seine ainsi que la commune d'Argenteuil	
Délibération n° 20210211-009 : Attribution de contrats de concession pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'est de la Communauté urbaine de Grand Paris Seine et Oise	
Délibération n° 20210211-010 : Attribution de contrats de concession pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'ouest de la Communauté Urbaine Grand Paris seine et Oise et la communauté de commune des Portes de l'Île-de-France	
Patrimoine	
Délibération n° 20210211-012 : Acquisition d'un site pour la réalisation d'un centre opérationnel bus à Trappes- Emprise foncière située dans la zone industrielle Trappes-Elancourt - 6 avenue des Frères Lumière TRAPPES (78190)	
Offre de transport	
Délibération n° 20210211-013 : Avenant n°3 à la convention entre Île-de-France Mobilités et la Région Grand Est relative aux principes d'organisation et de prise en charge des trains assurant les services Paris – Troyes – Belfort – Mulhouse et Paris – Saint Dizier/Bar-le-Duc - Strasbourg	

Délibération n° 20210211-014 : Avenant n°6 au contrat d'exploitation de type 3 Réseau IU Rambouillet
Délibération n° 20210211-015 : Avenant n°2 au contrat d'exploitation de type 3 Réseau Vallée de l'Oise
Délibération n° 20210211-016 : Avenant n°8 au contrat d'exploitation de type 3 Réseau Bus en Seine
Délibération n° 20210211-017 : Avenant n°3 au contrat d'exploitation de type 3 Réseau Dourdannais
Délibération n° 20210211-018 : Avenant n°8 au contrat d'exploitation de type 3 081-010 Réseau Val d'Essonne
Délibération n° 20210211-019 : Avenant n°7 au contrat d'exploitation de type 3 081-024 Réseau Val d'Essonne
Délibération n° 20210211-020 : Avenant n°8 au contrat d'exploitation de type 3 Réseau Val d'Yerres
Délibération n° 20210211-021 : Avenant n°4 au contrat d'exploitation de type 3 Orgebus Genovebus
Délibération n° 20210211-022 : Avenant n°4 au contrat d'exploitation de type 3 Réseau Lacs de l'Essonne
Délibération n° 20210211-023 : Avenant n°2 à la convention partenariale Réseau Plaine de Versailles
Délibération n° 20210211-024 : Avenant n°1 à la convention partenariale Réseau Traverciel
Délibération n° 20210211-025 : Avenant n°2 à la Délégation de Service Public T9 / Réseau Bord de l'Eau
Délibération n° 20210211-028 : Convention de délégation de compétence à la commune d'Ablon-sur-Seine en matière de transport scolaire des élèves en situation de handicap
Délibération n° 20210211-029 : Convention de délégation de compétence à la commune d'Arcueil en matière de transport scolaire des élèves en situation de handicap
Délibération n° 20210211-030 : Convention de délégation de compétence à la commune de Bonneuil en matière de transport scolaire des élèves en situation de handicap
Délibération n° 20210211-031 : Convention de délégation de compétence à la commune de Bry-sur-Marne en matière de transport scolaire des élèves en situation de handicap
Délibération n° 20210211-032 : Convention de délégation de compétence à la commune de Cachan en matière de transport scolaire des élèves en situation de handicap

Délibération n° 20210211-033 : Convention de délégation de compétence à la commune de l'Haÿ-les-Roses en matière de transport scolaire des élèves en situation de handicap	
Délibération n° 20210211-034 : Convention de délégation de compétence à la commune de Maisons-Alfort en matière de transport scolaire des élèves en situation de handicap	
Délibération n° 20210211-035 : Convention de délégation de compétence à la commune d'Ormesson en matière de transport scolaire des élèves en situation de handicap	
Délibération n° 20210211-036 : Convention de délégation de compétence à la commune des Essarts-le-Roi en matière de services spéciaux de transports publics routiers réservés aux élèves (CSS)	
Délibération n° 20210211-037 : Décision de principe relative à la régionalisation de PAM	
Délibération n° 20210211-038 : Convention de délégation de compétence à la communauté d'agglomération de Coulommiers Pays de Brie (CACPB)	
Délibération n° 20210211-039 : Convention de délégation de compétence à la Ville de Saint-Germain-Lès-Corbeil	
Délibération n° 20210211-040 : Convention de délégation de compétence à la Ville de Pierrelaye	
Délibération n° 20210211-041 : Convention de délégation de compétence à la Ville de Bry-sur-Marne	
Qualité de service	
Délibération n° 20210211-042 : Nouveau dispositif de soutien au covoiturage	
Délibération n° 20210211-043 : Réaménagement des accès de 4 gares SNCF face aux risques de saturation : Herblay sur Seine, Franconville Le Plessis Bouchard, Maisons-Alfort-Alfortville et Louvres	
Délibération n° 20210211-044 : Pôle d'échanges multimodal de la Verrière (78) : aménagement d'un parvis piéton, d'une éco-station bus et de stationnements vélo	
Délibération n° 20210211-045 : Amélioration de la gare RER D de Saint-Denis – Stade-de-France	
Délibération n° 20210211-046 : Maintenance et renouvellement des ascenseurs et escaliers mécaniques SNCF	
Délibération n° 20210211-047 : Plan d'actions information voyageurs 2018-2024 - Action n°4 - Poursuite de la refonte du jalonnement voyageurs dans les gares d'Île-de-France - Perspective Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 (phase 4)	
Délibération n° 20210211-048 : Plan d'actions information voyageurs 2018-2024 - Action n°26 Régénération des afficheurs dynamiques (MLED et TLED et TFT) dans les gares d'Île-de-France - ID 1011 - 1012 - 1013	

Délibération n° 20210211-049 : Plan d'actions information voyageurs 2018-2024 - Action n°33 Renouvellement des sonorisations et de la télé-sonorisation - ID1016 – 1017	
Délibération n° 20210211-050 : Plan d'actions information voyageurs 2018-2024 - Action n°42 - Développement des back office au service des voyageurs (API) - ID1102	
Délibération n° 20210211-051 : Plan d'actions information voyageurs 2018-2024 - Actions n°3, 4, 5, 8, 9 et 36- Développement des back office au service des voyageurs (Netex, RI et ICV) - ID1102	
Délibération n° 20210211-052 : Plan d'actions information voyageurs 2018-2024 - Actions n°44 et 46 - Développement des back office au service des voyageurs (TCO-Affluence à Bord) - ID1102	
Délibération n° 20210211-053 : Régularisation de subventions	
Schéma directeur du matériel roulant et des RER	
Délibération n° 20210211-026 Convention de financement du matériel roulant RATP	
Délibération n° 20210211-027 : Convention AIRPARIF	
Délibération n° 20210211-054 : Métro Ligne 6 : avenant n°2 à la convention de financement pour le renouvellement du matériel roulant de la ligne 6 par 47 rames MP89CC de 5 voitures	
Délibération n° 20210211-055 Métro Ligne 11 : convention de financement pour l'acquisition de 19 rames MP14 5V pour le prolongement à Rosny-Bois-Perrier	
Délibération n° 20210211-056 : Convention de financement REA n°3 pour les adaptations d'infrastructure du RER D pour le déploiement des RER NG	
Délibération n° 20210211-057 : Avenant n°1 à la convention d'étude des adaptations d'infrastructure pour le déploiement du RER NG sur le RER E	
Délibération n° 20210211-058 : Convention de financement relative aux études Projet d'adaptations des voies de service et aux travaux d'adaptations des quais et des gares du RER B (SNCF), nécessaires au déploiement du MI20	
Délibération n° 20210211-059 : Convention de financement multisite n°3 pour la réalisation d'études amont sur les lignes J, L, P, R et D	
Délibération n° 20210211-060 : Schémas directeurs des RER et Lignes Transilien - Déploiement de Nexteo sur Eole	
Délibération n° 20210211-061 : Prolongement du RER E à l'ouest (Eole) - Approbation de la convention de financement de réalisation n°5 et du protocole relais relatif aux engagements financiers et aux conventions nécessaires à la poursuite sans retard du projet Eole	
Infrastructures	
Délibération n° 20210211-062 : Prolongement de la ligne 11 de Mairie des Lilas à Rosny-Bois-Perrier - Convention de financement de travaux n°6	

Délibération n° 20210211-063 : Ligne 15 ouest du Grand Paris Express trançon Pont de Sèvres - Saint-Denis Pleyel - Dossier d'enquête préalable modificative n°1 réalisée par la Société du Grand Paris
Délibération n° 20210211-064 : Tram 13 phase n°1 : première convention de financement relative aux besoins complémentaires de l'opération en phase de réalisation
Délibération n° 20210211-065 : Projet TCSP EVE - Esbly à Val d'Europe - approbation du schéma de principe et du dossier d'enquête d'utilité publique
Délibération n° 20210211-066 : Projet TCSP EVE - Esbly à Val d'Europe - convention de financement des études d'avant-projet
Délibération n° 20210211-067 : Avenant n°2 au marché 2012-28 – Mandat de maîtrise d'ouvrage pour l'opération de Tramway T10 Antony Clamart
Marchés
Délibération n° 20210211-068 : Marché public n° 2013-015 – avenant n°2 au marché de mandat pour l'opération T9
Délibération n° 20210211-069 : Marché public n° 2019-031 – avenant n°1 à l'accord-cadre de mise en œuvre d'une plateforme de données et de services d'information voyageurs
Délibération n° 20210211-070 : Marché public n° 2019-060 – avenant n°2 à l'accord cadre d'assistance à la maitrise d'ouvrage (AMOA) de la plateforme régionale d'information pour la mobilité et prestations associées
Délibération n° 20210211-011 : Marché 2020-047 relatif au transport interurbain et scolaire sur le périmètre du Vexin
Décisions du directeur général
Finances – Tarification
Décision n° 2020/803 : Décision portant virements de crédits entre chapitres sur le budget 2020
Décision n° 2020/823 : Liste des produits tarifaires
Décision n° 2020/814 : Décision de déclaration sans suite de la procédure 2020-011 relative à la plateforme collaborative GED et BIM Tram 13 express phase 2 – Saint-Germain/Achères Ville RER
Décision n° 2021/030 : Décision portant nomination d'un nouveau mandataire suppléant de la régie d'avances et de recettes pour les circuits spéciaux des transports scolaires du territoire des Yvelines
Patrimoine
Décision n° 2020/397 : Déconsignation d'une indemnité de dépossession – Parcelles section AT 76 et 71 situées allée Maurice Audin à Clichy sous-Bois pour la réalisation du projet de débranchement du Tramway T4 vers Clichy-sous-Bois et Montfermeil

Décision n° 2020/440 : Annule et remplace la décision 2020/0370 – Déconsignation d'une indemnité de dépossession – Lot de copropriété n° 2 Parcelle cadastrée AS 46 allée Maurice Audin à Clichy-sous-Bois
Décision n° 2020/540 : annule et remplace la décision n° 2016/414 - Prise de possession d'un bien situé chemin des Tourelles à Epinay-sur-Orge
Décision n° 2020/569 : Acquisition d'un ensemble immobilier industriel et logistique situé ZAC de la Marnière à la Mare aux Chanvres à Marolles en Hurepoix pour la réalisation d'un centre opérationnel bus
Décision n° 2020/573 : Déconsignation d'une indemnité de dépossession – Parcelles situées route de Grigny à Ris-Orangis pour la réalisation du projet de transport public T-Zen 4 entre Viry-Châtillon et Corbeil-Essonnes
Décision n° 2020/615 : Acquisition d'un bien situé 14 rue de Chasière à MERE (78) pour la réalisation d'un centre opérationnel bus
Décision n° 2020/616 : Acquisition d'un bien situé impasse Claire Deville à Mantes-la-Jolie pour la réalisation d'un centre opérationnel bus
Décision n° 2020/618 : Prise à bail d'un ensemble immobilier rue de Bruxelles à Pontault-Combault pour la mise à disposition d'un centre opérationnel bus
Décision n° 2020/619 : Occupation de bien situés avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Fontenay-sous-Bois en vue d'accéder à l'emprise des chantiers des passages du bâtiment voyageurs du futur pôle Gare de Fontenay
Décision n° 2020/622 : Prise à bail d'un ensemble immobilier Lieu-dit la Mare Moureuse à Bailly Romainvilliers pour la mise à disposition d'un centre opérationnel bus
Décision n° 2020/796 : Cession de parcelles sises à Chatenay-Malabry pour la réalisation du tramway T10
Décision n° 2020/797 : Cession de parcelles sises à Chatenay-Malabry pour la réalisation du tramway T10
Décision n° 2020/802 : Acquisition d'un bien situé rue Denis Papin à Trappes pour la réalisation d'un centre opérationnel bus
Décision n° 2020/804 : Acquisition d'un bien situé Lieu-dit La Mare aux Chanvres à Marolles en Hurepoix pour la réalisation d'un centre opérationnel bus
Décision n° 2020/807 : Acquisition d'un bien situé ZA du Bois de l'Ormeau à Combs-la-Ville pour la réalisation d'un centre opérationnel bus
Décision n° 2020/808 : Acquisition d'un bien situé rue Jacquard à Lagny-sur Marne dans le cadre des rachats des dépôts de bus
Décision n° 2020/809 : Acquisition d'un bien situé rue de la Coulée à Cesson dans le cadre des rachats des dépôts de bus
Décision n° 2020/810 : Annule et remplace la décision 2020/619 - Occupation de biens situés avenue Maréchal de Lattre de Tassigny à Fontenay-sous-Bois

Décision n° 2020/811 : Délégation de signature en vue de l'acquisition d'un bien situé avenue Maréchal de Lattre de Tassigny à Fontenay-sous-Bois	
Décision n° 2020/812 : Acquisition d'un bien situé rue Auguste Blanqui à Vitry-sur-Seine pour la réalisation du projet de Tzen5	
Décision n° 2020/815 : Avenant à la prise à bail d'un bien situé Lieu-dit Le Grand Clos à Carrières-sous-Poissy pour la mise à disposition d'un centre opérationnel bus	
Décision n° 2020/816 : Avenant à la prise à bail d'un bien situé rue Clément Adler à Dammartin-en-Goële pour la mise à disposition d'un centre opérationnel bus	
Décision n° 2020/817 : Avenant à la prise à bail d'un bien situé Lieu-dit Lieudit Les Candies à Limeil-Brévannes pour la mise à disposition d'un centre opérationnel bus	
Décision n° 2020/818 : Avenant à la prise à bail d'un bien situé avenue Paul Doumer à Montesson pour la mise à disposition d'un centre opérationnel bus	
Décision n° 2020/819 : Avenant à la prise à bail d'un bien situé Parc des Trois Etangs à Verneuil-sur-Seine pour la mise à disposition d'un centre opérationnel bus	
Décision n° 2020/820 : Avenant à la prise à bail d'un bien situé rue du Petit Rocher à Vulaines-sur-Seine pour la mise à disposition d'un centre opérationnel bus	
Décision n° 2021/003 : Prise à bail d'un terrain nu rue des Frères Montgolfier à Magny-en-Vexin pour la mise à disposition d'un centre opérationnel	
Décision n° 2021/004 : Acquisition d'un bien situé rue Léon Geffroy à Vitry-sur-Seine	
Décision n° 2021/005 : Acquisition du lot 6 d'un immeuble situé rue Auguste Blanqui à Vitry-sur-Seine	
Décision n° 2021/010 : Etablissement convention servitude à Chatenay-Malabry dans le cadre du futur tramway T10	
Décision n° 2021/024 : Acquisition d'une parcelle située boulevard Gambetta à Poissy pour la réalisation du projet Tram 13 express phase 2	
Décision n° 2021/025 : Acquisition de la nue-propriété d'un bien situé avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Fontenay-sous-Bois pour la réalisation du Pôle Gare Val de Fontenay	
Décision n° 2021/031 : Acquisition d'un bien situé rue Louis Leblanc à Rambouillet pour la réalisation d'un centre opérationnel bus	
Décision n° 2021/039 : Acquisition d'un bien situé avenue de la Couronne à Epône pour la réalisation d'un centre opérationnel bus	
<u>Qualité de service</u>	
Décision n° 2020/624 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2020/625 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	

Décision n° 2020/626 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/013 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/014 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/015 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/016 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/017 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/018 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/019 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/020 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/021 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/022 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/023 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/045 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/046 : Décision portant paiement d'une subvention pour l'acquisition d'un vélo	
Décision n° 2021/085 : Prorogation de délais pour le versement de subventions attribuées – Investissement -Qualité de service	
Décision n° 2020/574 : Définition d'un indice de conjoncture relatif à la fréquentation des lignes de bus franciliennes en moyennes et grande couronne	
Décision n° 2020/136 : Programme d'investissement qualité de service -Opérations inférieures à 200 000€	
Décision n° 2020/267 : Programme d'investissement qualité de service -Opérations inférieures à 200 000€	

Décision n° 2020/268 : Programme d'investissement qualité de service- Opérations comprises entre 200 000 et 2 000 000€
Décision n° 2020/271 : Programme d'investissement qualité de service -Opérations inférieures à 200 000€
Décision n° 2020/800 : Programme d'investissement qualité de service -Opérations inférieures à 200 000€
Décision n° 2020/801 : Programme d'investissement qualité de service- Opérations comprises entre 200 000 et 2 000 000€
Décision n° 2020/806 : Programme d'investissement qualité de service -Opérations inférieures à 200 000€
Décision n° 2021/040 : Caducité des autorisations de programme « subventions d'investissement »2019
Décision n° 2021/041 : Etude sur la perception voyageurs des ITC de la ligne T2- Opérations inférieures à 200 000€
Décision n° 2020/401 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur des parcs relais (Parc relais ORGERUS)
Décision n° 2020/410 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur des parcs relais (Parc relais St Quentin en Yvelines)
Décision n° 2020/582 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur du stationnement vélos
Décision n° 2020/583 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur du stationnement vélos
Décision n° 2020/584 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur du stationnement vélos
Décision n° 2020/585 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur du stationnement vélos
Décision n° 2020/586 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur du stationnement vélos
Décision n° 2020/587 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur du stationnement vélos
Décision n° 2020/588 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur du stationnement vélos
Décision n° 2020/589 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur du stationnement vélos
Décision n° 2020/590 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur du stationnement vélos

Décision n° 2020/592 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur du stationnement vélos	
Décision n° 2020/611 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur du stationnement vélos	
Décision n° 2020/612 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur du stationnement vélos	
Décision n° 2020/623 : Attribution de bonus au titre du schéma directeur du stationnement vélos	
Décision n° 2020/799 : Services réguliers routiers de voyageurs en Île-de-France – Autorisation provisoire d'exploitation de la ligne 010-010-010 exploitée par l'entreprise Transdev VEAT- Contrat d'exploitation de type 3 081-010 Val d'Essonne	
Décision n° 2020/813 : Services réguliers routiers de voyageurs en Île-de-France – Autorisation provisoire d'exploitation de la ligne 057-318-318 exploitée par l'entreprise CTVMI Contrat d'exploitation de type 3 020-057 Poissy Aval	
Décision n° 2020/825 : Services réguliers routiers de voyageurs en Île-de-France – Autorisation provisoire d'exploitation des lignes 010-240-002 à 010-240-010 exploitées par les entreprises CEAT et SETRA Contrat d'exploitation de type 3	
Décision n° 2021/001 : Services réguliers routiers de voyageurs en Île-de-France – Autorisation provisoire d'exploitation des lignes n°251-195-011, 251-195-015, 251-195-39, 251- 195-041, 251-195-042, 251-195-043, 251-195-044, 251-195-045, 251-195-046, 251-195-047, 251-195-051, Exploitée par l'entreprise TIMBUS-Contrat d'exploitation de type 3 -025 - 025 réseau du Vexin	
Décision n° 2021/036 : Services réguliers routiers de voyageurs en Île-de-France – Autorisation provisoire d'exploitation de la ligne 021-021-016 exploitée par l'entreprise Keolis Seine Sénart Contrat d'exploitation de type 3 060-021 Seine Sénart	
Décision n° 2021/038 : Services réguliers routiers de voyageurs en Île-de-France – Autorisation provisoire d'exploitation de la ligne 055-055-010 exploitée par l'entreprise Transport Daniel Meyer Contrat d'exploitation de type 3 082-055 Nord Hurepoix Essonne	
Décision n° 2021/042 : Services réguliers routiers de voyageurs en Île-de-France – Autorisation provisoire d'exploitation de la ligne 024-309-001 exploitée par l'entreprise Keolis Seine Essonne Contrat d'exploitation de type 3 066-024 Seine Essonne	

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-001-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-001

RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 34 ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU le rapport n° 20210211-001 et 20210211-002 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : à compter du 12 février 2021 les emplois suivants sont susceptibles d'être pourvus par un contractuel recruté dans les conditions de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 - en l'absence de cadre d'emplois ou en raison de l'impossibilité de recruter un fonctionnaire sur le poste :

Nature des fonctions exercées par le contractuel	Catégorie hiérarchique	Grade correspondant au niveau de rémunération*
Chargé de projets financiers mise en concurrence (2473)	A	Attaché – Attaché Principal IM 390/806 Diplôme niveau 7
Chargé de projet coordinateur de l'exécution du contrat bus-tram RATP et de la préparation de la mise en concurrence bus à Paris/Petite couronne (290)	A	Ingénieur - Ingénieur Principal IM 390/806 Diplôme niveau 7
Chef du pôle Concession de Service Public - Grand Paris Express (CSP - GPE) (487)	A	Ingénieur - Ingénieur Principal IM 390/806 Diplôme niveau 7
Adjoint au Directeur de cabinet (582)	A	Attaché – Attaché Principal IM 390/806 Diplôme niveau 7

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-001-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Adjoint au chef de département PS2 (550)	A	Ingénieur - Ingénieur Principal IM 390/806 Diplôme niveau 7
Adjoint au chef de département Foncier et Patrimoine (2462)	A	Attaché – Attaché Principal IM 390/806 Diplôme niveau 7

* le niveau de rémunération comprend le traitement indiciaire et tous ses accessoires ainsi que le régime indemnitaire.

ARTICLE 2 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-002-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-002

INSTAURATION DU FORFAIT DE MOBILITE DURABLE

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
VU le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 modifié instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail ;
VU le décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat ;
VU le décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale ;
VU le rapport n° 20210211-001 et 20210211-002 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : à compter du 1er janvier 2021, les agents d'Île-de-France Mobilités peuvent bénéficier du remboursement de tout ou partie des frais engagés au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail avec leur cycle ou cycle à pédalage assisté personnel ou en tant que conducteur ou passager en covoiturage sous forme du « forfait mobilités durables », dans les conditions définies au décret du 9 décembre 2020 susvisé.

ARTICLE 2 : Le montant du « forfait mobilités durables » et le nombre minimal de jours prévu pour y prétendre sont fixés par l'arrêté pris en application du décret du 9 mai 2020 susvisé.

Le montant du forfait et le nombre minimal de jours sont modulés à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle le forfait est versé.

Le nombre minimal de jours est également modulé en fonction de la quotité de temps de travail de l'agent.

ARTICLE 3 : Le bénéfice du « forfait mobilités durables » est subordonné au dépôt d'une déclaration sur l'honneur établie par l'agent auprès du département des ressources humaines

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-002-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

entre le 1er et le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Cette déclaration certifie l'utilisation de l'un ou des moyens de transport mentionnés à l'article 1er.

L'utilisation effective du covoiturage fait l'objet d'un contrôle du département des ressources humaines qui peut demander à l'agent tout justificatif utile à cet effet.

L'utilisation du cycle ou du cycle à pédalage assisté personnel peut faire l'objet d'un contrôle du département des ressources humaines.

Le « forfait mobilités durables » est versé sur la paie l'année suivant celle du dépôt de la déclaration.

ARTICLE 4 : Le versement du « forfait mobilités durables » est exclusif de la prise en charge des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos prévus par le décret du 21 juin 2010 susvisé.

ARTICLE 5 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-003-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-003

AJUSTEMENT DE LA REMUNERATION DES CONTRATS DE TYPE 3 POUR TENIR COMPTE DE DIVERSES MESURES ET DECISIONS MODIFIANT LES CHARGES DES ENTREPRISES (REVALORISATION DES CONTRIBUTIONS C19)

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération n° 2006/1161 du 13 décembre 2006 portant adoption d'un nouveau cadre contractuel avec les entreprises privées d'Île-de-France, au sens de l'article 6 bis du décret n° 59-157 du 7 janvier 1959, de transport régulier routier de voyageurs ;
VU la délibération n° 2012/0192 du 11 juillet 2012 approuvant l'avenant générique G2 au contrat d'exploitation de type 2 entre le Syndicat des Transports d'Île-de-France et les entreprises privées d'Île-de-France et créant les contributions C16 et C17 ;
VU la délibération n°2016/530 du 6 décembre 2016 relative à l'ajustement de la rémunération des contrats de type 2 pour tenir compte de diverses mesures et décisions modifiant les charges des entreprises (revalorisation des contributions C16) ;
VU l'ensemble des délibérations approuvant les différents contrats de type 3 entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et les entreprises privées et créant les contributions C19, adoptées les 26 janvier 2017, 22 mars 2017, 30 mai 2017 et 28 juin 2017 ;
VU le rapport n° 20210211-003 ;
VU l'avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve les modifications concernant les valeurs des contributions C19 portées à l'annexe de la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-003-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 2 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-003-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Annexe à la délibération n° 2021 /XXX
Séance du 11 février 2021

Valeur des contributions C19

Nom du réseau	Code réseau & entreprise d'encaissement	Valeur de C19 en € 2008			
		2018	2019	2020	2021
Acheres-Conflans	003-042-212	12 579,37 €	24 544,12 €	29 219,88 €	18 434,88 €
AERIAL	003-062-062	5 895,05 €	17 399,06 €	16 143,86 €	8 639,10 €
AERIAL	003-062-214	157,35 €	142,48 €	318,83 €	230,60 €
Albatrans	003-043-291	42 244,69 €	64 274,44 €	92 572,45 €	61 908,95 €
Apolo	003-048-101	11 158,17 €	36 540,82 €	26 286,43 €	16 352,12 €
Arlequin et Plateau Briard	003-095-040	7 469,83 €	29 797,66 €	18 909,45 €	10 946,92 €
Arpajonnais	003-083-010	419,19 €	1 974,50 €	1 143,57 €	614,31 €
Arpajonnais	003-083-068	839,63 €	4 435,58 €	1 754,67 €	1 230,47 €
Aubergenville	003-037-111	1 452,68 €	8 768,28 €	-1 243,80 €	2 128,88 €
Bassin de Milly-la-Forêt	003-077-084	1 034,75 €	14 190,05 €	-1 359,67 €	1 516,41 €
BORD DE L'EAU	003-056-002	6 164,43 €	16 822,39 €	13 734,97 €	9 033,88 €
Bus en Seine	003-045-019	20 552,73 €	48 276,97 €	47 475,39 €	30 119,71 €
Centre Essonne	003-104-400	68 384,56 €	112 930,06 €	135 681,95 €	99 800,72 €
Chatelet en Brie - Pays de Seine	003-085-062	332,33 €	2 292,10 €	940,69 €	487,02 €
Citalien	003-065-065	759,07 €	687,34 €	2 467,22 €	1 112,40 €
Claye-Souilly	003-089-054	4 347,96 €	13 659,79 €	11 310,54 €	6 371,87 €
COMETE	003-057-208	621,86 €	5 052,39 €	2 248,57 €	911,32 €
Coulommiers - Brie et Morin	003-084-097	2 691,35 €	36 374,19 €	9 003,89 €	3 944,14 €
Deux Rives de Seine	003-021-052	14 832,66 €	24 178,46 €	32 238,64 €	21 737,03 €
Dourdannais	003-061-013	576,54 €	2 966,00 €	1 587,73 €	844,91 €
Dourdannais	003-061-068	105,74 €	874,06 €	229,52 €	154,96 €
Dourdannais	003-061-010	288,27 €	3 122,79 €	589,66 €	422,45 €
Entre Seine et Forêts	003-019-012	5 674,75 €	10 233,90 €	13 251,05 €	8 316,27 €
Est Seine Marne et Montois	003-039-228	2 017,89 €	29 345,35 €	1 845,06 €	2 957,18 €
Etampois	003-080-010	872,36 €	3 606,47 €	2 206,57 €	1 278,43 €
Etampois	003-080-068	1 759,83 €	11 055,26 €	3 819,21 €	2 579,00 €
Etampois	003-080-073	234,14 €	3 165,21 €	991,44 €	343,13 €
Express 1	003-051-012	2 381,68 €	4 810,57 €	6 065,88 €	3 490,32 €
Express 1/17	003-093-097	10 900,11 €	24 547,45 €	21 110,05 €	15 973,94 €
Express 16	003-052-012	5 068,00 €	6 682,56 €	10 585,71 €	7 427,08 €
Express 18/19/69	003-074-051	22 744,33 €	25 321,78 €	47 550,77 €	33 331,47 €
Express 19	003-050-011	1 929,77 €	2 829,68 €	4 032,02 €	2 828,05 €
Express 27	003-071-212	623,12 €	1 493,45 €	1 379,06 €	913,17 €
Express 307	003-076-039	1 928,51 €	2 372,18 €	4 431,79 €	2 826,20 €
Express 34/46/20	003-094-064	12 520,10 €	14 515,85 €	26 464,58 €	18 270,69 €
Express 4	003-054-015	2 287,27 €	2 849,43 €	4 882,50 €	3 351,96 €
Express 47/50	003-073-228	9 485,20 €	19 879,84 €	18 109,46 €	13 900,41 €
Express 50	003-097-065	3 393,77 €	3 073,06 €	7 093,56 €	4 973,53 €
Express 60	003-068-004	1 407,36 €	2 436,61 €	3 074,13 €	2 062,46 €
Express 62	003-069-067	1 010,83 €	1 999,49 €	2 606,28 €	1 481,36 €

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-003-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Nom du réseau	Code réseau & entreprise d'encaissement	Valeur de C19 en € 2008			
		2018	2019	2020	2021
Express 80	003-053-052	7 782,02 €	9 644,82 €	16 361,09 €	11 404,43 €
Express 93	003-079-014	864,81 €	1 662,46 €	1 826,35 €	1 267,36 €
Express 95.02	003-078-014	5 133,46 €	9 892,24 €	10 726,42 €	7 523,01 €
Express 95-04	003-072-251	4 138,99 €	12 984,53 €	9 683,92 €	6 065,63 €
Express A14-001	003-092-244	31 060,08 €	35 775,13 €	65 058,89 €	45 518,08 €
Express Hourtoule 78	003-105-027	3 072,78 €	3 712,36 €	5 937,58 €	4 503,11 €
Express Sud Île-de-France	003-098-010	305,89 €	1 056,82 €	638,49 €	448,28 €
Express Sud Île-de-France	003-098-055	5 327,32 €	7 676,01 €	11 364,83 €	7 807,11 €
Expresse 95-18	003-070-212	4 524,19 €	6 693,07 €	10 259,36 €	6 630,14 €
Goëlys	003-006-014	11 730,93 €	22 654,66 €	24 077,19 €	17 191,50 €
Gonnesse	003-055-050	9 407,15 €	22 326,11 €	22 433,04 €	13 786,04 €
Goussainville	003-008-014	15 922,79 €	29 879,86 €	32 884,12 €	23 334,61 €
Grand Morin	003-032-067	11 915,97 €	18 234,69 €	27 009,17 €	17 462,68 €
Grand'R	003-009-014	7 085,89 €	18 316,26 €	14 525,17 €	10 384,26 €
Haut Val d'oise	003-016-014	3 718,55 €	16 373,72 €	8 112,55 €	5 449,48 €
Haut Val d'oise	003-016-030	183,79 €	491,13 €	388,21 €	269,34 €
Haute Vallée de Chevreuse	003-017-039	1 847,95 €	4 723,59 €	4 606,99 €	2 708,14 €
Houdanais	003-040-005	1 790,04 €	12 602,42 €	6 061,57 €	2 623,28 €
Houdanais	003-040-057	242,95 €	7 513,01 €	-1 134,80 €	356,04 €
Interurbain de Rambouillet	003-028-013	4 959,74 €	18 304,69 €	12 145,44 €	7 268,43 €
Interurbain de Rambouillet	003-028-036	104,48 €	2 207,56 €	123,69 €	153,12 €
Interurbain de Rambouillet	003-028-039	42,80 €	210,87 €	156,35 €	62,72 €
La Bassée	003-036-210	965,51 €	5 480,67 €	2 691,30 €	1 414,95 €
Lacs de l'Essonne	003-100-055	12 043,12 €	22 394,15 €	25 859,67 €	17 649,00 €
Lacs de l'Essonne	003-100-070	1 277,70 €	11 578,11 €	-954,43 €	1 872,45 €
Les Mureaux (Urbain)	003-022-011	4 443,63 €	10 430,13 €	11 494,24 €	6 512,07 €
Les Ulis - Massy - Saclay	003-047-006	27 437,21 €	53 241,58 €	63 164,27 €	40 208,81 €
Les Ulis - Massy - Saclay	003-047-039	2 705,20 €	4 508,59 €	6 546,21 €	3 964,43 €
Ligne 22	003-075-057	1 959,98 €	7 538,11 €	551,61 €	2 872,32 €
Ligne 23	003-096-040	3 177,26 €	9 047,24 €	11 705,23 €	4 656,22 €
Ligne 702	003-101-233	490,94 €	2 209,12 €	1 632,39 €	719,46 €
Maisons-Laffitte-Mesnil Le Roi	003-026-212	3 655,61 €	7 122,92 €	8 754,33 €	5 357,24 €
Mélibus	003-007-066	24 049,72 €	47 958,84 €	59 761,44 €	35 244,51 €
Mitry	003-010-014	6 097,72 €	16 640,22 €	12 624,71 €	8 936,11 €
Nord - Hurepoix - Essonne	003-082-010	256,80 €	760,71 €	623,36 €	376,33 €
Nord - Hurepoix - Essonne	003-082-055	10 648,34 €	24 573,04 €	22 737,59 €	15 604,99 €
Orgebus - Genovebus	003-099-010	11 946,19 €	27 289,95 €	27 295,29 €	17 506,96 €
Orgebus - Genovebus	003-099-055	5 774,20 €	13 465,12 €	12 118,80 €	8 462,00 €
Orgebus - Genovebus	003-099-227	4 642,52 €	9 300,76 €	9 564,42 €	6 803,55 €
PALADIN	003-090-020	6 485,43 €	18 012,65 €	15 716,69 €	9 504,30 €
Parisis	003-013-030	9 725,04 €	20 635,07 €	21 026,50 €	14 059,06 €
Pays de Limours	003-103-039	2 434,55 €	6 935,93 €	5 832,88 €	3 567,80 €
Pays de l'Ourcq	003-027-067	3 673,23 €	10 321,97 €	9 126,90 €	5 383,07 €
Pays de Meaux	003-031-014	366,32 €	1 110,23 €	754,74 €	536,83 €
Pays de Meaux	003-031-067	18 509,67 €	35 985,23 €	48 204,26 €	27 125,64 €

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-003-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Nom du réseau	Code réseau & entreprise d'encaissement	Valeur de C19 en € 2008			
		2018	2019	2020	2021
Pays Fertois	003-030-067	4 040,81 €	10 236,60 €	10 077,44 €	5 921,74 €
Pep's	003-035-051	27 829,96 €	60 768,05 €	68 610,79 €	40 784,38 €
Périurbain de Mantes	003-033-057	7 393,04 €	54 404,08 €	-2 773,41 €	10 834,39 €
Périurbain de Mantes	003-033-092	4 128,92 €	6 559,67 €	9 242,10 €	6 050,88 €
Perthes en Gatinais	003-063-063	759,07 €	9 604,38 €	3 581,21 €	1 112,40 €
Plaine de Versailles	003-023-015	2 638,48 €	5 607,22 €	6 256,76 €	3 866,66 €
Plaine de Versailles	003-023-027	18 512,18 €	42 244,60 €	29 067,31 €	27 129,32 €
Poissy Aval	003-020-015	13 785,32 €	39 673,24 €	39 254,97 €	20 202,18 €
Poissy Aval	003-020-057	2 554,14 €	2 312,78 €	5 179,07 €	3 743,06 €
R'Bus	003-004-016	39 103,93 €	78 586,88 €	83 302,43 €	57 306,22 €
Résalys	003-018-012	10 232,93 €	21 250,28 €	23 711,36 €	14 996,21 €
Réseau du Vexin	003-025-011	448,14 €	1 640,78 €	906,53 €	656,74 €
Réseau du Vexin	003-025-025	2 559,18 €	25 806,39 €	-2 407,55 €	3 750,44 €
Scolaire Est Yvelines	003-091-213	545,07 €	3 748,74 €	2 421,06 €	798,79 €
SEAPFA	003-011-014	29 236,06 €	60 034,40 €	60 410,60 €	42 845,00 €
Seine Essonne	003-066-024	4 064,72 €	13 401,39 €	8 832,93 €	5 956,79 €
Seine Sénart Bus	003-060-021	13 351,03 €	26 302,47 €	27 975,60 €	19 565,73 €
Seine Sénart Bus	003-060-045	2 681,28 €	4 409,28 €	5 714,80 €	3 929,38 €
Sénart Bus	003-005-065	30 129,82 €	64 967,62 €	71 404,52 €	44 154,79 €
Sit'bus	003-064-003	6 841,68 €	21 881,06 €	18 415,17 €	10 026,38 €
Situs	003-046-010	14 443,68 €	22 545,83 €	32 189,06 €	21 167,00 €
SIYONNE	003-058-208	2 244,47 €	10 044,85 €	6 515,53 €	3 289,24 €
SIYONNE	003-058-228	13,85 €	1 617,81 €	-379,85 €	20,29 €
Sol'R	003-087-003	1 678,00 €	4 724,04 €	3 781,34 €	2 459,09 €
SQY	003-049-039	5 011,36 €	6 983,38 €	10 796,35 €	7 344,07 €
SQY	003-049-230	59 947,45 €	108 010,91 €	139 613,36 €	87 852,08 €
STILL	003-059-064	1 947,39 €	15 345,25 €	7 540,55 €	2 853,87 €
STIVO	003-003-030	47,84 €	671,47 €	127,44 €	70,10 €
STIVO	003-003-059	74 456,59 €	111 016,82 €	148 687,08 €	109 115,01 €
Tam Limay	003-041-005	1 258,82 €	1 463,53 €	2 612,07 €	1 844,78 €
Tam Limay	003-041-350	16 031,05 €	64 014,53 €	6 745,47 €	23 493,26 €
TRA	003-001-293	86 163,60 €	143 273,95 €	266 344,56 €	126 271,46 €
TRAVERCIEL	003-067-213	5 511,11 €	10 912,29 €	11 877,83 €	8 076,44 €
Urbain de Rambouillet	003-029-013	3 596,44 €	8 395,85 €	9 895,75 €	5 270,53 €
Val de Marne	003-034-045	27 165,30 €	49 528,24 €	61 844,71 €	39 810,34 €
Val de Seine	003-024-011	3 567,49 €	22 307,50 €	9 708,34 €	5 228,10 €
Val d'Essonne	003-081-010	1 706,96 €	9 915,20 €	5 001,64 €	2 501,52 €
Val d'Essonne	003-081-024	1 003,28 €	6 047,38 €	2 117,48 €	1 470,29 €
Val d'Yerres	003-086-045	15 387,80 €	38 889,43 €	34 414,82 €	22 550,58 €
Valbus Elargi	003-014-030	8 498,07 €	13 820,52 €	17 983,12 €	12 417,21 €
Valbus Elargi	003-014-038	2 199,16 €	9 026,04 €	6 135,76 €	3 222,83 €
Vallée de l'Oise	003-038-025	1 841,00 €	11 172,63 €	-188,22 €	2 639,88 €
Vallée de l'Oise	003-038-030	42,80 €	969,26 €	146,41 €	62,72 €
Valmy	003-044-016	15 216,60 €	30 447,42 €	43 326,83 €	22 299,69 €
Valoise	003-015-030	23 737,87 €	40 713,01 €	50 796,77 €	34 672,63 €
Vélizy	003-002-004	16 511,92 €	34 092,47 €	34 890,02 €	24 197,97 €

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-003-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Nom du réseau	Code réseau & entreprise d'encaissement	Valeur de C19 en € 2008			
		2018	2019	2020	2021
Versailles Grand Parc	003-012-027	2 060,69 €	6 769,28 €	3 937,43 €	3 019,90 €
Versailles Grand Parc	003-012-039	8 556,19 €	19 039,47 €	16 420,61 €	12 538,97 €
Versailles Grand Parc	003-012-056	56 017,39 €	114 138,70 €	122 285,82 €	80 199,94 €
Yerres - Brie Centrale	003-088-097	945,37 €	15 526,17 €	642,85 €	1 385,43 €

La contribution C19 au titre des années 2018, 2019 et 2020 est versée aux Entreprises par un mécanisme d'acompte mensuel.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-004-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-004

EVOLUTION DE L'OFFRE PROGRAMMEE AU COURS DE L'ANNEE 2021 SUR LE PERIMETRE RATP

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU le rapport n°20210211-004 ;
VU les avis de la Commission de l'offre de transport du 3 février 2021 et de la Commission économique et tarifaire du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve les évolutions d'offre liées au PEX L14 ainsi que la prise en charge par Île-de-France Mobilités des coûts d'exploitation associés pour un montant de 22 547 K€ (€ 2015) pour 2021 en C1 ainsi que pour un montant de 960 K€ (€2015) pour 2021 en C2 ;

ARTICLE 2 : approuve les évolutions d'offre bus des lignes 203, 214, 283, 286 ainsi que la prise en charge par Île-de-France Mobilités des coûts d'exploitation associés pour un montant de 452 K€ (€ 2015) pour 2021 ;

ARTICLE 3 : approuve les évolutions de l'offre de l'annexe billettique Communautaire sur le périmètre RATP ainsi que la prise en charge par Île-de-France Mobilités des coûts d'exploitation associés pour :

- Un montant de 120,2 K€ (€ 2020), pour les développements nécessaires dans les systèmes de Comutitres en vue de la gestion des profils handicapés via l'Agence Solidarité Transport ;
- Un montant plafond convenu entre les parties pour la mise à jour du calendrier et du chiffrage du marché du logiciel embarqué de l'Annexe Billettique Communautaire,
- Les modifications du chapitre « Contribution de l'entreprise aux charges de Comutitres » de l'Annexe Billettique Communautaire.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-004-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 4 : approuve que ces coûts d'exploitation soient intégrés, dans un premier temps et conformément à l'article R. 1241-25 du Code des Transports, dans la contribution forfaitaire provisionnelle versée en l'absence de convention, puis le moment venu dans la convention pluriannuelle visée à l'article R. 1241-24 du même code ;

ARTICLE 5 : approuve les impacts de plusieurs mesures de gratuité et de réduction de la tarification en faveur des voyageurs en situation de mobilité réduite affectant l'objectif de recettes de la RATP (délibération N°2020/641 du 9 décembre 2020). Ces impacts seront intégrés dans la convention pluriannuelle visée à l'article R. 1241-24 du Code des Transports.

ARTICLE 6 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-005-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-005

AVENANT N°1 AU CONTRAT 2020-2023 ENTRE ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES, SNCF VOYAGEURS ET SNCF GARES & CONNEXIONS

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;
VU le contrat d'exploitation 2020-2023 entre Île-de-France Mobilités, SNCF Voyageurs et SNCF Gares & Connexions signé le 14 décembre 2020 ;
VU le rapport n°20210211-005 ;
VU les avis de la Commission de l'offre de transport du 3 février 2021 et de la Commission économique et tarifaire du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°1 au contrat 2020-2023 entre Île-de-France Mobilités, SNCF Voyageurs et SNCF Gares & Connexions ;

ARTICLE 2 : demande à SNCF Voyageurs de réserver auprès de SNCF RESEAU les sillons correspondant à la pérennisation de l'évolution d'offre de la ligne P et aux évolutions d'offre du RER D ;

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à signer l'avenant approuvé à l'article 1 et annexé à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-007-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-007

Concession pour l'exploitation des lignes de bus desservant la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants ;
VU la délibération n°2019/111 décidant du principe de gestion à un tiers pour l'exploitation des lignes de bus desservant la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée ;
VU les avis d'appel à la concurrence publiés en exécution de cette délibération ;
VU les procès-verbaux de la Commission de délégation de service public en date des 2 septembre 2019, 25 septembre 2019 et 24 juillet 2020 ;
VU le Rapport présentant les motifs du choix du candidat et l'économie générale du contrat ;
VU le courrier d'envoi aux membres du conseil de l'ensemble des documents afférents à ce dossier ;
VU le rapport n° 20210211-007 ;
VU l'avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve le choix de l'entreprise Transdev comme délégataire de service public pour l'exploitation des lignes de bus desservant la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée ;

ARTICLE 2 : approuve le contrat de délégation de service public, joint à la présente délibération ainsi que l'ensemble de ses annexes et autorise le directeur général à le signer ;

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution du contrat de délégation de service public ;

ARTICLE 4 : autorise le directeur général à indemniser les candidats perdants dans les termes fixés à l'article 3.6 du Règlement de la consultation, à hauteur de 100.000 euros chacun.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-007-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 5 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-008-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-008

Concession pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'est de l'agglomération de Saint-Germain Boucles de Seine ainsi que la commune d'Argenteuil

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants ;
VU la délibération n°2019/110 décidant du principe de gestion à un tiers pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'est de l'agglomération de Saint-Germain Boucles de Seine ainsi que la commune d'Argenteuil ;
VU les avis d'appel à la concurrence publiés en exécution de cette délibération ;
VU les procès-verbaux de la Commission de délégation de service public en date des 2 septembre 2019, 25 septembre 2019 et 21 avril 2020 ;
VU le Rapport présentant les motifs du choix du candidat et l'économie générale du contrat ;
VU le courrier d'envoi aux membres du conseil de l'ensemble des documents afférents à ce dossier ;
VU le rapport n° 20210211-008 ;
VU l'avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve le choix de l'entreprise KEOLIS, 20 rue Le Peletier 75009 PARIS, en qualité de délégataire de service public pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'est de l'agglomération de Saint-Germain Boucles de Seine ainsi que la commune d'Argenteuil ;

ARTICLE 2 : approuve le contrat de délégation de service public, joint à la présente délibération ainsi que l'ensemble de ses annexes et autorise le directeur général à le signer ;

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution du contrat de délégation de service public ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-008-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 4 : autorise le directeur général à indemniser les candidats évincés dans les termes fixés à l'article 3.6 du Règlement de la consultation, à hauteur de 100 000 euros chacun.

ARTICLE 5 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-009-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-009

Concession pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'est de la communauté urbaine de Grand Paris Seine et Oise

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants ;
VU la délibération n°2019/107 décidant du principe de gestion à un tiers pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'est de la communauté urbaine de Grand Paris Seine et Oise ;
VU les avis d'appel à la concurrence publiés en exécution de cette délibération ;
VU les procès-verbaux de la Commission de délégation de service public en date des 2 septembre 2019, 25 septembre 2019, et 17 septembre 2020 ;
VU le Rapport présentant les motifs du choix du candidat et l'économie générale du contrat ;
VU le courrier d'envoi aux membres du conseil de l'ensemble des documents afférents à ce dossier ;
VU le rapport n° 20210211-009 ;
VU l'avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve le choix de l'entreprise Keolis comme délégataire de service public pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'est de la communauté urbaine de Grand Paris Seine et Oise ;

ARTICLE 2 : approuve le contrat de délégation de service public, joint à la présente délibération ainsi que l'ensemble de ses annexes et autorise le directeur général à le signer ;

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution du contrat de délégation de service public ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-009-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 4 : autorise le directeur général à indemniser les candidats perdants dans les termes fixés à l'article 3.6 du Règlement de la consultation, à hauteur de 100.000 euros chacun.

ARTICLE 5 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-010-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-010

Concession pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'ouest de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise et la communauté de communes des Portes de l'Ile-de-France

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants ;
VU la délibération n°2019/326 décidant du principe de gestion à un tiers pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'ouest de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise et la communauté de communes des Portes de l'Ile-de-France ;
VU les avis d'appel à la concurrence publiés en exécution de cette délibération ;
VU les procès-verbaux de la Commission de délégation de service public en date des 17 janvier 2020, 21 février 2020, et 17 septembre 2020 ;
VU le Rapport présentant les motifs du choix du candidat et l'économie générale du contrat ;
VU le courrier d'envoi aux membres du conseil de l'ensemble des documents afférents à ce dossier ;
VU le rapport n° 20210211-010 ;
VU l'avis de la commission économique et tarifaire 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve le choix de l'entreprise RATP Dev comme délégataire de service public pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'ouest de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise et la communauté de communes des Portes de l'Ile-de-France ;

ARTICLE 2 : approuve le contrat de délégation de service public, joint à la présente délibération ainsi que l'ensemble de ses annexes et autorise le directeur général à le signer ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-010-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution du contrat de délégation de service public ;

ARTICLE 4 : autorise le directeur général à indemniser les candidats perdants dans les termes fixés à l'article 3.6 du Règlement de la consultation, à hauteur de 100.000 euros chacun .

ARTICLE 5 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-012-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-012

ACQUISITION D'UN SITE POUR LA REALISATION D'UN CENTRE OPERATIONNEL BUS

Emprise foncière située dans la zone industrielle Trappes – Elancourt, 6 avenue des Frères Lumière TRAPPES (78190)

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L 1211-1 ;
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1311-9 à L. 1311-12 ;
VU le règlement (CE) n° 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;
VU la loi n°2009-1503 du 8 décembre 2009 dite loi ORTF ;
VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU l'avis de la Direction départementale des finances publiques des Yvelines n°2020-621V0523 en date du 17 décembre 2020 ;
VU le rapport n°20210211-012 ;
VU l'avis de la commission économique et tarifaire en date du 5 février 2021 ;

CONSIDÉRANT que le bien consiste en un terrain bâti, d'une emprise de 39 600 m² contenant un entrepôt logistique d'une surface au sol d'environ 16 000 m² composé de 7 cellules ainsi qu'un local de gardiennage comprenant un logement et la chaufferie générale sis 6 avenue des Frères Lumière à TRAPPES (78 190) appartenant à la SCI Mazarin ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir le bien en vue d'y aménager un centre opérationnel bus ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire par l'intermédiaire de la société CBRE ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-012-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition foncière ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : décide d'acquérir l'emprise cadastrée AM n°4 sise 6 rue des Frères Lumière à TRAPPES (78 190) d'une contenance de 39 600 m² composée d'un entrepôt logistique d'une surface au sol d'environ 16 000 m² et d'un local de gardiennage pour un montant de DOUZE MILLIONS SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (12 650 000.00 EUROS) auprès de la SCI Mazarin Paris dont le siège est 5 avenue Bertie Albrecht à PARIS (75 008), identifiée au SIREN sous le numéro 815 193 933 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS, et autorise le paiement d'honoraire à hauteur de 2,5% du prix de vente hors taxe dudit bien soit TROIS CENT SEIZE MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS (316 250.00 EUROS), majoré de la TVA applicable à la société CBRE Conseil et Transaction CBRE Conseil & Transaction, société par actions simplifiée dont le siège social est sis 76, rue de Prony à PARIS (75 017), identifiée au SIREN sous le numéro 433 951 282, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer tous les actes concrétisant la présente délibération et notamment tous les actes passés en son application visant au transfert de propriété tels que la promesse de vente et l'acte de vente.

ARTICLE 3 : Les sommes exigées pour la présente acquisition seront reportées au budget de l'année 2021.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-013-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-013

AVENANT N°3 A LA CONVENTION ENTRE ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES ET LA REGION GRAND EST RELATIVE AUX PRINCIPES D'ORGANISATION ET DE PRISE EN CHARGE DES TRAINS ASSURANT LES SERVICES PARIS - TROYES - BELFORT – MULHOUSE ET PARIS – SAINT-DIZIER / BAR-LE-DUC – STRASBOURG

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU le protocole d'accord conclu entre l'Etat et les régions Grand Est, Bourgogne-Franche-Comté et le Syndicat des Transports d'Île-de-France le 3 mai 2017 sur la gouvernance des Trains d'Equilibre du Territoire Paris-Troyes-Belfort, Hirson-Metz et Reims-Dijon ;
VU la convention passée entre le Syndicat des Transports d'Île-de-France et la Région Grand Est approuvée par délibération n° 2017/885 du 13 décembre 2017 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France ;
VU la délibération n°2020/448 du 8 octobre 2020 relative à l'évolution de l'offre ferroviaire programmée pour le service annuel 2021
VU le rapport n° 20210211-013 ;
VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°3 à la convention entre Île-de-France Mobilités et la Région Grand Est relative aux principes d'organisation et de prise en charge des trains assurant le service Paris-Troyes-Belfort-Mulhouse, adoptée lors du conseil d'administration du 13 décembre 2017 ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer l'avenant approuvé à l'article 1 et annexé à la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-013-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 3 : Le directeur général et chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-014-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-014

AVENANT N°6 AU CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 RESEAU IU Rambouillet

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/247 du 30 mai 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et l'entreprise Transdev Île-de-France Etablissement de Rambouillet ;

VU les délibérations n°2017/663 du 3 octobre 2017, n°2018/348 du 11 juillet 2018, n°2019/524 du 12 décembre 2019 et n°2020/461 du 8 octobre 2020 approuvant respectivement les avenants n°2, n°3, n°4 et n°5 entre Île-de-France Mobilités et l'entreprise Transdev Île-de-France Etablissement de Rambouillet ;

VU le rapport général n°20210211-014 à 20210211-024 ;

VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°6 pour le réseau IU Rambouillet ainsi que l'ensemble de ses annexes ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer ledit avenant et ses annexes avec l'entreprise Transdev Etablissement de Rambouillet ;

ARTICLE 3 : le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération, et notamment de la mise à jour du plan régional des transports. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-015-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-015

AVENANT N°2 AU CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 RESEAU Vallée de l'Oise

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/048 du 26 janvier 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et l'entreprise Céobus ;

VU le rapport général n°20210211-014 à 20210211-024 ;

VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°2 pour le réseau Vallée de l'Oise ainsi que l'ensemble de ses annexes ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer ledit avenant et ses annexes avec l'entreprise Céobus.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération, et notamment de la mise à jour du plan régional des transports. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-016-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-016

AVENANT N°8 AU CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 045-019 RESEAU « Bus en Seine »

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/254 du 30 mai 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et l'entreprise Transdev Île-de-France Etablissement de Montesson La Boucle et l'entreprise TVO ;

VU les délibérations n°2017/684 du 3 octobre 2017, n°2018/021 du 3 février 2018, n°2018/354 du 11 juillet 2018, n°2019/116 du 17 avril 2019, n°2019/409 du 9 octobre 2019 et n°2020/067 du 5 février 2020 approuvant respectivement les avenants n°2, n°3, n°4, n°5, n°6 et n°7 au contrat d'exploitation entre Île-de-France Mobilités et l'entreprise Transdev Île-de-France Etablissement de Montesson La Boucle et l'entreprise TVO ;

VU le rapport général nn°20210211-014 à 20210211-024 ;

VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°8 pour le réseau Bus en Seine ainsi que l'ensemble de ses annexes ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer ledit avenant et ses annexes avec l'entreprise Transdev Île-de-France Etablissement de Montesson La Boucle et l'entreprise TVO.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération, et notamment de la mise à jour du plan régional des transports. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-017-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-017

AVENANT N°3 AU CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 RESEAU DOURDANNAIS

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;
VU la délibération n°2017/391 du 28 juin 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre Île-de-France Mobilités et Cars Perron ;
VU la délibération n°2019/529 du 12 décembre 2019 approuvant l'avenant n°2 entre Île-de-France Mobilités et l'entreprise Transdev CEA Transport ;
VU le rapport général nn°20210211-014 à 20210211-024 ;
VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°3 pour le réseau Dourdannais ainsi que l'ensemble de ses annexes ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer ledit avenant et ses annexes avec l'entreprise Transdev CEA Transport.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération, et notamment de la mise à jour du plan régional des transports. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-018-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-018

AVENANT N°8 AU CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 RESEAU VAL D'ESSONNE

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/261 du 30 mai 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre Île-de-France Mobilités et les entreprises Transdev Île-de-France Etablissement de Brétigny sur Orge et Transdev CEA Transport ;

VU les délibérations n°2017/846 du 13 décembre 2017, n°2018/365 du 11 juillet 2018, n°2018/580 du 12 décembre 2018, n°2019/420 du 9 octobre 2019 et n°2020/073 du 5 février 2020, approuvant les avenants n°2, n°3, n°4, n°5 et n°6 entre Île-de-France Mobilités et les entreprises Transdev Île-de-France Etablissement de Brétigny sur Orge et Transdev CEA Transport ;

VU le rapport général n°20210211-014 à 20210211-024 ;

VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°8 pour le réseau Val d'Essonne ainsi que l'ensemble de ses annexes ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer ledit avenant et ses annexes avec les entreprises Transdev Île-de-France Etablissement de Brétigny sur Orge et Transdev CEA Transport.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-018-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération, et notamment de la mise à jour du plan régional des transports. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-019-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-019

AVENANT N°7 AU CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 RESEAU VAL D'ESSONNE

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/064 du 26 janvier 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et l'entreprise Keolis Seine Essonne ;

VU les délibérations n°2017/357 du 28 juin 2017, n°2018/025 du 14 février 2018, n° 2018/366, n°2019/530 et n° 2020/249 approuvant les avenants N°2, N°3, N°4, N°5 et N°6 entre le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et l'entreprise Keolis Seine Essonne ;

VU le rapport général n°20210211-014 à 20210211-024 ;

VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°7 pour le réseau Val d'Essonne ainsi que l'ensemble de ses annexes ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer ledit avenant et ses annexes avec l'entreprise Keolis Seine Essonne.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération, et notamment de la mise à jour du plan régional des transports. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-020-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-020

AVENANT N°8 AU CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 RESEAU Val d'Yerres

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/262 du 30 mai 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et l'entreprise STRAV ;

VU les délibérations n°2017/848 du 13 décembre 2017, n°2018/027 du 14 février 2018, n°2018/597 du 12 décembre 2018, n°2019/384 du 9 octobre 2019, n°2020/250 du 10 juin 2020 et n°2020/323 du 8 juillet 2020 approuvant respectivement les avenants n°2, n°3, n°4, n°5, n°6 et n°7 entre Île-de-France Mobilités et l'entreprise STRAV ;

VU le rapport général n°20210211-014 à 20210211-024 ;

VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°8 pour le réseau Val d'Yerres ainsi que l'ensemble de ses annexes ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer ledit avenant et ses annexes avec l'entreprise STRAV.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération, et notamment de la mise à jour du plan régional des transports. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-021-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-021

AVENANT N°4 AU CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 RESEAU Orgebus Génovebus (099-010)

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/288 du 30 mai 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et les entreprises CEA Transport et Transdev Île-de-France Etablissement de Brétigny-sur-Orge ;

VU les délibérations n°2017/852 du 12 décembre 2017 et n°2020/078 du 5 février 2020, approuvant respectivement les avenants n°2 et n°3 entre le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et les entreprises CEA Transport et Transdev Île-de-France Etablissement de Brétigny-sur-Orge ;

VU le rapport général n°20210211-014 à 20210211-024 ;

VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°4 pour le réseau Orgebus-Génovebus ainsi que l'ensemble de ses annexes ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer ledit avenant et ses annexes avec les entreprises CEA Transport et Transdev Île-de-France Etablissement de Brétigny-sur-Orge.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération, et notamment de la mise à jour du plan régional des transports. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-022-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février

Délibération N° 20210211-022

AVENANT N°4 AU CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 RESEAU LACS DE L'ESSONNE

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/073 du 26 janvier 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et l'entreprise Cars Soeur ;

VU les délibérations n°2018/0370 du 10 juillet 2018 et n°2020/312 du 8 juillet 2020 approuvant les avenants n°2 et n°3 entre le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et l'entreprise Cars Soeur ;

VU le rapport général n°20210211-014 à 20210211-024 ;

VU les avis de la Commission de l'offre de transport du 3 février 2021 et de la Commission économique et tarifaire du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°4 pour le réseau Lacs de l'Essonne ainsi que l'ensemble de ses annexes ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer ledit avenant et ses annexes avec l'entreprise Cars Soeur ;

ARTICLE 3 : le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération, et notamment de la mise à jour du plan régional des transports. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-022-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-023-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-023

AVENANT N°2 A LA CONVENTION PARTENARIALE RESEAU PLAINE DE VERSAILLES

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU les délibérations n°2017/191 du 22 mars 2017 et n°2017/837 du 13 décembre 2017 approuvant respectivement la convention partenariale et son avenant n°1 entre le Syndicat des Transports d'Ile-de-France, la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc, la communauté de communes Gally Mauldre, la commune de Jouars-Pontchartrain, la communauté d'agglomération Saint-Quentin-en-Yvelines, le Syndicat Intercommunal de Transport et d'Equipement de la Région de Rambouillet et les entreprises Transdev Île-de-France établissements d'Ecquevilly et de Houdan, Transdev CSO, Cars Hourtoule et STAVO ;

VU le rapport général n°20210211-014 à 20210211-024 ;

VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°2 à la convention partenariale pour le réseau Plaine de Versailles ainsi que l'ensemble de ses annexes ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer lesdits avenants et leurs annexes avec la communauté de commune Gally-Mauldre et les entreprises Transdev Île-de-France établissements d'Ecquevilly et de Houdan, et Transdev CSO ; Cars Hourtoule et STAVO.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-023-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération, et notamment de la mise à jour du plan régional des transports. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-024-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-024

AVENANT N°1 A LA CONVENTION PARTENARIALE

RESEAU TRAVERCIEL

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/200 du 22 mars 2017 approuvant la convention partenariale entre le Syndicat des Transports d'Ile-de-France, la Communauté d'Agglomération de Versailles Grand Parc et l'entreprise Transdev Ile-de-France – Etablissement de Nanterre ;

VU le rapport général n°20210211-014 à 20210211-024 ;

VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°1 à la convention partenariale pour le réseau Traverciel ainsi que l'ensemble de ses annexes ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer ledit avenant n°1 à la convention partenariale et ses annexes avec la Communauté d'Agglomération de Versailles Grand Parc et l'entreprise Transdev Ile-de-France établissement de Nanterre.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération, et notamment de la mise à jour du plan régional des transports. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-025-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2020

Délibération n° 20210211-025

AVENANT N°2 A LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC T9/RESEAU BORD DE L'EAU

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU le contrat d'exploitation du T9 et du réseau Bord de l'eau, entre Île-de-France Mobilités et Keolis signé le 14 juillet 2019 ;
VU le rapport n°20210211-025 ;
VU les avis de la Commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la Commission de l'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°2 à la Délégation de Service Public conclue entre Île-de-France Mobilités et Keolis pour l'exploitation du T9 et du réseau Bord de l'eau ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer l'avenant approuvé à l'article 1 et annexé à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-028-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-028

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE A LA COMMUNE D'ABLON-SUR-SEINE EN MATIERE DE TRANSPORT SCOLAIRE DES ELEVES EN SITUATION DE HANDICAP

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU la loi n°83-634 modifiée du 13 juillet 1983, la loi n°84-53 modifiée du 26 janvier 1983, la loi n°2004-809 modifiée du 13 août 2004 ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France, modifiée notamment par la loi n°2009-1503 du 8 décembre 2009 ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des transport d'Île-de-France n°2019/128 du 17 avril 2019 approuvant le Règlement régional relatif au transport scolaire des élèves et étudiants handicapés franciliens ;
VU le rapport n° 20210211-028 à 20210211-036 ;
VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de délégation de compétence à la commune d'ABLON-SUR-SEINE en matière de transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap, pour les élèves de son territoire, du 1er juillet 2021 à la fin de l'année scolaire 2024-2025 ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-029-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n°20210211-029

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE A LA COMMUNE D'ARCUEIL EN MATIERE DE TRANSPORT SCOLAIRE DES ELEVES EN SITUATION DE HANDICAP

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU la loi n°83-634 modifiée du 13 juillet 1983, la loi n°84-53 modifiée du 26 janvier 1983, la loi n°2004-809 modifiée du 13 août 2004 ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France, modifiée notamment par la loi n°2009-1503 du 8 décembre 2009 ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des transport d'Île-de-France n°2019/128 du 17 avril 2019 approuvant le Règlement régional relatif au transport scolaire des élèves et étudiants handicapés franciliens ;
VU le rapport n° 20210211-028 à 20210211-036 ;
VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de délégation de compétence à la commune d'ARCUEIL en matière de transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap, pour les élèves de son territoire, du 1er juillet 2021 à la fin de l'année scolaire 2024-2025 ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-030-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-030

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE A LA COMMUNE DE BONNEUIL-SUR-MARNE EN MATIERE DE TRANSPORT SCOLAIRE DES ELEVES EN SITUATION DE HANDICAP

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU la loi n°83-634 modifiée du 13 juillet 1983, la loi n°84-53 modifiée du 26 janvier 1983, la loi n°2004-809 modifiée du 13 août 2004 ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France, modifiée notamment par la loi n°2009-1503 du 8 décembre 2009 ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des transport d'Île-de-France n°2019/128 du 17 avril 2019 approuvant le Règlement régional relatif au transport scolaire des élèves et étudiants handicapés franciliens ;

VU le rapport n° 20210211-028 à 20210211-036 ;

VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de délégation de compétence à la commune de BONNEUIL-SUR-MARNE en matière de transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap, pour les élèves de son territoire, du 1er juillet 2021 à la fin de l'année scolaire 2024-2025 ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-031-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-031

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE A LA COMMUNE DE BRY-SUR-MARNE EN MATIERE DE TRANSPORT SCOLAIRE DES ELEVES EN SITUATION DE HANDICAP

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU la loi n°83-634 modifiée du 13 juillet 1983, la loi n°84-53 modifiée du 26 janvier 1983, la loi n°2004-809 modifiée du 13 août 2004 ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France, modifiée notamment par la loi n°2009-1503 du 8 décembre 2009 ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des transport d'Île-de-France n°2019/128 du 17 avril 2019 approuvant le Règlement régional relatif au transport scolaire des élèves et étudiants handicapés franciliens ;

VU le rapport n° 20210211-028 à 20210211-036 ;

VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de délégation de compétence à la commune de BRY-SUR-MARNE en matière de transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap, pour les élèves de son territoire, du 1er juillet 2021 à la fin de l'année scolaire 2024-2025 ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-032-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-032

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE A LA COMMUNE DE CACHAN EN MATIERE DE TRANSPORT SCOLAIRE DES ELEVES EN SITUATION DE HANDICAP

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU la loi n°83-634 modifiée du 13 juillet 1983, la loi n°84-53 modifiée du 26 janvier 1983, la loi n°2004-809 modifiée du 13 août 2004 ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France, modifiée notamment par la loi n°2009-1503 du 8 décembre 2009 ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des transport d'Île-de-France n°2019/128 du 17 avril 2019 approuvant le Règlement régional relatif au transport scolaire des élèves et étudiants handicapés franciliens ;
VU le rapport n° 20210211-028 à 20210211-036 ;
VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de délégation de compétence à la commune de CACHAN en matière de transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap, pour les élèves de son territoire, du 1er juillet 2021 à la fin de l'année scolaire 2024-2025 ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-033-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-033

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE A LA COMMUNE DE L'HÄY-LES-ROSES EN MATIERE DE TRANSPORT SCOLAIRE DES ELEVES EN SITUATION DE HANDICAP

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU la loi n°83-634 modifiée du 13 juillet 1983, la loi n°84-53 modifiée du 26 janvier 1983, la loi n°2004-809 modifiée du 13 août 2004 ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France, modifiée notamment par la loi n°2009-1503 du 8 décembre 2009 ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des transport d'Île-de-France n°2019/128 du 17 avril 2019 approuvant le Règlement régional relatif au transport scolaire des élèves et étudiants handicapés franciliens ;
VU le rapport n° 20210211-028 à 20210211-036 ;
VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de délégation de compétence à la commune de l'HÄY-LES-ROSES en matière de transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap, pour les élèves de son territoire, du 1er juillet 2021 à la fin de l'année scolaire 2024-2025 ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-034-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-034

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE A LA COMMUNE DE MAISONS-ALFORT EN MATIERE DE TRANSPORT SCOLAIRE DES ELEVES EN SITUATION DE HANDICAP

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU la loi n°83-634 modifiée du 13 juillet 1983, la loi n°84-53 modifiée du 26 janvier 1983, la loi n°2004-809 modifiée du 13 août 2004 ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France, modifiée notamment par la loi n°2009-1503 du 8 décembre 2009 ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des transport d'Île-de-France n°2019/128 du 17 avril 2019 approuvant le Règlement régional relatif au transport scolaire des élèves et étudiants handicapés franciliens ;
VU le rapport n° 20210211-028 à 20210211-036 ;
VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de délégation de compétence à la commune de MAISONS-ALFORT en matière de transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap, pour les élèves de son territoire, du 1er juillet 2021 à la fin de l'année scolaire 2024-2025 ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le directeur général de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-035-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-035

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE A LA COMMUNE D'ORMESSON-SUR-MARNE EN MATIERE DE TRANSPORT SCOLAIRE DES ELEVES EN SITUATION DE HANDICAP

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU la loi n°83-634 modifiée du 13 juillet 1983, la loi n°84-53 modifiée du 26 janvier 1983, la loi n°2004-809 modifiée du 13 août 2004 ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France, modifiée notamment par la loi n°2009-1503 du 8 décembre 2009 ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des transport d'Île-de-France n°2019/128 du 17 avril 2019 approuvant le Règlement régional relatif au transport scolaire des élèves et étudiants handicapés franciliens ;
VU le rapport n° 20210211-028 à 20210211-036 ;
VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de délégation de compétence à la commune d'ORMESSON-SUR-MARNE en matière de transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap, pour les élèves de son territoire, du 1er juillet 2021 à la fin de l'année scolaire 2024-2025 ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-036-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-036

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE A LA COMMUNE DES ESSARTS LE ROI EN MATIERE DE SERVICES SPECIAUX DE TRANSPORTS PUBLICS ROUTIERS RESERVES AUX ELEVES (CSS)

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU la loi n° 83-634 modifiée du 13 juillet 1983, la loi n° 84-53 modifiée du 26 janvier 1983, la loi n°2004-809 modifiée du 13 août 2004 ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération d'Île-de-France n°2020/030 du 5 février 2020, portant approbation du Règlement Régional relatif aux circuits spéciaux scolaires – conditions et modalités de financement ;
VU le rapport n° 20210211-028 à 20210211-036 ;
VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission d'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de délégation de compétence à la commune des Essarts-le-Roi en matière de services spéciaux de transports publics routiers réservés aux élèves (CSS) sur leur territoire du 1er septembre 2019 à la fin de l'année scolaire 2020-2021 ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer ladite convention.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-037-1-DE
Date de télétransmission : 15/02/2021
Date de réception préfecture : 15/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 Février 2021

Délibération N° 20210211-037

NOUVEL ELAN POUR L'AMELIORATION DU SERVICE PAM FRANCILIEN

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la loi n°83-634 modifiée du 13 juillet 1983, la loi n° 84-53 modifiée du 26 janvier 1983, la loi n° 2004-809 modifiée du 13 août 2004 ;
VU la décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°7539 du 10 octobre 2002 relative à la mise en place du service d'information régional et des centres de réservation et de gestion pour les déplacements des personnes à mobilité réduite ;
VU la décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°7903 du 13 février 2004 relative à l'adaptation du cahier des charges des services de transport spécialisé de personnes à mobilité réduite ;
VU la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n°2020/668 du 9 décembre 2020 relative à l'adoption du nouveau règlement régional du réseau PAM Île-de-France ;
VU le rapport n° 20210211-037 ;
VU les avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 et de la commission de l'offre de transport du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve le principe de la régionalisation progressive du PAM en vue d'améliorer le service offert ;

ARTICLE 2 : approuve les objectifs suivants d'évolution du service vers un service PAM francilien :

- un service identique, accessible à tous dans les mêmes conditions d'accès, d'éligibilité des trajets et de conditions de transport ;
- un service accessible au même tarif pour l'usager, quel que soit le lieu de résidence ;
- la possibilité de voyager sans contrainte sur l'ensemble du territoire francilien, quel que soit le département de résidence et les lieux d'origine et de destination ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-037-1-DE
Date de télétransmission : 15/02/2021
Date de réception préfecture : 15/02/2021

- une adaptation de l'offre aux besoins plus réactive ;
- une mise en œuvre plus rapide des améliorations attendues du règlement régional pour des engagements forts en matière de qualité de service à l'usager (délai de réservation, ponctualité, information ,…) ;
- une gouvernance partagée entre les Départements, Paris, la Région Île-de-France et Île-de-France Mobilités, alliant leurs compétences sociales et leurs compétences en mobilités pour organiser un service proche des usagers et adapté à la diversité des territoires franciliens ;
- une gestion efficiente, permettant un service de qualité à un coût compatible avec les capacités financières des usagers et les exigences budgétaires des collectivités, considérant que les contributions actuelles des Départements constituent un plafond de leurs contributions ;

ARTICLE 3 : approuve le principe de mise en œuvre d'une centrale régionale de réservation et d'exploitation du service PAM ;

ARTICLE 4 : mandate le directeur général pour concevoir ce service PAM francilien, en accord avec les Départements, Paris et la Région Île-de-France, et en concertation avec les parties prenantes ;

ARTICLE 5 : un calendrier détaillé et une stratégie financière de mise en place de la régionalisation du PAM seront présentés lors d'un prochain Conseil d'Île-de-France Mobilités et avant toute régionalisation.

ARTICLE 6 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-038-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-038

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE COULOMMIERS PAYS DE BRIE (CACPB)

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU la délibération n°2007/0048 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 14 février 2007 sur les dessertes de niveau local ;

VU la délibération n°2011/0497 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 1er juin 2011 ;

VU la délibération n°2017/123 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 22 mars 2017 ;

VU la délibération n°2020/321 du 26 novembre 2020 de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie ;

VU la délibération n°2020/676 du Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités du 9 décembre 2020 ;

VU la Convention de délégation de compétence du 9 avril 2020 ;

VU le rapport général n°20210211-038 à 20210211-041 ;

VU les avis de la commission de l'offre de transport du 3 février 2021 et de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention par laquelle la CACPB reçoit délégation de compétence d'Île-de-France Mobilités pour l'organisation du transport à la demande.

ARTICLE 2 : La tarification applicable au service est la tarification francilienne.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-038-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 3 : La participation d'Île-de-France Mobilités au financement du service est de 2 374 € (valeur 2021) en année pleine.

ARTICLE 4 : Le directeur général est autorisé à signer ladite convention.

ARTICLE 5 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités, et de la mise à jour du plan de transport, à compter de la prise d'effet du service délégué.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-039-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-039

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE A LA VILLE DE SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n° 2007/0048 du 14 février 2007 relative aux dessertes de niveau local ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2011/0497 du 1er juin 2011 sur l'actualisation du financement des dessertes de niveau local ;
VU la délibération du Conseil Municipal de Saint-Germain-Lès-Corbeil n°56-2012 du 19 novembre 2012 ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n° 2012/386 du 13 décembre 2012 ;
VU la convention de délégation de compétence du 6 mars 2013 ;
VU la délibération du conseil Municipal n°17-2016 du 21 mars 2016 ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n° 2016/277 du 13 juillet 2016 ;
VU la convention de délégation de compétence du 30 août 2016 ;
VU la délibération du Conseil Municipal n°59-2020 du 9 novembre 2020 ;
VU le rapport n°20210211-038 à 20210211-041 ;
VU les avis de la commission de l'offre de transport du 3 février 2021 et de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention par laquelle la Commune de Saint-Germain-lès-Corbeil reçoit délégation de compétence d'Île-de-France Mobilités pour l'organisation du service régulier local, pour une navette interne à la commune destiné à transporter principalement les habitants de la commune.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-039-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 2 : Les voyageurs sont admis gratuitement sur ce service.

ARTICLE 3 : Le directeur général est autorisé à signer ladite convention.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités, et de la mise à jour du plan de transport, à compter de la date de prise d'effet du service délégué.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-040-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-040

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE A LA VILLE DE PIERRELAYE

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2007/0048 du 14 février 2007 relative aux dessertes de niveau local ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2011/0497 du 1er juin 2011 sur l'actualisation du financement des dessertes de niveau local ;
VU la délibération n°745/2014 de la Commune de Pierrelaye du 4 février 2014 ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2014/251 en date du 5 juin 2014 ;
VU la convention de délégation de compétence du 25 février 2014 ;
VU la délibération n°435/2017 de la Commune de Pierrelaye du 12 décembre 2017 ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2018/447 en date du 9 octobre 2018 ;
VU la convention de délégation de compétence du 25 février 2018 ;
VU la délibération de la commune de Pierrelaye du 9 février 2021 ;
VU le rapport n°20210211-038 à 20210211-041 ;
VU les avis de la commission de l'offre de transport du 3 février 2021 et de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention par laquelle la Commune de Pierrelaye reçoit délégation de compétence d'Île-de-France Mobilités pour l'organisation du service régulier local, pour une navette interne organisée en 4 circuits.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-040-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 2 : Les voyageurs sont admis gratuitement sur ce service.

ARTICLE 3 : Le directeur général est autorisé à signer ladite convention.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités, et de la mise à jour du plan de transport, à compter de la date de prise d'effet du service délégué.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-041-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-041

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE A LA VILLE DE BRY-SUR-MARNE POUR L'ORGANISATION D'UNE DESSERTE LOCALE DE TYPE SERVICES REGULIERS LOCAUX

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2007/0048 du 14 février 2007 sur les dessertes de niveau local ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2011/0497 du 1er juin 2011 relative à l'actualisation du financement des dessertes de niveau local ;
VU la délibération de la Ville de Bry-sur-Marne n°D19-0073 du 19 décembre 2019 relative à la délégation de compétence en matière de service régulier local ;
VU la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n°2020/213 du 10 juin 2020 relative à la délégation de compétence en matière de service régulier local ;
VU la délibération de la Ville de Bry-sur-Marne sur le prolongement de la durée de la convention de délégation ;
VU Le rapport n° 20210211-038 à 20210211-041 ;
VU les avis de la Commission de l'offre de transport du 3 février 2021 et de la Commission économique et tarifaire du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°1 à la convention de délégation de compétence en matière de desserte locale de type services réguliers à la Ville de Bry-sur-Marne ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer l'avenant approuvé à l'article 1 et annexé à la présente délibération ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-041-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités, et de la mise à jour du plan de transport, à compter de la date de prise d'effet du service délégué.

La Présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-042-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-042

NOUVEAU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU COVOITURAGE

Le conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/261 du 11 juillet 2018 par laquelle le conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France a approuvé son Règlement Budgétaire et Financier ;
VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités et notamment ses articles 16, 25, 28, 35, 39, 82, 160, 189 ;
VU le rapport n° 20210211-042 ;
VU l'avis de la commission de la qualité de service, accessibilité et relation avec les voyageurs du 2 février 2021 **;**

Considérant la possibilité, validée par la direction des affaires juridiques du ministère des finances, pour Île-de-France Mobilités de verser une rémunération aux opérateurs de covoiturage dans le cadre d'une convention ouverte et, par ailleurs, la volonté d'intégrer le covoiturage dans un bouquet de services de mobilités accessibles aux Franciliens depuis la plateforme Maas d'Île-de-France Mobilités et d'affirmer son rôle d'Autorité digitale, moderne, au service de la simplification des usages,

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve les principes du nouveau dispositif d'encouragement à la pratique du covoiturage en Île-de-France figurant en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 2 : confirme le budget global voté de six millions (6 000 000) d'euros sur la période de l'opération (février 2021 – juin 2022).

ARTICLE 3 : donne délégation au directeur général pour négocier et signer les conventions correspondant à la mise en place du nouveau dispositif d'incitation au covoiturage avec les

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-042-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

acteurs partenaires, à partir du 13 février 2021 et jusqu'au 30 juin 2022 ainsi que les avenants éventuels à ces conventions.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



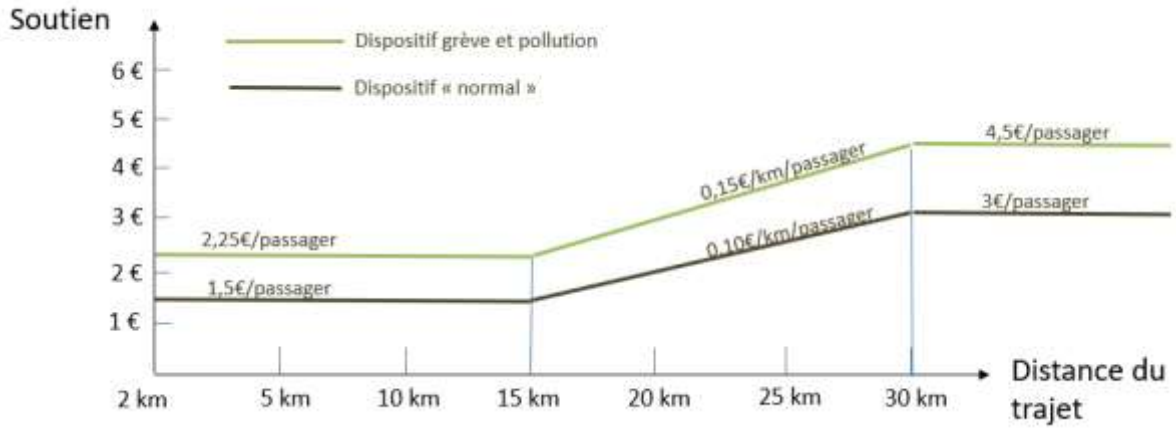
Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-042-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ANNEXE A LA DELIBERATION

PRINCIPES DU NOUVEAU DISPOSITIF D'ENCOURAGEMENT A LA PRATIQUE DU COVOITURAGE

- **Une subvention** octroyée à l'opérateur et reversée intégralement aux passagers et conducteurs, calculée pour chaque trajet selon le nombre de KM parcourus et le nombre de passagers transporté. La subvention est bonifiée de 50% en période de pic de pollution et de perturbations majeures dans les transports :



- **Une subvention d'investissement** pour aider les opérateurs à implémenter les fonctionnalités techniques d'intégration au MAAS et correspondant à 70% des dépenses réelles dans la limite d'un plafond de 100 000 € (soit 70 K€ de subvention maximale IDFM).

- **Une rémunération (commission)** permettant de couvrir une partie des coûts de production d'un trajet (couts de Cloud, paiements, SMS, emailings, service utilisateur…), dégressive sur la durée de la convention, et versée selon les modalités suivantes :

Premiers 100 000 trajets passager	100K-500K trajets passager	500K – 1M trajets passager	>1M trajets passagers
0,50€/trajet passager	0,40€/trajet passager	0,25 €/trajet passager	0,15€/trajet passager

En contrepartie des subventions et commission, il est demandé aux opérateurs :

✓ **D'assurer la gratuité des trajets**

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-042-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

- Aux Navigo annuels (Imagin'R inclus) et mensuels en période normale à hauteur de deux trajets par jour de moins de 30km

- À tous les passagers, abonnés et non abonnés en période de pic de pollution ou perturbations dans les transports (en situation normale, il est demandé de faire payer au moins 1€ le trajet aux passagers abonnés Liberté+ et non abonnés)

- Afin de bénéficier de la gratuité, le passager devra avoir un compte chez Île-de-France Mobilités

✓ **De se conformer au Registre de Preuves du Covoiturage** (seuls les trajets des catégories B et C, c'est-à-dire donnant le plus de garanties dans la preuve de trajet réellement effectué, seront subventionnés).

✓ **De mettre en œuvre des développements en lien avec la plateforme MAAS Île-de-France Mobilités**

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-043-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-043

REAMENAGEMENT DES ACCES DE 4 GARES FACE AUX RISQUES DE SATURATION

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération n° 2020/643 du 9 décembre 2020 relative d'une part à la gouvernance des investissements financés par Île-de-France Mobilités dans le cadre des plans pluriannuels d'investissements conduits par SNCF Voyageurs et par SNCF Gares & Connexions et d'autre part aux modalités de réforme du matériel roulant ;
VU le rapport n° 20210211-043 ;
VU l'avis de la commission de la qualité de service, accessibilité et relation avec les usagers du 2 février 2021,

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement de réaménagement des accès dans 4 gares face aux risques de saturation (Herblay sur Seine, Franconville Le Plessis Bouchard, Maisons-Alfort-Alfortville et Louvres) dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement gares pour un montant de 4 409 600 € HT ;

ARTICLE 2 : approuve la convention de financement du Programme de Modernisation de la Billettique pour l'acquisition des CAB et les travaux directement liés au déploiement de ces nouveaux équipements dans les 4 gares pour un montant de 2 300 000 € HT ;

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à signer les conventions approuvées à l'article 1 et 2 et annexées à la présente délibération ;

ARTICLE 4 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-044-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-044

PÔLE D'ECHANGES MULTIMODAL DE LA VERRIERE (78)

AMENAGEMENT D'UN PARVIS PIETON, D'UNE ECO-STATION BUS ET DE STATIONNEMENTS VELO

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération n° 2017/233 approuvant le plan d'action en faveur de l'intermodalité ;
VU la délibération n°2017/234 du 30 mai 2017 approuvant l'évolution du schéma directeur des éco-stations bus ;
VU la délibération n° 2020/034 du 5 février 2020 approuvant l'évolution du Schéma Directeur du Stationnement Vélos en gares et stations ;
VU le rapport n° 20210211-044 ;
VU l'avis de la commission de la qualité de service, accessibilité et relations avec les usagers du 2 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : attribue une subvention de 1 150 000 € HT à la Communauté d'agglomération Saint-Quentin-en-Yvelines pour l'amélioration de l'accès au pôle d'échanges multimodal de La Verrière ;

ARTICLE 2 : attribue une subvention de 1 700 000 € HT à la Communauté d'agglomération Saint-Quentin-en-Yvelines pour l'aménagement d'une éco-station bus ;

ARTICLE 3 : attribue une subvention de 76 650 € HT à la Communauté d'agglomération Saint-Quentin-en-Yvelines pour le déploiement d'une offre de Parkings Vélos Île-de-France Mobilités ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-044-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 4 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-045-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-045

AMELIORATION DE LA GARE RER D DE SAINT-DENIS STADE DE FRANCE

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération n° 2020-643 en date du 9 décembre 2020 par laquelle le Conseil d'Île-de-France Mobilités a approuvé le protocole de gouvernance des investissements liant Ile-de-France Mobilités, SNCF Voyageurs et SNCF Gares & Connexions ainsi que le protocole de gouvernance des investissements en gares liant Ile-de-France Mobilités et SNCF Gares & Connexions ainsi que les conventions types associées à ces protocoles
VU le rapport n° 20210211-045 ;
VU l'avis de la commission de la qualité de service, accessibilité et relation avec les usagers du 2 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement relative à l'amélioration de la gare de Saint-Denis Stade-de-France dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement gares pour un montant de 6 661 600 € HT ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération ;

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-046-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-046

MAINTENANCE ET RENOUVELLEMENT DES ASCENSEURS ET ESCALIERS MECANIQUES

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération n° 2020/643 du 9 décembre 2020 relative d'une part à la gouvernance des investissements financés par Île-de-France Mobilités dans le cadre des plans pluriannuels d'investissements conduits par SNCF Voyageurs et par SNCF Gares & Connexions et d'autre part aux modalités de reforme du matériel roulant ; ;
VU le rapport n° 20210211-046 ;
VU l'avis de la commission de la qualité de service, accessibilité et relation avec les usagers du 2 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement le renouvellement de 10 EM dans 3 gares (4 EM en gare de Pont Cardinet, 4 EM en gare de Grigny Centre et 2 EM en gare de Saint Cloud) dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement gares pour un montant de 5 519 107 € HT ;

ARTICLE 2 : approuve la convention de financement de remplacement de 5 ascenseurs dans 3 gares (2 ascenseurs en gare de Nogent le Perreux et 3 ascenseurs en gare de Bibliothèque François Mitterrand) dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement gares pour un montant de 2 560 403 € HT ;

ARTICLE 3 : approuve la convention de financement des opérations de maintenance à mi-vie dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement gares pour un montant de 1 916 400 € HT ;

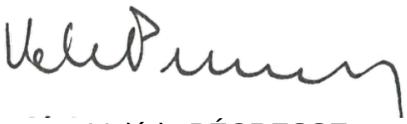
ARTICLE 4 : autorise le directeur général à signer les conventions approuvées aux articles 1, 2 et 3 et annexées à la présente délibération ;

ARTICLE 5 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-046-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 6 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-047-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 Février 2021

Délibération n° 20210211-047

REFONTE DU JALONNEMENT VOYAGEURS DANS LES GARES D'ÎLE-DE-FRANCE – PERSPECTIVE DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/298 du 11/07/2018 approuvant le plan d'actions 2018-2024 pour l'amélioration de l'information voyageurs ;
VU le rapport n°20210211-047 ;
VU l'avis de la Commission de la qualité de service, accessibilité et relations avec les usagers du 2 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement pour la poursuite de la refonte du jalonnement voyageurs dans les gares d'Île-de-France dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, pour un montant de 3 704 017,00 € HT pris en charge à 100% par Île-de-France Mobilités ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer ladite convention ;

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-048-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-048

PLAN D'ACTIONS INFORMATION VOYAGEURS 2018-2024 - ACTION N°26

–

REGENERATION DES AFFICHEURS DYNAMIQUES (MLED, TLED ET TFT) DANS LES GARES D'ÎLE-DE-FRANCE – ID 1011 – 1012 - 1013

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/298 du 11/07/2018 approuvant le plan d'actions 2018-2024 pour l'amélioration de l'information voyageurs ;
VU le rapport n°20210211-048 et 20210211-049 ;
VU l'avis de la Commission de la qualité de service, accessibilité et relations avec les usagers du 2 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement pour la régénération des afficheurs dynamiques (MLED, TLED et TFT) dans les gares d'Île-de-France, pour un montant de 31 900 000,00 € HT pris en charge à 100% par Île-de-France Mobilités ;

ARTICLE 2 : autorise le Directeur Général à signer ladite convention ;

ARTICLE 3 : autorise le Directeur Général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Ile-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-049-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-049

PLAN D'ACTIONS INFORMATION VOYAGEURS 2018-2024 - ACTION N°33
–
RENOUVELLEMENT DE LA SONORISATION ET DE LA TELE-SONORISATION – ID1016 - 1017

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/298 du 11/07/2018 approuvant le plan d'actions 2018-2024 pour l'amélioration de l'information voyageurs ;
VU le rapport n°202102-048 et 20210211-049 ;
VU l'avis de la Commission de la qualité de service, accessibilité et relations avec les usagers du 2 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement pour renouvellement de la sonorisation et de la télé-sonorisation dans les gares d'Ile-de-France, pour un montant de 10 300 000,00 € HT pris en charge à 100% par Ile-de-France Mobilités ;

ARTICLE 2 : autorise le Directeur Général à signer ladite convention ;

ARTICLE 3 : autorise le Directeur Général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Ile-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-050-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-050

PLAN D'ACTIONS INFORMATION VOYAGEURS 2018-2024 - ACTIONS N°3, 4, 5, 8, 9 ET 36
–
DEVELOPPEMENT DES BACK OFFICE AU SERVICE DES VOYAGEURS (NETEX, RI ET ICV) - ID 1102

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/298 du 11/07/2018 approuvant le plan d'actions 2018-2024 pour l'amélioration de l'information voyageurs ;
VU le rapport n°20210211-050 à 20210211-052 ;
VU l'avis de la Commission de la qualité de service, accessibilité et relations avec les usagers du 2 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement pour le développement des back office au service des voyageurs (Netex, RI et ICV), pour un montant de 3 869 000,00 € HT pris en charge à 100% par Ile-de-France Mobilités ;

ARTICLE 2 : autorise le Directeur Général à signer ladite convention ;

ARTICLE 3 : autorise le Directeur Général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Ile-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-051-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-051

PLAN D'ACTIONS INFORMATION VOYAGEURS 2018-2024 – ACTIONS N°44 ET 46
–
DEVELOPPEMENT DES BACK OFFICE AU SERVICE DES VOYAGEURS (TCO-AFFLUENCE A BORD) - ID 1102

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/298 du 11/07/2018 approuvant le plan d'actions 2018-2024 pour l'amélioration de l'information voyageurs ;
VU le rapport n°20210211-050 à 20210211-052 ;
VU l'avis de la Commission de la qualité de service, accessibilité et relations avec les usagers du 2 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement pour le développement des back office au service des voyageurs (TCO-Affluence à Bord), pour un montant de 5 950 000,00 € HT pris en charge à 100% par Île-de-France Mobilités ;

ARTICLE 2 : autorise le Directeur Général à signer ladite convention ;

ARTICLE 3 : autorise le Directeur Général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Ile-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-052-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-052

PLAN D'ACTIONS INFORMATION VOYAGEURS 2018-2024 - ACTION N°42
–
DEVELOPPEMENT DES BACK OFFICE AU SERVICE DES VOYAGEURS (API) - ID 1102

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/298 du 11/07/2018 approuvant le plan d'actions 2018-2024 pour l'amélioration de l'information voyageurs ;
VU le rapport n°20210211-050 à 20210211-052 ;
VU l'avis de la Commission de la qualité de service, accessibilité et relations avec les usagers du 2 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement pour le développement des back office au service des voyageurs (API), pour un montant de 5 626 000,00 € HT pris en charge à 100% par Île-de-France Mobilités ;

ARTICLE 2 : autorise le Directeur Général à signer ladite convention ;

ARTICLE 3 : autorise le Directeur Général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Ile-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-053-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-053

AMELIORATION DE LA QUALITE DE SERVICE REGULARISATION DE SUBVENTIONS

Le Conseil,

VU le code des transports, et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU le règlement budgétaire et financier du Syndicat des Transports d'Île-de-France, approuvé par délibération n° 2011/0886 du 7 décembre 2011 ;
VU la convention V2027 « Pôle PDU de Torcy » passée entre le Syndicat des Transports d'Île-de-France et la RATP le 12/02/2013 ;
VU la convention J3099 « déploiement d'équipements SIV et SAEIV » passée entre le Syndicat des Transports d'Île-de-France et Transdev le 07/11/2013 ;
VU le rapport n° 20210211-053 ;
VU l'avis de la Commission des investissements du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la régularisation des subventions attribuées au titre de l'amélioration de la qualité de service, pour les opérations suivantes :

- Convention V2027 « Pôle PDU de Torcy » passée entre Île-de-France Mobilités et la RATP le 12/02/2013 : prorogation du délai de réalisation des travaux et de solde au 31 Janvier 2022.

- Convention J3099 « déploiement d'équipements SIV et SAEIV » passée entre Île-de-France Mobilités et Transdev le 07/11/2013 : prorogation du délai de réalisation des travaux et de solde au 30 Juin 2021.

ARTICLE 2 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-026-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-026

Convention de financement 2021-2023 relative à l'acquisition du matériel roulant BUS RATP

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU le décret n°2011-320 du 23 mars 2011 relatif aux missions de gestionnaire d'infrastructure exercées par la RATP et aux transferts patrimoniaux entre l'Etat, le Syndicat des Transports d'Île-de-France et la RATP, notamment ses articles 9, 12 16 et 17 ;
VU le contrat liant le Syndicat des Transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités) et la RATP pour la période 2016-2020 ;
VU la convention de financement entre Île-de-France Mobilités et la RATP pour l'acquisition du matériel roulant routier sur le réseau RATP pour la période 2018-2020, notifiée le 24 avril 2018 ;
VU le Protocole de gouvernance des matériels roulant, entre Île-de-France Mobilités et la RATP, signé le 30 mai 2018 ;
VU le rapport général n°20210211-026 et °20210211-027 ;
VU l'avis de la commission des investissements du 3 février ;

CONSIDÉRANT que la convention de financement entre Île-de-France Mobilités et la RATP pour l'acquisition du matériel roulant routier sur le réseau RATP pour la période 2018-2020 est arrivée à échéance ;

CONSIDÉRANT la nécessité de poursuivre l'achat des matériels roulant routiers, l'achat des équipements embarqués associés aux véhicules, le renouvellement des batteries des véhicules hybrides et électriques et la remise à niveau technique (rénovation) et modification des matériels roulants routiers ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : attribue à la RATP une subvention, d'un montant maximal de 444,72 M€, pour le financement à hauteur de 100% de l'acquisition du matériel roulant routier et des matériels embarqués, du renouvellement des batteries et à la remise à niveau technique (rénovation) et

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-026-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

modification des matériels roulants routiers affectés aux services de transports assurés par la RATP, pour la période 2021-2023 ;

ARTICLE 2 : décide la création d'une autorisation de paiement d'un montant de 444,72M€ qui sera reprise lors de la plus proche décision modificative au budget 2021 ;

ARTICLE 3 : approuve la convention de financement de l'opération financée au titre de l'article 1, entre Île-de-France Mobilités et la RATP, annexée à la présente délibération et autorise le directeur général à la signer.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-027-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-027

AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES ET AIRPARIF

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la délibération n°2017/350 du 28 juin 2017 du conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France approuvant la convention de partenariat entre le Syndicat des transports d'Ile-de-France et AIRPARIF ;
VU la convention de partenariat entre le Syndicat des transports d'Ile-de-France et AIRPARIF en date du 15 juillet 2017 ;
VU l'avenant 1 à la convention de partenariat entre le Syndicat des transports d'Ile-de-France et AIRPARIF en date du 17 avril 2019 ;
VU le rapport général °20210211-026 et n°20210211-027 ;
VU l'avis de la commission des investissements 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°2 la convention de partenariat avec AIRPARIF ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer cet avenant et à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-054-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-054

METRO LIGNE 6

AVENANT NUMERO 2
-
A LA CONVENTION DE FINANCEMENT POUR LE RENOUVELLEMENT DU MATERIEL ROULANT DE LA LIGNE 6 PAR 47 RAMES MP89CC DE 5 VOITURES

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération n°2018/171 du Conseil d'Administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 24 avril 2018 approuvant la convention entre Île-de-France Mobilités et la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP) relative au renouvellement du matériel roulant de la ligne 6 par 47 rames MP89CC de 5 voitures ;
VU le protocole de gouvernance Matériels Roulants entre la RATP et Île-de-France Mobilités signé le 30 mai 2018 ;
VU la convention entre Île-de-France Mobilités et la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP) relative au renouvellement du matériel roulant de la ligne 6 par 47 rames MP89CC de 5 voitures, signée le 9 juillet 2018, ci-après « la convention initiale » ;
VU la délibération n°2019/138 du Conseil d'Administration du Syndicat des transports d'Île-de-France du 17 avril 2019 portant sur la mise à jour du schéma directeur matériel roulant métro ;
VU la délibération n°2019/344 du Conseil d'Administration du Syndicat des transports d'Île-de-France du 9 octobre 2019 portant sur l'avenant n°1 à la convention de financement pour le renouvellement du matériel roulant de la ligne 6 par 47 rames MP89CC de 5 voitures ;
VU l'avenant n°1 à la convention initiale, signé le 18 décembre 2019 entre Île-de-France Mobilités et la RATP ;
VU le rapport n° 20210211-054 ;
VU l'avis de la Commission des investissements du 3 février 2021 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-054-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°2 à la convention de financement pour le renouvellement du matériel roulant de la ligne 6 par 47 rames MP89CC de 5 voitures, susvisée, réévaluant ainsi l'attribution à la RATP d'une subvention d'un montant maximum de 38,33 millions d'euros courants pour le financement à hauteur de 50% des opérations de renouvellement du matériel roulant de la ligne 6 ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer ledit avenant, annexé à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-055-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-055

METRO LIGNE 11

CONVENTION DE FINANCEMENT POUR L'ACQUISITION DE 19 RAMES MP14 (5 VOITURES)

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération n°2017/824 du Conseil d'Administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 13 décembre 2017 approuvant la convention entre Île-de-France Mobilités et la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP) relative au renouvellement du matériel roulant de la ligne 11 par l'acquisition de 20 rames MP14 5 voitures ;
VU la convention entre Île-de-France Mobilités et la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP) relative au renouvellement du matériel roulant de la ligne 11 par l'acquisition de 20 rames MP14 5 voitures, signée le 31 janvier 2018 ;
VU la délibération n°2019/138 du Conseil d'Administration d'Île-de-France Mobilités du 17 avril 2019, portant sur la mise à jour du schéma directeur métro ;
VU le rapport n° 20210211-055 ;
VU l'avis de la Commission des investissements du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : attribue à la RATP une subvention d'un montant maximum de 170,22 millions d'euros courants pour l'acquisition de 19 trains « MP14 » de 5 voitures pour le prolongement de la ligne 11 du métro jusqu'à la station « Rosny-Bois-Perrier » ;

ARTICLE 2 : approuve la convention de financement correspondante ;

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à signer ladite convention, annexée à la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-055-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-056-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-056

SCHEMA DIRECTEUR DU MATERIEL ROULANT :

APPROBATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT REA N°3 POUR LES ADAPTATIONS D'INFRASTRUCTURE DU RER D POUR LE DEPLOIEMENT DES RER NG

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le Contrat de Plan Etat- Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 et son avenant signé le 7 février 2017 ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2017/136 du 22 mars 2017 approuvant la convention de financement pour la réalisation des études préliminaires pour le déploiement du RER NG sur la ligne D ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2017/632 du 3 octobre 2017 approuvant la convention de financement pour la réalisation des études APO de la création d'une sous station électrique à Cesson ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/543 du 12 décembre 2018 approuvant la convention de financement pour les études APO des adaptations d'infrastructures aux RER NG sur le réseau SNCF ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2019/348 du 9 octobre 2019 prenant acte du dossier d'études préliminaires d'adaptation des infrastructures du RER D pour le RER NG produit par SNCF Réseau et approuvant la première convention de financement permettant à SNCF Réseau de réaliser les adaptations d'infrastructures prioritaires à réaliser pour le déploiement du RER NG – études AVP, PRO et premiers travaux ;

VU la délibération du Conseil d'Île de France Mobilités n° 2019/698 du 9 décembre 2020 approuvant le dossier d'études préliminaires et les premières études d'avant-projet des adaptations des infrastructures du RER D pour le RER NG ;

VU le rapport n°20210211-056 à 20210211-059 ;

VU l'avis de la Commission des investissements du 3 février 2021 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-056-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement n°3 pour les travaux d'adaptation des infrastructures du RER D pour le déploiement RER NG ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération ;

ARTICLE 3 : demande à SNCF Réseau de tout mettre en œuvre pour assurer la mise en conformité des infrastructures conformément au planning présenté dans le dossier d'études préliminaires ;

ARTICLE 4 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 5 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-057-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-057

SCHEMA DIRECTEUR DU MATERIEL ROULANT

APPROBATION DE L'AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'ETUDE DES ADAPTATIONS D'INFRASTRUCTURE POUR LE DEPLOIEMENT DU RER NG SUR LE RER E (HORS EOLE)

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU le Contrat de Plan Etat- Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 et son avenant signé le 7 février 2017 ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016/253 du 13 juillet 2016 approuvant les grandes orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant ;
VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/0278 du 11 juillet 2018 approuvant la convention de financement n° 2018FER013 pour la réalisation des études préliminaires pour l'adaptation des infrastructures pour le déploiement des RER NG sur le RER E (hors EOLE)
VU le rapport n°20210211-056 à 20210211-059 ;
VU l'avis de la Commission des investissements du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve l'avenant n°1 à la convention de financement 2018FER013 relative au financement des études préliminaires des adaptations d'infrastructures du RER E au RER NG (hors EOLE) ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-057-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer l'avenant approuvé à l'article 1 et annexé à la présente délibération ;

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-058-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-058

AVANT-PROJETS DES ADAPTATIONS D'INFRASTRUCTURE DU RER B POUR L'ACCUEIL DES MING :

- **Renfort de l'alimentation électrique (RATP) – phase 2**
- **Adaptation des infrastructures de la ligne B à l'arrivée du MING – Partie Quai (SNCF)**

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 et son avenant signé le 7 février 2017 ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016/253 du 13 juillet 2016 approuvant les grandes orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2017/141 du 22 mars 2017 validant l'expression fonctionnelle des besoins relative à l'acquisition du nouveau matériel MING (« Matériel d'Interconnexion Nouvelle Génération ») pour la ligne B ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/540 du 12 décembre 2018 validant les études préliminaires pour l'adaptation des infrastructures RATP et SNCF du RER B pour le déploiement du MING ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2019/222 du 2 juillet 2019 approuvant l'avant-projet de la première phase d'adaptation des infrastructures du périmètre RATP du RER B pour le déploiement du MING et la convention de financement de la poursuite des travaux ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2019/495 du 12 décembre 2019 approuvant la convention de financement pour la réalisation des études de projet pour l'adaptation des infrastructures SNCF du RER B pour le déploiement du MING ;

VU la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n° 2020/227 du 10 juin 2020 approuvant la convention de financement n°3 relative à la poursuite des études projet (PRO) et travaux de l'adaptation des infrastructures RATP et la convention de financement relative aux études projet (PRO) de la partie hors quai et aux premiers travaux (REA) pour l'adaptation des infrastructures SNCF du RER B pour le déploiement du MING ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-058-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

VU la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n° 2020/495 du 8 octobre 2020 approuvant l'Avant-Projet de l'amélioration du niveau de sécurité des gares et l'Avant-Projet « Systèmes Serviciels du futur matériel roulant MING » présentés par la RATP ;
VU la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n° 2020/693 du 9 décembre 2020 approuvant l'Avant-Projet - Adaptation de la ligne B au MING - Renfort de l'alimentation électrique - Phase 2, présenté par la RATP, et l'Avant-Projet - Adaptation des infrastructures de la ligne B à l'arrivée du MING – Partie Quai, présenté par la SNCF ;
VU le rapport n°20210211-056 à 20210211-059 ;
VU l'avis de la Commission des investissements du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement relative aux études Projet d'adaptations des voies de service et aux travaux d'adaptations des quais et des gares du RER B ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération ;

ARTICLE 3 : demande à RATP, SNCF Réseau, SNCF Voyageurs, SNCF Gares & Connexions, maîtres d'ouvrage des infrastructures du RER B, d'entreprendre l'ensemble des travaux nécessaires à l'accueil des futurs MI20 dans les délais impartis.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-059-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-059

SCHEMA DIRECTEUR DU MATERIEL ROULANT :

APPROBATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT MULTISITES N°3 POUR LA REALISATION D'ETUDES AMONT SUR LES LIGNES P, J/L, D ET R

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le Contrat de Plan Etat- Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 et son avenant signé le 7 février 2017 ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016/253 du 13 juillet 2016 approuvant les grandes orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/047 du 14 février 2018 approuvant la convention de financement multisites n°1 pour la réalisation des études préliminaires, d'AVP, de PRO et de DCE des adaptations SNCF Réseau en lien avec la réalisation des installations de remisage et de maintenance SNCF Mobilités pour les lignes L, A, J, N, E, P, D et R ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/546 du 12 décembre 2018 approuvant la convention de financement multisites n°2 pour la réalisation des études préliminaires, d'AVP, de PRO et de DCE des adaptations SNCF Réseau en lien avec la réalisation des installations de remisage et de maintenance SNCF Mobilités pour les lignes L, J, N, P, D et R ;

VU le rapport n°20210211-056 à 20210211-059 ;

VU l'avis de la Commission des investissements du 3 février 2021 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-059-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement pour la réalisation des études préliminaires des installations fixes du périmètre SNCF Réseau liés au garage et à la maintenance des matériels roulants des lignes P, J/L, D et R ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération ;

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-060-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-060

SCHEMAS DIRECTEURS DES RER ET LIGNES TRANSILIEN

Déploiement de NExTEO sur Eole

Le Conseil,

Vu le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

Vu le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transport d'Île-de-France n°2009-0576 du 8 juillet 2009 approuvant le schéma directeur du matériel roulant ferroviaire ;

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transport d'Île-de-France n°2011-778 du 5 octobre 2011 relative au schéma directeur du matériel roulant et à l'acquisition d'un nouveau matériel RER ;

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2014/039 du 5 mars 2014 approuvant le dossier d'Avant-Projet relatif au prolongement du RER E à l'ouest ;

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2015/259 du 8 juillet 2015 approuvant le dossier d'Avant-Projet modificatif relatif au prolongement du RER E à l'ouest ;

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transport d'Île-de-France n°2016-253 du 13 juillet 2016 relative au renouvellement des matériels ferroviaires ;

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France n°2016-261 du 13 Juillet 2013 approuvant le protocole-cadre relatif aux engagements financiers et aux conventions nécessaires à la réalisation du projet – Prolongement du RER E à l'Ouest (Eole) ;

Vu la délibération n°2017/11 du Conseil du Syndicat des Transport d'Île-de-France du 11 janvier 2017, relative à l'approbation de convention de financement pour le Système d'exploitation et de signalisation NExTEO sur EOLE - Acquisition et déploiement de sa partie « bord » pour mise en service ;

Vu la convention de financement entre le Syndicat des Transport d'Île-de-France et SNCF Mobilités pour le Système d'exploitation et de signalisation NExTEO sur EOLE - Acquisition et déploiement de sa partie « bord » pour mise en service, notifiée le 28/02/2017, désignée « la Convention initiale » dans l'avenant, objet de la présente délibération ;

Vu le rapport n°20210211-060 ;

Vu l'avis de la Commission des investissements du 3 février 2021 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-060-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : attribue à SNCF Voyageurs une subvention, d'un montant maximal de 119,28 M€ courants HT, pour le financement à hauteur de 100% de la partie « bord » du système d'exploitation et de signalisation NExTEO sur Eole ;

ARTICLE 2 : approuve l'avenant n°1 à la convention de financement pour le système d'exploitation et de signalisation NExTEO sur Eole – Acquisition et déploiement de sa partie « bord » pour mise en service, entre Île-de-France Mobilités et SNCF Voyageurs, portant le montant total de la convention à 119,28 M€ courants ;

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à signer l'avenant approuvé à l'article 2 et annexé à la présente délibération ;

ARTICLE 4 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération ;

ARTICLE 5 : mandate la présidente pour présenter lors du prochain Conseil d'Administration d'Île-de-France Mobilités un calendrier détaillé de déploiement de NExTEO et pour s'opposer à tout décalage dans sa mise en service.

ARTICLE 6 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-061-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-061

PROLONGEMENT DU RER E A L'OUEST (EOLE)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT REA n°5 ET DU PROTOCOLE RELAIS RELATIF AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUX CONVENTIONS NECESSAIRES A LA POURSUITE SANS RETARD DU PROJET EOLE

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France telle que codifiée dans le code des transports ;

VU les articles L.121-8 et suivants du code de l'environnement et notamment l'article L. 121-13 ;

VU la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, et notamment son article 14 qui fait figurer « *le prolongement de la ligne EOLE vers Mantes* » au nombre des actions prioritaires ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France tel que codifié dans le code des transports ;

VU le Contrat de Projets Etat Région 2007-2013, signé le 23 mars 2007 ;

VU le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 et son avenant signé le 7 février 2017 ;

VU la Convention Spécifique Transports, signée le 19 septembre 2011 et notamment son article 4.1.3 qui prévoit de financer les études d'AVP dès la DUP prévue pour 2012 ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2009/1020 du 9 décembre 2009 approuvant le Dossier des objectifs et caractéristiques principales (DOCP) du prolongement du RER E (EOLE) à l'ouest ;

VU la saisine conjointe en date du 18 décembre 2009 par Réseau Ferré de France (RFF) et le Syndicat des Transports d'Île-de-France de la Commission nationale du débat public (CNDP) ;

VU le compte rendu du débat public présenté le 7 février 2011 par le président de la commission particulière du débat public du projet de prolongement du RER E à l'ouest ;

VU le bilan du débat public du projet de prolongement du RER E à l'ouest établi par le président de la CNDP en date du 7 février 2011 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-061-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2011/0039 du 9 février 2011 prenant acte des conclusions du débat public et décidant de la poursuivre du projet de prolongement du RER E (EOLE) à l'ouest et des études y afférant ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2011/0905 du 7 décembre 2011 approuvant les éléments fonctionnels du schéma de principe relatif au prolongement du RER E à l'ouest ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2014/039 du 5 mars 2014 approuvant le dossier d'Avant Projet relatif au prolongement du RER E à l'ouest ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2014/483 du 10 décembre 2014 approuvant la convention de financement n°2 des études de projet et des travaux préparatoire de l'opération ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2015/259 du 8 juillet 2015 approuvant le dossier d'Avant Projet modificatif relatif au prolongement du RER E à l'ouest ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016/261 du 13 juillet 2016 approuvant le « protocole-cadre relatif aux engagements financiers et aux conventions nécessaires à la réalisation du projet » et la convention de financement N°2 des travaux relatifs au prolongement du RER E à l'ouest ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2017/010 du 11 janvier 2017 approuvant le financement de l'acquisition de 71 rames RER NG en tranche ferme pour les lignes D et E du réseau Transilien ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2019/421 du 28 juin 2019 approuvant la convention de financement n°3 des travaux relative au prolongement du RER E à l'ouest ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2019/515 du 12 décembre 2019 approuvant la convention de financement n°4 des travaux relative au prolongement du RER E à l'ouest ;

VU le rapport n°20210211-061 ;

VU l'avis de la Commission des investissements du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement relative au financement de la réalisation des travaux REA n°5 du projet EOLE ;

ARTICLE 2 : approuve le protocole relais relatif aux engagements financiers et aux conventions nécessaires à la poursuite sans retard du projet EOLE ;

ARTICLE 3 : demande à SNCF Réseau et SNCF Voyageurs de faire leurs meilleurs efforts pour contenir le cout du projet EOLE, tout en poursuivant la réalisation des travaux dans le calendrier prévisionnel prévu ;

ARTICLE 4 : demande à SNCF Réseau et SNCF Voyageurs de faire leurs meilleurs efforts pour permettre de finaliser l'expertise des couts du projet EOLE par Île-de-France Mobilités et ses prestataires avant mi-2021 ;

ARTICLE 5 : autorise le directeur général à signer la convention de financement relative au financement de la réalisation des travaux REA n°5 du projet EOLE et le protocole relais relatif aux engagements financiers et aux conventions nécessaires à la poursuite sans retard du projet EOLE, approuvés aux article 1 et 2 et annexés à la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-061-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 6 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-062-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-062

PROLONGEMENT DE LA LIGNE 11 DE MAIRIE DES LILAS À ROSNY-BOIS-PERRIER

CONVENTION DE FINANCEMENT DE TRAVAUX N°6

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-1 et suivants, R.122-1 et suivants, L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, L.126-1 et R.126-1 à R.126-4 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment ses articles L.1, L.110-1 et suivants et R. 121-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme pour la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, et notamment ses article L.123-16 et suivants et R. 123-23 et suivants ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU l'ordonnance n° 2014-690 du 26 juin 2014 relative à la participation de la Société du Grand Paris (SGP) à certains projets du réseau des transports en Île-de-France ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° 2014-1331 en date du 28 mai 2014 déclarant d'utilité publique les travaux de prolongement à l'est de la ligne 11 du métro parisien de « Mairie des Lilas » à « Rosny Bois-Perrier », l'aménagement des stations existantes et emportant mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes des Lilas, Romainville et Rosny-sous-Bois ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° 2016–3816 du 10 novembre 2016 autorisant l'adaptation de stations existantes et le prolongement de la ligne de métro 11 sur les communes de Paris 1er, 3ème, 4ème, 10ème, 19ème et 20ème arrondissements et sur les communes des Lilas, Bagnolet, Romainville, Noisy-le-Sec, Montreuil et Rosny-sous-Bois dans le département de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° 2019-1296 du 24 mai 2019 prorogeant les effets de l'arrêté n°2014-1331 du 28 mai 2014 ;

VU le Contrat de Projets Etat Région 2007-2013 Île-de-France signé le 23 mars 2007 ;

VU le Contrat particulier Région Île-de-France - Département de la Seine-Saint-Denis du 12 février 2009 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-062-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

VU la Convention Particulière Transport 2011-2013 entre l'Etat et la Région Île-de-France, signée le 26 septembre 2011 ;

VU le Protocole Etat – Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013/2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris signé le 19 juillet 2013 ;

VU le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 approuvé par la Région Île-de-France le 18 juin 2015 et signé le 9 juillet 2015 ;

VU la délibération n° 2009/1021 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 9 décembre 2009 approuvant le Dossier d'Objectifs et Caractéristiques Principales du prolongement à l'est de la ligne 11 ;

VU la délibération n° 2011/0038 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 9 février 2011 approuvant le bilan de la concertation préalable et le lancement des études de schéma de principe du prolongement à l'est de la ligne 11 à Rosny Bois-Perrier ;

VU la délibération n° 2013/025 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 13 février 2013 approuvant le schéma de principe et le dossier d'enquête d'utilité publique relatifs au prolongement à l'est de la ligne 11 à Rosny Bois-Perrier et l'adaptation des stations existantes ;

VU la délibération n° CS 2014-11 du conseil de surveillance de la SGP en date du 24 novembre 2014 autorisant la conclusion avec la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP), l'Etat, la Région Île-de-France et le Syndicat des transports d'Île-de-France d'une convention n°1 relative au financement des études projet pour le prolongement de la ligne 11 de la Mairie des Lilas à Rosny-Bois-Perrier ;

VU l'approbation des études d'avant-projet (AVP) par le conseil d'administration de la RATP, le 28 novembre 2014 ;

VU la délibération n° 2014/479 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 10 décembre 2014, approuvant l'avant-projet relatif au prolongement de la ligne 11 du métro parisien à Rosny-Bois-Perrier et l'adaptation des stations de la ligne existante ;

VU la délibération n° 2015/571 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 7 octobre 2015, approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage conjointe entre le STIF et la RATP relative au prolongement de la ligne 11 du métro à l'est (Rosny-Bois-Perrier) et à l'adaptation de la ligne existante ;

VU la délibération n° 2015/521 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 7 octobre 2015, approuvant le protocole cadre de financement du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier et de l'adaptation des stations existantes ;

VU la délibération n° 2016/203 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 1er juin 2016, approuvant la Convention de financement travaux n°1 relative à la réalisation de l'opération de prolongement de la ligne 11 de Mairie des Lilas à Rosny-Bois-Perrier ;

VU la délibération n° 2017/147 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 22 mars 2017, approuvant la Convention de financement travaux n°2 relative à la réalisation de l'opération de prolongement de la ligne 11 de Mairie des Lilas à Rosny-Bois-Perrier ;

VU la délibération n° 2018/175 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 24 avril 2018, approuvant la Convention de financement travaux n°3 relative à la réalisation de l'opération de prolongement de la ligne 11 de Mairie des Lilas à Rosny-Bois-Perrier ;

VU la délibération n° 2019/42 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 17 avril 2019, relative à la prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique du prolongement de la ligne 11 du métro parisien à Rosny-Bois-Perrier et de l'adaptation des stations existantes ;

VU la délibération n° 2019/359 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 9 octobre 2019, approuvant la Convention de financement travaux n°4 relative à la

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-062-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

réalisation de l'opération de prolongement de la ligne 11 de Mairie des Lilas à Rosny-Bois-Perrier **;**

VU la délibération n° 2020/048 du Conseil d'Île-de-France Mobilités du 5 février 2020, approuvant la Convention de financement travaux n°5 relative à la réalisation de l'opération de prolongement de la ligne 11 de Mairie des Lilas à Rosny-Bois-Perrier **;**

VU le rapport n°20210211-062 ;

VU l'avis de la Commission des investissements du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement travaux n°6 relative au prolongement de la ligne 11 entre la station « Mairie des Lilas » et la station « Rosny-Bois-Perrier », pour un montant de 176 386 713 euros courants, selon le plan de financement suivant :

Prolongement de la ligne 11 Convention de financement travaux n°6		
Partenaire financier	**Montant en euros courants prévisionnels**	**Taux**
Etat	49 106 061 €	27,84 %
Région Île-de-France	114 386 783 €	64,85 %
Département de la Seine-Saint-Denis	12 893 869 €	7,31 %
TOTAL	**176 386 713 €**	**100,00 %**

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention de financement travaux n°6 relative à la réalisation du prolongement de la ligne 11 entre Mairie des Lilas et Rosny-Bois-Perrier approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération ;

ARTICLE 3 : la Présidente d'Île-de-France Mobilités est mandatée pour que, sur la base des résultats de l'étude d'avant-projet de désaturation de la station République, les modalités de financement des travaux soient discutées, y compris avec la Ville de Paris au titre des impacts des travaux de la place de la République ;

ARTICLE 4 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 5 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-063

LIGNE 15 OUEST DU GRAND PARIS EXPRESS TRONÇON PONT DE SEVRES - SAINT-DENIS PLEYEL

DOSSIER D'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE MODIFICATIVE N°1 REALISEE PAR LA SOCIETE DU GRAND PARIS

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU les articles L.121-8 et suivants du code de l'environnement et notamment l'article L.121-13 et L.121.13.1 ;

VU la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 21 ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le décret n°2011-1011 du 24 août 2011 portant approbation du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris ;

VU le décret n°2015-308 du 18 mars 2015 relatif à l'association du Syndicat des transports d'Île-de-France aux missions de la Société du Grand Paris de conception et de réalisation du réseau de transport public du Grand Paris ;

VU le protocole d'accord signé entre l'Etat et la Région Île-de-France le 26 janvier 2011, ainsi que le projet Grand Paris Express qui en résulte ;

VU l'acte motivé adopté par le Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris le 26 mai 2011 ;

VU la délibération n°2010/0799 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 8 décembre 2010 qui présente l'avis du STIF sur le projet de transport du Grand Paris ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2011/00475 du 1er juin 2011 qui prend acte du projet Grand Paris Express et énonce des points de vigilance pour le futur projet ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2011/0904 du 7 décembre 2011 approuvant le protocole de coordination STIF-SGP ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2015/045 du 11 février 2015 approuvant le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DEUP) réalisé par la SGP de la ligne 15 Ouest – Pont de Sèvres - St-Denis-Pleyel du Grand Paris Express ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2015/257 du 8 juillet 2015 approuvant avec réserve l'avant-projet réalisé par la SGP de la ligne 15 Sud - Pont de Sèvres – Noisy-Champs du Grand Paris Express ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2019/229 du 2 juillet 2019 approuvant avec réserve les avant-projets réalisés par le SGP de la ligne 17 Nord (phases 1 et 2 – 2024 - 2027) et du Centre d'Exploitation d'Aulnay (SMR – PCC – SMI) Grand Paris Express ;

VU la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n°2020/712 du 9 décembre 2020 approuvant avec réserve le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DEUP) modificative n°1 réalisé par la SGP de la ligne 15 Est – St-Denis-Pleyel – Champigny Centre du Grand Paris Express ;

VU le rapport n° 20210211-063 ;

VU l'avis de la commission des investissements du 3 février 2021 ;

CONSIDÉRANT le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DEUP) modificative n°1, transmis par la SGP le 16 octobre 2020 ;

CONSIDÉRANT l'avis de SNCF Réseau et de SNCF Gares & Connexions, rendu en qualité d'opérateurs de transport et gestionnaires d'infrastructures du Réseau Ferré National (RFN), en date du 1er décembre 2020, joint en annexe n°2 à la présente délibération ;

CONSIDÉRANT l'avis de RATP Infrastructures, rendu en qualité de gestionnaire d'infrastructures du réseau Grand Paris Express, en date du 30 novembre 2020, joint en annexe n°3 à la présente délibération ;

CONSIDÉRANT l'avis de RATP, rendu en qualité d'opérateur de réseaux de transport, en date du 3 décembre 2020, joint en annexe n°4 à la présente délibération ;

CONSIDÉRANT le protocole d'association d'Île-de-France Mobilités par la SGP aux marchés de conception-réalisation portant sur les lignes 15 Ouest et 15 Est ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative n°1 de la ligne 15 Ouest du réseau de transport public du Grand Paris et confirme, sans réserve, l'utilité publique et l'opportunité du projet déjà exprimées dans la délibération n°2015/045 susvisée ;

ARTICLE 2 : pour la suite de la conception de la ligne 15 ouest, émet, en tant qu'autorité organisatrice des mobilités, quatre réserves et dix-sept demandes annexées à la présente délibération ;

ARTICLE 3 : réitère à la SGP l'ensemble des demandes exprimées par la délibération n°2015/045 susvisée qui ne portent pas sur le dossier d'enquête approuvé à l'article 1 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 4 : demande à la SGP de prendre en compte les avis de SNCF Réseau et de SNCF Gares & Connexions, de RATP Infrastructures et de RATP, annexés à la présente délibération ;

ARTICLE 5 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 6 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Annexe 1 : **Listes des réserves et demandes à la délibération n°20210211-063**

Réserve n°1 : S'agissant de la gare de La Défense, Île-de-France Mobilités émet une réserve sur les différentes solutions d'interconnexions ferroviaires envisagées par la SGP. Afin que le public soit correctement informé de la teneur de ce projet et que tout citoyen soit dans la possibilité d'exprimer ses observations et ses remarques, Île-de-France Mobilités demande à la SGP de joindre aux documents mis à la disposition du public toutes les informations en sa possession concernant les correspondances envisagées à La Défense.

Réserve n°2 : S'agissant de la stratégie de remisage, afin d'offrir plus de souplesse à l'exploitant, et en prévision d'une exploitation à pleine capacité de la ligne 15 à l'horizon 2030 (à 106 secondes) et à long terme (à 90 secondes), Île-de-France Mobilités émet une réserve sur la capacité insuffisante de remisage hors ligne des rames voyageurs de la ligne 15 dimensionnée à ce stade par la SGP, aux différents horizons de projet. Un remisage de 108 trains hors ligne à l'horizon 2030, à date, est nécessaire pour l'ensemble de la ligne.

Réserve n°3 : considérant le déficit structurel de remisage à l'Ouest et les études en cours du schéma directeur de maintenance de l'infrastructure (SDMI), Île-de-France Mobilités émet une réserve sur l'adéquation de l'infrastructure des lignes 15-16/17 et des sites industriels (SMI) aux besoins de la politique de maintenance, et en particulier :

- sur la conception de l'arrière-gare de Nanterre-la-Folie qui doit disposer de deux voies de remisage, dont la longueur doit *a minima* permettre d'accueillir le remisage d'un convoi de transport de longs rails soudés (LRS) de 180 mètres et d'un véhicule de maintenance des infrastructures standard supplémentaire.

Par ailleurs, Île-de-France Mobilités estime que l'abandon définitif de la 3ème voie de remisage en arrière gare de Nanterre-la-Folie est conditionné aux conclusions du SDMI 2020.

Réserve n°4 : S'agissant de l'évolution du besoin de matériel roulant, Île-de-France Mobilités émet une réserve sur le nombre de matériels roulants voyageurs affectés à la ligne 15 Ouest.

Demande n°1 : S'agissant de la gare de La Défense, Île-de-France Mobilités demande à la SGP de s'assurer que le projet urbain et le projet connexe porté par Paris-La-Défense (PLD) ne génèrent pas d'interfaces contraignantes sur le futur exploitant et mainteneur de la ligne 15, tant pour l'organisation de l'Etablissement Recevant du Public (ERP) Gare, que de gestion ultérieure de cet ERP, qu'en termes de qualité et de niveau de service offert aux voyageurs.

Demande n°2 : S'agissant de la gare de La Défense, en cas de fermeture de la RN1013 pendant les travaux de la gare de La Défense, Île-de-France Mobilités demande à la SGP de :
- Limiter l'impact de restriction de circulation sur le réseau de transport public de surface ;
- Définir en concertation étroite avec les transporteurs concernés des solutions alternatives ;
- Prendre en charge financièrement au titre du projet GPE les coûts associés au plan de transport de substitution qui devra être validé par Île-de-France Mobilités et mis en place par l'opérateur de transport.

Demande n°3 : S'agissant de la gare de La Défense, Île-de-France Mobilités demande à la SGP de se conformer aux modélisations de trafic en cours d'actualisation par les partenaires de l'étude de pôle de La Défense. Ces données devront s'imposer au futur Concepteur-Réalisateur pour le dimensionnement des ouvrages, tout comme les estimations de trafic qui pourraient évoluer pour les gares d'interconnexion de la ligne 15 Ouest (dont Nanterre-la-Folie).

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Demande n°4 : S'agissant de l'interconnexion en gare de La Défense, Île-de-France Mobilités demande à la SGP de :

- Définir des itinéraires de correspondance les plus efficaces, confortables et sécurisés possibles ;
- Limiter les impacts sur les infrastructures de transport existantes et d'en définir les opérations d'adaptation induites par la connexion de la gare M15 à prendre en charge directement par le projet GPE ;
- Associer étroitement Île-de-France Mobilités à l'élaboration du programme d'interconnexion, dont le choix de ou des solutions de correspondance sera réalisé dans le cadre du groupe de travail « Interconnexions ferroviaires » avec l'ensemble partenaires concernés (Etat-Région-RATP-SNCF-SGP-Île-de-France Mobilités).

Demande n°5 : S'agissant de la stratégie d'exploitation et qualité de service, considérant l'avancée des études d'exploitation, basées sur une analyse des besoins des usagers y compris en correspondance, Île-de-France Mobilités demande à la SGP que soient prises en compte, dans la conception, les hypothèses d'offres qui se basent sur un démarrage de l'exploitation à 5h et un fonctionnement possible en nuit continue certains jours (samedi, veille de jours fériés…), sans péjorer ni la maintenance des infrastructures ni le service voyageur.

Demande n°6 : S'agissant de la stratégie de remisage, Île-de-France Mobilités demande à la SGP de :

- Etudier la possibilité d'ajouter des positions de remisage sur le tronçon ligne 15 Ouest, en complément des positions déjà prévues (dont celle dédiée à la réserve d'exploitation en arrière gare de Nanterre-la-Folie), pour permettre de stationner hors ligne le parc de trains dès 2030 sur la totalité de la ligne 15 ;
- Dimensionner le parc de matériel roulant qui prenne en compte un taux de maintenance des trains minimal de 12%.

Demande n°7 : S'agissant de la stratégie de maintenance des infrastructures, Île-de-France Mobilités demande à la SGP, en lien étroit avec RATP-Infrastructures, de :

- Réaliser l'analyse complète et exhaustive de la suppression des ouvrages mentionnés précédemment en termes de conception, d'exploitabilité et de maintenabilité de l'infrastructure 15-16/17 dans une approche de maîtrise des coûts de possession ;
- Elaborer un Schéma Directeur de Maintenance des Infrastructures 15-16/17 qui intègre et garantisse :
    - Une configuration et un dimensionnement de l'arrière-gare de Nanterre-la-Folie permettant *a minima*, en complément des positions déjà prévues, l'ajout d'une position de remisage supplémentaire et le remisage des convois permettant de transporter de longs rails soudés (LRS) de 180 mètres ;
    - La maintenance du clos et couvert des gares et des SMR, ainsi que l'augmentation de la plage d'exploitation de 30 minutes comprenant un début du service à 5h ;
    - L'ensemble des besoins de maintenance du GPE - infrastructures et clos-couvert des gares et des SMR -, puisse être réalisé, à coûts maitrisés, depuis des SMI fonctionnant en synergie et pris en charge en investissement par la SGP ;
    - Un fonctionnement efficient et robuste de la maintenance avec un coût maitrisé ;
    - Un niveau de disponibilité des infrastructures optimal vis à vis :
        - Du service aux voyageurs conformément aux prescriptions d'Île-de-France Mobilités comprenant notamment un service 24h/24 les week-ends (et veilles de jours fériés) et la mise en cohérence des amplitudes horaires de la ligne 15 avec les gares et stations du réseau existant interconnecté (train, RER et métro) ;
        - De la stratégie d'offre ;
        - Des schémas d'exploitation et de leurs évolutions ;
- Dimensionner le parc VMI afin d'optimiser les conditions de réalisation et de réduire la densité des chantiers ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

- Préciser la bonne maintenabilité de certains ouvrages d'art et systèmes en tunnel et au niveau des ouvrages annexes.

Demande n°8 : S'agissant des zones d'intervention potentielles au droit du réseau ferroviaire exploité, Île-de-France Mobilités demande à la SGP de prendre toutes les dispositions permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'exploitation et de la maintenance des réseaux de transport ferroviaire et de surface situés à proximité des chantiers du GPE.

Demande n°9 : S'agissant des interconnexions ferroviaires, Île-de-France Mobilités rappelle et demande :
- Qu'il est indispensable de poursuivre l'objectif de mise en service concomitante de la gare GPE et de l'interconnexion afin que l'ensemble du système de transport et de maillage fonctionne de manière robuste à la mise en service de la ligne ;
- De réaliser – autant que cela est possible - les travaux de correspondance préalablement à ceux de la boîte GPE afin de maîtriser notamment les contraintes de programmation capacitaire et de limiter les impacts sur l'exploitation du réseau existant en gare et en ligne ;
- D'intégrer au programme Conception-Réalisation les mesures conservatoires comme invariant permettant de sécuriser la réalisation des projets d'interconnexion et de ne pas obérer les opérations d'adaptation des espaces existants.

Demande n°10 : S'agissant de la gare de Saint-Cloud, Île-de-France Mobilités demande à la SGP de :
- Intégrer au programme C-R comme invariant l'altimétrie du parvis et de la gare SNCF pour garantir une continuité des parcours de correspondance avec la future passerelle conforme aux normes PMR ;
- Limiter les impacts sur l'exploitation du réseau Transilien en phase travaux lors de la réalisation de l'ouvrage aérien ;
- Définir, en lien avec la collectivité territoriale compétente, les modalités de gestion et d'entretien de l'espace public que constituera la future passerelle, qu'Île-de-France Mobilités considère hors périmètre de responsabilité du futur opérateur de transport à qui elle confiera l'exploitation de la ligne 15.

Demande n°11 : S'agissant de la gare de Nanterre-la-Folie, Île-de-France Mobilités demande à la SGP de :
- Intégrer au programme de conception-réalisation - qui devra être mis en conformité avec les modélisations de trafic en cours d'actualisation - comme invariant le PASO SNCF pour garantir une continuité des parcours de correspondance ferroviaire efficace ;
- Limiter les impacts sur l'exploitation du RER E en phase travaux lors de la réalisation de la gare M15 ;
- Mettre en place les dispositifs garantissant un fonctionnement des deux ERP (GPE et RER) en totale autonomie.

Demande n°12 : S'agissant de la gare de Bécon-les-Bruyères, au regard de la fréquentation importante sur ce pôle et des contraintes d'accès à l'offre de transport dans un site urbain très contraint, Île-de-France Mobilités demande à la SGP de :
- En phase travaux, prendre toutes les dispositions constructives pour limiter les impacts sur l'exploitation en gare et garantir des conditions d'accès les plus optimales possibles ;
- En phase définitive, restituer l'intégralité des fonctionnalités et des équipements de la passerelle SNCF qui seraient éventuellement impactés par le chantier de la ligne 15.

Demande n°13 : S'agissant de la gare de Bois-Colombes, Île-de-France Mobilités demande à la SGP de :

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

- Intégrer au programme C-R les mesures conservatoires pour l'interconnexion en souterrain de la gare M15 au futur quai SNCF qui permettra de garantir un parcours optimal en correspondance via les espaces GPE ;
- S'assurer que cette solution d'interconnexion ferroviaire est compatible avec un ouvrage de franchissement urbain ;

à la SGP et à la SNCF de :

- Engager au plus vite les études d'avant-projet du programme d'interconnexion ferroviaire pour respecter l'objectif de mise en service de 2030, et notamment la réalisation de l'opération de reconstitution de la voie de service existante au titre de l'adaptation du plateau de voie préalable à l'aménagement du quai central ;
- Poursuivre les pistes d'optimisation identifiées pour la solution de passage souterrain (PASO) conjuguée à celle de l'opération du plateau de voies ;
- En phase travaux, limiter les impacts sur l'exploitation en ligne et en gare.

Demande n°14 : S'agissant de la station Les Agnettes, Île-de-France Mobilités demande à la SGP de :

- Poursuivre le travail d'optimisation engagé en partenariat étroit avec la RATP, et notamment la mise en place des dispositifs garantissant un fonctionnement des deux ERP en totale autonomie et de gestion des risques en phase travaux et définitive ;
- Intégrer au programme C-R les contraintes et limites constructibles pour sécuriser et limiter les impacts sur l'exploitation du métro ligne 13.

Demande n°15 : S'agissant de la gare Les Grésillons, Île-de-France Mobilités demande à la SGP d'intégrer au programme de conception-réalisation - qui devra être mis en conformité avec les modélisations de trafic en cours d'actualisation - :

- La connexion de la gare de la ligne 15 au passage souterrain raccordé au quai RER et réalisé par la SNCF afin de garantir un parcours optimal en correspondance via les espaces GPE, et d'intégrer les mesures conservatoires et préserver le foncier disponible pour ne pas obérer la réalisation du projet de développement de la gare SNCF ;
- Les contraintes et limites constructibles pour sécuriser et limiter les impacts sur l'exploitation du RER C en ligne et en gare en phase travaux ;
- La poursuite du travail d'optimisation engagé d'ordonnancement des opérations de chantiers C-R et SNCF afin de limiter la coactivité spatiotemporelle et les impacts sur l'exploitation de la ligne et de la gare du RER ligne C.

Demande n°16 : S'agissant du coût du projet, Île-de-France Mobilités constate une évolution à la hausse très importante entre l'estimation du premier dossier d'enquête présentée par la SGP en 2015 et l'estimation du dossier d'enquête modificative, objet du présent avis. Île-de-France Mobilités regrette que les éléments présentés ne permettent de comprendre ni l'évolution des coûts au regard des pistes d'économies prises en compte dans le nouveau programme des stations et de certains ouvrages annexes, ni le détail des provisions pour risques identifiés. Île-de-France Mobilités demande à la SGP de :

- Lui transmettre les éléments détaillés des coûts et notamment le détail des provisions pour risques identifiés (PRI) et de leurs évolutions, le détail des coûts relatifs aux acquisitions foncières, aux stations, aux ouvrages annexes, et aux systèmes de transports ;
- Tout mettre en œuvre pour minimiser le coût de la ligne 15 Ouest sans remettre en cause son exploitabilité ni dégrader cette dernière.

Considérant les termes du protocole d'association d'Île-de-France Mobilités par la SGP au processus de conception-réalisation, Île-de-France Mobilités se félicite de la prise en compte du coût complet dans les critères de sélection des candidats lors de l'attribution du marché C-R. Cela permettra de s'assurer de l'impact des choix de conception sur les coûts de maintenance et d'exploitation sur la durée de vie du projet, et de mesurer l'impact des modifications de projet envisagées sur les coûts d'exploitation de la ligne. Île-de-France

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Mobilités sera vigilante quant à la bonne prise en compte de ces éléments au cours du processus.

Demande n°17 : S'agissant de l'évolution du besoin de matériel roulant, Île-de-France Mobilités demande à la SGP d'intégrer les besoins mis à jour, leur adéquation avec les capacités de remisage, de maintenance du tronçon de ligne 15 Ouest en particulier et de la ligne 15 dans son ensemble. Un remisage de 108 trains hors ligne à l'horizon 2030, à date, est nécessaire pour l'ensemble de la ligne.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Annexe 2 : **Avis de SNCF Réseau et de SNCF Gare & Connexions sur le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative n°1 ligne 15 Ouest en date du 1er décembre 2020.**

DocuSign Envelope ID: 607BF71A-CED0-408E-BA83-F4E2311F96A7

SNCF GARES & CONNEXIONS
DIRECTION DES GARES D'ILE-DE-FRANCE
SNCF RESEAU
DIRECTION GENERALE ILE-DE-FRANCE
10 rue Camille Moke
93212 SAINT DENIS

Arnaud CROLAIS
Directeur des Infrastructures

Ile de France Mobilités
Immeuble « le Titien »
50 rue de la Victoire
75009 Paris

Le 1er décembre 2020

Monsieur,

Vous avez sollicité l'avis de la SNCF sur le dossier modificatif d'enquête d'utilité publique de la ligne 15 Ouest du Grand Paris Express qui vous a été remis par la Société du Grand Paris (SGP), maître d'ouvrage.

Vous trouverez ci-joint cet avis, qui a été rédigé de façon conjointe par SNCF Gares et Connexions, SNCF Réseau et SNCF Transilien. Notre Groupe, comme la SGP et Ile-de-France Mobilités, est attentif à la qualité des interconnexions entre le Grand Paris Express et les infrastructures existantes, et à l'articulation entre les travaux menés sur cette ligne et dans ces gares par différentes maîtrises d'ouvrage.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur, en l'assurance de nos meilleures salutations,

Stéfan Burkle
Directeur des Gares en Ile-de-France – SNCF Gares & Connexions

DocuSigned by:
BURKLE STEFAN
Guillaume Marbach
Directeur Général Ile-de-France – SNCF Réseau

DocuSigned by:
MARBACH Guillaume

Copie :
Laure Chabert, Cyril Delonca, Ile de France Mobilités
François Nourrit, Société du Grand Paris
Alexandre Saide, Xavier Gruz, SNCF Réseau
Sylvie Charles, Françoise Tournassoud, SNCF Transilien

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

SNCF GARES & CONNEXIONS
DIRECTION DES GARES D'ILE-DE-FRANCE
SNCF RESEAU
DIRECTION GENERALE ILE-DE-FRANCE
10 rue Camille Moke
93212 SAINT DENIS

AVIS SNCF

Dossier d'enquête d'utilité publique SGP pour la ligne 15 Ouest (dossier modificatif)

1er décembre 2020

La future ligne 15 Ouest du Grand Paris Express (GPE) permettra plusieurs interconnexions avec les lignes SNCF :

- Saint Cloud (lignes L et U)
- Nanterre la Folie (RER E)
- La Défense (RER E et A, lignes L et U)
- Bécon-Lès-Bruyères (lignes L)
- Bois-Colombes (ligne J)
- Les Grésillons (RER C)

De manière générale, le choix de marchés en conception-réalisation porte, au stade actuel du projet, des incertitudes sur les méthodologies et plannings de réalisation. Ces incertitudes seront progressivement levées au fil des études. Dans ce contexte, la SNCF souhaite qu'une attention particulière soit accordée à :

- La réservation de limitations de vitesse de circulation sur le RFN et d'interruptions temporaires de circulation. Les demandes de réservations formulée pas la SGP s'inscriront d'une part dans le processus standard défini par le DRR (Document de Référence du Réseau) SNCF, et d'autre part dans l'ordonnancement global par axe des projets structurants sur les lignes de l'ouest-parisien.
- La cohérence des plannings de travaux et de mise en service des interconnexions avec les plannings des gares du GPE. Cette nécessaire cohérence intègre notamment le traitement des interfaces et la coordination des phasages et emprises de travaux.
- La continuité d'exploitation des gares SNCF tout au long des travaux, et tout particulièrement pendant la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Les impacts des choix qui seront faits par les concepteurs-réalisateurs ne sont pas tous connus. Leur instruction conjointe pourra être menée dans le cadre de la gouvernance mise en place par Ile de France Mobilités et rassemblant les partenaires du projet. Cette gouvernance sera le garant de la cohérence souhaitée sur les plannings.
Les travaux prévus entre janvier 2024 et le 8 septembre 2024 devront tenir compte des prescriptions nécessaires pour préserver la qualité et la fiabilité du réseau ferroviaire et des gares pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (moratoire sur certains travaux à intégrer dans la programmation des projets Grand Paris). La SGP et le concepteur-réalisateur devront tenir compte de ce moratoire dans leurs plannings d'opération.
La réalisation de la L15 Ouest et des gares du GPE ne devra pas empêcher le développement d'autres projets SNCF structurants, tels que celui de la réhabilitation de la gare des Grésillons.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Remarques particulières SNCF sur le dossier :

La Défense

Pièce A2 – Modifications apportées au projet de la Ligne 15 Ouest

Page 14, §1.3 Présentation de la nouvelle implantation de la gare de La Défense

Le dispositif d'interconnexion de la L15 Ouest avec le pôle d'échange et les quais des RER A et E n'est à ce stade pas complètement défini. Les échanges avec la SGP continueront pour aboutir à un accord sur cette interconnexion.

Le nouvel emplacement de la gare et de la ligne L15 Ouest n'apporte pas d'impact nouveau sur le projet EOLE. Néanmoins les impacts du projet, et de ses évolutions, qu'ils portent sur la correspondance, les déplacements dans l'ouest parisien, les modalités de fonctionnement entre les ERP ou la technique, sont à travailler en coordination entre la SGP et la SNCF, dans le cadre du groupe de travail piloté par Ile de France Mobilités. Ils peuvent influer sur les flux d'interconnexion en gare de la Défense comme dans d'autres gares de l'ouest parisien, et sur les modalités de gestion des ERP.

Concernant la sécurité des infrastructures ferroviaires, même si l'évolution du tracé sur la zone de la Défense n'implique pas de nouvelles interfaces, il est nécessaire que la SGP poursuivre le dialogue sur les modalités de réalisation des travaux à proximité de l'infrastructure ferroviaire RER E et de ses ouvrages, avec, au besoin, une analyse des impacts par la Mission de Sécurité Ferroviaire de SNCF Réseau.

La maîtrise d'ouvrages des travaux d'interconnexion entre la L15 Ouest et le RER E est jusqu'à présent portée par la SGP. De ce fait, aucun financement interconnexion (DOI) ou adaptations du réseau n'a été fléché vers la SNCF ni prévu par le projet EOLE pour mener des études et travaux d'interconnexion, que ce soit pour la gare de la Défense ou pour celle de Nanterre la Folie. Le cas échéant, si l'évolution du projet de gare L15 Ouest conduit à prévoir des travaux spécifiques pour la SNCF, des financements devront être mis en place.

Saint Cloud

Pièce D – Notice explicative et caractéristiques principales des ouvrages les plus importants

Pages 90 à 93, § 4.1.1.1 Présentation de la gare de Saint-Cloud

Le projet de nouvelle gare SGP de St Cloud et d'interconnexion avec le réseau ferré existant se développe dans un espace très contraint.

A ce stade, les emprises prévues et mises à disposition de la SNCF par la SGP sont trop réduites pour y inclure la base-vie des travaux. Les études SNCF en cours doivent vérifier que ces emprises chantiers sont suffisantes pour réaliser les travaux d'extension du bâtiment voyageurs actuel et le renforcement des liaisons entre la gare SNCF et les quais SNCF.

Bécon-Lès-Bruyères

Pièce D – Notice explicative et caractéristiques principales des ouvrages les plus importants

Pages 112 à 115, § 4.1.1.6 Présentation de la gare de Bécon-les-Bruyères

Au sujet du maintien de l'exploitation de la gare SNCF pendant toute la durée des travaux, une attention particulière est à porter sur le cheminement vers la ZAC des Bruyères. La conservation ou la fermeture de ce cheminement le long des voies, pendant la période de travaux et en situation cible, est un point qui reste à discuter et à statuer entre la SGP, la Ville, Ile de France Mobilité et la SNCF.

L'emprise foncière de la gare SGP (en phase travaux et en situation définitive) doit préserver l'accès aux installations SNCF Réseau (poste de signalisation PRS).

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Pièce A2 – Modifications apportées au projet de la Ligne 15 Ouest
Page 55, §2.6.2 Site de la gare de Bécon-les-Bruyères

> L'intégration d'une emprise chantier à proximité des voies ferroviaires, nécessitera une instruction des études par la Mission de Sécurité Ferroviaire de SNCF réseau, et d'éventuelles préconisations pour les travaux.

Bois-Colombes

Pièce D – Notice explicative et caractéristiques principales des ouvrages les plus importants
Pages 116 à 119, § 4.1.1.7 Présentation de la gare de Bois-Colombes

> Le choix du dispositif d'interconnexion n'est pas encore fait, plusieurs solutions restant possibles. En fonction de ce choix, des emprises travaux pourront être nécessaires à la SNCF aux abords des emprises ferroviaires, notamment rue du Général Leclerc ou sur le parvis de l'église Notre Dame Bon Secours.

Les Grésillons

Pièce D – Notice explicative et caractéristiques principales des ouvrages les plus importants
Pages 125 à 129, § 4.1.1.9 Présentation de la gare des Grésillons

> Les emprises travaux SNCF restent à clarifier, en coordination avec la SGP. Elles devront être suffisantes pour permettre le développement du projet d'interconnexion mené par la SNCF, les projets SNCF futurs et maintenir l'exploitation de la gare.

OA 2401P Rue Buzenval – Rue Traversière

Pièce D – Notice explicative et caractéristiques principales des ouvrages les plus importants
Page 142, § 4.1.3.6 OA 2401P - Rue Buzenval – Rue Traversière

> L'évolution du projet SGP, avec le déplacement de cet OA plus proche des voies ferroviaires, nécessitera une instruction des études par la Mission de Sécurité Ferroviaire de SNCF réseau, et d'éventuelles préconisations pour les travaux.

OA 2901P Vaudreuil

Pièce A2 – Modifications apportées au projet de la Ligne 15 Ouest
Page 60, §2.7.2 Site de l'ouvrage annexe 2901P-Vaudreuil
Pièce D – Notice explicative et caractéristiques principales des ouvrages les plus importants
Page 156, § 4.1.3.6 OA 2901P - Vaudreuil

> L'évolution du projet SGP, avec le déplacement de cet OA plus proche des voies ferroviaires, nécessitera une instruction des études par la Mission de Sécurité Ferroviaire de SNCF réseau, et d'éventuelles préconisations pour les travaux.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Annexe 3 : **Avis de RATP Infrastructures sur le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative n°1 ligne 15 Ouest en date du 30 novembre 2020.**

RATP INFRASTRUCTURES

Unité « Gestion d'Infrastructures Grand Paris »
LAC VH21 – 12 avenue du Val Fontenay
94724 Fontenay sous-bois Cedex
T 01 58 77 08 91
loic.pelhate@ratp.fr

Île-de-France Mobilités
Monsieur Arnaud CROLAIS
Directeur des infrastructures
41, rue de Châteaudun
75009 Paris

CONFIDENTIEL GIGP-R1

N/Réf.: GDI/DIR 2020-101
GIGP-S2020-1025

V/Réf. : DI/Projets Métro & Pôles /KC/CD 20004365

Fontenay-sous-Bois, le 30 novembre 2020

Objet : Avis RATP INFRASTRUCTURES sur le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative 2020 de la ligne 15 Ouest du Grand Paris Express

Monsieur le Directeur,

Par courrier adressé à RATP INFRASTRUCTURES le 12 novembre 2020, Île-de-France Mobilités a sollicité l'avis de la RATP, gestionnaire de l'infrastructure future du Grand Paris Express (RATP INFRASTRUCTURES/GIGP), sur le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative 2020 de la ligne 15 Ouest du Grand Paris Express.

Conformément aux articles 20 et 20-2 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, les éléments des lignes, ouvrages et installations ainsi que des gares, y compris d'interconnexion des lignes 15,16,17 et 18 du Grand Paris Express seront confiés à RATP Gestionnaire d'infrastructures (RATP INFRASTRUCTURES) qui en assurera la gestion technique.

Les modifications apportées à l'arrêté du 8 février 2019 par l'arrêté du 14 avril 2020 entrainent une évolution du périmètre des biens qui seront confiés en gestion technique à RATP INFRASTRUCTURES en y incluant désormais notamment la maintenance du clos et couvert des gares du futur réseau.

En réponse à votre demande, vous trouverez donc en annexe les éléments d'analyse de la version du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique 2020 précité prenant en compte ce nouveau contexte. Ces éléments visent en premier lieu l'atteinte des objectifs fixés par la loi. Ils visent par ailleurs à garantir

Le groupe RATP est susceptible de collecter et de traiter des données personnelles vous concernant dans le cadre de la gestion informatique de ses dossiers. Pour toute information, vous pouvez contacter le correspondant informatique et libertés du groupe RATP.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

l'exploitabilité du réseau de transport public du Grand Paris Express dans des conditions permettant d'optimiser sa disponibilité et ses coûts d'exploitation et de maintenance.

Dans son avis en date du 19 janvier 2015 relatif au dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour la réalisation de la ligne 15 Ouest, le gestionnaire d'infrastructures du Grand Paris Express avait attiré votre attention sur l'absence de Site de Maintenance des Infrastructures (SMI) sur la ligne 15 Ouest. Cette particularité avait conduit RATP INFRASTRUCTURES/GIGP à demander des aménagements impératifs. Le dossier modificatif 2020 apporte des réponses positives aux deux points suivants :

- La définition des voies de remisage de Nanterre La Folie permet désormais un remisage des Véhicules de Maintenance des Infrastructures (VMI) en adéquation avec la politique de maintenance dès la mise en service de la ligne.
- Le nombre et la localisation des niches en tunnel permettent désormais un garage satisfaisant des lorrys automoteurs.

En revanche le raccord de la ligne 15 Ouest avec les lignes 16/17 à Saint-Denis Pleyel permettant la liaison avec le SMI d'Aulnay-sous-Bois n'est pas confirmé de manière certaine. Dans l'hypothèse où ce raccord ne serait pas réalisé, l'ensemble des modalités de gestion du mouvement des trains et des véhicules de maintenance des infrastructures devrait être revu, avec des impacts significatifs sur la performance et les coûts du gestionnaire d'infrastructures.

Comme indiqué dans son avis en date du 6 novembre 2020 relatif au dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative 2020 de la ligne 15 Est, en l'absence de Site de Maintenance des Infrastructures (SMI) sur la ligne 15 Ouest, le gestionnaire d'infrastructures du Grand Paris Express attire l'attention d'Île-de-France Mobilités, sur le fait qu'à ce jour, la maintenance des infrastructures de télécommunications, la maintenance de niveaux 2 et 3 des équipements électroniques des systèmes ainsi que la maintenance du clos-couvert des gares ne sont pas intégrées aux études des infrastructures de soutien logistique en cours sur les lignes 15, 16 et 17 du Grand Paris Express.

Mes services et moi-même sommes à votre disposition pour vous apporter toutes informations complémentaires que vous souhaiteriez obtenir.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Olivier Duthuit

Copie :
Monsieur Bernard Cathelain, Membre du Directoire de la SGP

Pièces jointes : Annexe

RATP INFRASTRUCTURES, une entreprise du groupe RATP
54, quai de la Rapée, 75599 Paris Cedex 12
+33 1 58 78 20 20 ratpgroup.com RCS Paris B 775 663 438

Le groupe RATP est susceptible de collecter et de traiter des données personnelles vous concernant dans le cadre de la gestion informatique de ses dossiers. Pour toute information, vous pouvez contacter le correspondant informatique et libertés du groupe RATP.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Annexe analyse DEUP L15 Ouest modificatif 2020

Eléments techniques :

Pièce C, §1.7.1, page 40

1. Il est indiqué que les « *Sites de maintenance des infrastructures (SMI) : ces sites assurent les besoins de maintenance courante et patrimoniale des voies et des équipements fixes du système de transport (traction, basse tension, signalisation, automatismes de conduite, courants faibles, équipements électromécaniques…), ainsi que des ouvrages d'art. Ils peuvent le cas échéant être regroupés avec les sites de maintenance et de remisage des trains.* » RATP-INFRASTRUCTURES ne dispose pas à ce stade des éléments relatifs à la maintenance patrimoniale. Il est attendu que le Maître d'Ouvrage précise ces prérogatives en tant que propriétaire des infrastructures vis-à-vis de la maintenance patrimoniale.

Pièce C, *§1.7.2, page 41*
Pièce D, *§ 3.3.3, page 85*
Pièce F, *§ 2.1, page 13*
Pièce G3, *§ 5.5.3, page 53*
Pièce G4, *§ 17.2.8.3, page 43*

2. Le raccord de la ligne 15 Ouest avec les lignes 16/17 à Saint-Denis Pleyel permettant la liaison avec le SMI d'Aulnay-sous-Bois n'est pas confirmé de manière certaine. Dans l'hypothèse où ce raccord ne serait pas réalisé, l'ensemble des modalités de gestion du mouvement des trains et des Véhicules de Maintenance des Infrastructures devrait être revu, avec des impacts significatifs sur la performance et les coûts du gestionnaire d'infrastructures.

Pièce D, §3.1.2, page 62

3. La présence de rayons faibles (moins de 600m) favorise de façon très importante l'apparition des défauts de rail et implique le renouvellement fréquent de linéaire important de rails afin de limiter le nombre de rails cassés. Ceci augmente fortement les coûts de maintenance de la voie, et diminue la disponibilité de la ligne (une voie en courbe de rayon inférieur à 800m coûte environ 2 fois plus cher en maintenance qu'une voie en alignement). Les valeurs minimales de rayons choisies ne sont pas légèrement inférieures à 600m, mais vraiment très faibles (inférieures à 250m). Le nouveau tracé entre la gare de Nanterre La Folie et la gare de La Défense semble plus défavorable que l'ancien tracé vis-à-vis de la maintenance de la voie.

Pièce D, §3.1.2, page 62

4. Certaines portions de voies semblent à plat sur des linéaires relativement importants (de l'ordre de 500m). Une telle configuration rend impossible la mise en place d'un écoulement efficace des eaux à drainer par gravité ce qui peut engendrer une détérioration de la plateforme des voies. Il est indispensable de prévoir une pente non nulle.

Pièce D, §3.1.2.7, page 69

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

5. Sur le profil en long géologique, le tronçon entre la Gare de la Défense et l'OA 2801 long de 760 m présente un point bas dépourvu d'ouvrage annexe. La situation de ce point bas est préoccupante dans la mesure où il est situé entre deux parties de voie avec des pentes importantes et est relativement éloigné (entre 200 à 300m) de l'ouvrage le plus proche. De telles dispositions imposeraient d'implanter un poste d'épuisement sous la plate-forme des voies en communication avec un poste d'épuisement situé dans un OA ce qui entrainerait un risque accru de noyage des voies et un surcoût de maintenance lié au problème d'accessibilité.

Pièce G3, §5.5.3, page 53

6. Le DEUP modificatif ne mentionne pas la possibilité offerte par la modification du tracé ferroviaire lié à la modification de l'implantation de la gare de La Défense de créer une position de remisage supplémentaire et de remiser des convois permettant de transporter des LRS de longueur supérieure à 108m (144m voire 180m) dans l'ouvrage d'arrière-gare de Nanterre-La Folie. Cette disposition permettrait d'optimiser l'organisation des circulations des convois VMI.

Pièce G3, §7.5.4.2, page 73

7. Les gares des Agnettes et des Grésillons ainsi que les ouvrages annexes OA 3101P et 3201P sont situés dans un secteur inondé pour une crue centennale. Une conception des ouvrages résiliente à la crue devra être privilégiée.

Pièce I1.1, §4.2.1.2, page 34

8. Les ouvrages 2302 P et 2303 P (anciennement 232 et 233) n'ont pas été déplacés. L'accessibilité à ces deux ouvrages est toujours rendue difficile compte tenu du positionnement dans le parc de Saint Cloud. Les études doivent être poursuivies afin de limiter l'impact sur les coûts de maintenance des infrastructures et la disponibilité opérationnelle de la ligne.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Annexe 4 : **Avis de RATP sur le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative n°1 ligne 15 Ouest en date du 3 décembre 2020.**

Direction générale
Projets, Ingénierie et Investissements

RATP

Monsieur Arnaud Crolais
Directeur des Infrastructures
Ile de France Mobilités
41 rue de Châteaudun
75009 Paris

SDG-2020 D 000525

Paris, le 03 décembre 2020

Objet : Avis du prescripteur RATP sur le dossier d'enquête préalable à une déclaration d'utilité publique modificative de la ligne 15 Ouest

Monsieur le Directeur,

Par courrier (réf. DI/Projets Métro & Pôles /KC/CD 20004365) du 12 novembre 2020, la RATP est sollicitée afin de produire un avis sur le dossier cité en objet.

Je vous invite à prendre connaissance des différentes remarques dans la note jointe. Je tiens à souligner que le présent avis se limite à la position de la RATP en tant que gestionnaire exploitant du réseau existant (stations en interconnexion et ouvrages en interface avec le réseau Grand Paris Express).

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de mes sincères salutations.

Florent Nicolas

Chargé de mission

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Avis du prescripteur RATP sur le dossier d'enquête préalable à une déclaration d'utilité publique modificative de la ligne 15 Ouest

Concernant l'évaluation du projet :

La pièce H du dossier mentionne l'intervention de la RATP, alors que cette dernière n'a pas du tout été associée à sa construction, contrairement à la version précédente de 2014. Il est donc nécessaire de :

- retirer toute mention du modèle GLOBAL de prévision de trafic RATP en page 13, car il n'a pas été utilisé dans le cas présent ;

- retirer des cartographies page 27 et annexes pages 34 et 36 les cartes d'accessibilité et de charge-décharge, car il s'agit de celles produites par la RATP lors de la précédente DUP, mais non remises à jour avec le nouveau jeu d'hypothèses, ce dernier étant d'ailleurs non partagé avec la RATP. En particulier, la configuration du réseau pris en compte (page 24 et annexe page 30) et les effets de charge-décharge (annexe page 33) sont incohérents avec les cartes de l'annexe page 34.

Concernant le secteur de la Défense et la comparaison de la nouvelle implantation par rapport au DEUP de 2014 :

Il conviendrait de tempérer le niveau d'allégement additionnel du T2 lié à la nouvelle implantation de la gare GPE. Le dossier ne fournit pas d'éléments quant à sa capacité de résolution de la saturation du T2. La mention du DEUP de 2014 nous semblait plus adaptée : « bien que la ligne T2 demeure l'une des lignes de tramway les plus chargées du réseau d'Ile-de-France, la réalisation de la ligne 15 du Grand Paris Express contribuera ainsi à réduire la criticité de son risque de saturation ».

Pour rappel et de manière générale, la RATP n'a pas participé à la modélisation et n'est donc pas en capacité de porter un avis sur les résultats des modélisations de la DRIEA.

Globalement, la rédaction du DEUP devrait mieux refléter l'écart avec le DEUP de 2014 quant aux enjeux de transports lourds. Les pièces D et A2 présentent la nouvelle insertion de la gare sans dégradation de la qualité de la correspondance avec le pôle existant ; pour exemple, la mention : « permet ainsi de maintenir une correspondance de qualité avec les réseaux de transport existants et en projet ».

Nous prenons note de l'amélioration de la desserte du quartier Boieldieu dans la nouvelle implantation de la gare. Néanmoins l'allongement à 10 minutes de la correspondance et de manière générale de l'accès au pôle existant (urbain et transport) interroge sur l'évaluation globale de l'impact de cette nouvelle implantation. Il convient donc de décrire plus précisément les écarts,

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

par exemple en termes de couverture des populations et emplois mais également en termes d'éventuelles conséquences sur le réseau existant. La mise en service de la ligne 15 du Grand Paris Express doit contribuer notablement à la décongestion de plusieurs lignes radiales au travers de ses nombreuses interconnexions. De ce point de vue, la qualité des correspondances est un facteur essentiel au pôle de la Défense qui constitue un hub de transports en commun crucial à l'échelle régionale. Par ailleurs, à défaut d'étude dans le dossier, nous ne comprenons pas l'assertion : « la moindre contribution à la saturation du Pôle Cœur Transport» liée à la nouvelle implantation de la gare.

La RATP précise qu'elle n'a jamais été associée sur les différentes variantes de correspondances évoquées avec le pôle de la Défense. Nous ne pouvons donc pas apporter, à ce stade, aucune confirmation de leur acceptabilité ou de leur faisabilité.

Enfin, en termes d'impact du chantier, la RATP tient à vous alerter sur les conséquences d'une emprise chantier qui obère l'utilisation de la RN 1013. Celle-ci constitue un axe majeur de passage de 6 lignes d'autobus avec un passage toutes les 38 secondes sur cet axe, et dont certaines sont structurantes pour la desserte départementale. De plus, la configuration géographique très complexe et contrainte des circulations au sein du pôle bus de La Défense est de nature à propager un éventuel impact local à l'ensemble des lignes du secteur.

Concernant le secteur de la gare des Agnettes :

Même si la modification du dossier de DEUP ne porte pas sur ce secteur, la RATP souhaite attirer l'attention sur les risques suivants pour la station L13 :

- Le tracé du tunnel de la ligne 15 ouest passe sous nos ouvrages avec une très faible couverture par rapport à notre tunnel et aux fondations de notre station. La nature géologique défavorable du sol sur la zone (Sables de Beauchamps) associée à la présence de la nappe phréatique, nous inquiète fortement et font peser un risque sur l'intégrité et la pérennité de nos ouvrages. La SGP doit étudier toutes les solutions pour minimiser les impacts sur nos ouvrages comme indiqué dans le paragraphe 4.2.4.7 de la pièce D Notice explicative. Les mesures de ralentissement des trains (LTV) qui sont évoquées, en dehors du fait qu'elles sont impactantes pour les voyageurs, coûteuses et compliquées à mettre en œuvre, peuvent couvrir un risque ferroviaire ponctuel mais pas un risque de déstabilisation de l'infrastructure dont les conséquences seraient potentiellement graves.

- Le risque d'inondation du fait d'une crue n'as été évoqué au paragraphe 4.1.1.8 de la pièce D Notice explicative qu'en terme de protection de la gare SGP elle-même et pas en terme d'impact sur les avoisinants et notamment les infrastructures de la station M13 Les Agnettes. La zone est en effet inondable et la RATP a prévu de réaliser des travaux de protection sur les points de vulnérabilité dans le cadre du PPRI (financement et planification non arrêtés) car la station n'est actuellement pas résiliente au risque inondation. Il est

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-063-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

nécessaire que la SGP étudie les impacts de la construction de ses futurs ouvrages L150 de la gare des Agnettes sur les niveaux d'eau qui seraient atteints lors d'une inondation dans la zone (Imperméabilisation accrue des sols). Ce serait dommageable que la RATP réalise des protections qui seraient de fait mal dimensionnées. Un travail collaboratif parait impératif sur ce sujet pour que la RATP puisse adapter son PPRI sur cette zone.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-064-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n°20210211-064

TRAM 13 PHASE 1 (ANCIENNEMENT TGO)

PREMIERE CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AUX BESOINS COMPLEMENTAIRES DE L'OPERATION EN PHASE DE REALISATION

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014034-0010 du 3 février 2014 déclarant d'utilité publique le projet de « réalisation de la phase 1 de la Tangentielle Ouest Saint-Germain RER A / Saint-Cyr-l'Ecole RER C » et mettant en compatibilité les documents d'urbanisme des communes de Saint-Germain-en-Laye, Bailly, Saint-Cyr-l'Ecole et Versailles ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2019-01-21-004 du 21 janvier 2019 prorogeant la déclaration d'utilité publique du projet de tram 13 express (anciennement Tangentielle Ouest) phase 1 entre Saint-Germain-en-Laye RER A et Saint-Cyr RER C ;

VU la délibération du Conseil régional d'Île-de-France n°CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

VU la délibération du Conseil régional d'Île-de-France n°CR 2020-70 du 14 décembre 2020 approuvant l'avenant au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 sur le domaine des Transports ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2015/270 du 8 juillet 2015 validant les études d'avant-projet (AVP) et approuvant la convention de financement des études de projet (PRO) et d'assistance aux Contrats de Travaux (ACT) ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2016/533 du 6 décembre 2016 approuvant la convention de financement n°1 relative à la réalisation de l'opération Tangentielle Ouest (TGO/Tram 13 express) phase 1 ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/293 du 11 juillet 2018 approuvant la convention de financement n°2 relative à la réalisation de l'opération Tangentielle Ouest (TGO/Tram 13 express) phase 1 ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2019/512 du 12 décembre 2019 approuvant la convention de financement n°3 relative à la réalisation de l'opération Tangentielle Ouest (TGO/Tram 13 express) phase 1 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-064-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2019/513 du 12 décembre 2019 approuvant la convention de financement n°4 relative à la réalisation de l'opération Tangentielle Ouest (TGO/Tram 13 express) phase 1 ;
VU la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n° 2020/507 du 8 octobre 2020 approuvant la convention de financement n°5 relative à la réalisation de l'opération Tangentielle Ouest (TGO/Tram 13 express) phase 1 ;
VU le rapport n°20210211-064 ;
VU l'avis de la commission des investissements du 3 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la première convention relative aux besoins complémentaires du Tram 13 phase 1, pour un montant de 39 400 000 € en euros courants conventionnels avec la répartition suivante :

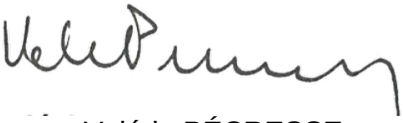
Plan de financement 1ère convention relative aux besoins complémentaires du Tram 13 phase 1				
Montant en euros courants HT et %				
MOA	**État**	**Région**	**CD78**	**TOTAL**
	21%	*49%*	*30%*	***100%***
Île-de-France Mobilités	1 575 000	3 675 000	2 250 000	**7 500 000**
SNCF Réseau	3 486 000	8 134 000	4 980 000	**16 600 000**
SNCF Voyageurs	1 911 000	4 459 000	2 730 000	**9 100 000**
SNCF Gares & Connexions	609 000	1 421 000	870 000	**2 900 000**
RATP	693 000	1 617 000	990 000	**3 300 000**
TOTAL	**8 274 000**	**19 306 000**	**11 820 000**	**39 400 000**

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération ;

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-065-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-065

PROJET TCSP EVE - ESBLY A VAL D'EUROPE APPROBATION DU SCHEMA DE PRINCIPE ET DU DOSSIER D'ENQUÊTE D'UTILITE PUBLIQUE

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1 et suivants, R.122-1 et suivants, L.123-1 et suivants et R.121-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-54 et suivants et R.153-13 et suivants ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le décret n° 2017-440 du 30 mars 2017 relatif à la sécurité des transports publics guidés ;

VU le Schéma Directeur de la Région Île-de-France tel qu'approuvé par le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;

VU le contrat de plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2013/0179 du 10 juillet 2013 relative à la convention de financement des études DOCP et de la concertation préalable pour le TCSP Esbly-Chessy-Val d'Europe ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2015/049 du 11 février 2015 approuvant le dossier d'objectifs et de caractéristiques principales relatif au projet TCSP Esbly-Chessy-Val d'Europe ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2015/525 du 7 octobre 2015 approuvant le bilan de la concertation relatif au projet de TCSP Esbly-Chessy-Val d'Europe ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France n°2016/206 du 1er juin 2016 approuvant la convention de financement des études relatives à l'élaboration du schéma de principe, au dossier d'enquête publique et à l'organisation de l'enquête publique du projet de TCSP Esbly-Chessy-Val d'Europe ;

VU le rapport n°20210211-065 et 20210211-066 ;

VU l'avis de la commission des investissements du 3 février 2021 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-065-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve le schéma de principe et le dossier d'enquête d'utilité publique du projet TCSP Esbly-Chessy Val d'Europe, reliant la gare d'Esbly à l'hôpital intercommunal de Marne la Vallée à Jossigny, avec un coût d'objectif de 124 millions d'euros (aux conditions économiques de janvier 2020, à +/-10%) comprenant les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre et les acquisitions foncières, les travaux d'infrastructures du TCSP, et d'extension du site de maintenance et de remisage à Bailly-Romainvilliers et les équipements afférents ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-066-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-066

PROJET TCSP EVE - ESBLY A VAL D'EUROPE

APPROBATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT AVP

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1 et suivants, R.122-1 et suivants, L.123-1 et suivants et R.121-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-54 et suivants et R.153-13 et suivants ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le décret n° 2017-440 du 30 mars 2017 relatif à la sécurité des transports publics guidés ;

VU le Schéma Directeur de la Région Île-de-France tel qu'approuvé par le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;

VU le contrat de plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2013/0179 du 10 juillet 2013 relative à la convention de financement des études DOCP et de la concertation préalable pour le TCSP Esbly-Chessy-Val d'Europe ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2015/049 du 11 février 2015 approuvant le dossier d'objectifs et de caractéristiques principales relatif au projet TCSP Esbly-Chessy-Val d'Europe ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2015/525 du 7 octobre 2015 approuvant le bilan de la concertation relatif au projet de TCSP Esbly-Chessy-Val d'Europe ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France n°2016/206 du 1er juin 2016 approuvant la convention de financement des études relatives à l'élaboration du schéma de principe, au dossier d'enquête publique et à l'organisation de l'enquête publique du projet de TCSP Esbly-Chessy-Val d'Europe ;

VU le rapport n°20210211-065 et 20210211-066 ;

VU l'avis de la commission des investissements du 3 février 2021 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-066-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : approuve la convention de financement des études d'avant-projet du projet de TCSP Esbly-Chessy-Val d'Europe, d'un montant de 3 000 000 euros courants, selon la répartition suivante :

- Etat (21 %) : soit 630 000 euros ;
- Région Île-de-France (49%) : soit 1 470 000 euros ;
- Bloc local (30%) :
    - Département de Seine et Marne (20%) : 600 000 euros ;
    - Communauté d'Agglomération Val d'Europe (10%) : 300 000 euros ;

ARTICLE 2 : autorise le directeur général à signer la convention approuvée à l'article 1 et annexée à la présente délibération ;

ARTICLE 3 : autorise le directeur général à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la délibération.

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-067-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération N° 20210211-067

AVENANT N°2 AU MARCHE 2012-028 MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'OPERATION DE TRAMWAY T10 ANTONY CLAMART

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU le code des marchés publics de 2006 ;
VU le procès-verbal de réunion de la commission d'appel d'offres du 18 décembre 2020 d'Ile de France Mobilités ;
VU le rapport n°20210211-067 ;
VU l'avis de la commission économique et tarifaire du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : autorise le directeur général à signer l'avenant n°2 au marché n°2012-028 relatif au mandat de maîtrise d'ouvrage dans le cadre du projet du Tramway Antony-Clamart (projet T10) avec le groupement Transamo (mandataire) / Algoé ;

ARTICLE 2 : précise que cet avenant a pour objet des prestations complémentaires liées à des modifications de programme, à la préparation des travaux sur le site du SMR, et découlant des contraintes d'interface sur le territoire en phases AVP et PRO. Les avenants 1 et 2 portent le montant global et forfaitaire du marché 2012-028 de 4 761 446 € HT à 5 736 822 € HT, soit une augmentation de 20,4 % par rapport au montant du marché initial.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-068-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-068

MARCHE PUBLIC N° 2013-015

AVENANT N°2 AU MARCHE DE MANDAT POUR L'OPERATION T9

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU le code de la commande publique ;
VU le rapport n°20210211-068 ;
VU l'avis de la commission économique et tarifaire en date du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : autorise le directeur général à signer l'avenant n°2 au marché 2013-015 avec la société TRANSAMO ;

ARTICLE 2 : précise que l'avenant n°2 a pour finalité d'ajouter des prestations supplémentaires au marché ; Le montant du marché est porté de 7 418 580 €HT (montant initial) à 7 698 841 €HT (tous avenants confondus).

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-069-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-069

MARCHE PUBLIC N° 2019-031

AVENANT N°1 A L'ACCORD-CADRE DE MISE EN ŒUVRE D'UNE PLATEFORME DE DONNEES ET DE SERVICES D'INFORMATION VOYAGEURS

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU le code de la commande publique ;
VU le rapport n°20210211-069 ;
VU l'avis de la commission économique et tarifaire en date du 5 février 2021 ;

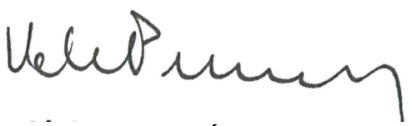
Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : autorise le directeur général à signer l'avenant n°1 au marché 2019-031 avec la société CAPGEMINI ;

ARTICLE 2 : précise que l'avenant n°1 a pour finalité de modifier certaines prestations de l'accord-cadre et d'en intégrer de nouvelles mais également de préciser la cartographie applicative du contrat.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-070-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-070

MARCHE PUBLIC N° 2019-060

AVENANT N°2 A L'ACCORD-CADRE D'ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE (AMOA) DE LA PLATEFORME REGIONALE D'INFORMATION POUR LA MOBILITE ET PRESTATIONS ASSOCIEES

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU le code de la commande publique ;
VU le rapport n°20210211-070 ;
VU l'avis de la commission économique et tarifaire en date du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : autorise le directeur général à signer l'avenant n°2 au marché 2019-060 avec le groupement MC²I/ PricewaterhouseCoopers Advisory ;

ARTICLE 2 : précise que l'avenant n°2 a pour finalité de préciser des éléments de comitologie ainsi que des indicateurs de suivi de la qualité définis à l'accord-cadre et de modifier ainsi certaines clauses administratives et techniques du marché.

ARTICLE 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-011-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 février 2021

Délibération n° 20210211-011

MARCHE PUBLIC 2020-047 TRANSPORT INTERURBAIN ET SCOLAIRE SUR LE PERIMETRE DU VEXIN

Le Conseil,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU le code de la commande publique ;
VU le rapport n°20210211-011 ;
VU l'avis de la commission économique et tarifaire en date du 5 février 2021 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : autorise le directeur général à signer le marché 2020-047 avec la société TRANSDEV ainsi que les modifications en cours d'exécution n'entrainant pas d'incidence financière ;

ARTICLE 2 : précise que l'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 4 ans à compter du 1er août 2021 (date de début d'exploitation) jusqu'au 31 juillet 2025. Une période de tuilage est prévue entre la notification du marché et le début de l'exploitation des services, d'une durée prévisionnelle de trois mois ;

ARTICLE 3 : précise que marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre composite. Il est rémunéré pour une partie des prestations à prix global et forfaitaire et pour le reste sur la base de prix unitaires listés dans le bordereau des prix. S'agissant de la partie des prestations traitées à bons de commande, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximal de 20 000 000 euros € HT sur sa durée totale ;

ARTICLE 4 : précise qu'une indemnité d'un montant de 40 000€ est versée aux soumissionnaires conformément aux prescriptions du règlement de la consultation. Le montant de l'indemnité versée au Titulaire constituera une avance qui sera prise en compte dans sa rémunération.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210211-20210211-011-DE
Date de télétransmission : 12/02/2021
Date de réception préfecture : 12/02/2021

ARTICLE 5 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

La présidente du Conseil
d'Île-de-France Mobilités



Valérie PÉCRESSE

Ile-de-France Mobilités

Décision n°2020/0803
du 09/12/2020

PORTANT VIREMENTS DE CREDITS ENTRE CHAPITRES SUR LE BUDGET 2020

Le Directeur Général d'Ile-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 et suivants, L.3111-14 à L.L.3111-16 et R 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU la délibération du conseil n°2016/0133 de la Présidente portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;

VU la délibération n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la délibération n°2017/433 du 28 juin 2017 approuvant le cadre budgétaire et comptable M57 ;

VU la délibération n°2019/470 du 12 décembre 2019 adoptant le budget primitif 2020 ;

VU les délibérations n°2020/444 du 8 octobre 2020 et n°2020/635 du 9 décembre 2020, approuvant les décisions modificatives n°1 et n°2 au budget 2020 ;

VU la décision de virements de crédits précédente n°2020/0350 du 28/07/2020.

CONSIDERANT qu'il convient de réaliser des virements de crédits au sein de la section d'investissement sur le budget 2020 d'Ile-de-France Mobilités ;

DECIDE

ARTICLE 1 – les virements de crédits au sein de la section d'investissement sont réalisés comme suit :

- du chapitre opération relatif aux « Opérations de surface » (code opération 103), vers le chapitre opération relatif aux « Opérations de Matériel Roulant Ferré » (code opération 102), pour un montant de 8 000 000 € (huit millions d'euros).

- du chapitre opération relatif à la «Convention Multi-projet » (code opération 105), vers le chapitre opération relatif aux « Opérations de Matériel Roulant Ferré » (code opération 102), pour un montant de 7 000 000 € (sept millions d'euros).

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201210-Dec_2020_0803-BF
Date de réception préfecture : 10/12/2020

Soit :

De	Op.	Vers	Op.	Montant
103-23-23182	Acquisition bus CATP	102-204-2041781	Matériel roulant ferré	8000 000.00
105-204-2041781	C3 Projet et fonds de travaux			7 000 000.00
	Total			15 000 000.00

ARTICLE 2 - : le directeur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs d'Ile-de-France Mobilités.

Laurent PROBST

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201210-Dec_2020_0803-BF
Date de réception préfecture : 10/12/2020

Décision n° 2020/0823

du 4 janvier 2021

LISTE DES PRODUITS TARIFAIRES

Le Directeur Général d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU la décision de la Présidente d'Île-de-France Mobilités n°2016/133 du 30 mars 2016 portant nomination de M. Laurent PROBST en qualité de Directeur Général ;

VU la délibération n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du conseil au Directeur Général ;

DECIDE

ARTICLE 1er : Les produits de la gamme tarifaire francilienne acceptés sur les réseaux franciliens sont définis en annexe de la présente décision.

ARTICLE2 : la présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Ile-de-France.

Laurent PROBST

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210104-2020-0823-AU
Date de télétransmission : 21/01/2021
Date de réception préfecture : 21/01/2021

ANNEXE

LISTE DES PRODUITS TARIFAIRES ACCEPTES SUR LES RESEAUX DE TRANSPORT DONT L'EXPLOITANT EST EN CONTRAT AVEC ILE-DE-FRANCE MOBILITES

Typologie des modes susceptibles d'être empruntés avec les produits de la gamme tarifaire francilienne.

Métro : lignes de métro 1 à 14, funiculaire de Montmartre.

Fer : RER, lignes de train exploitées par Transilien, trams express, cars affrétés par Transilien pour se substituer de manière pérenne à des lignes ferrées sur des parcours et/ou des horaires sur lesquels le trafic est réduit (lignes de bus de journée ou d'extrême soirée Transilien).

Tram : tramways urbains, à l'exclusion des tramway express.

Bus : lignes de bus régulières et transport à la demande (TAD) exploités dans le cadre d'un contrat avec Île-de-France Mobilités, ainsi que les dessertes locales et TAD dont la gestion est déléguée par convention à des collectivités ayant fait le choix de la tarification francilienne. Sauf précision explicite, le terme « bus » désigne indifféremment les lignes à tarification normale et les lignes à tarification longue distance.

Roissybus : ligne de bus à tarification spécifique reliant Paris à l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle.

Orlybus : ligne de bus à tarification spécifique reliant Paris à l'aéroport d'Orly.

Orlyval : ligne ferrée à tarification spécifique reliant la gare d'Antony à l'aéroport d'Orly.

Au 15 janvier 2021, les titres de la gamme tarifaire francilienne acceptés pour des parcours intrarégionaux sur les réseaux de transport exploités par des entreprises en contrat avec Île-de-France Mobilités sont listés ci-après.

1. Une gamme de billets au voyage :

- le ticket t+ à l'unité magnétique ;
- le ticket t+ à l'unité dématérialisé ;
- le ticket d'accès à bord (TAB) ;
- le TAB-SMS pour les lignes de bus;
- Le ticket T9 (à compter du lancement commercial du tramway T9) ;
- le carnet de 10 tickets t+ magnétiques ;
- le carnet de 10 tickets t+ dématérialisés ;
- le billet réseau ferré Origine-Destination vendu à l'unité ;
- le carnet de 10 billets réseau ferré Origine-Destination ;
- Le billet « OD + T4 » combinant un parcours ferré dont l'origine ou la destination est la gare d'Aulnay ou la gare de Bondy, et un trajet sur le tramway T4. Le tarif correspond à la somme du tarif du billet Origine-Destination associé au parcours ferré et du tarif d'un ticket t+ dématérialisé ;
- les titres dédiés à la desserte des aéroports :
    - le billet « Orly via RER C » permettant de réaliser un parcours ferré dont l'origine ou la destination est Pont de Rungis et un trajet bus entre Pont de Rungis et l'aéroport d'Orly (le tarif, et donc la recette, correspond à la somme du tarif du billet Origine-Destination associé au parcours ferré et du tarif d'un ticket t+ unité) ;
    - le billet « Orly via Orlyval » combinant un billet Origine-Destination dont l'origine ou la destination est la gare d'Antony et un billet pour un trajet sur Orlyval ;
    - le billet « OrlyBus » sous forme magnétique ou dématérialisée ;
    - le billet « RoissyBus » sous forme magnétique ou dématérialisée.

- le ticket t+ magnétique ou le billet Origine-Destination portant la mention « Groupe de jeunes », destiné aux groupes (10 jeunes minimum) de collégiens ou lycéens accompagnés d'un enseignant ou aux groupes de jeunes de moins de 16 ans accompagnés d'un adulte, se déplaçant ensemble dans le cadre d'une sortie à caractère éducatif, culturel, sportif ou social organisée par une association, une collectivité ou un établissement public. Un accompagnateur supplémentaire peut bénéficier du ticket « Groupe de jeunes » pour chaque tranche de 10 jeunes ou fraction de 10 excédant le seuil minimal de 10 jeunes. Ces titres ne peuvent s'utiliser que sur les réseaux de métro et fer.

Certains de ces billets au voyage peuvent être vendus à tarif réduit sous certaines conditions, le droit à réduction s'appliquant, selon le cas, à tous les réseaux ou seulement à certains d'entre eux. Certains voyageurs peuvent bénéficier de la gratuité.

Peuvent ainsi être vendus à un tarif réduit les billets listés ci-dessous :

- le carnet de 10 tickets t+ magnétiques ou dématérialisés ;
- le billet réseau ferré Origine-Destination vendu à l'unité ;
- le carnet de 10 billets réseau ferré Origine-Destination ;
- le ticket « Orly via RER C » (mais la partie du prix du billet correspondant au t+ unité ne donne lieu à aucune réduction) ;
- le billet « OD + T4 » (mais la partie t+ de ce billet unité ne donne lieu à aucune réduction) ;
- le billet « Orly via Orlyval ».

	Réseaux où le titre est accepté	Correspondances autorisées
Ticket d'accès à bord (TAB)	• Bus.	Aucune
TAB-SMS	• Bus	Aucune
Ticket magnétique t+ à l'unité ou en carnet	• Bus • Tram • Métro • Fer dans Paris intra-muros	• Bus-bus, bus-tram, tram-tram • Métro-métro sans passage par la voie publique hors des CVP autorisées. • Métro-Fer ou fer-fer dans Paris intra-muros sans passage par la voie publique hors des CVP autorisées.
Ticket dématérialisé t+ à l'unité ou en carnet	• Bus, à l'exclusion des lignes à tarification longue distance. • Tram • Métro • Fer dans Paris intra-muros.	• Bus-bus, bus-tram, tram-tram si un trajet fer ou métro n'est pas intercalé entre les trajets bus/tram. • Métro-métro sans passage par la voie publique hors des CVP autorisées. • Métro-fer ou fer-fer dans Paris intra-muros sans passage par la voie publique hors des CVP autorisées.
Billet réseau ferré Origine–Destination (unité ou en carnet)	• Métro si l'origine ou la destination est Paris ou si le billet inclut la traversée de Paris • Fer	• Métro-fer si l'origine ou la destination est Paris ou si le billet inclut la traversée de Paris sans passage par la voie publique hors des CVP autorisées. • Fer-fer sans passage par la voie publique hors des CVP autorisées.
Ticket T9	• Tram T9	Aucune

Les règles s'appliquant aux billets Origine-Destination s'appliquent de manière identique aux titres combinant un billet Origine-Destination avec un autre titre (Orlyval, trajet sur le T4, trajet sur le bus entre la gare de Pont de Rungis et l'aéroport d'Orly).

Les règles s'appliquant aux tickets et billets avec mention « Groupe de jeunes » sont identiques aux règles s'appliquant aux titres standards.

	Taux de réduction sur les billets au voyage ou gratuité valable sur :			
	tous les réseaux	réseaux RATP et SNCF	réseau RATP	sur le réseau SNCF
Titulaires d'une carte SNCF « famille nombreuse » bleue	50%			
Bénéficiaires de la Réduction 50%[1]	50%			
Bénéficiaires de la Réduction Solidarité 75%[1]	50%			
Enfants de 4 à moins de 10 ans	50%			
Enfants de moins de 4 ans	Gratuité			
Titulaires franciliens d'une carte d'invalidité ou d'une carte Mobilité Inclusion avec mention « Cécité »	50%			
Accompagnateur d'un titulaire d'une carte d'invalidité ou d'une carte Mobilité Inclusion avec mention « Cécité »	Gratuité			
Sorties scolaires, périscolaires, extrascolaires (sous certaines conditions)	50%			
Titulaires franciliens d'une carte d'invalidité ONAC simple barre bleue	50%			
Titulaires non franciliens d'une carte d'invalidité ONAC simple barre bleue		50%		
Titulaires franciliens d'une carte d'invalidité ONAC simple barre rouge, double barre rouge ou double barre bleue, accompagnateur du titulaire francilien d'une carte double barre rouge ou double barre bleue	Gratuité			
Titulaires non franciliens d'une carte d'invalidité ONAC simple barre rouge, double barre rouge ou double barre bleue, accompagnateur du titulaire non francilien d'une carte double barre rouge			50%	75%
Accompagnateur du titulaire non francilien d'une carte double barre bleue			50%	Gratuité
Enfants et adultes titulaires de la carte de famille d'agents ou de retraités RATP			50%	
Militaires				75%

2 Des contrats de transport fondés sur le paiement à la consommation :

- contrats Navigo Liberté + (plein tarif et demi-tarif), valables sur le bus, le métro, le tram, le fer intra-muros, Orlybus et Roissybus ;
- le Pass'Local, distribué et financé par les collectivités, valable sur les lignes de bus des opérateurs privés que les collectivités ont incluses dans leur périmètre de validité. Chaque validation de Pass'Local est facturée à la collectivité qui l'a distribué au tarif du ticket t+ dématérialisé plein tarif extrait de carnet.

[1] Voir détail des bénéficiaires au point 3.2

3. Une gamme de forfaits valables sur toute la région (forfaits « toutes zones ») ou sur une partie seulement des zones tarifaires

3.1 Forfaits tous publics :

- forfaits Navigo semaine, Navigo mois et Navigo annuel, sur support télébillettique ;
- forfaits Mobilis sur support magnétique et forfaits Navigo Jour sur support télébillettique, valables une journée ;
- forfaits Paris Visite sur support magnétique valables 1, 2, 3 ou 5 jours, et leur version dématérialisée « Paris Visite sans contact », valables de 1 à 5 jours sur la carte multiservices sans contact destinée à porter un titre de transport et des offres touristiques (Paris Region Pass) ;
- forfait « Fête de la musique », valable uniquement dans la soirée et nuit du 21 juin ;
- forfait Anti-pollution, valable uniquement en cas d'alerte à la pollution, lorsque le Préfet de Police a interdit la circulation de certaines catégories de véhicules, ou lorsque la Présidente de Région a décidé que la pollution de l'air justifiait le déclenchement de cette tarification incitative.

	Modes sur lesquels le titre est accepté, dans la limite des zones auxquelles il permet d'accéder
Mobilis, Navigo jour, semaine, mois et annuel	Bus, tram, métro, fer, Roissybus, Orlybus.
Paris Visite	Bus (hors TAD Filéo), tram, métro, fer, Roissybus, Orlybus, Orlyval.
Forfait Fête de la Musique	Bus, tram, métro, fer, Roissybus, Orlybus.
Forfait Anti-pollution	Bus, tram, métro, fer, Roissybus, Orlybus.

3.2 Forfaits destinés à des publics spécifiques :

- forfait Imagine R Scolaire destiné aux moins de 16 ans, lycéens, collégiens et apprentis avant bac et résidant en Ile-de-France ;
- forfait Imagine R Etudiant destiné aux moins de 26 ans suivant une formation post-secondaire et résidant en Ile-de-France ;
- forfait Navigo Junior destiné aux enfants ayant moins de 11 ans résidant en Ile-de-France à compter du 1er septembre 2020 ;
- forfait Navigo Senior destiné aux personnes âgées de 62 ans et plus sans activité ou ayant une activité professionnelle strictement inférieure à un mi-temps ;
- forfaits Navigo Réduction 50% mois et Navigo Réduction 50% semaine, réservés aux bénéficiaires de l'Aide Médicale d'Etat ;
- forfaits Navigo Solidarité 75% mois et Navigo Solidarité 75% semaine, réservés aux bénéficiaires de la Complémentaire santé solidaire sans participation financière ou de l'Allocation Spécifique de Solidarité ;
- forfait Navigo Gratuité réservé aux bénéficiaires du RSA sous conditions de ressources, aux personnes bénéficiant conjointement de l'Allocation Spécifique de Solidarité et de la Complémentaire santé solidaire sans participation financière, et aux jeunes franciliens âgés de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire et sans emploi, stagiaires de la formation professionnelle continue et engagés dans certains dispositifs du service public régional de formation et d'insertion professionnelle (Avenir Jeunes, programme « Qualifiant » et les Ecoles de la 2ème chance) ;
- forfaits Améthyste réservés aux personnes âgées ou handicapées sous conditions de ressources ou de statut, et aux anciens combattants. Ils sont financés et attribués par les Départements et le CCAS de la Ville de Paris dont les conditions d'attribution sont précisées dans les conventions Ile-de-France Mobilités-Comutitres-Département ;
- forfaits Navigo Jeune Week-End, valables les samedis, dimanches ou jours fériés et réservés aux jeunes de moins de 26 ans ;
- forfaits Paris Visite à tarif réduit sur support magnétique, valables 1, 2, 3 ou 5 jours et réservés aux enfants ayant moins de 12 ans.

	Modes sur lesquels le titre est accepté, dans la limite des zones auxquelles il permet d'accéder
Imagine R Scolaire et Imagine R Etudiant	Bus, tram, métro, fer, Roissybus, Orlybus
Navigo Senior	Bus, tram, métro, fer, Roissybus, Orlybus
Navigo Réduction 50% Mois, Navigo Réduction 50% Semaine	Bus, tram, métro, fer, Roissybus, Orlybus
Navigo Solidarité 75% Mois, Navigo Solidarité 75% Semaine	Bus, tram, métro, fer, Roissybus, Orlybus
Navigo Junior	Bus (hors TAD Filéo), tram, métro, fer, Roissybus, Orlybus
Navigo Gratuité	Bus, tram, métro, fer, Roissybus, Orlybus
Améthyste	Bus, tram, métro, fer, Roissybus, Orlybus
Navigo Jeune Week-end	Bus (hors TAD Filéo), tram, métro, fer, Roissybus, Orlybus
Paris Visite Enfant	Bus (hors TAD Filéo), tram, métro, fer, Roissybus, Orlybus, Orlyval

4. Des abonnements scolaires valables sur certaines lignes de bus uniquement

- la Carte scolaire bus lignes régulières, abonnement annuel autorisant les élèves porteurs à effectuer un aller-retour domicile-établissement chaque jour de classe sur une ligne de bus donnée, exploitée par un opérateur privé dans le cadre d'un contrat de type 3 avec Ile-de-France Mobilités ; par dérogation, les abonnements délivrés en 2020 pour l'année scolaire 2020-2021 seront acceptés au cours du premier semestre 2021 sur les lignes mises en concurrence à compter du 1er janvier 2021.

5. Des titres spéciaux

5.1 Titres réservés à des clients particuliers :

- le billet « Pompiers », billet au voyage utilisable sur les réseaux RATP et le RER dans Paris intra-muros, réservé aux sapeurs-pompiers de la ville de Paris ;
- la Carte Police Paris/Petite couronne et la carte Police Grande couronne, forfaits « toutes zones » réservés à certains agents du Ministère de l'Intérieur et de la Préfecture de Police ; elles sont valables sur tous les modes sauf Orlyval.

5.2 titres événementiels :

- billets ou forfaits spéciaux créés lors de manifestations ou événements particuliers ; leur validité est définie au cas par cas lors de leur création ;
- billets ou forfaits combinés sur support télébillettique multiservices : Paris Region Pass.

Ile-de-France Mobilités

DECISION
DECLARATION SANS SUITE

Décision n° 20200814

Du 15 décembre 2020

Décision de déclaration sans suite de la procédure 2020-011 relative à la plateforme collaborative GED et BIM Tram 13 express phase 2 Saint Germain GC - Achères Ville RER

Le Directeur général d'Ile-de-France Mobilités,

VU le code de la commande publique et notamment les articles R2185-1 et R2185-2 ;

VU la convention constitutive de groupement de commandes conclue le 1er avril 2020 entre Ile-de-France Mobilités, la SNCF réseaux et la SNCF Voyageurs ;

VU la mission de coordonnateur confiée à Ile-de-France Mobilités dans le cadre de ce groupement de commandes ;

VU l'avis n°20-67687 publié au BOAMP le 2 juin 2020 ;

Considérant la procédure 2020-011 relative à la plateforme collaborative GED et BIM Tram 13 express phase 2 lancée par Ile-de-France Mobilités en qualité d'entité adjudicatrice ;

Considérant que la consultation a été lancée en procédure adaptée conformément aux articles L2123-1, R2123-1 et R2123-5 du Code de la commande publique ;

Considérant qu'à la date de remise des offres à savoir le 29 juin 2020, seul un pli a été déposé par la société PROSYS ;

Considérant que l'offre réceptionnée est très largement supérieure à l'estimation du marché et au seuil de procédure adaptée défini pour les entités adjudicatrices ;

Considérant que malgré une phase de négociation, l'offre financière du soumissionnaire est demeurée élevée ;

Considérant que par ailleurs, en phase consultation d'autres opérateurs ont également fait part de leur interrogation sur l'estimation du marché ;

Considérant que ces circonstances conduisent l'entité adjudicatrice à redéfinir son besoin et à déterminer une procédure en adéquation avec cette redéfinition ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La procédure relative à la plateforme collaborative GED et BIM Tram 13 express phase 2 est déclarée sans suite pour redéfinition du besoin.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201217-2020-011-CC
Date de télétransmission : 17/12/2020
Date de réception préfecture : 17/12/2020

ARTICLE 2 : Le marché fera l'objet d'une relance en appel d'offres ouvert conformément aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 : Le soumissionnaire PROSYS sera informé de la présente décision dans les plus brefs délais.

Par Délégation,

La Directrice des Finances, achats et contrats

Mélanie GOFFIN

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201217-2020-011-CC
Date de télétransmission : 17/12/2020
Date de réception préfecture : 17/12/2020

Décision n°2021/0030

du

PORTANT
NOMINATION D'UN NOUVEAU MANDATAIRE SUPPLEANT DE LA REGIE D'AVANCES ET DE RECETTES POUR LES CIRCUITS SPECIAUX DES TRANSPORTS SCOLAIRES DU TERRITOIRE DES YVELINES

Le Directeur Général d'Île-de-France Mobilités,

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU le décret n°205-15601 du 19 novembre 2005 relatif aux régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU l'arrêté en date du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération du conseil n° 2016/091 en date du 30 mars 2016 portant avis concernant la nomination du Directeur général du Syndicat des Transports d'Ile de France,

VU la décision n° 2020/143 en date du 30 mars 2020 modifiant la régie de recette en régie d'avance et de recette pour les circuits spéciaux des transports scolaire du territoire des Yvelines ;

VU la décision n°2020/144 en date du 30 mars 2020 relatif à la nomination d'un nouveau régisseur titulaire et d'un mandataire suppléant de la régie d'avances et de recettes pour les circuits spéciaux scolaires du territoire des Yvelines ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29/12/2020;

CONSIDERANT la nécessité de nommer un nouveau mandataire suppléant pour le fonctionnement de la régie d'avances et de recettes pour les circuits spéciaux de transports scolaires des Yvelines ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210121-dec2020-0030-AR
Date de télétransmission : 22/01/2021
Date de réception préfecture : 22/01/2021

DECIDE

ARTICLE 1 : Mme Muriel BALIGAND cesse ses fonctions de mandataire suppléant de la régie d'avances et de recettes pour les circuits spéciaux de transports scolaires du territoire des Yvelines.

ARTICLE 2 : Mme Sandrine RESVE est nommée mandataire suppléant de la régie d'avances et de recettes pour les circuits spéciaux de transports scolaires du territoire des Yvelines.

Fait à Paris, le 21 janvier 2021

Le Directeur
d'Île-de-France Mobilités

Laurent PROBST

Le régisseur titulaire

« Vu pour acceptation »

M. Vincent BUGEAUD

Le mandataire suppléant

« Vu pour acceptation »

Mme Sandrine RESVE

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210121-dec2020-0030-AR
Date de télétransmission : 22/01/2021
Date de réception préfecture : 22/01/2021

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201116-20200397-AI
Date de télétransmission : 16/11/2020
Date de réception préfecture : 16/11/2020

DECISION n° 20200397

du 21/08/2020

DECONSIGNATION D'UNE INDEMNITE DE DEPOSSESSION

PARCELLES SECTION AT n°76 ET n°71 SITUES ALLEE MAURICE AUDIN A CLICHY-SOUS-BOIS (93)

POUR LA REALISATION DU PROJET DE DEBRANCHEMENT DU TRAMWAY T4 VERS CLICHY-SOUS-BOIS ET MONTFERMEIL

Le Directeur Général d'Ile-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;

VU le Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique, notamment les articles L. 521-1 à L. 522-4, et l'article R. 323-8 ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n° 2012/0098 du 11 avril 2012 portant approbation du schéma de principe, du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, de la convention de financement avant-projet et premières acquisitions foncières du T4 à Clichy-sous-Bois et Montfermeil ;

VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2013/178 du 10 juillet 2013 portant déclaration du projet de débranchement du Tramway T4 vers Clichy-sous-Bois/Montfermeil ;

VU l'Arrêté préfectoral n° 2013-2453 du 12 septembre 2013 déclarant d'utilité publique le projet de débranchement du Tramway T4 au profit du STIF, de RFF (SNCF Réseau) et de la SNCF ;

VU l'Arrêté préfectoral n°2018-2151 du 3 septembre 2018 prorogeant les effets de l'arrêté n°2013-2453 du 12 septembre 2013 déclarant d'utilité publique le débranchement de la ligne du tramway T4 jusqu'au plateau de Clichy-Montfermeil ;

VU l'Arrêté préfectoral n°2016-1883 du 23 juin 2016 pris sur décret d'extrême urgence n°2016-823 du 22 juin 2016 qui déclare la prise de possession notamment des parcelles cadastrées section AT n°76 et n°71, sises ALLEE MAURICE AUDIN A CLICHY-SOUS-BOIS 93390, appartenant anciennement à :

Société Civile Immobilière (SCI) PAAS 72
Siégeant : 45, allée Faidherbe 93190 LIVRY-GARGAN

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201116-20200397-AI
Date de télétransmission : 16/11/2020
Date de réception préfecture : 16/11/2020

VU l'Ordonnance d'expropriation en date du 26 avril 2016 en cours de publication ;

VU la Délibération du Conseil d'administration du STIF n° 2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du conseil au Directeur général et notamment son article 1.7.1 ;

VU la Décision du Directeur Général n° 20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en Préfecture le 1er août 2019 ;

VU la Décision du Secrétaire général du STIF n° 20160364 du 5 juillet 2016 portant consignation d'une somme provisionnelle dans le cadre du décret d'extrême urgence n° 2016-823 du 22 juin 2016 et de l'arrêté préfectoral n° 2016-1883 du 23 juin 2016, pour la prise de possession des parcelles cadastrées section AT n°76 et n°71, sises ALLEE MAURICE AUDIN à CLICHY-SOUS-BOIS (93390) ;

VU le Récépissé n°2535773366 du 13 juillet 2016 de la déclaration de consignation d'une somme provisionnelle de DIX NEUF MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS (19 250 euros), adressée à la Caisse des Dépôts et Consignations pour les parcelles cadastrées section AT n°76 et n°71, sises ALLEE MAURICE AUDIN à CLICHY-SOUS-BOIS appartenant anciennement à la Société Civile Immobilière (SCI) PAAS 72 ;

VU le Jugement rendu le 10 janvier 2017, n°17/00006, rendu par Madame le Juge de l'Expropriation du Département de la SEINE-SAINT-DENIS, fixant l'indemnité d'expropriation au profit de l'ancien propriétaire à VINGT CINQ MILLE EUROS (25 000 euros) ;

VU la Décision du Secrétaire général du STIF n° 2017/812 du 31 octobre 2017 portant consignation d'une somme pour l'expropriation des parcelles cadastrées section AT n°76 et n°71, sises ALLEE MAURICE AUDIN à CLICHY-SOUS-BOIS (93390) ;

VU le Récépissé n°2553807037 du 8 décembre 2017 de la déclaration de consignation d'une somme de CINQ MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS (5 750 euros), adressée à la Caisse des Dépôts et Consignations pour les parcelles cadastrées section AT n°76 et n°71, sises ALLEE MAURICE AUDIN à CLICHY-SOUS-BOIS appartenant anciennement à la Société Civile Immobilière (SCI) PAAS 72 ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral, le décret d'extrême urgence et l'ordonnance d'expropriation susvisés ont permis la prise de possession du bien susmentionné ;

CONSIDERANT que le Syndicat des Transports d'Ile de France a rencontré un obstacle au paiement au motif de l'existence d'inscriptions hypothécaires grevant le bien exproprié ;

CONSIDERANT que le STIF a pris possession du bien après avoir procédé à la consignation de l'indemnité provisionnelle d'une somme de DIX NEUF MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS (19 250 euros) égale à l'évaluation des services des Domaines ;

CONSIDERANT que la prise de possession est intervenue à l'expiration du délai d'un mois suivant la réception des fonds par la Caisse des Dépôts et Consignation soit le 14 août 2016 ;

CONSIDERANT que le jugement susvisé condamne le STIF au versement de la somme de VINGT CINQ MILLE EUROS (25 000 euros);

CONSIDERANT que suite au jugement susvisé le STIF a procédé à la consignation de la somme de CINQ MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS (5 750 euros) au motif de l'existence d'inscriptions hypothécaires grevant le bien exproprié;

CONSIDERANT que le propriétaire exproprié a apporté la preuve que plus aucunes inscriptions de privilèges, hypothèques ou nantissements ne grèvent désormais le bien, permettant le paiement de la somme ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201116-20200397-AI
Date de télétransmission : 16/11/2020
Date de réception préfecture : 16/11/2020

DECIDE :

ARTICLE 1 : qu'Ile de France Mobilités accepte la demande de déconsignation de la somme au bénéfice de la Société Civile Immobilière (SCI) PAAS 72, au motif qu'il n'existe désormais plus aucunes inscriptions de privilèges, hypothèques ou nantissements ne grevant le bien ;

ARTICLE 2 : que la somme de de **VINGT CINQ MILLE EUROS (25 000 euros)** abondée des intérêts de consignation, correspondant au montant de l'indemnité consignée, peut être déconsignée au bénéfice de la Société Civile Immobilière (SCI) PAAS 72 sur le compte bancaire n°FR76 1820 6001 1142 4566 0400 194 ;

ARTICLE 3 : que la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux devant Madame la Présidente d'Île-de-France Mobilités dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Pour Le Directeur Général
et par délégation,

Le Directeur des Infrastructures

Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200929-20200440-AI
Date de télétransmission : 29/09/2020
Date de réception préfecture : 29/09/2020

DECISION n° 20200440

du 17 septembre 2020

ANNULE ET REMPLACE LA DECISION N°20200370

DECONSIGNATION D'UNE INDEMNITE DE DEPOSSESSION

LOT DE COPROPRIETE N° 2 408
SITUEE SUR LA PARCELLE CADASTRÉE AS N°46
ALLEE MAURICE AUDIN A CLICHY-SOUS-BOIS (93)

POUR LA REALISATION DU PROJET DE DEBRANCHEMENT DU TRAMWAY T4 VERS CLICHY-SOUS-BOIS ET MONTFERMEIL

Le Directeur Général d'Ile-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;

VU le Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique, notamment les articles L.231-1, L. 521-1 à L. 522-4, et l'article R. 323-8 ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n° 2012/0098 du 11 avril 2012 portant approbation du schéma de principe, du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, de la convention de financement avant projet et premières acquisitions foncières du T4 à Clichy-sous-Bois et Montfermeil ;

VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2013/178 du 10 juillet 2013 portant déclaration du projet de débranchement du Tramway T4 vers Clichy-sous-Bois/Montfermeil ;

VU l'Arrêté préfectoral n° 2013-2453 du 12 septembre 2013 déclarant d'utilité publique le projet de débranchement du Tramway T4 au profit du STIF, de RFF (SNCF Réseau) et de la SNCF ;

VU l'Arrêté préfectoral n°2018-2151 du 3 septembre 2018 prorogeant les effets de l'arrêté n°2013-2453 du 12 septembre 2013 déclarant d'utilité publique le débranchement de la ligne du tramway T4 jusqu'au plateau de Clichy-Montfermeil ;

VU l'Arrêté préfectoral n°2016-1883 du 23 juin 2016 pris sur décret d'extrême urgence n°2016-823 du 22 juin 2016 qui déclare la prise de possession notamment le lot de copropriété n°2408 situé sur la parcelle cadastrée AS n°46, sis ALLEE MAURICE AUDIN A CLICHY-SOUS-BOIS 93390, appartenant anciennement à :

SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA COPROPRIETE DU CHENE POINTU
Demeurant : allée Maurice Audin, CLICHY-SOUS-BOIS, 93390

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200929-20200440-AI
Date de télétransmission : 29/09/2020
Date de réception préfecture : 29/09/2020

Représenté par le Cabinet AJ ASSOCIES
En qualité d'Administrateur Judiciaire
Demeurant : 34 rue Gabriel Péri, CRETEIL, 94000

VU l'Ordonnance d'expropriation en date du 28 juin 2016 ;

VU la Délibération du Conseil d'administration du STIF n° 2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du conseil au Directeur général et notamment son article 1.7.1 ;

VU la Décision du Directeur Général n° 20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en Préfecture le 1er août 2019 ;

VU la Décision du Secrétaire général du STIF n° 20160336 du 12 juillet 2016 portant consignation d'une somme provisionnelle dans le cadre du décret d'extrême urgence n° 2016-823 du 22 juin 2016 et de l'arrêté préfectoral n° 2016-1883 du 23 juin 2016, pour la prise de possession du lot de copropriété n°2408 situé sur la parcelle cadastrée AS n°46, sise ALLEE MAURICE AUDIN à CLICHY-SOUS-BOIS (93390) ;

VU le Récépissé n°2535772796 du 13 juillet 2016 de la déclaration de consignation d'une somme provisionnelle de SEPT MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT UN EUROS (7 581 euros), adressée à la Caisse des Dépôts et Consignations pour le lot de copropriété n°2408 situé sur la parcelle cadastrée AS n°46, sise ALLEE MAURICE AUDIN à CLICHY-SOUS-BOIS appartenant anciennement au SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA COPROPRIETE DU CHENE POINTU ;

VU le Jugement rendu le 27 septembre 2016 n°16/00265, rendu par Madame le Juge de l'Expropriation du Département de la SEINE-SAINT-DENIS, fixant l'indemnité d'expropriation devant revenir à l'ancien propriétaire ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral, le décret d'extrême urgence et l'ordonnance d'expropriation susvisés ont permis la prise de possession du bien susmentionné ;

CONSIDERANT que le Syndicat des Transports d'Ile de France a pris possession du bien après avoir procédé à la consignation provisionnelle d'une somme égale à l'évaluation de l'autorité administrative compétente pour l'effectuer ;

CONSIDERANT que cette prise de possession est intervenue à l'expiration du délai d'un mois suivant la réception des fonds par la Caisse des Dépôts et Consignations soit le 14 août 2016 ;

CONSIDERANT que le Syndicat des Transports d'Ile de France a rencontré un obstacle au paiement au motif qu'AJ Associés, agissant en sa qualité d'administrateur judiciaire du propriétaire exproprié, n'a pas communiqué les pièces permettant le paiement de la somme provisionnelle dans les temps et qu'en conséquence il a consigné la somme provisionnelle auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation ;

CONSIDERANT que le jugement susvisé condamne le STIF au versement de la somme de 7 025 euros ;

CONSIDERANT qu'AJ Associés, administrateur judiciaire de la copropriété du Chêne Pointu, a communiqué à Ile de France Mobilités les pièces permettant le paiement de la somme ;

DECIDE :

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200929-20200440-AI
Date de télétransmission : 29/09/2020
Date de réception préfecture : 29/09/2020

ARTICLE 1 : Ile de France Mobilités accepte la demande de déconsignation de la somme au bénéfice d'AJ Associés, administrateur judiciaire de la copropriété du Chêne Pointu, au motif que les pièces lui ont été communiquées ;

ARTICLE 2 : que la somme de **SEPT MILLE VINGT CINQ EUROS (7 025 €)** abondée des intérêts de consignation, correspondant au montant de l'indemnité définitive fixée par jugement de l'expropriation, peut être déconsignée au bénéfice d'AJ Associés, administrateur judiciaire de la copropriété du Chêne Pointu, sur le compte bancaire n°FR1140031000010000113172M58 ;

ARTICLE 3 : que la somme de **CINQ CENT CINQUANTE SIX EUROS (556 €)** abondée des intérêts de consignation, représentant la différence entre l'indemnité provisionnelle consignée et l'indemnité définitive fixée par jugement, sera versée sur l'acquit d'Ile de France Mobilités et réaffectée au budget de l'opération de transport sur le compte bancaire n°FR76 1007 1750 0000 0010 0507 972 ;

ARTICLE 4 : que la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

ARTICLE 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux devant Madame la Présidente d'Île-de-France Mobilités dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Pour Le Directeur Général
et par délégation,

Le Directeur des Infrastructures

Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200929-20200440-AI
Date de télétransmission : 29/09/2020
Date de réception préfecture : 29/09/2020

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201005-20200540-AI
Date de télétransmission : 05/10/2020
Date de réception préfecture : 05/10/2020

ANNULE ET REMPLACE LA DECISION N°20160414 du 20 juillet 2016

DECISION N° 20200540

du 24 septembre 2020

PATRIMOINE – PRISE DE POSSESSION D'UN BIEN SITUE

21-23 chemin des Tourelles à EPINAY-SUR-ORGE (91)
Parcelle cadastrée section AR n°45

POUR LA REALISATION DU PROJET DE TRAMWAY ENTRE MASSY ET EVRY (T12E)

Le Directeur des infrastructures d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;
VU le Code de l'expropriation pour Cause d'Utilité Publique ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Île-de-France n° 2013/177 du 12 juin 2013 approuvant la déclaration de projet ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Île-de-France n°2014/248 du 5 juin 2014 portant approbation de l'avant-projet relatif au Tram-Train Massy-Evry
VU l'Arrêté préfectoral n°2013-PREF.DRCL/BEPAFI/SSAF/406 du 22 août 2013 déclarant d'utilité publique le projet du tramway entre Massy et Evry au profit du STIF, de RFF (SNCF Réseau) et de la SNCF ;
VU l'Arrêté préfectoral n°2018-PREF-DCPPAT/BUPPE/158 en date du 2 août 2018 portant prorogation des effets de la déclaration d'utilité publique ;
VU l'Arrêté préfectoral n°2016-PREF-DRCL/BEPAFI/SSAF-29 du 21 janvier 2016 portant cessibilité des parcelles de terrain nécessaires à la réalisation du projet Tram Train Massy Evry ;
VU l'Ordonnance d'expropriation du 15 juin 2016 et l'ordonnance rectificative du 10 octobre 2016 ;
VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.1 ;
VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019, et notamment son article 3.1.1 ;

./...

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201005-20200540-AI
Date de télétransmission : 05/10/2020
Date de réception préfecture : 05/10/2020

VU la décision n°20160414 du 20 juillet 2016 de prise de possession d'un bien situé 21 chemin des tourelles à Epinay-sur-Orge (91) parcelle cadastrée section AR n° 45 pour la réalisation du projet de tram-train entre Massy et Evry ;

VU l'avis du pôle d'évaluation domaniale de la Direction Générale des Finances Publiques n°2020-216V0383 du 22 juin 2020 ;

CONSIDÉRANT que le bien consiste en un terrain avec dépôts, bureaux et atelier, sis 21-23 chemin des Tourelles à EPINAY-SUR-ORGE (91), parcelle cadastrée section AR n°45 d'une surface de 4 497 m², appartenant avant expropriation à SNCF RESEAU ;

CONSIDÉRANT que le terrain était occupé à la date du transfert de propriété par la société JFM Auto ;

CONSIDÉRANT la nécessité de prendre possession du bien et d'en disposer rapidement pour la réalisation des travaux du projet de tramway entre Massy et Evry ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec l'ancien propriétaire ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition ;

CONSIDÉRANT que le prix d'acquisition est conforme à l'avis du pôle d'évaluation domaniale de la Direction Générale des Finances Publiques ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de prendre possession de la parcelle cadastrée section AR n°45, pour une surface de 4 497 m², sise 21-23 chemin des Tourelles à EPINAY-SUR-ORGE (91), appartenant avant expropriation à SNCF RESEAU, dont le siège est à 15 rue Jean Philippe Rameau, 93200 SAINT-DENIS, identifiée au SIREN sous le n° 412 280 737, pour un montant total de CINQ CENT SOIXANTE-HUIT MILLE QUATRE CENT euros (568 400 €) hors taxes, frais notariés et administratifs non inclus.

ARTICLE 2 : la somme exigée pour la présente acquisition sera reportée au budget de l'opération de transport ;

ARTICLE 3 : la présente décision annule et remplace la décision n°20160414 du 20 juillet 2016 ;

ARTICLE 4 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures,

Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201016-20200569-AR
Date de télétransmission : 16/10/2020
Date de réception préfecture : 16/10/2020

DECISION N°20200569

du 8 OCTOBRE 2020

PATRIMOINE – ACQUISITION D'UN ENSEMBLE IMMOILIER INDUSTRIEL ET LOGISTIQUE SITUE

ZAC de la Marnière / Lieudit : La Mare aux Chanvres à MAROLLES-EN-HUREPOIX (91)
Parcelles cadastrées section A n°226, 440, 398, 393, 109, 390, 342 sur la commune Marolles en Hurepoix et BC n°148 sur la commune de Brétigny sur Orge

POUR LA REALISATION D'UN CENTRE OPERATIONNEL BUS

Le Directeur général d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.1 ;
VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du STIF ;
VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;
VU l'avis du Service du Domaine de la Direction Générale des Finances Publiques n° 2020-91376V1009 en date du 28 juillet 2020 ;

CONSIDÉRANT que le bien consiste en un ensemble immobilier, industriel et logistique développant une surface globale de 60 098 m². Le bâtiment offre 15 909 m² de surface utile, composé de 5 cellules de stockage et locaux techniques d'environ 15 609 m² et 300 m² de bureaux et locaux sociaux sis ZAC de la Marnière, lieudit la Mare aux Chanvres à MAROLLES-EN-HUREPOIX (91) et la parcelle BC 148 située à BRETIGNY SUR ORGE (91), ensemble appartenant à la société MAROLLES 91 SCI ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir les biens en vue d'y aménager un centre opérationnel bus ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201016-20200569-AR
Date de télétransmission : 16/10/2020
Date de réception préfecture : 16/10/2020

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition d'une unité foncière cadastrée section A n°226, 440, 398, 393, 109, 390, 342 d'une superficie de 59 909 m² composée d'un bâtiment offrant 15 909 m² de surface utile, comprenant 5 cellules de stockage et locaux techniques d'environ 15 609 m² et 300 m² de bureaux et locaux sociaux sis ZAC de la Marnière, lieudit la Mare aux Chanvres à MAROLLES-EN-HUREPOIX (91) et de la parcelle BC 148 d'une surface de 189 m² située à BRETIGNY SUR ORGE (91), appartenant la société MAROLLES 91 SCI, société civile, dont le siège est à PARIS (75 017), 76 rue de Prony, identifié au SIREN sous le numéro 484 858 667 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS (75), pour un montant total de HUIT MILLIONS HUIT CENT MILLE EUROS (8 800 000.00 EUR) hors taxes et hors frais ;

ARTICLE 2 : les sommes exigées pour la présente acquisition seront reportées au budget de l'opération de transport ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures,

Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201026-20200573-AI
Date de télétransmission : 26/10/2020
Date de réception préfecture : 26/10/2020

DECISION N° 20200573

DU 16 OCTOBRE 2020

DECONSIGNATION D'UNE INDEMNITE DE DEPOSSESSION

PARCELLES AW N°160 et N°159p (VOLUME N°2)
SITUEES 71, ROUTE DE GRIGNY A RIS-ORANGIS (91)

POUR LA REALISATION DU PROJET DE TRANSPORT PUBLIC T-ZEN4
ENTRE VIRY-CHATILLON ET CORBEIL-ESSONNES

Le Directeur Général d'Ile-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;

VU le Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique, notamment les articles L. 521-1 à L. 522-4, R. 323-8 et R.323-10 ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU **la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Île-de-France n°2015/184 du 15 juin 2015 portant approbation du schéma de principe, du dossier d'enquête d'utilité publique et de la convention de financement d'avant-projet et première acquisitions foncières relatifs au projet T-Zen4 entre la place de la Treille à Viry-Châtillon et la gare du RER D à Corbeil Essonnes**

VU l'Arrêté préfectoral n°2016-PREF-DRCL/BEPAFI/SSAF-910 du 8 décembre 2016 déclarant d'utilité publique le projet de transport public T-Zen4 entre la place de la Treille à Viry-Châtillon et la gare du RER D à Corbeil Essonnes **;**

VU l'Arrêté préfectoral n°2019-PREF-DCPPAT/BUPPE-093 du 17 mai 2019 portant cessibilité des emprises nécessaires à la réalisation du projet de transport public T-Zen 4 entre les stations de La Treille à Viry-Châtillon et de la gare RER à Corbeil Essonnes sur le territoire des communes de Courcouronnes, Évry et Ris-Orangis ;

VU l'Arrêté préfectoral n°2020-PREF-DCPPAT/BUPPE-050 du 3 mars 2020 modifiant l'arrêté n°2019-PREF-DCPPAT/BUPPE-093 du 17 mai 2019 ;

VU l'Ordonnance d'expropriation du 24 juin 2019 délivrée par Madame le Juge de l'Expropriation près du Tribunal de Grande Instance d'Evry, en cours de publication ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201026-20200573-AI
Date de télétransmission : 26/10/2020
Date de réception préfecture : 26/10/2020

VU l'Ordonnance rectificative d'expropriation du 9 juillet 2020 délivrée par Madame le Juge de l'expropriation près du Tribunal Judiciaire d'Evry-Courcouronnes ;

VU la Délibération du Conseil d'administration du STIF n° 2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du conseil au directeur général et notamment son article 1.7.1 ;

VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en Préfecture le 1er août 2019 ;

VU le protocole valant adhésion à l'ordonnance d'expropriation, intervenu le 10 décembre 2019, convenant d'une indemnité de dépossession des parcelles cadastrées section AW n°160 et n°159p (volume n°2) – sises sur la commune de RIS-ORANGIS (Département de l'Essonne) – 71, route de Grigny – à un montant de 184 150 € (CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE CENT CINQUANTE EUROS) ;

VU le courrier de notification – en date du 6 avril 2020 – de l'accord intervenu entre Ile de France Mobilités et la S.A.S Quartz Properties, à la société HSBC France, conformément à l'article R.311-8 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et resté sans réponse au terme du délai d'un mois prévu aux dispositions dudit article ;

VU la Décision n° 20200255 du 28 mai 2020 portant consignation d'une indemnité de dépossession des parcelles cadastrées section AW n°160 et n°159p (volume n°2), sises 71, ROUTE DE GRIGNY à RIS-ORANGIS (91 130) ;

VU le Récépissé n°2568221290 du 29 juin 2020 de consignation d'une somme de 184 150 € adressée à la Caisse des Dépôts pour les parcelles cadastrées section AW n°160 et n°159p (volume n°2), sises 71, ROUTE DE GRIGNY à RIS-ORANGIS (91 130) ayant appartenu avant expropriation à la S.A.S Quartz Properties ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral et l'ordonnance d'expropriation susvisés ont permis la prise de possession des biens susmentionnés ;

CONSIDERANT qu'Ile de France Mobilités a rencontré un obstacle au paiement au motif de l'existence d'inscriptions de privilèges, d'hypothèques ou nantissements grevant les biens expropriés ;

CONSIDERANT qu'Ile de France Mobilités a pris possession des biens après avoir procédé à la consignation de la somme de CENT-QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE CENT CINQUANTE EUROS (184 150 €) convenue avec la S.A.S Quartz Properties, propriétaire expropriée, par protocole valant adhésion à l'ordonnance d'expropriation, en date du 10 décembre 2019 ;

CONSIDERANT que la prise de possession est intervenue à l'expiration du délai d'un mois suivant la réception des fonds par la Caisse des Dépôts et Consignation soit le 30 juillet 2020 ;

CONSIDERANT que par courrier du 30 juillet 2020, HSBC France, créancier de la S.A.S Quartz Properties, a donné un accord de mainlevée partielle sur les biens cadastrés AW n°158, AW n° 159 volumes n°1 et n°2 et AW n°160 et que cette mainlevée sera totale sur les parcelles cadastrées AW n°160 et n°159p (volume n°2), objet de l'expropriation par Ile de France Mobilités ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201026-20200573-AI
Date de télétransmission : 26/10/2020
Date de réception préfecture : 26/10/2020

DECIDE :

ARTICLE 1 : qu'Ile de France Mobilités accepte la demande de déconsignation de la somme de **CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE CENT CINQUANTE EUROS (184 150 euros)** au bénéfice de la société S.A.S Quartz Properties, au motif que le créancier, HSBC France, a donné son accord de mainlevée totale sur les parcelles cadastrées AW n°160 et n°159p (volume n°2), objet de l'expropriation ;

ARTICLE 2 : que la somme de de **CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE CENT CINQUANTE EUROS (184 150 euros)** abondée des intérêts de consignation, correspondant au montant de l'indemnité consignée, peut être déconsignée au bénéfice de la S.A.S Quartz Properties sur le compte bancaire n°FR76 3005 6000 7800 7820 0416 884;

ARTICLE 3 : que la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux devant Madame la Présidente d'Île-de-France Mobilités dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Pour Le Directeur Général
et par délégation,

Le Directeur des Infrastructures

Arnaud CROLAIS

Île-de-France Mobilités
41 rue de Châteaudun – 75009 Paris – Tél. : 01 47 53 28 00 – Fax : 01 47 05 11 05

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201116-20200615-AI
Date de télétransmission : 16/11/2020
Date de réception préfecture : 16/11/2020

DECISION N°20200615

du 8 NOVEMBRE 2020

PATRIMOINE – ACQUISITION D'UN BIEN SITUE

14 rue de la Chasière à MERE (78)
Parcelles cadastrées section A n°776, 784, 786

POUR LA REALISATION D'UN CENTRE OPERATIONNEL BUS

Le Directeur général d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.1 ;
VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du STIF ;
VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;
VU l'avis du Service du Domaine de la Direction Générale des Finances Publiques n° 2020-389v0094 en date du 24 janvier 2020 ;

CONSIDÉRANT que le bien consiste en un terrain non bâti, d'une superficie de 525m², sis rue de la Chasière à MERE (78), appartenant la commune de MERE ;

CONSIDÉRANT qu'Île-de-France Mobilités est déjà propriétaire des parcelles mitoyennes cadastrées section A n°776, 784, 786, d'une superficie de 11 651m ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir ladite parcelle afin de permettre la réalisation d'un centre opérationnel bus ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition ;

DÉCIDE :

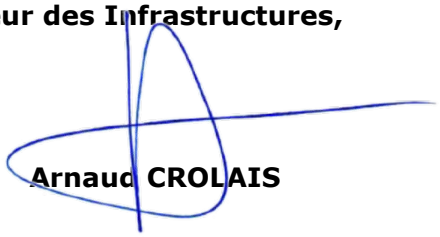
Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201116-20200615-AI
Date de télétransmission : 16/11/2020
Date de réception préfecture : 16/11/2020

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition d'une parcelle cadastrée section ZE n°49, d'une superficie de 525m², en friche, sise rue de la Chasière à MERE (78), appartenant la commune de MERE (78490), identifiée au SIREN sous le numéro 218 902 500, pour un montant total de TRENTE-CINQ MILLE Euros (35 000€) hors taxes et hors frais ;

ARTICLE 2 : les sommes exigées pour la présente acquisition seront reportées au budget de l'opération de transport ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures,



Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201116-20200616-AI
Date de télétransmission : 16/11/2020
Date de réception préfecture : 16/11/2020

DECISION N°20200616

du 13 novembre 2020

PATRIMOINE – ACQUISITION D'UN BIEN SITUE

Impasse Sainte Claire Deville à MANTES-LA-JOLIE (78)
Parcelles cadastrées section AP n°176, 177, 184

POUR LA REALISATION D'UN CENTRE OPERATIONNEL BUS

Le Directeur général d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.1 ;
VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du STIF ;
VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;
VU l'avis du Service du Domaine de la Direction Générale des Finances Publiques n° 2019-389v1269 en date du 7 novembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que le bien consiste en un terrain bâti, d'une emprise de 21 042m² composé d'un bâtiment à usage de bureaux en R+1 d'une superficie approximative de 1 148m², de zones de parking véhicules légers et remisage de bus, sis impasse Sainte Claire Deville à MANTES-LA-JOLIE (78) appartenant la Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir les biens en vue d'y aménager un centre opérationnel bus ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201116-20200616-AI
Date de télétransmission : 16/11/2020
Date de réception préfecture : 16/11/2020

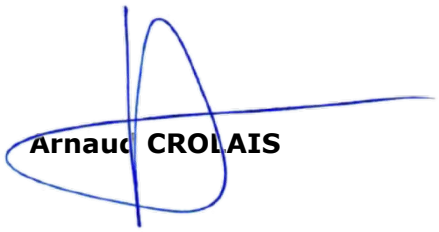
DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition d'une emprise cadastrée section AP n°176, 177, 184, d'une superficie de 21 042m²composée d'un bâtiment à usage de bureaux en R+1 d'une superficie approximative de 1 148m², de zones de parking véhicules légers et remisage de bus, sis impasse Sainte Claire Deville à MANTES-LA-JOLIE (78), appartenant la Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise, dont le siège est à AUBERGENVILLE (78410), Rue des Chevries, identifié au SIREN sous le numéro 200 059 889, pour un montant total de DEUX MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE MILLE Euros (2 560 000€) hors taxes et hors frais ;

ARTICLE 2 : les sommes exigées pour la présente acquisition seront reportées au budget de l'opération de transport ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures,



Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201118-20200618-AI
Date de télétransmission : 18/11/2020
Date de réception préfecture : 18/11/2020

DECISION n° 20200618

Du 16 novembre 2020

PATRIMOINE –PRISE A BAIL, APRES AMENAGEMENT, D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER A L'USAGE FUTUR DE DEPÔT DE BUS SITUE RUE DE BRUXELLES, 77340 PONTAULT-COMBAULT, parcelle cadastrée section B n° 2656

POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN CENTRE OPERATIONNEL DE BUS EN VUE DE LA MISE EN CONCURRENCE DES OPERATEURS DE TRANSPORT EN GRANDE COURONNE

Le Directeur des Infrastructures d'Île-de-France Mobilités,

VU le règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports ;

VU le Code des transports ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU Le Code du commerce et notamment les articles L. 145-1 et suivants ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU la Délibération du conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du conseil au directeur général et notamment son article 1.7.2 ;

VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France ;

VU la Décision du Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 et notamment son article 3.1.2 ;

VU l'avis 2019-373V1045 de la Direction nationale d'interventions domaniales en date du 03/03/2020 ;

…/…

CONSIDERANT que le bien consiste en un ensemble immobilier situé Rue de Bruxelles à PONTAULT-COMBAULT (77340), composé d'un immeuble à usage de bureaux et de locaux d'exploitation, édifié sur un terrain cadastré section B n°2656 d'une superficie totale de 57 486 m², appartenant à la société BFR TECH société par actions simplifiée ayant son siège social rue de Bruxelles et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Melun sous le numéro 398 508 978, représentée par Monsieur Xavier MAISONNAVE-COUTEROU;

CONSIDERANT que l'ensemble immobilier de PONTAULT-COMBAULT a été identifiée par Île-De-France Mobilités comme nécessaire pour assurer la continuité et le bon

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201118-20200618-AI
Date de télétransmission : 18/11/2020
Date de réception préfecture : 18/11/2020

fonctionnement des lignes du service de transports publics réguliers de personnes dans la région Île-de-France, ainsi que l'égalité de traitement entre les candidats dans la perspective de la future mise en concurrence de ces lignes ;

CONSIDERANT la nécessité pour l'exercice des missions d'Île-de-France Mobilités de prendre à bail l'ensemble immobilier aménagé susmentionné et d'en disposer notamment pour permettre la mise à disposition du Centre-Opérationnel de bus nécessaire au fonctionnement du réseau tel qu'identifié à ce jours « 9 – Marne et Brie » ;

CONSIDERANT l'intérêt public d'une telle prise à bail ;

CONSIDERANT le courrier d'accord pour la prise à bail en date du 13 octobre 2020 confirmant la prise à bail de ce site pour une durée de neuf (9) ans avec une option d'achat de treize (13) millions ;

CONSIDERANT l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques susvisé, estimant la valeur vénale du site à hauteur de dix millions cinquante mille euros ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de signer un bail commercial avec la société BFR TECH, société par actions simplifiée ayant son siège social rue de Bruxelles et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Melun sous le numéro 398 508 978, représentée par Monsieur Xavier MAISONNAVE-COUTEROU;

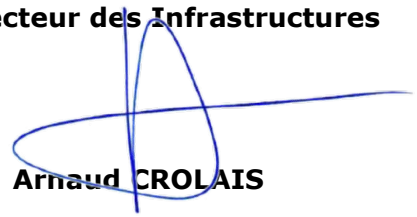
…/…

ARTICLE 2 : de fixer le loyer prévisionnel pour la prise à bail dudit site à 56 € HT du m² soit pour le bâtiment de 22 000 m² un loyer annuel à 1 232 000 € HT et HC;

ARTICLE 3 : de procéder au paiement des honoraires de négociation dues à la société John Lang Lasalle (JLL) immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 712 039 098 et dont le siège social est situé à Paris, 40/42 Rue de la Boétie (75008) pour un montant total de cent quatre vingt quatre mille euros (184 000 €) hors taxes ;

ARTICLE 4 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures



Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200619-AI
Date de télétransmission : 20/11/2020
Date de réception préfecture : 20/11/2020

DECISION n° 20200619

du 16 novembre 2020

PATRIMOINE – OCCUPATION DE BIENS SITUES

AVENUE DU MARECHAL LATTRE DE TASSIGNY à FONTENAY SOUS BOIS (94)

Parcelles cadastrées section I n°662, n° 673, n°686 et n° 687 F n°483, n°486 et n°487

EN VUE D'ACCEDER A L'EMPRISE DES CHANTIERS DES PASSAGES SOUTERRAINS NORD ET NORD-SUD ET DU BATIMENT VOYAGEURS NORD-EST DU FUTUR POLE GARE VAL DE FONTENAY

Le Directeur Général d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU la délibération du Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités n°2020/292 du 8 juillet 2020 approuvant le schéma de principe du pôle gare Val de Fontenay ;

VU la délibération du Conseil d'administration d' Île-de-France Mobilités n°2020/293 du 8 juillet 2020 approuvant l'opération d'acquisition par Ile de France Mobilités auprès de la Société Publique Locale « Marne au Bois » de l'usufruit d'un terrain situé avenue du Maréchal Lattre de Tassigny à Fontenay sous Bois permettant notamment de mener les chantiers des passages souterrains Nord, Nord-Sud et du Bâtiment Voyageurs Nord-Est prévus dans le projet de pôle gare Val de Fontenay ;

VU la délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.2 ;

VU la décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile de France 2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de Directeur Général ;

VU la décision du Directeur Général n°2019/0285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en Préfecture le 1er août 2019 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200619-AI
Date de télétransmission : 20/11/2020
Date de réception préfecture : 20/11/2020

CONSIDERANT que ces biens consistent en sept parcelles cadastrées section I n°662, I n° 673, I n°686 et I n° 687, F n°483, n°486 et n°487, d'une contenance totale de 4 728 m² à FONTENAY SOUS BOIS – Avenue du Maréchal Lattre de Tassigny appartenant à la Société Publique Locale (SPL) Marne au Bois ;

CONSIDERANT que ces biens consistent en une partie commune (dite « zone tampon ») permettant l'accès et les flux de personnes et de véhicules des différents occupants du site du Péripôle, à savoir l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France (EPFIF), la SPL Marne au Bois, la Société du Grand Paris (SGP) et Île-de-France Mobilités pour leurs emprises chantiers respectives ;

CONSIDERANT la nécessité de conventionner avec le propriétaire des biens et les différents occupants du site en vue de l'utilisation des biens ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : de signer une convention d'utilisation des parcelles cadastrées I n°662, I n° 673, I n°686 et I n° 687, F n°483, n°486 et n°487, d'une contenance totale de 4 728 m² à FONTENAY SOUS BOIS – Avenue du Maréchal Lattre de Tassigny appartenant à la Société Publique Locale (SPL) Marne au Bois pour une redevance annuelle estimée à VINGT-HUIT MILLE HUIT CENT SOIXANTE QUATRE EUROS Hors Taxes (28 864 € HT) et appelée trimestriellement :

- à compter de l'acquisition, auprès de la Société Publique Locale (SPL) Marne au Bois, de l'usufruit des parcelles cadastrées I n°672, I n°675, I n°685 et AK n°367 nécessaires à la réalisation des travaux des passages souterrains Nord, Nord-Sud et du Bâtiment Voyageurs Nord-Est prévus dans le projet de pôle gare Val de Fontenay ;

ARTICLE 2 : la redevance annuelle sera reportée au budget de l'opération Pôle Gare de Val de Fontenay ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux devant Madame la Présidente d'Île-de-France Mobilités dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Pour le Directeur général
et par délégation,

Le Directeur des Infrastructures

Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200622-AI
Date de télétransmission : 20/11/2020
Date de réception préfecture : 20/11/2020

DECISION n° 20200622

Du 19 novembre 2020

PATRIMOINE –PRISE A BAIL D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER A L'USAGE DE DEPÔT DE BUS SITUE 1 Rue Saint-Jacques, LIEU-DIT LA MARE MOUREUSE, 77700 BAILLY-ROMAINVILLIERS, parcelle cadastrée section B n° 517

POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN CENTRE OPERATIONNEL DE BUS EN VUE DE LA MISE EN CONCURRENCE DES OPERATEURS DE TRANSPORT EN GRANDE COURONNE

Le Directeur des Infrastructures d'Île-de-France Mobilités,

VU le règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports ;

VU le Code des transports ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU Le Code du commerce et notamment les articles L. 145-1 et suivants ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU l'annexe F4 ter du contrat de type signé entre Syndicat des Transports d'Île-de-France Mobilités et TRANSDEV ;

VU la Délibération du conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du conseil au directeur général et notamment son article 1.7.2 ;

VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France ;

VU la Décision du Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 et notamment son article 3.1.2 ;

VU l'avis n°2020_77018V2429 de la Direction nationale d'interventions domaniales en date du 9 novembre 2020 ;

…/…

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200622-AI
Date de télétransmission : 20/11/2020
Date de réception préfecture : 20/11/2020

CONSIDERANT que le bien consiste en un ensemble immobilier situé 1 rue Saint-Jacques à BAILLY-ROMAINVILLIERS (77700), composé d'un immeuble à usage de bureaux et de locaux d'exploitation, édifié sur un terrain cadastré section B n°517 d'une superficie totale de 27 504 m², appartenant à la société PÔLE ÎLE-DE-FRANCE IMMOBILIER AND FACILITIES société par actions simplifiée ayant son siège social Immeuble Sereinis, 32 boulevard Gallieni à (92130) Issy-Les-Moulineaux et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 592 025 480, représentée par son président en exercice, Monsieur Olivier FERRAND;

CONSIDERANT que l'ensemble immobilier de BAILLY-ROMAINVILLIERS a été identifié par Île-De-France Mobilités comme nécessaire pour assurer la continuité et le bon fonctionnement des lignes du service de transports publics réguliers de personnes dans la région Île-de-France, ainsi que l'égalité de traitement entre les candidats dans la perspective de la future mise en concurrence de ces lignes ;

CONSIDERANT la nécessité pour l'exercice des missions d'Île-de-France Mobilités de prendre à bail l'ensemble immobilier aménagé susmentionné et d'en disposer notamment pour permettre la mise à disposition du Centre-Opérationnel de bus nécessaire au fonctionnement du réseau tel qu'identifié à ce jours « 10 – Marne Europe » ;

CONSIDERANT l'intérêt public d'une telle prise à bail ;

CONSIDERANT l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques susvisé, estimant qu'un loyer de six cent quatre-vingt-dix-mille (690 000 €), pour la période entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021, et un loyer de neuf centre-vingt-onze-mille (991 000€) , pour la période entre le 1er janvier 2022 au 31 décembre 2029, peut être accepté ;

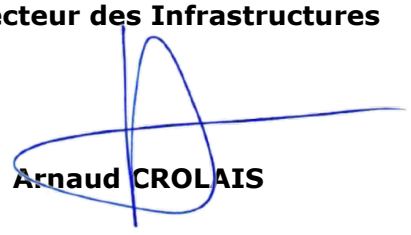
DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de signer un bail commercial avec la société PÔLE ÎLE-DE-FRANCE IMMOBILIER AND FACILITIES société par actions simplifiée ayant son siège social Immeuble Sereinis, 32 boulevard Gallieni à (92130) Issy-Les-Moulineaux et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 592 025 480, représentée par son président en exercice, Monsieur Olivier FERRAND;

ARTICLE 2 : de fixer le loyer prévisionnel pour la prise à bail dudit site, pour la première période entre le 1er janvier au 31 décembre 2021, à six cent quatre-vingt-dix-mille (690 000 €) HT et HC et, pour la seconde période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2029, à neuf cent quatre-vingt-onze-mille (991 000€) ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures



Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201203-20200796-AR
Date de télétransmission : 03/12/2020
Date de réception préfecture : 03/12/2020

DECISION n° 20200796

du 1er décembre 2020

PATRIMOINE – CESSION DE PARCELLES SISES A CHATENAY-MALABRY CADASTREES SECTION K 97 (issue de la parcelle K39) , K 40, AU DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE POUR LA REALISATION DU PROJET DE TRAMWAY T10

Le Directeur Général d'Ile de France Mobilités,

VU le code des transports ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2015/050 du 11 février 2015 approuvant le dossier d'enquête publique, le dossier d'avant projet et la convention de financement pour les premières acquisitions foncières

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-174 du 11 octobre 2016 qui déclare d'utilité publique, la cessibilité des parcelles et le transfert de gestion des parcelles nécessaires au projet du Département des Hauts de Seine et au profit du Syndicat des transports d'Île-de-France;

VU la délibération du conseil d'administration du Syndicat des transports d'Île-de-France n° 2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général et notamment son article 1.7.1 ;

VU la décision n° 2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de Directeur général du Syndicat des transports d'Île-de-France;

VU la décision du Directeur Général n°20190285 du 1er aout 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er aout 2019;

Vu la décision de cession initiale n° 20180391 du 23 juillet 2018 télétransmise et réceptionnée en préfecture le 25 juillet 2018 ;

VU l'avis de la direction générale des finances publiques du 9 septembre 2020 ;

CONSIDERANT que les parcelles situées sur le Département des Hauts-de-Seine, en forêt de Meudon à Chatenay-Malabry, cadastrées section K 97 (issue de la parcelle K 39), K 40 consistent en des parcelles à nature de bois d'une contenance de 32 306 m² ;

CONSIDERANT que ces parcelles devenues propriétés du syndicat des transports d'Ile de France, doivent être cédées au Département des Hauts-de-Seine ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201203-20200796-AR
Date de télétransmission : 03/12/2020
Date de réception préfecture : 03/12/2020

CONSIDERANT que ces parcelles devenues propriétés du syndicat des transports d'Ile de France, doivent être cédées au Département des Hauts-de-Seine ;

CONSIDERANT que cette cession se justifie par les modalités de coopération entre Ile de France mobilités et le département notamment pour la mise en œuvre des mesures de la compensation écologique du projet de tramway T10 ;

CONSIDERANT que cette décision complète la décision de 2018 citée ci-dessous en ce qu'elle précise que la rétrocession de ces parcelles se fera à l'euro symbolique ;

CONSIDERANT que la cession à l'euro symbolique, montant justifié par l'intérêt général de l'opération est validée par France Domaine;

DECIDE :

ARTICLE 1 : de céder au Département des Hauts-de-Seine les parcelles sises à Chatenay-Malabry cadastrées section K 97 (issue de la parcelle K 39), K 40 situées Bois du Carreau d'une superficie totale de 32306 m², libres de toute occupation au prix d'un euro symbolique (1 €). Les frais de notaires seront à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 2 : la somme sera versée à Ile de France mobilités et réaffectée au budget de l'opération de transport ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Ile de France mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs d'Ile de France mobilités.

Pour le Directeur Général et par délégation

Le Directeur des Infrastructures

Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201203-20200797-AR
Date de télétransmission : 03/12/2020
Date de réception préfecture : 03/12/2020

DECISION n° 20200797

du 1er décembre 2020

PATRIMOINE – CESSION DE LA PARCELLES SISE A CHATENAY-MALABRY CADASTREE SECTION L 20 AU DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE POUR LA REALISATION DU PROJET DE TRAMWAY T10

Le Directeur Général d'Ile de France mobilités,

VU le code des transports ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2015/050 du 11 février 2015 approuvant le dossier d'enquête publique, le dossier d'avant projet et la convention de financement pour les premières acquisitions foncières

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-174 du 11 octobre 2016 qui déclare d'utilité publique, la cessibilité des parcelles et le transfert de gestion des parcelles nécessaires au projet du Département des Hauts de Seine et au profit du Syndicat des transports d'Île-de-France;

VU la délibération du conseil d'administration du Syndicat des transports d'Île-de-France n° 2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général et notamment son article 1.7.1 ;

VU la décision n° 2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de Directeur général du Syndicat des transports d'Île-de-France;

VU la décision du Directeur Général n°20190285 du 1er aout 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er aout 2019;

Vu la décision de cession initiale n° 20180391 du 23 juillet 2018 télétransmise et réceptionnée en préfecture le 25 juillet 2018 ;

VU l'avis de la direction générale des finances publiques du 9 septembre 2020;

CONSIDERANT que la parcelle située sur le Département des Hauts-de-Seine, en forêt de verrières, sise « le bouquet de verrières » à Chatenay-Malabry, cadastrée section L 20 consiste en une parcelle à nature de bois d'une contenance de 3429 m² ;

CONSIDERANT que cette parcelle devenue propriété du syndicat des transports d'ile de France, doit être cédée au Département des Hauts-de-Seine ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201203-20200797-AR
Date de télétransmission : 03/12/2020
Date de réception préfecture : 03/12/2020

CONSIDERANT que cette cession se justifie par les modalités de coopération entre Ile de France mobilités et le département notamment pour la mise en œuvre des mesures de la compensation de défrichement du projet de tramway T10 ;

CONSIDERANT que cette décision complète la décision de 2018 citée ci-dessous en ce qu'elle précise que la rétrocession de cette parcelle se fera à l'euro symbolique ;

CONSIDERANT que la cession à l'euro symbolique, montant justifié par l'intérêt général de l'opération est validée par France Domaine;

DECIDE :

ARTICLE 1 : de céder au Département des Hauts-de-Seine la parcelle sise à Chatenay-Malabry « le bouquet de verrières » cadastrée L20 d'une superficie totale de 3429 m², libre de toute occupation au prix d'un euro symbolique (1 €). Les frais de notaires seront à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 2 : la somme sera versée à Ile de France mobilités et réaffectée au budget de l'opération de transport ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Ile de France mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs d'ile de France mobilités.

Pour le Directeur Général et par délégation

Le Directeur des Infrastructures

Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201208-20200802-AI
Date de télétransmission : 08/12/2020
Date de réception préfecture : 08/12/2020

DECISION N° 20200802

du 4 décembre 2020

PATRIMOINE – ACQUISITION D'UN BIEN SITUE

10-14 rue Denis Papin à TRAPPES (78)
Parcelles cadastrées section AN n°11, 12 et 20

POUR LA REALISATION D'UN CENTRE OPERATIONNEL BUS

Le Directeur général d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.1 ;
VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du STIF ;
VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;
VU l'avis du Service du Domaine de la Direction Générale des Finances Publiques n° 2020-621V0386 en date du 13 août 2020 ;

CONSIDÉRANT que le bien consiste en un terrain bâti cadastré section AN numéro 11, 12 et 20 d'une superficie de 16 269 m² composé d'un bâtiment d'un seul niveau à usage d'entrepôt et d'usine, d'une superficie de 6.735 m² environ et d'un bâtiment de trois niveaux correspondant à la structure administrative, à usage de bureaux, d'une superficie de 900 m² environ, ensemble 10-14 rue Denis Papin TRAPPES (78) appartenant à la Société Nouvelle Sofrapain ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir les biens en vue d'y aménager un centre opérationnel bus ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition ;

DÉCIDE :

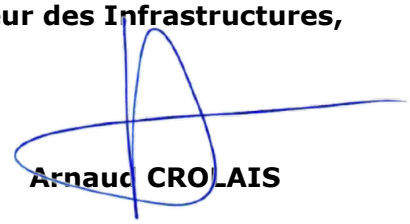
Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201208-20200802-AI
Date de télétransmission : 08/12/2020
Date de réception préfecture : 08/12/2020

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition d'un terrain bâti cadastré section AN numéro 11, 12 et 20 d'une superficie de 16 269 m² composé d'un bâtiment d'un seul niveau à usage d'entrepôt et d'usine, d'une superficie de 6.735 m² environ et d'un bâtiment de trois niveaux correspondant à la structure administrative, à usage de bureaux, d'une superficie de 900 m² environ, ensemble 10-14 rue Denis Papin TRAPPES (78) appartenant à la Société Nouvelle Sofrapain société par actions simplifiées dont le siège est à TRAPPES (78190), 14 rue Denis Papin, identifiée au SIREN sous le numéro 510036304 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de VERSAILLES CEDEX (78), pour un montant total DEUX MILLIONS SEPT CENT MILLE EUROS (2 700 000,00 EUR) hors taxe et hors frais ;

ARTICLE 2 : la somme exigée pour la présente acquisition de 2 700 000 € hors taxe sera reportée au budget de 2021 ;

ARTICLE 2 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures,



Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201209-20200804-AI
Date de télétransmission : 09/12/2020
Date de réception préfecture : 09/12/2020

DECISION N°20200804

du 8 DECEMBRE 2020

PATRIMOINE – ACQUISITION D'UN ENSEMBLE IMMOILIER INDUSTRIEL ET LOGISTIQUE SITUE

ZAC de la Marnière / Lieudit : La Mare aux Chanvres à MAROLLES-EN-HUREPOIX (91)
Parcelles cadastrées section A n°226, 440, 398, 393, 109, 390, 342 sur la commune Marolles en Hurepoix et BC n°148 sur la commune de Brétigny sur Orge

POUR LA REALISATION D'UN CENTRE OPERATIONNEL BUS

Le Directeur général d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.1 ;
VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du STIF ;
VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;
VU l'avis du Service du Domaine de la Direction Générale des Finances Publiques n° 2020-91376V1009 en date du 28 juillet 2020 ;

CONSIDÉRANT que le bien consiste en un ensemble immobilier, industriel et logistique développant une surface globale de 60 098 m². Le bâtiment offre 15 909 m² de surface utile, composé de 5 cellules de stockage et locaux techniques d'environ 15 609 m² et 300 m² de bureaux et locaux sociaux sis ZAC de la Marnière, lieudit la Mare aux Chanvres à MAROLLES-EN-HUREPOIX (91) et la parcelle BC 148 située à BRETIGNY SUR ORGE (91), ensemble appartenant à la société MAROLLES 91 SCI ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir les biens en vue d'y aménager un centre opérationnel bus ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201209-20200804-AI
Date de télétransmission : 09/12/2020
Date de réception préfecture : 09/12/2020

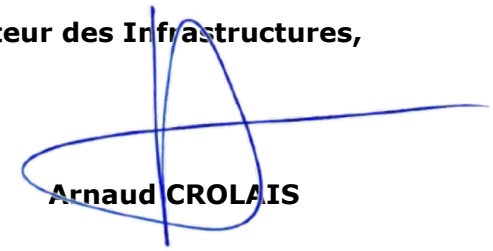
DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition d'une unité foncière cadastrée section A n°226, 440, 398, 393, 109, 390, 342 d'une superficie de 59 909 m² composée d'un bâtiment offrant 15 909 m² de surface utile, comprenant 5 cellules de stockage et locaux techniques d'environ 15 609 m² et 300 m² de bureaux et locaux sociaux sis ZAC de la Marnière, lieudit la Mare aux Chanvres à MAROLLES-EN-HUREPOIX (91) et de la parcelle BC 148 d'une surface de 189 m² située à BRETIGNY SUR ORGE (91), appartenant la société MAROLLES 91 SCI, société civile, dont le siège est à PARIS (75 017), 76 rue de Prony, identifié au SIREN sous le numéro 484 858 667 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS (75), pour un montant total de HUIT MILLIONS HUIT CENT MILLE EUROS (8 800 000.00 EUR) hors taxes et hors frais ;

ARTICLE 2 : la somme exigée pour la présente acquisition de 8 800 000 € hors taxe sera reportée au budget de l'année 2021 ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures,



Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201211-20200807-AI
Date de télétransmission : 11/12/2020
Date de réception préfecture : 11/12/2020

Île-de-France Mobilités

DECISION N°20200807

du 11 décembre 2020

PATRIMOINE – ACQUISITION D'UN BIEN SITUE

14 rue Jean Rostand, ZA du Bois de l'Ormeau à COMBS-LA-VILLE (77)
Parcelles cadastrées section AI n° 26, 27, 161

DANS LE CADRE DU RACHAT DES DEPOTS DE BUS STRATEGIQUES PREVUS AUX CONTRATS DE TYPE 3

Le Directeur général d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU le règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;
VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
VU la délibération n°2017/243 du 30 mai 2017 relative au CT3 Réseau 005 Sénart Bus ;
VU le Contrat de type 3 n° 003-005-065 Sénart Bus signé le 9 juin 2017 ;
VU la délibération n°2020/277 du 8 juillet 2020 relative à la délégation de service public pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'est de l'agglomération Grand Paris sud ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.1 ;
VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du STIF ;
VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019, et notamment son article 3.1.1 ;
VU les avis du Service du Domaine de la Direction Générale des Finances Publiques n° 2019-77122V2622 en date du 24 septembre 2019 prorogé par avis n°2020-77122v2172 du 7 octobre 2020 et l'avis n° 2020-77122V2169 en date du 30 octobre 2020 ;
VU le rapport d'expertise n° 2019-004 du site de Combs-la-Ville du 10 avril 2020 établi par le groupement IPFEC/SYSTRA pour Île-de-France Mobilités et le rapport d'expertise n° PAR 592561 du site de Combs-la-Ville du 10 septembre 2020 établi par le cabinet ROUX pour TRANSDEV ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201211-20200807-AI
Date de télétransmission : 11/12/2020
Date de réception préfecture : 11/12/2020

VU le courrier n° 20003922 du 7 octobre 2020 du Directeur des Infrastructures d'Île-de-France Mobilités, d'offre de rachat du dépôt de Combs-la-Ville ;

VU le courrier d'acceptation du Directeur général adjoint Ile-de-France de Transdev en date du 27 octobre 2020.

CONSIDÉRANT que le bien consiste en une unité foncière d'une contenance de 5 282 m² supportant actuellement un dépôt bus d'une capacité de 19 places de bus, ainsi que des bâtiments administratifs d'une superficie de 720 m², sis ZA du Bois de l'Ormeau, 14 rue Jean Rostand, 77380 Combs-la-Ville, parcelles cadastrées section AI n° 26, 27 et 161 ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir le centre opérationnel bus dans le cadre de la mise en concurrence des services de transports publics réguliers de personnes dans la région Île-de-France et ce conformément au contrat de type 3 susvisé ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition ;

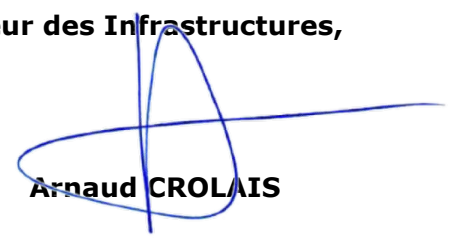
DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition de ladite emprise cadastrée section AI n° 26, 27 et 161, d'une superficie de 5 282 m², sise ZA du Bois de l'Ormeau, 14 rue Jean Rostand, 77380 Combs-la-Ville, appartenant à IMMOBILIERE DES FONTAINES, société par action simplifiée, dont le siège est à Immeuble Crystal, 3 allée de Grenelle, Issy-les-Moulineaux (92130), identifié au SIREN sous le numéro 483 104 618 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE, pour un montant total de cinq-cents soixante-dix mille neuf Euros (570 009 €) hors taxes et hors frais ;

ARTICLE 2 : la somme exigée pour la présente acquisition de 570 009 € hors taxe sera reportée au budget de 2020 ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures,



Arnaud CROLAIS

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201211-20200808-AI
Date de télétransmission : 11/12/2020
Date de réception préfecture : 11/12/2020

DECISION N°20200808

du 11 décembre 2020

PATRIMOINE – ACQUISITION D'UN BIEN SITUE

21-25 rue Jacquard à Lagny-sur-Marne (77400)
Parcelles cadastrées section AD n° 61, 66, 82

DANS LE CADRE DU RACHAT DES DEPOTS DE BUS STRATEGIQUES PREVUS AUX CONTRATS DE TYPE 3

Le Directeur général d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU le règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;
VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
VU la délibération n° 2017/390 du 28 juin 2017 relative au contrat d'exploitation de type 3 du réseau Pep's ;
VU le Contrat de type 3 n° 003-035-051 Pep's signé le 12 juillet 2017 ;
VU la délibération n° 2020/276 du 8 juillet 2020 relative à la Délégation de service public pour l'exploitation des lignes de bus desservant les agglomérations de Val d'Europe et Marne et Gondoire ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.1 ;
VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du STIF ;
VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019, et notamment son article 3.1.1 ;
VU les avis du Service du Domaine de la Direction Générale des Finances Publiques n° 2019-77243V2619 en date du 14 novembre 2019 prorogé par avis n°2020-77243v3472 du 3 décembre 2020 et l'avis n° 2020-77243V2228 en date du 10 septembre 2020 ;
VU le rapport d'expertise n° 2019-004 du site de Lagny-sur-Marne du 10 avril 2020 établi par le groupement IPFEC/SYSTRA pour Île-de-France Mobilités et le rapport d'expertise n° PAR 592561 du site de Lagny-sur-Marne du 10 septembre 2020 établi par le cabinet ROUX pour TRANSDEV ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201211-20200808-AI
Date de télétransmission : 11/12/2020
Date de réception préfecture : 11/12/2020

VU le courrier n° 20003922 du 7 octobre 2020 du Directeur des Infrastructures d'Île-de-France Mobilités, d'offre de rachat du dépôt de Lagny-sur-Marne ;

VU le courrier d'acceptation du Directeur général adjoint Ile-de-France de Transdev en date du 27 octobre 2020.

CONSIDÉRANT que le bien consiste en une unité foncière d'une contenance de 10 589 m² supportant actuellement un dépôt bus avec un atelier de maintenance (1 134 m²) avec une partie surplombée d'un étage (locaux archives et stockage) et les bureaux répartis sur deux niveaux (713 m²), comprenant parkings, station de distribution gasoil, aires de lavage, sis 21-25 rue Jacquard à Lagny-sur-Marne (77400), parcelles cadastrées section AD n° 61, 66, 82 ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir le centre opérationnel bus dans le cadre de la mise en concurrence des services de transports publics réguliers de personnes dans la région Île-de-France et ce conformément au contrat de type 3 susvisé ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition ;

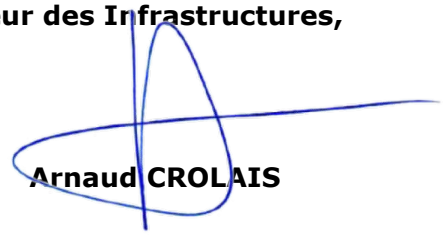
DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition de ladite emprise cadastrée section AD n° 61, 66, 82, d'une superficie de 10 589 m², sise 21-25 rue Jacquard à Lagny-sur-Marne (77400), appartenant à Société européenne pour le développement des transports publics - TRANSDEV SA, dont le siège est à Immeuble Crystal, 3 allée de Grenelle, Issy-les-Moulineaux (92130), identifié au SIREN sous le numéro 542 104 377 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE, pour un montant total de un million trois-cent quatre-vingt-six mille neuf-cent soixante-seize Euros (1 386 976 €) hors taxes et hors frais ;

ARTICLE 2 : la somme exigée pour la présente acquisition de 1 386 976 € hors taxe sera reportée au budget de 2020 ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures,



Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201211-20200809-AI
Date de télétransmission : 11/12/2020
Date de réception préfecture : 11/12/2020

Île-de-France Mobilités

DECISION N°20200809

du 11 décembre 2020

PATRIMOINE – ACQUISITION D'UN BIEN SITUE

Rue de la coulée à CESSON (77)
Parcelle cadastrée section ZB n° 285
Et avenue de la Haie à SAVIGNY-LE-TEMPLE (77)
Parcelle cadastrée section ZE n° 326

DANS LE CADRE DU RACHAT DES DEPOTS DE BUS STRATEGIQUES PREVUS AUX CONTRATS DE TYPE 3

Le Directeur général d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU le règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;
VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
VU la délibération n°2017/243 du 30 mai 2017 relative au CT3 Réseau 005 Sénart Bus ;
VU le Contrat de type 3 n° 003-005-065 Sénart Bus signé le 9 juin 2017 ;
VU la délibération n°2020/277 du 8 juillet 2020 relative à la délégation de service public pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'est de l'agglomération Grand Paris sud ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.1 ;
VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du STIF ;
VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019, et notamment son article 3.1.1 ;
VU les avis de la direction nationale d'interventions domaniales de la Direction Générale des Finances Publiques n° 2020-77067v2225 du 3 septembre 2020;
VU le rapport d'expertise du site de Savigny-le-Temple du 10 avril 2020 établi par le groupement IPFEC/SYSTRA pour Île-de-France Mobilités et le rapport d'expertise n° PAR 592561 du site de CESSON du 10 septembre 2020 établi par le cabinet ROUX pour TRANSDEV ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201211-20200809-AI
Date de télétransmission : 11/12/2020
Date de réception préfecture : 11/12/2020

VU le courrier n° 20003922 du 7 octobre 2020 du Directeur des Infrastructures d'Île-de-France Mobilités, d'offre de rachat du dépôt de Combs-la-Ville ;

VU le courrier d'acceptation du Directeur général adjoint Ile-de-France de Transdev en date du 27 octobre 2020.

CONSIDÉRANT que le bien consiste en une unité foncière d'une contenance de 18 370 m² supportant actuellement un dépôt bus d'une capacité de 99 places de bus, ainsi que des bâtiments administratifs d'une superficie de 1 581,41 m², sis rue de la Coulée verte, 77240 Cesson, parcelle cadastrée section ZB n°285 et avenue de la Haie, 77176 Savigny-le-Temple, parcelle cadastrée section ZE n°326 ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir le centre opérationnel bus dans le cadre de la mise en concurrence des services de transports publics réguliers de personnes dans la région Île-de-France et ce conformément au contrat de type 3 susvisé ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition ;

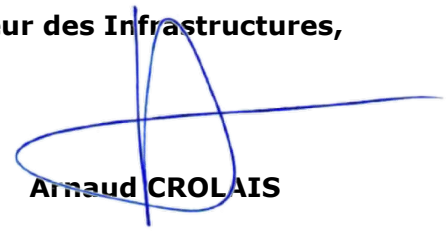
DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition de ladite emprise composée de la parcelle cadastrée section ZB n° 285 d'une superficie de 1 935 m², sise rue de la Coulée Verte, 77240 Cesson et la parcelle cadastrée section ZE n° 326 d'une superficie de 16 435 m², sis avenue de la Haie, 77176 Savigny-le-Temple, appartenant à IMMOBILIERE DES FONTAINES, société par action simplifiée, dont le siège est à Immeuble Crystal, 3 allée de Grenelle, Issy-les-Moulineaux (92130), identifié au SIREN sous le numéro 483 104 618 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE, pour un montant total de un million six soixante treize mille six cent huit Euros (1 673 608 €) hors taxes et hors frais ;

ARTICLE 2 : la somme exigée pour la présente acquisition de 1 673 608 € hors taxe sera reportée au budget de 2020 ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures,



Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200810-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

DECISION N° 20200810

du 14 décembre 2020

ANNULE ET REMPLACE LA DECISION N°20200619

PATRIMOINE – OCCUPATION DE BIENS SITUES

AVENUE MARECHAL LATTRE DE TASSIGNY à FONTENAY SOUS BOIS (94)

Parcelles cadastrées section I n°662, n°673, n°686 et n°687 F n°483, n°486 et n°487

EN VUE D'ACCEDER A L'EMPRISE DES CHANTIERS DES PASSAGES SOUTERRAINS NORD ET NORD-SUD ET DU BATIMENT VOYAGEURS NORD-EST DU FUTUR POLE GARE VAL DE FONTENAY

Le Directeur Général d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU la délibération du Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités n°2020/292 du 8 juillet 2020 approuvant le schéma de principe du pôle gare Val de Fontenay ;

VU la délibération du Conseil d'administration d' Île-de-France Mobilités n°2020/293 du 8 juillet 2020 approuvant l'opération d'acquisition par Ile de France Mobilités auprès de la Société Publique Locale « Marne au Bois » de l'usufruit d'un terrain situé avenue du Maréchal Lattre de Tassigny à Fontenay sous Bois permettant notamment de mener les chantiers des passages souterrains Nord, Nord-Sud et du Bâtiment Voyageurs Nord-Est prévus dans le projet de pôle gare Val de Fontenay ;

VU la délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.2 ;

VU la décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile de France 2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de Directeur Général ;

VU la décision du Directeur Général n°2019/0285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en Préfecture le 1er août 2019 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200810-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

CONSIDERANT que ces biens consistent en sept parcelles cadastrées section I n°662, I n° 673, I n°686 et I n° 687, F n°483, n°486 et n°487, d'une contenance totale de 4 728 m² à FONTENAY SOUS BOIS – Avenue du Maréchal Lattre de Tassigny appartenant à la Société Publique Locale (SPL) Marne au Bois ;

CONSIDERANT que ces biens consistent en une partie commune (dite « zone tampon ») permettant l'accès et les flux de personnes et de véhicules des différents occupants du site du Péripôle, à savoir l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France (EPFIF), la SPL Marne au Bois, la Société du Grand Paris (SGP) et Île-de-France Mobilités pour leurs emprises chantiers respectives ;

CONSIDERANT la nécessité de conventionner avec le propriétaire des biens et les différents occupants du site en vue de l'utilisation des biens ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : de signer une convention d'utilisation des parcelles cadastrées I n°662, I n° 673, I n°686 et I n° 687, F n°483, n°486 et n°487, d'une contenance totale de 4 728 m² à FONTENAY SOUS BOIS – Avenue du Maréchal Lattre de Tassigny appartenant à la Société Publique Locale (SPL) Marne au Bois pour une redevance annuelle estimée à SOIXANTE SIX MILLE CINQ CENT VINGT HUIT EUROS Hors Taxes (66 528 € HT) et appelée trimestriellement :

- à compter de l'acquisition, auprès de la Société Publique Locale (SPL) Marne au Bois, de l'usufruit des parcelles cadastrées I n°672, I n°675, I n°685, AK n°367, I n°671 et I n°674 nécessaires à la réalisation des travaux des passages souterrains Nord, Nord-Sud et du Bâtiment Voyageurs Nord-Est prévus dans le projet de pôle gare Val de Fontenay ;

ARTICLE 2 : la redevance annuelle sera reportée au budget de l'opération Pôle Gare de Val de Fontenay ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux devant Madame la Présidente d'Île-de-France Mobilités dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Pour le Directeur général
et par délégation,

Le Directeur des Infrastructures

Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201214-20200811-AR
Date de télétransmission : 14/12/2020
Date de réception préfecture : 14/12/2020

DECISION N° 20200811

du 14 décembre 2020

Portant exécution de la délibération n°2020/293 du Conseil d'Île-de-France Mobilités du 8 juillet 2020, et portant délégation de signature

Le Directeur Général d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L. 1241-20, R. 1241-9 et R. 1241-12 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général ;

VU l'avis 2020-94033V0665 de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales en date du 10 mars 2020 ;

VU la délibération n°2020/292 du Conseil d'Île-de-France Mobilités du 8 juillet 2020 approuvant le Schéma de Principe du Pôle Gare Val de Fontenay ;

VU la délibération n°2020/293 du Conseil d'Île-de-France Mobilités du 8 juillet 2020 relative à l'acquisition de l'usufruit d'un terrain sis avenue Maréchal de Lattre de Tassigny à FONTENAY-SOUS-BOIS et à la signature d'un protocole entre Île de France Mobilités, la Société du Grand Paris et la Société Publique Locale « Marne au Bois » définissant les règles de fonctionnement entre les différents chantiers du site Péripôle et les engagements de chacun des acteurs ;

CONSIDÉRANT que le conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités a décidé, par délibération du 8 juillet 2020 susvisée, l'acquisition de l'usufruit d'un terrain, jusqu'au 31 décembre 2032, d'une superficie totale de 13 828 m² correspondant aux parcelles cadastrées section I n°672, I n°675, I n°685, AK n°367, I n°671 et I n°674 intégrées à un ensemble immobilier plus vaste dit « Péripôle », afin d'en disposer pour la réalisation du Pôle Gare de Val de Fontenay comprenant les passages souterrains Nord et Nord-Sud et le Bâtiment Voyageurs Nord-Est ;

CONSIDÉRANT que, les négociations avec le propriétaire ont abouti à un prix d'acquisition total de l'usufruit de 8 283 289 € HT, dans la limite de l'estimation de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales en date du 10 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT que les terrains susvisés sont actuellement bâtis, à usage de bureaux, logistique et de parkings aériens et que suivant la négociation intervenue, lesdits terrains seront cédés en l'état, libres de toute occupation ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition foncière ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir les biens à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire des biens (la SPL Marne au Bois),

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201214-20200811-AR
Date de télétransmission : 14/12/2020
Date de réception préfecture : 14/12/2020

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : d'exécuter la délibération n°2020/293 du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités du 8 juillet 2020 susvisée;

ARTICLE 2 : d'acquérir en conséquence l'usufruit des biens sis avenue Maréchal Lattre de Tassigny à FONTENAY-SOUS-BOIS (94 120) jusqu'au 31 décembre 2032, parcelles cadastrées I n°672, I n°675, I n°685, AK n°367, I n°671 et I n°674 , pour une superficie totale de 13 828 m² appartenant à la Société Publique Locale « Marne au Bois », représentée par Monsieur François BOURVIC, Directeur Général, dont le siège social est à FONTENAY-SOUS-BOIS, 229, rue de la Fontaine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL et identifiée au SIREN sous le numéro 751 747 429 ;

ARTICLE 3 : de fixer le prix total d'acquisition de l'usufruit à HUIT MILLIONS DEUX CENT QUATRE VINGT TROIS MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT NEUF EUROS hors taxes (8 283 289 € HT) frais notariés et administratifs non inclus, tel que négocié avec le propriétaire dans la limite de l'estimation rendue par la Direction Nationale d'Interventions Domaniales ;

ARTICLE 4 : la somme exigée pour la présente acquisition sera reportée au budget ;

ARTICLE 5 : de donner délégation de signature à Madame Camille GRISON, cheffe du département Foncier & Patrimoine d'Île-de-France Mobilités, à l'effet de procéder à l'acquisition de l'usufruit des terrains identifiés à l'article 2 de la présente décision, de signer le protocole entre Île-de-France Mobilités, la Société du Grand Paris et la SPL « Marne au Bois » définissant les règles de fonctionnement entre les différents chantiers du site du Péripôle et les engagements de chacun des acteurs et tous les actes portant transfert d'usufruit au bénéfice d'Île de France Mobilités ;

ARTICLE 6 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

ARTICLE 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux devant Madame la Présidente d'Île-de-France Mobilités dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Laurent PROBST

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201216-20200812-AR
Date de télétransmission : 16/12/2020
Date de réception préfecture : 16/12/2020

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES

DECISION n° 20200812

du 14 décembre 2020

PATRIMOINE – ACQUISITION DU LOT N°3 D'UN IMMEUBLE SITUE *2 RUE AUGUSTE BLANQUI* A *VITRY-SUR-SEINE* (94)

Parcelle cadastrée section A n°59

POUR LA REALISATION DU PROJET DE TZEN 5

Le Directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France,

VU le Code des transports ;
VU le Code de l'expropriation ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/440 du 05 octobre 2016 portant déclaration de projet du T Zen 5 ;
VU l'article 23 de la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
VU l'avis de France Domaine en date du 08/07/2020 ;
VU la délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 3.1.1 ;

CONSIDÉRANT que le lot n° 3 de la copropriété sise 2 rue Auguste Blanqui à Vitry-sur-Seine (*Val-de-Marne*), cadastré section A n°59 d'une superficie de 21m², est constitué d'un appartement situé au premier étage, 2ème porte à droite ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir le bien et d'en disposer pour la réalisation des travaux du projet de Tzen 5 ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition foncière ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire du bien ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition du lot n° 3 de la copropriété sise 2 rue Auguste Blanqui à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), cadastré section A n°59, d'une superficie de 20m² appartenant à Monsieur AMAR Thomas, libre d'occupation, pour un montant total de

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201216-20200812-AR
Date de télétransmission : 16/12/2020
Date de réception préfecture : 16/12/2020

100 000,00 (cent mille) euros Hors Taxes, par la forme d'un acte authentique, frais notariés et administratifs non inclus. Ce prix est décomposé comme suit :

- indemnité principale : 78 000,00 €,
- indemnité de remploi : 8 800,00 €,
- négociation : 13 200,00€

ARTICLE 2 : la somme exigée pour la présente acquisition, sera impactée au budget de l'opération de transport ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis rue 39bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Pour le Directeur général
et par délégation

Le directeur des Infrastructures
Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200815-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

Île-de-France Mobilités

DECISION n° 20200815

Du 15 décembre 2020

PATRIMOINE – AVENANT A LA PRISE A BAIL D'UN BIEN SITUE

18 rue de la Senette et 116 rue de la Reine Blanche, Lieu-dit Le Grand Clos, CARRIERES-SOUS-POISSY (78 955), parcelles cadastrées section AI n°78, 699, 708, 79, 654, 655, 662, 666, 671, 692, 693, 696, 701, 703

POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN CENTRE OPERATIONNEL DE BUS DANS LE CADRE DE L'AVENANT AU CONTRAT DE TYPE 3 ET EN VUE DE LA MISE EN CONCURRENCE DES OPERATEURS DE TRANSPORT EN GRANDE COURONNE

Le Directeur des Infrastructures d'Ile-de-France Mobilités,

VU le règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports ;

VU le Code des transports ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU Le Code du commerce et notamment les articles L. 145-1 et suivants ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU l'annexe F4 ter du contrat de type 3 signé entre le Syndicat des transports d'Ile-de-France et TRANSDEV ;

VU la Délibération du conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du conseil au directeur général et notamment son article 1.7.2 ;

VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France ;

VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;

VU la décision n° 20190574 du 4 décembre 2019 relative à la prise à bail du site de CARRIERES-SOUS-POISSY (78) à compter du 1er janvier 2021 ;

VU la délibération n° 2020/645 du 9 décembre 2020 portant sur l'approbation de l'Avenant générique n°4 aux contrats CT3

CONSIDERANT qu'Île-de-France Mobilités a signé un bail commercial le 10 décembre 2019 avec la SCI VEOLAND CARRIERES pour la location du site en objet pour une durée de 12 ans avec faculté de résiliation triennale, à compter du 1er janvier 2021, pour un montant annuel initial de 808 415 € HT/HC/an, actualisable à la date de prise d'effet du bail selon l'indice des Loyers des Activités Tertiaires (ILAT) et révisable annuellement ;

…/…

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200815-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

CONSIDERANT que le calendrier de mise en concurrence du réseau OPTILE, initialement prévu au 1er janvier 2021, est décalé ;

CONSIDERANT qu'en conséquence, les clauses suivantes dudit bail nécessitent d'être modifiées par avenant :

- article 4.6 du bail commercial relatif au « Paiement du Loyer »,
- article 6.3 du bail commercial relatif aux « Modalités de paiement » ,
- article 11 du bail commercial relatif à la « Sous-location »,
- article 26 du bail commercial constituant le « Récapitulatif des pièces contractuelles »,
- annexe 5 du bail commercial
- ajout de l'annexe 5 bis ;

CONSIDERANT que l'annexe 5 du bail « *Modèle de contrat de sous-location* » est remplacée par « *Modèle de contrat de sous-location dépendant de l'avenant au CT3 - C. civ., art. 1708 s.* » en raison de la prolongation du CT3 régissant l'exploitation du dépôt de CARRIERES-SOUS-POISSY avec l'entreprise privée titulaire dudit contrat ;

CONSIDERANT la nécessité de signer avec la société occupante, LES COURRIERS SEINE ET OISE, un contrat de sous-location, conformément à cette nouvelle annexe 5, à compter du 1er janvier 2021 qui prendra automatiquement fin le jour précédant la date de prise d'effet du contrat de la commande publique à suivre ;

CONSIDERANT l'ajout de l'annexe 5bis « Modèle de contrat de sous-location dépendant du contrat de la commande publique - Prêt à usage - C. civ., art. 1875 s. »

CONSIDERANT que cette nouvelle annexe 5 bis devra être signée entre Île-de-France Mobilités, locataire principal, et le futur attributaire du contrat de la commande publique pour l'exploitation du dépôt bus de CARRIERES-SOUS-POISSY ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de signer l'avenant au bail commercial en date du 10 décembre 2019 avec la société VEOLAND CARRIERES, *société civile immobilière au capital de 1.500€, dont le siège est à PARIS (75008), 40 avenue George V, identifiée au SIREN sous le numéro 519 070 635 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de PARIS, Représentée par son président, la société FONCIERE ATLAND, Société anonyme au capital de 31.357.975 €, dont le siège est à PARIS (75008), 40 Avenue George V, identifiée au SIREN sous le numéro 598 500 775 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS* ;

ARTICLE 2 : de signer avec la société LES COURRIERS SEINE ET OISE un contrat de sous-location dont les dispositions principales sont conformes à l'annexe 5 du bail commercial principal ;

ARTICLE 3 : de signer avec le futur titulaire du contrat de commande publique un contrat de sous-location conforme à l'annexe 5 bis du bail commercial principal ;

ARTICLE 4 : la somme exigée pour la présente prise à bail sera reportée annuellement au budget ;

ARTICLE 5 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège du Syndicat des transports d'Île-de-France sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Île-de-France.

Le Directeur des Infrastructures
Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200816-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

Île-de-France Mobilités

DECISION n° 20200816

Du 15 décembre 2020

PATRIMOINE – AVENANT A LA PRISE A BAIL D'UN BIEN SITUE 3 rue Clément Adler à Dammartin-en-Goële (77230), parcelle cadastrée section ZD n°127

POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN CENTRE OPERATIONNEL DE BUS DANS LE CADRE DE L'AVENANT AU CONTRAT DE TYPE 3 ET EN VUE DE LA MISE EN CONCURRENCE DES OPERATEURS DE TRANSPORT EN GRANDE COURONNE

Le Directeur des Infrastructures d'Ile-de-France Mobilités,

VU le règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports ;

VU le Code des transports ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU Le Code du commerce et notamment les articles L. 145-1 et suivants ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU l'annexe F4 ter du contrat de type 3 signé entre le Syndicat des transports d'Ile-de-France et KEOLIS ;

VU la Délibération du conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du conseil au directeur général et notamment son article 1.7.2 ;

VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France ;

VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;

VU l'avis n°2019-153L0523 de la Direction départementale des finances publiques de Seine et Marne en date du 4 juillet 2019 ;

VU la décision n° 20190575 du 4 décembre 2019 relative à la prise à bail du site de DAMMARTIN-EN-GOELE (77) à compter du 1er janvier 2021 ;

VU délibération n° 2020/645 du 9 décembre 2020 portant sur l'approbation de l'Avenant générique n°4 aux contrats CT3

…/…

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200816-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

CONSIDERANT qu'Île-de-France Mobilités a signé un bail commercial le 30 janvier 2020 avec la SCI KEOLAND 2 pour la location du site en objet pour une durée de 12 ans fermes, à compter du 1er janvier 2021, pour un montant annuel initial de 306 706, 35 € HT/HC/an, actualisable à la date de prise d'effet du bail selon l'indice des Loyers des Activités Tertiaires (ILAT) et révisable annuellement ;

CONSIDERANT l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques ;

CONSIDERANT que le calendrier de mise en concurrence du réseau OPTILE, initialement prévu au 1er janvier 2021, est décalé ;

CONSIDERANT qu'en conséquence, les clauses suivantes dudit bail nécessitent d'être modifiées par avenant :

- article 4.6 du bail commercial relatif au « Paiement du Loyer »,
- article 6.3 du bail commercial relatif aux « Modalités de paiement » ,
- article 11 du bail commercial relatif à la « Sous-location »,
- article 26 du bail commercial constituant le « Récapitulatif des pièces contractuelles »,
- annexe 5 du bail commercial
- ajout de l'annexe 5 bis ;

CONSIDERANT que l'annexe 5 du bail « *Modèle de contrat de sous-location* » est remplacée par « *Modèle de contrat de sous-location dépendant de l'avenant au CT3 - C. civ., art. 1708 s.* » en raison de la prolongation du CT3 régissant l'exploitation du dépôt de DAMMARTIN-EN-GOELE avec l'entreprise privée titulaire dudit contrat ;

CONSIDERANT la nécessité de signer avec la société occupante, KEOLIS CIF, un contrat de sous-location conformément à cette nouvelle annexe 5, à compter du 1er janvier 2021 qui prendra automatiquement fin le jour précédant la date de prise d'effet du contrat de la commande publique à suivre ;

CONSIDERANT l'ajout de l'annexe 5bis « Modèle de contrat de sous-location dépendant du contrat de la commande publique - Prêt à usage - C. civ., art. 1875 s. »

CONSIDERANT que cette nouvelle annexe 5 bis devra être signée entre Île-de-France Mobilités, locataire principal, et le futur attributaire du contrat de la commande publique pour l'exploitation du dépôt bus de DAMMARTIN-EN-GOELE ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de signer l'avenant au bail commercial en date du 30 janvier 2020 avec la *société KEOLAND 2, société civile immobilière au capital de 1.500 €, dont le siège est à PARIS (75008), 40 avenue George V, identifiée au SIREN sous le numéro 833 519 168, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS, Représentée par son président, la société FONCIERE ATLAND, Société anonyme au capital de 31.357.975 €, dont le siège est à PARIS (75008), 40 Avenue George V, identifiée au SIREN sous le numéro 598 500 775 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS ;*

ARTICLE 2 : décide de rectifier l'erreur matérielle de la décision n° 20190575 du 4 décembre 2019 en précisant que le montant du loyer annuel initial est de TROIS CENT SIX MILLE SEPT CENT SIX euros TRENTE CINQ centimes hors taxes et hors charges (306 706, 35 € HT/HC/an), actualisable à la date de prise d'effet du bail selon l'indice des Loyers des Activités Tertiaires (ILAT) et révisable annuellement ;

…/…

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200816-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

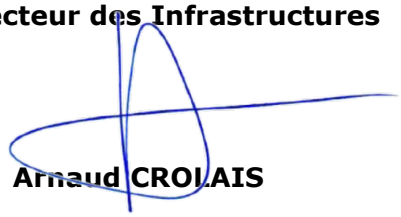
ARTICLE 3 : de signer avec la société KEOLIS CIF un contrat de sous-location dont les dispositions principales sont conformes à l'annexe 5 du bail commercial principal ;

ARTICLE 4 : de signer avec le futur titulaire du contrat de commande publique un contrat de sous-location conforme à l'annexe 5 bis du bail commercial principal ;

ARTICLE 5 : la somme exigée pour la présente prise à bail sera reportée annuellement au budget ;

ARTICLE 6 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège du Syndicat des transports d'Île-de-France sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Île-de-France.

Le Directeur des Infrastructures



Arnaud CROLAIS

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200817-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

DECISION n° 20200817

Du 15 décembre 2020

PATRIMOINE – AVENANT A LA PRISE A BAIL D'UN BIEN SITUE Lieudit les Candies, Ancien chemin rural n°4 – LIMEIL BREVANNES (94 450) Parcelles D n°20 et n°65 sur la commune de Limeil-Brévannes Parcelle C n°29 sur la commune de Valenton

POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN CENTRE OPERATIONNEL DE BUS DANS LE CADRE DE L'AVENANT AU CONTRAT DE TYPE 3 ET EN VUE DE LA MISE EN CONCURRENCE DES OPERATEURS DE TRANSPORT EN GRANDE COURONNE

Le Directeur des Infrastructures d'Ile-de-France Mobilités,

VU le règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports ;

VU le Code des transports ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU Le Code du commerce et notamment les articles L. 145-1 et suivants ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU l'annexe F4 ter du contrat de type 3 signé entre le Syndicat des transports d'Ile-de-France et TRANSDEV ;

VU la Délibération du conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du conseil au directeur général et notamment son article 1.7.2 ;

VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France ;

VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;

VU la décision n° 20190576 du 4 décembre 2019 relative à la prise à bail du site de LIMEIL-BREVANNES (94) à compter du 1er janvier 2021 ;

VU la délibération n° 2020/645 du 9 décembre 2020 portant sur l'approbation de l'Avenant générique n°4 aux contrats CT3

CONSIDERANT qu'Île-de-France Mobilités a signé un bail commercial le 10 décembre 2019 avec la SCI VEOLAND LIMEIL pour la location du site en objet pour une durée de 12 ans fermes, à compter du 1er janvier 2021, pour un montant annuel initial de 488 171 € HT/HC/an, actualisable à la date de prise d'effet du bail selon l'indice des Loyers des Activités Tertiaires (ILAT) et révisable annuellement ;

…/…

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200817-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

CONSIDERANT que le calendrier de mise en concurrence du réseau OPTILE, initialement prévu au 1er janvier 2021, est décalé ;

CONSIDERANT qu'en conséquence, les clauses suivantes dudit bail nécessitent d'être modifiées par avenant :

- article 4.6 du bail commercial relatif au « Paiement du Loyer »,
- article 6.3 du bail commercial relatif aux « Modalités de paiement » ,
- article 11 du bail commercial relatif à la « Sous-location »,
- article 26 du bail commercial constituant le « Récapitulatif des pièces contractuelles »,
- annexe 5 du bail commercial
- Ajout de l'annexe 5 bis ;

CONSIDERANT que l'annexe 5 du bail « *Modèle de contrat de sous-location* » est remplacée par « *Modèle de contrat de sous-location dépendant de l'avenant au CT3 - C. civ., art. 1708 s.* » en raison de la prolongation du CT3 régissant l'exploitation du dépôt de LIMEIL-BREVANNES avec l'entreprise privée titulaire dudit contrat ;

CONSIDERANT la nécessité de signer avec la société occupante, SOCIETE DE TRANSPORTS AUTOMOBILES ET DE VOYAGES, un contrat de sous-location conformément à cette nouvelle annexe 5, à compter du 1er janvier 2021 qui prendra automatiquement fin le jour précédant la date de prise d'effet du contrat de la commande publique à suivre ;

CONSIDERANT l'ajout de l'annexe 5bis « Modèle de contrat de sous-location dépendant du contrat de la commande publique - Prêt à usage - C. civ., art. 1875 s. »

CONSIDERANT que cette nouvelle annexe 5 bis devra être signée entre Île-de-France Mobilités, locataire principal, et le futur attributaire du contrat de la commande publique pour l'exploitation du dépôt bus de LIMEIL-BREVANNES ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de signer l'avenant au bail commercial en date du 10 décembre 2019 avec la société VEOLAND LIMEIL, *société civile immobilière au capital de 1.500€, dont le siège est à PARIS (75008), 40 avenue George V, identifiée au SIREN sous le numéro 523 256 527 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de PARIS, Représentée par son président, la société FONCIERE ATLAND, Société anonyme au capital de 31.357.975 €, dont le siège est à PARIS (75008), 40 Avenue George V, identifiée au SIREN sous le numéro 598 500 775 et immatriculée au RCS de PARIS* ;

ARTICLE 2 : de signer avec la SOCIETE DE TRANSPORTS AUTOMOBILES ET DE VOYAGES un contrat de sous-location dont les dispositions principales sont conformes à l'annexe 5 du bail commercial principal ;

ARTICLE 3 : de signer avec le futur titulaire du contrat de commande publique un contrat de sous-location conforme à l'annexe 5 bis du bail commercial principal ;

ARTICLE 4 : la somme exigée pour la présente prise à bail sera reportée annuellement au budget ;

ARTICLE 5 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège du Syndicat des transports d'Île-de-France sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Île-de-France.

Le Directeur des Infrastructures
Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200818-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

Île-de-France Mobilités

DECISION n° 20200818

Du 15 décembre 2020

PATRIMOINE – AVENANT A LA PRISE A BAIL D'UN BIEN SITUE 156 avenue Paul Doumer, MONTESSON (78 360), parcelle cadastrée section AI n°1178

POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN CENTRE OPERATIONNEL DE BUS DANS LE CADRE DE L'AVENANT AU CONTRAT DE TYPE 3 ET EN VUE DE LA MISE EN CONCURRENCE DES OPERATEURS DE TRANSPORT EN GRANDE COURONNE

Le Directeur des Infrastructures d'Ile-de-France Mobilités,

VU le règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports ;

VU le Code des transports ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU Le Code du commerce et notamment les articles L. 145-1 et suivants ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU l'annexe F4 ter du contrat de type 3 signé entre le Syndicat des transports d'Ile-de-France et TRANSDEV ;

VU la Délibération du conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du conseil au directeur général et notamment son article 1.7.2 ;

VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France ;

VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;

VU la décision n° 20190577 du 4 décembre 2019 relative à la prise à bail du site de CARRIERES-SOUS-POISSY (78) à compter du 1er janvier 2021 ;

VU la délibération n° 2020/645 du 9 décembre 2020 portant sur l'approbation de l'Avenant générique n°4 aux contrats CT3

CONSIDERANT qu'Île-de-France Mobilités a signé un bail commercial le 10 décembre 2019 avec la SCI VEOLAND MONTESSON pour la location du site en objet pour une durée de 12 ans fermes, à compter du 1er janvier 2021, pour un montant annuel initial de 200 042 € HT/HC/an, actualisable à la date de prise d'effet du bail selon l'indice des Loyers des Activités Tertiaires (ILAT) et révisable annuellement ;

…/…

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200818-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

CONSIDERANT que le calendrier de mise en concurrence du réseau OPTILE, initialement prévu au 1er janvier 2021, est décalé ;

CONSIDERANT qu'en conséquence, les clauses suivantes dudit bail nécessitent d'être modifiées par avenant :

- article 4.6 du bail commercial relatif au « Paiement du Loyer »,
- article 6.3 du bail commercial relatif aux « Modalités de paiement » ,
- article 11 du bail commercial relatif à la « Sous-location »,
- article 26 du bail commercial constituant le « Récapitulatif des pièces contractuelles »,
- annexe 5 du bail commercial
- ajout de l'annexe 5 bis ;

CONSIDERANT que l'annexe 5 du bail « *Modèle de contrat de sous-location* » est remplacée par « *Modèle de contrat de sous-location dépendant de l'avenant au CT3 - C. civ., art. 1708 s.* » en raison de la prolongation du CT3 régissant l'exploitation du dépôt de MONTESSON avec l'entreprise privée titulaire dudit contrat ;

CONSIDERANT la nécessité de signer avec la société occupante, TRANSDEV ILE-DE-FRANCE, un contrat de sous-location conformément à cette nouvelle annexe 5, à compter du 1er janvier 2021 qui prendra automatiquement fin le jour précédant la date de prise d'effet du contrat de la commande publique à suivre ;

CONSIDERANT l'ajout de l'annexe 5bis « Modèle de contrat de sous-location dépendant du contrat de la commande publique - Prêt à usage - C. civ., art. 1875 s. »

CONSIDERANT que cette nouvelle annexe 5 bis devra être signée entre Île-de-France Mobilités, locataire principal, et le futur attributaire du contrat de la commande publique pour l'exploitation du dépôt bus de MONTESSON ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de signer l'avenant au bail commercial en date du 10 décembre 2019 avec la société VEOLAND MONTESSON, *société civile immobilière au capital de 1.500€, dont le siège est à PARIS (75008), 40 avenue George V, identifiée au SIREN sous le numéro 528 813 843 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de PARIS, Représentée par son président, la société FONCIERE ATLAND, Société anonyme au capital de 31.357.975 €, dont le siège est à PARIS (75008), 40 Avenue George V, identifiée au SIREN sous le numéro 598 500 775 et immatriculée au RCS de PARIS* ;

ARTICLE 2 : de signer avec la société TRANSDEV ILE-DE-FRANCE un contrat de sous-location dont les dispositions principales sont conformes à l'annexe 5 du bail commercial principal ;

ARTICLE 3 : de signer avec le futur titulaire du contrat de commande publique un contrat de sous-location conforme à l'annexe 5 bis du bail commercial principal ;

ARTICLE 4 : la somme exigée pour la présente prise à bail sera reportée annuellement au budget ;

ARTICLE 5 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège du Syndicat des transports d'Île-de-France sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Île-de-France.

Le Directeur des Infrastructures
Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200819-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

Île-de-France Mobilités

DECISION n° 20200819

Du 15 décembre 2020

PATRIMOINE – AVENANT A LA PRISE A BAIL D'UN BIEN SITUE ZAE du Rouillard – Parc des Trois Etangs – VERNEUIL SUR SEINE (78480), parcelles cadastrées section A n°2542, 2543, 2551, 2595, 2599, 2602, 2604, 2605, 2606, 2607, 2613, 2614, 2627, 2631, 2633, 2634, et 2636

POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN CENTRE OPERATIONNEL DE BUS DANS LE CADRE DE L'AVENANT AU CONTRAT DE TYPE 3 ET EN VUE DE LA MISE EN CONCURRENCE DES OPERATEURS DE TRANSPORT EN GRANDE COURONNE

Le Directeur des Infrastructures d'Ile-de-France Mobilités,

VU le règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports ;

VU le Code des transports ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU Le Code du commerce et notamment les articles L. 145-1 et suivants ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU l'annexe F4 ter du contrat de type 3 signé entre le Syndicat des transports d'Ile-de-France et TRANSDEV ;

VU la Délibération du conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du conseil au directeur général et notamment son article 1.7.2 ;

VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France ;

VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;

VU la décision n° 20190578 du 4 décembre 2019 relative à la prise à bail du site de VERNEUIL-SUR-SEINE (78) à compter du 1er janvier 2021 ;

VU la délibération n° 2020/645 du 9 décembre 2020 portant sur l'approbation de l'Avenant générique n°4 aux contrats CT3

CONSIDERANT qu'Île-de-France Mobilités a signé un bail commercial le 10 décembre 2019 avec la SCI VEOLAND VERNEUIL pour la location du site en objet pour une durée de 12 ans fermes, à compter du 1er janvier 2021, pour un montant annuel initial de 373 310 € HT/HC/an, actualisable à la date de prise d'effet du bail selon l'indice des Loyers des Activités Tertiaires (ILAT) et révisable annuellement ;

…/…

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200819-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

CONSIDERANT que le calendrier de mise en concurrence du réseau OPTILE, initialement prévu au 1er janvier 2021, est décalé ;

CONSIDERANT qu'en conséquence, les clauses suivantes dudit bail nécessitent d'être modifiées par avenant :

- article 4.6 du bail commercial relatif au « Paiement du Loyer »,
- article 6.3 du bail commercial relatif aux « Modalités de paiement » ,
- article 11 du bail commercial relatif à la « Sous-location »,
- article 26 du bail commercial constituant le « Récapitulatif des pièces contractuelles »,
- annexe 5 du bail commercial
- ajout de l'annexe 5 bis ;

CONSIDERANT que l'annexe 5 du bail « *Modèle de contrat de sous-location* » est remplacée par « *Modèle de contrat de sous-location dépendant de l'avenant au CT3 - C. civ., art. 1708 s.* » en raison de la prolongation du CT3 régissant l'exploitation du dépôt de VERNEUIL-SUR-SEINE avec l'entreprise privée titulaire dudit contrat ;

CONSIDERANT la nécessité de signer avec la société occupante, AUTOCARS TOURNEUX, un contrat de sous-location conformément à cette nouvelle annexe 5, à compter du 1er janvier 2021 qui prendra automatiquement fin le jour précédant la date de prise d'effet du contrat de la commande publique à suivre ;

CONSIDERANT l'ajout de l'annexe 5bis « Modèle de contrat de sous-location dépendant du contrat de la commande publique - Prêt à usage - C. civ., art. 1875 s. »

CONSIDERANT que cette nouvelle annexe 5 bis devra être signée entre Île-de-France Mobilités, locataire principal, et le futur attributaire du contrat de la commande publique pour l'exploitation du dépôt bus de VERNEUIL-SUR-SEINE ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de signer l'avenant au bail commercial en date du 10 décembre 2019 avec la société VEOLAND VERNEUIL, *société civile immobilière au capital de 1.500€, dont le siège est à PARIS (75008), 40 avenue George V, identifiée au SIREN sous le numéro 522 504 323 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de PARIS, Représentée par son président, la société FONCIERE ATLAND, Société anonyme au capital de 31.357.975 €, dont le siège est à PARIS (75008), 40 Avenue George V, identifiée au SIREN sous le numéro 598 500 775 et immatriculée au RCS de PARIS* ;

ARTICLE 2 : de signer avec la société AUTOCARS TOURNEUX un contrat de sous-location dont les dispositions principales sont conformes à l'annexe 5 du bail commercial principal ;

ARTICLE 3 : de signer avec le futur titulaire du contrat de commande publique un contrat de sous-location conforme à l'annexe 5 bis du bail commercial principal ;

ARTICLE 4 : la somme exigée pour la présente prise à bail sera reportée annuellement au budget ;

ARTICLE 5 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège du Syndicat des transports d'Île-de-France sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Île-de-France.

Le Directeur des Infrastructures
Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200820-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

Île-de-France Mobilités

DECISION n° 20200820

Du 15 décembre 2020

PATRIMOINE – AVENANT A LA PRISE A BAIL D'UN BIEN SITUE 12 rue du Petit Rocher, 77533 VULAINES SUR SEINE, parcelles cadastrées section AM n° 25, 26, 27, 28, 29, 30

POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN CENTRE OPERATIONNEL DE BUS DANS LE CADRE DE L'AVENANT AU CONTRAT DE TYPE 3 ET EN VUE DE LA MISE EN CONCURRENCE DES OPERATEURS DE TRANSPORT EN GRANDE COURONNE

Le Directeur des Infrastructures d'Ile-de-France Mobilités,

VU le règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports ;

VU le Code des transports ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU Le Code du commerce et notamment les articles L. 145-1 et suivants ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU l'annexe F4 ter du contrat de type 3 signé entre le Syndicat des transports d'Ile-de-France et TRANSDEV ;

VU la Délibération du conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du conseil au directeur général et notamment son article 1.7.2 ;

VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France ;

VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;

VU la décision n° 20190579 du 4 décembre 2019 relative à la prise à bail du site de VUAINES-SUR-SEINE (77) à compter du 1er janvier 2021 ;

VU la délibération n° 2020/645 du 9 décembre 2020 portant sur l'approbation de l'Avenant générique n°4 aux contrats CT3

CONSIDERANT qu'Île-de-France Mobilités a signé un bail commercial le 10 décembre 2019 avec la SCI VEOLAND VULAINES pour la location du site en objet pour une durée de 12 ans fermes, à compter du 1er janvier 2021, pour un montant annuel initial de 299 882 € HT/HC/an, actualisable à la date de prise d'effet du bail selon l'indice des Loyers des Activités Tertiaires (ILAT) et révisable annuellement ;

…/…

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201215-20200820-AR
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

CONSIDERANT que le calendrier de mise en concurrence du réseau OPTILE, initialement prévu au 1er janvier 2021, est décalé ;

CONSIDERANT qu'en conséquence, les clauses suivantes dudit bail nécessitent d'être modifiées par avenant :

- article 4.6 du bail commercial relatif au « Paiement du Loyer »,
- article 6.3 du bail commercial relatif aux « Modalités de paiement » ,
- article 11 du bail commercial relatif à la « Sous-location »,
- article 26 du bail commercial constituant le « Récapitulatif des pièces contractuelles »,
- annexe 5 du bail commercial
- ajout de l'annexe 5 bis ;

CONSIDERANT que l'annexe 5 du bail « *Modèle de contrat de sous-location* » est remplacée par « *Modèle de contrat de sous-location dépendant de l'avenant au CT3 - C. civ., art. 1708 s.* » en raison de la prolongation du CT3 régissant l'exploitation du dépôt de VULAINES-SUR-SEINE avec l'entreprise privée titulaire dudit contrat ;

CONSIDERANT la nécessité de signer avec la société occupante, TRANSDEV ILE-DE-FRANCE, un contrat de sous-location conformément à cette nouvelle annexe 5, à compter du 1er janvier 2021 qui prendra automatiquement fin le jour précédant la date de prise d'effet du contrat de la commande publique à suivre ;

CONSIDERANT l'ajout de l'annexe 5bis « Modèle de contrat de sous-location dépendant du contrat de la commande publique - Prêt à usage - C. civ., art. 1875 s. »

CONSIDERANT que cette nouvelle annexe 5 bis devra être signée entre Île-de-France Mobilités, locataire principal, et le futur attributaire du contrat de la commande publique pour l'exploitation du dépôt bus de VULAINES-SUR-SEINE ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de signer l'avenant au bail commercial en date du 10 décembre 2019 avec la société VEOLAND VULAINES, *société civile immobilière au capital de 1.500 €, dont le siège est à PARIS (75008), 40 avenue George V, identifiée au SIREN sous le numéro 518 909 189 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de PARIS, Représentée par son président, la société FONCIERE ATLAND, Société anonyme au capital de 31.357.975 €, dont le siège est à PARIS (75008), 40 Avenue George V, identifiée au SIREN sous le numéro 598 500 775 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS* ;

ARTICLE 2 : de signer avec la société TRANSDEV ILE-DE-FRANCE un contrat de sous-location dont les dispositions principales sont conformes à l'annexe 5 du bail commercial principal ;

ARTICLE 3 : de signer avec le futur titulaire du contrat de commande publique un contrat de sous-location conforme à l'annexe 5 bis du bail commercial principal ;

ARTICLE 4 : la somme exigée pour la présente prise à bail sera reportée annuellement au budget ;

ARTICLE 5 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège du Syndicat des transports d'Île-de-France sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Île-de-France.

Le Directeur des Infrastructures
Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210107-20210003-AR
Date de télétransmission : 07/01/2021
Date de réception préfecture : 07/01/2021

DECISION n° 20210003

Du 4 Janvier 2021

PATRIMOINE –PRISE A BAIL D'UN TERRAIN NU RUE DES FRERES MONTGOLFIER, 95420 MAGNY-EN-VEXIN, parcelle cadastrée section AD n° 17

POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN NU COMPLEMENTAIRE D'UN CENTRE BUS OPERATIONNEL

Le Directeur des Infrastructures d'Île-de-France Mobilités,

VU le règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports ;

VU le Code des transports ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU Le Code Civil et notamment les articles L. 1713 et suivants ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU la Délibération du conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du conseil au directeur général et notamment son article 1.7.2 ;

VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France ;

VU la Décision du Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 et notamment son article 3.1.2 ;

…/…

CONSIDERANT que le bien consiste en un terrain nu situé Rue des Frères Montgolfier à Magny-en-Vexin (95420), composé d'un terrain nu, édifié sur un terrain cadastré section AD n°17 d'une superficie totale de 2 332 m², appartenant à la société civile agricole auxiliaire du VEXIN (SOCIAVEX) société civile immobilière ayant son siège social 4 rue des Hautiers à (95640) Marines et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PONTOISE sous le numéro 322 523 119, représentée par Monsieur Jean-Claude MAYER;

CONSIDERANT que le terrain nu de MAGNY-EN-VEXIN a été identifiée par Île-De-France Mobilités comme nécessaire pour assurer la continuité et le bon fonctionnement des lignes du service de transports publics réguliers de personnes dans la région Île-de-France, ainsi que l'égalité de traitement entre les candidats dans la perspective de la future mise en concurrence de ces lignes ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210107-20210003-AR
Date de télétransmission : 07/01/2021
Date de réception préfecture : 07/01/2021

CONSIDERANT la nécessité pour l'exercice des missions d'Île-de-France Mobilités de prendre à bail le terrain nu susmentionné et d'en disposer notamment pour permettre la mise à disposition du Centre-Opérationnel de bus nécessaire au fonctionnement du réseau tel qu'identifié à ce jours « 1- Vexin » ;

CONSIDERANT l'intérêt public d'une telle prise à bail ;

CONSIDERANT le courrier d'accord pour la prise à bail en date du 16 novembre 2020 confirmant la prise à bail de ce site pour une durée de cinq (5) ans ferme ;

CONSIDERANT que le montant du loyer est en dessous du seuil de vingt-quatre mille (24 000) € et ne nécessite donc pas un avis du service des Domaines ;

…/…

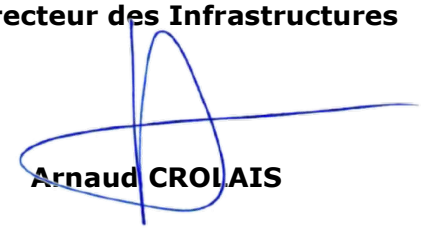
DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de signer un bail civil avec la société civile agricole auxiliaire du Vexin, société civile immobilière ayant son siège social 4 Rue des Hautiers à (95640) Marines et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Pontoise sous le numéro 322 523 119, représentée par Monsieur Jean-Claude MAYER ;

ARTICLE 2 : de fixer le loyer prévisionnel pour la prise à bail dudit site à 10 € HT du m² soit pour le terrain nu de 2 332 m² un loyer annuel à vingt-trois mille trois cent vingt euros (23 320) € HT et HC ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures



Arnaud CROLAIS

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210111-20210004-AR
Date de télétransmission : 11/01/2021
Date de réception préfecture : 11/01/2021

DECISION n° 20210004

du 8 janvier 2021

PATRIMOINE – ACQUISITION D'UN BIEN SITUE *13 rue Léon Geffroy* A *VITRY-SUR-SEINE* (94)

Parcelle cadastrée section CG n°488

POUR LA REALISATION DU PROJET DE TZEN 5

Le Directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France,

VU le Code des transports ;
VU le Code de l'expropriation ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/440 du 05 octobre 2016 portant déclaration de projet du T Zen 5 ;
VU l'article 23 de la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
VU l'avis de France Domaine en date du 27/08/2019 ;
VU la délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 3.1.1 ;

CONSIDÉRANT que le bien sis 13 rue Léon Geffroy à Vitry-sur-Seine (*Val-de-Marne*), cadastré section CG n°488 d'une superficie de 326m², est constitué d'une parcelle de terrain à usage de voie desserte « dépose minute » pour l'hôtel ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir le bien et d'en disposer pour la réalisation des travaux du projet de Tzen 5 ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition foncière ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire du bien ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition du bien sis 13 rue Léon Geffroy à Vitry-sur-Seine (*Val-de-Marne*), cadastré section CG n°488 d'une superficie de 326m², appartenant à la société GHP VITRY SUR SEINE A86 BORDS DE SEINE dont le siège est situé 4-6 avenue

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210111-20210004-AR
Date de télétransmission : 11/01/2021
Date de réception préfecture : 11/01/2021

Morane Saulnier à Vélizy-Villacoublay (78140) et immatriculée au RCS de Versailles sous le numéro 820 817 559, pour un montant total de 65 136,00 (soixante-cinq mille cent trente-six) euros Hors Taxes, par la forme d'un acte authentique, frais notariés et administratifs non inclus.

ARTICLE 2 : la somme exigée pour la présente acquisition, sera impactée au budget de l'opération de transport ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis rue 39bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Pour le Directeur général
et par délégation

Le directeur des Infrastructures
Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210111-202100005-AR
Date de télétransmission : 11/01/2021
Date de réception préfecture : 11/01/2021

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES

DECISION n° 20210005

du 8 JANVIER 2021

PATRIMOINE – ACQUISITION DU LOT N°6 D'UN IMMEUBLE SITUE *2 rue Auguste Blanqui* A *VITRY-SUR-SEINE* (94)

Parcelle cadastrée section A n°59

POUR LA REALISATION DU PROJET DE TZEN 5

Le Directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France,

VU le Code des transports ;
VU le Code de l'expropriation ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/440 du 05 octobre 2016 portant déclaration de projet du T Zen 5 ;
VU l'article 23 de la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
VU l'avis de France Domaine en date du 09/07/2020 ;
VU la délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 3.1.1 ;

CONSIDÉRANT que le lot n° 6 de la copropriété sise 2 rue Auguste Blanqui à Vitry-sur-Seine (*Val-de-Marne*), cadastré section A n°59, est constitué d'un appartement d'une superficie de 27m² ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir le bien et d'en disposer pour la réalisation des travaux du projet de Tzen 5 ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition foncière ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire du bien ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition du lot n° 6 de la copropriété sise 2 rue Auguste Blanqui à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), cadastré section A n°59, d'une superficie de 27m² appartenant à Monsieur CARDUCCI Giovanni et Madame BENFATAH épouse

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210111-202100005-AR
Date de télétransmission : 11/01/2021
Date de réception préfecture : 11/01/2021

CARDUCCI Eliane, libre d'occupation, pour un montant total de 53 800,00€ (cinquante-trois mille huit cents) euros Hors Taxes, par la forme d'un acte authentique, frais notariés et administratifs non inclus.

ARTICLE 2 : la somme exigée pour la présente acquisition, sera impactée au budget de l'opération de transport ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis rue 39bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Pour le Directeur général
et par délégation

Le directeur des Infrastructures
Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210111-20210010-AR
Date de télétransmission : 11/01/2021
Date de réception préfecture : 11/01/2021

DECISION n° 20210010

du 11 janvier 2021

PATRIMOINE – ETABLISSEMENT CONVENTION SERVITUDE
Parcelles cadastrées section K n° 94 n° 99 et n° 100 (92 290 Chatenay-Malabry)

DANS LE CADRE DU FUTUR TRAMWAY T10

Le Directeur Général d'Ile de France Mobilités,

VU le Code des transports ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2015/050 du 11 février 2015 approuvant le dossier d'enquête publique, le dossier d'avant projet et la convention de financement pour les premières acquisitions foncières du tramway T10 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-174 du 11 octobre 2016 qui déclare d'utilité publique, la cessibilité des parcelles et le transfert de gestion des parcelles nécessaires au projet du Département des Hauts de Seine et au profit du Syndicat des transports d'Île-de-France;

VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile-de-France ;

VU la Délibération du Conseil d'Administration du STIF n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur Général et, notamment, son article 1.7.1 ;

VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er aout 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er aout 2019 ;

VU la convention de servitude exécutoire du 23 novembre 2020 signée entre Ile de France mobilités et Enedis ;

CONSIDERANT qu'un réseau de canalisations électriques est situé sous les parcelles cadastrées section K n° 94, 99 et 100, lieu dit « route du petit bicêtre » et « le barreau de Malabry » , 92290 Chatenay-Malabry, appartenant à Ile de France mobilités ;

CONSIDERANT la nécessité de réitérer par acte authentique, la convention définissant les modalités de la servitude en date du 23 novembre 2020 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210111-20210010-AR
Date de télétransmission : 11/01/2021
Date de réception préfecture : 11/01/2021

CONSIDERANT que la redevance est inférieure au seuil de 24 000 € - charges comprises - fixé par l'arrêté du 5 décembre 2016 susvisé, ne nécessitant pas de saisine du service du Domaine ;

DECIDE :

ARTICLE 1 **:** de constituer sur les parcelles cadastrées section K n° 94, 99 et 100 sises à Chatenay Malabry sur les lieux dits « route du petit bicêtre » et « le barreau de Malabry », appartenant à Ile de France mobilités, fonds servant, une servitude de passage d'un réseau de canalisation électrique au profit d'Enedis, à titre gracieux;

ARTICLE 2 : d'autoriser à signer l'acte notarié qui réitère la convention et permet la publication aux hypothèques ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège du Syndicat des Transports d'Île-de-France sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Île-de-France.

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux devant Madame la Présidente d'Île-de-France Mobilités dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Pour Le Directeur Général
et par délégation,

Le Directeur des Infrastructures

Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-20210024-AI
Date de télétransmission : 14/01/2021
Date de réception préfecture : 14/01/2021

DECISION n° 20210024

du 12 janvier 2021

PATRIMOINE –
ACQUISITION D'UNE PARCELLE SITUEE SUR LA COMMUNE DE POISSY (78300)
PARCELLE CADASTREE BD n° 762 sise 40 bis boulevard Gambetta à Poissy

POUR LA REALISATION DU PROJET DE TRANSPORT EN COMMUN DU TRAM 13 express phase 2

Le Directeur Général d'Ile de France Mobilités,

VU le code des transports ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-9 à L 1311-12 dudit Code ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU la délibération n°2015/523 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 7 octobre 2015 approuvant le DOCP complémentaire pour le projet Tram 13 express phase 2 Saint Germain grande ceinture et Achères ville RER ;

VU la délibération n° 2017/303 du conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 30 mai 2017 approuvant le schéma de principe complémentaire et le dossier d'enquête publique complémentaire pour le projet Tram 13 express phase 2 Saint Germain grande ceinture et Achères ville RER ;

VU la délibération n° 2018/294 du conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 11 juillet 2018 approuvant la déclaration de projet pour le projet Tram 13 express phase 2 Saint Germain grande ceinture et Achères ville RER ;

VU la délibération n° 2018/475 du conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 9 octobre 2018 approuvant la convention de financement des études d'avant-projet et des premières acquistions foncières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-78 de la Préfecture des Yvelines du 6 décembre 2018 qui déclare d'utilité publique, le projet du tramway T13 phase 2 au profit d'Ile-de-France Mobilités de SNCF réseau et SNCF Mobilités et met en compatibilité les plans locaux d'urbanisme des communes de Saint Germain en Laye, Poissy et Achères;

VU la délibération du conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n° 2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur Général, et notamment son article 1.7.1 ;

VU la décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France 2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de Directeur général;

VU la Décision du Directeur Général n° 2019/0285 du 1er aout 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er aout 2019 ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-20210024-AI
Date de télétransmission : 14/01/2021
Date de réception préfecture : 14/01/2021

VU l'avis de la Direction nationale d'interventions domaniales en date du 4 février 2020;

CONSIDERANT la nécessité d'acquérir une emprise bâtie (environ 52 m²), libre de toute occupation sur une emprise foncière d'environ 118 m², cadastrée section BD n° 762 sise 40 bis boulevard Gambetta à Poissy et d'en disposer pour la réalisation du tramway Tram 13 express phase 2;

CONSIDERANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire la société SCI TBJC représentée par Madame Carole BERTRAND et Monsieur Jonathan TAYAR;

CONSIDERANT l'intérêt public d'une telle acquisition foncière ;

CONSIDERANT que la valeur vénale prévue est conforme à l'avis de France Domaine ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition d'une emprise bâtie, libre de toute occupation, sur une emprise foncière d'environ 118 m² cadastrée section BD n° 762, sise 40 bis boulevard Gambetta à Poissy (78300), pour un montant de trois cent mille deux cents euros (300 200 €) ventilés de la façon suivante :
-valeur vénale : 272 000 €
-indemnité de remploi : 28 200 €

ARTICLE 2 : d'accorder un droit de jouissance différée à la société occupante jusqu'au 19 janvier 2022, la société SCI TBJC représentée par Madame Carole BERTRAND et Monsieur Jonathan TAYAR, dont le siège social est au 40 bis boulevard Gambetta à Poissy identifiée au registre du commerce sous le numéro 794 002 873 ;

ARTICLE 3 : la somme exigée pour la présente acquisition, sera portée au budget de l'opération de transport ;

ARTICLE 4 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Ile de France mobilité sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement et publiée au recueil des actes administratifs d'Ile de France Mobilités.

Pour le Directeur Général et par délégation

Le Directeur des Infrastructures

Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-20210025-AI
Date de télétransmission : 14/01/2021
Date de réception préfecture : 14/01/2021

DECISION N° 20210025

du 12 janvier 2021

PATRIMOINE – ACQUISITION DE LA NUE-PROPRIETE D'UN BIEN SITUE

Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à FONTENAY SOUS BOIS

Volume(s) à extraire des parcelles cadastrées section AK n°367 et I n °672

POUR LA REALISATION DU POLE GARE DE VAL DE FONTENAY

Le Directeur Général d'Île-de-France Mobilités

VU le Code des transports ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.1 ;
VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du STIF ;
VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;
VU la Délibération n°2020/292 du Conseil d'Île-de-France Mobilités du 8 juillet 2020 approuvant le Schéma de Principe du Pôle Gare Val de Fontenay ;
VU la délibération n°2020/293 du Conseil d'Île-de-France Mobilités du 8 juillet 2020 relative à l'acquisition de l'usufruit d'un terrain sis avenue Maréchal de Lattre de Tassigny à FONTENAY-SOUS-BOIS et à la signature d'un protocole entre Île de France Mobilités, la Société du Grand Paris et la Société Publique Locale « Marne au Bois » définissant les règles de fonctionnement entre les différents chantiers du site Péripôle et les engagements de chacun des acteurs ;
VU l'avis de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales en date du 10 décembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que le Conseil d'Île-de-France Mobilités a décidé**,** par délibération du 8 juillet 2020 susvisée, l'acquisition de l'usufruit d'un terrain, jusqu'au 31 décembre 2032, d'une superficie totale de 13 828 m² correspondant aux parcelles cadastrées section I n°672, I n°675, I n°685, AK n°367, I n°671 et I n°674 intégrées à un ensemble immobilier plus vaste dit « Péripôle », afin d'en disposer pour la réalisation du Pôle Gare de Val de Fontenay comprenant les passages souterrains Nord et Nord-Sud et le Bâtiment Voyageurs Nord-Est ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-20210025-AI
Date de télétransmission : 14/01/2021
Date de réception préfecture : 14/01/2021

CONSIDÉRANT que les terrains susvisés sont actuellement bâtis, à usage de bureaux, logistique et de parkings aériens et ont vocation à être démolis pour permettre la réalisation du Pôle Gare de Val de Fontenay comprenant les passages souterrains Nord et Nord-Sud et le Bâtiment Voyageurs Nord-Est ;

CONSIDÉRANT qu'au terme des travaux du Pôle Gare de Val de Fontenay, Île de France Mobilités acquerra la nue-propriété de volume(s) correspondant audit pôle afin qu'il en devienne pleinement propriétaire ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir à l'amiable la nue-propriété de volume (s) à extraire des parcelles cadastrées AK n°367 et I n°672 et les négociations menées avec le propriétaire ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition ;

DÉCIDE :

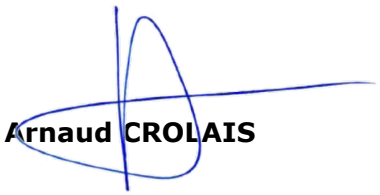
ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition de la nue-propriété de volume(s) à extraire des parcelles cadastrées AK n°367 et I n°672 sis avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à FONTENAY SOUS BOIS (94), appartenant à la Société Publique Locale « Marne au Bois », dont le siège social est situé à FONTENAY-SOUS-BOIS (94 120), 229, rue de la Fontaine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL et identifiée au SIREN sous le numéro 751 747 429 , pour un prix hors taxes qui sera déterminé, au plus tard dans un délai expirant à la date de l'extinction de l'usufruit, sur la base de la différence entre la valeur en pleine propriété et le prix de l'usufruit;

ARTICLE 2 : les sommes exigées pour la présente acquisition seront reportées au budget de l'opération Pôle Gare de Val de Fontenay ;

ARTICLE 3 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux devant Madame la Présidente d'Île-de-France Mobilités dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le Directeur des Infrastructures,



Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210115-20210031-AI
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

DECISION N° 20210031

DU 14 JANVIER 2021

PATRIMOINE – ACQUISITION D'UN BIEN SITUE

46 rue Louis Leblanc à RAMBOUILLET (78)
Parcelle cadastrée section AX n°80

POUR LA REALISATION D'UN CENTRE OPERATIONNEL BUS

Le Directeur général d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.1 ;
VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du STIF ;
VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;
VU l'avis de la Direction Départementale des Finances publiques des Yvelines n°2020-517V0287 en date du 28 juillet 2020 ;

CONSIDÉRANT que le bien consiste en un terrain bâti cadastré section AX numéro 80 d'une superficie de 13 512 m² contenant un ensemble de locaux d'activité avec bureau d'accompagnement d'une surface totale de 4 250 m² sis 46 anciennement 43 rue Louis Leblanc à RAMBOUILLET (78 120) appartenant à la Communauté d'Agglomération de Rambouillet Territoires ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir les biens en vue d'y aménager un centre opérationnel bus ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec la Communauté d'Agglomération de Rambouillet Territoires ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition ;

DÉCIDE :

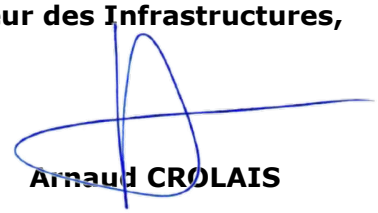
Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210115-20210031-AI
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition en un terrain bâti cadastré section AX numéro 80 d'une superficie de 13 512 m² contenant un ensemble de locaux d'activité avec bureau d'accompagnement d'une surface totale de 4 250 m² sis 46 rue Louis Leblanc à RAMBOUILLET (78 120) appartenant à la Communauté d'Agglomération de Rambouillet Territoires pour un montant de DEUX MILLIONS CINQUANTE MILLE EUROS (2 050 000 EUROS) hors taxe et hors frais ;

ARTICLE 2 : la somme exigée pour la présente acquisition de 2 050 000 € hors taxe sera reportée au budget de 2021 ;

ARTICLE 2 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures,



Arnaud CROLAIS

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210122-20210039-AI
Date de télétransmission : 22/01/2021
Date de réception préfecture : 22/01/2021

DECISION N°20210039

du 21 janvier 2021

PATRIMOINE – ACQUISITION D'UN BIEN SITUE

Avenue de la Couronne des Prés, ZI Les Roches à EPÔNE (78)
Parcelles cadastrées section D n°626, 627, 768, 998, 999, 1000 et 1061

POUR LA REALISATION D'UN CENTRE OPERATIONNEL BUS

Le Directeur général d'Île-de-France Mobilités,

VU le Code des transports ;
VU le Code général de la propriété et des personnes publiques et notamment l'article L 1211-1 dudit Code ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 à L. 1311-12 dudit Code ;
VU l'Ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs d'Ile-de-France ;
VU le Décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la Délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.7.1 ;
VU la Décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016-133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du STIF ;
VU la Décision du Directeur Général n°20190285 du 1er août 2019 portant délégation de signature télétransmise et réceptionnée en préfecture le 1er août 2019 ;
VU la Décision du Président de la Communauté Urbaine du Grand Paris Seine et Oise n°2020_679 du 9 octobre 2020 portant exercice du droit de préemption et transmise et réceptionnée en préfecture le 15 octobre 2020 ;
VU l'avis du Service du Domaine de la Direction Générale des Finances Publiques en date du 30 septembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que le bien consiste en un terrain bâti cadastré section D numéro 626, 627, 768, 998, 999, 1000 et 1061 d'une superficie de 17 181 m² composé d'un entrepôt logistique d'une superficie de 5 355 m² sis rue de la Couronne des Prés, ZI Les Roches à EPÔNE (78) appartenant à la Communauté Urbaine Grand Parie Seine & Oise ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir les biens en vue d'y aménager un centre opérationnel bus ;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'acquérir le bien à l'amiable et les négociations menées avec le propriétaire ;

CONSIDÉRANT l'intérêt public d'une telle acquisition ;

DÉCIDE :

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210122-20210039-AI
Date de télétransmission : 22/01/2021
Date de réception préfecture : 22/01/2021

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition d'un terrain bâti terrain bâti cadastré section D numéro 626, 627, 768, 998, 999, 1000 et 1061 d'une superficie de 17 181 m² composé d'un entrepôt logistique d'une superficie de 5 355 m² sis rue de la Couronne des Prés, ZI Les Roches à EPÔNE (78) appartenant à la Communauté Urbaine Grand Parie Seine & Oise, établissement public de coopération intercommunal, dont l'adresse est à Aubergenville (78), rue des Chevries, identifiée au SIREN sous le numéro 200059889, pour un montant total de UN MILLION SEPT CENT TRENTE MILLE CINQ CENT VINGT EUROS ET DIXHUIT CENTIMES (1 730 50.18 EUR) hors taxe ;

ARTICLE 2 : la somme exigée pour la présente acquisition de 1 730 520.18 € hors taxe sera reportée au budget de 2021 ;

ARTICLE 2 : la présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée au siège d'Île-de-France Mobilités sis 39 bis-41 rue de Châteaudun à Paris, 9ème arrondissement, et publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Infrastructures,

Arnaud CROLAIS

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201119-20200624VAE1-CC
Date de télétransmission : 23/11/2020
Date de réception préfecture : 23/11/2020

Décision n° 2020/0624

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2019/470 du 12 décembre 2019 adoptant le budget primitif 2020 ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 348 004,19 €, pour 854 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 1 394,61 €, pour 4 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 5 187,78 €, pour 10 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 14 644,49 €, pour 47 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201119-20200624VAE1-CC
Date de télétransmission : 23/11/2020
Date de réception préfecture : 23/11/2020

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 26 538,84 €, pour 84 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 6 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo adapté et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 1 200 €, pour 1 demande de subvention déposée.

ARTICLE 7 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 396 969,91 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD

Monsieur Kamel OULD-SAID
Directeur Intermodalité, Services et Marketing

19/11/2020

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201119-20200625VAE2-CC
Date de télétransmission : 23/11/2020
Date de réception préfecture : 23/11/2020

Décision n° 2020/0625

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2019/470 du 12 décembre 2019 adoptant le budget primitif 2020 ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 340 374,45 €, pour 844 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 999,50 €, pour 2 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 9 600 €, pour 16 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 17 858,42 €, pour 50 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 32 141,30 €, pour 87 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201119-20200625VAE2-CC
Date de télétransmission : 23/11/2020
Date de réception préfecture : 23/11/2020

ARTICLE 6 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo adapté et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 1 200 €, pour 1 demande de subvention déposée.

ARTICLE 7 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 402 173,67 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD

Monsieur Kamel OULD-SAID
Directeur Intermodalité, Services et Marketing

19/11/2020

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201119-20200626VAE3-CC
Date de télétransmission : 23/11/2020
Date de réception préfecture : 23/11/2020

Décision n° 2020/0626

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2019/470 du 12 décembre 2019 adoptant le budget primitif 2020 ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 310 087,04 €, pour 764 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 500 €, pour 1 demande de subvention déposée.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 8 887,78 €, pour 16 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 17 380,43 €, pour 47 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 28 105,66 €, pour 79 demandes de subventions déposées.

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201119-20200626VAE3-CC
Date de télétransmission : 23/11/2020
Date de réception préfecture : 23/11/2020

ARTICLE 6 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 364 960,91 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD

Monsieur Kamel OULD-SAID
Directeur Intermodalité, Services et Marketing

19/11/2020

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021013DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

Décision n° 2021/0013

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-636 du 9 décembre 2020 adoptant le budget primitif 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 340 255,43 €, pour 867 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 1 685,50 €, pour 4 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 7 200 €, pour 13 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 11 212,04 €, pour 28 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021013DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 30 393,78 €, pour 88 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 6 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 390 746,75 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD

Kamel OULD-SAÏD
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

14/01/2021

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021014DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

Décision n° 2021/0014

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-636 du 9 décembre 2020 adoptant le budget primitif 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 349 438,03 €, pour 861 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 1 641,55 €, pour 4 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 7 069,78 €, pour 13 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 13 441,49 €, pour 38 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021014DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 33 383,03 €, pour 84 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 6 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 404 973,88€.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD

Kamel OULD-SAÏD
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

14/01/2021

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021015DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

Décision n° 2021/0015

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-636 du 9 décembre 2020 adoptant le budget primitif 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 346 289,72 €, pour 847 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 1 865,28€, pour 5 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 8 714,10 €, pour 18 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 14 514,85 €, pour 41 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 31 361,02 €, pour 87 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021015DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

ARTICLE 6 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo adapté et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 1 995 €, pour 2 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 7 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 404 639,97 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD



14/01/2021

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021016DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

Décision n° 2021/0016

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-636 du 9 décembre 2020 adoptant le budget primitif 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 345 263,17 €, pour 869 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 970,28 €, pour 3 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 7 200 €, pour 12 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 10 280,96 €, pour 26 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 32 263,47 €, pour 90 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021016DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

ARTICLE 6 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 395 977,88 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD

Kamel OULD-SAÏD
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

14/01/2021

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021017DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

Décision n° 2021/0017

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-636 du 9 décembre 2020 adoptant le budget primitif 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 335 027,81 €, pour 849 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 999,50 €, pour 2 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 2 387,78 €, pour 5 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 18 584,47 €, pour 49 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 31 480,25 €, pour 95 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021017DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

ARTICLE 6 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 388 479,81€.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD

Kamel OULD-SAÏD
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

14/01/2021

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021018DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

Décision n° 2021/0018

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-636 du 9 décembre 2020 adoptant le budget primitif 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 327 973,75 €, pour 848 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 2 225,28 €, pour 5 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 7 116,55 €, pour 14 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 16 475,40 €, pour 42 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021018DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 30 195,89 €, pour 91 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 6 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 383 986,87 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD

Kamel OULD-SAÏD
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

14/01/2021

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021019DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

Décision n° 2021/0019

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-636 du 9 décembre 2020 adoptant le budget primitif 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 337 040,33 €, pour 867 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 1 396,28 €, pour 4 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 5 514,19 €, pour 10 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 10 855,27 €, pour 30 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021019DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 30 235,37 €, pour 89 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 6 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 385 041,44 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD



14/01/2021

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021020DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

Décision n° 2021/0020

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-636 du 9 décembre 2020 adoptant le budget primitif 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 338 089,17 €, pour 854 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 2 374,50 €, pour 5 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 6 074,95 €, pour 11 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 14 789,75 €, pour 42 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021020DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 29 671,69 €, pour 88 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 6 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 391 000,06 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD

Kamel OULD-SAÏD
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

14/01/2021

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021021DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

Décision n° 2021/0021

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-636 du 9 décembre 2020 adoptant le budget primitif 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 337 413,59 €, pour 853 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 2 564,56 €, pour 6 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 7 200 €, pour 13 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 10 116,40 €, pour 30 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021021DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 33 367,52 €, pour 98 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 6 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 390 662,07 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD

Kamel OULD-SAÏD
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

14/01/2021

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021022DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

Décision n° 2021/0022

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-636 du 9 décembre 2020 adoptant le budget primitif 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 326 844,34 €, pour 850 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 1 000 €, pour 2 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 10 300 €, pour 18 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 11 743,77 €, pour 35 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021022DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 31 444,53 €, pour 95 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 6 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 381 332,64 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD

Kamel OULD-SAÏD
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

14/01/2021

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021023DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

Décision n° 2021/0023

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-636 du 9 décembre 2020 adoptant le budget primitif 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 577 633,18 €, pour 1465 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 4 085,65 €, pour 9 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 15 000 €, pour 26 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 22 054,42 €, pour 67 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210114-2021023DECIVAE-CC
Date de télétransmission : 15/01/2021
Date de réception préfecture : 15/01/2021

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 56 641,48 €, pour 163 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 6 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 675 414,73 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD

Kamel OULD-SAÏD
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

14/01/2021

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210204-20210045vae-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

Décision n° 2021/0045

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020/636 du 9 décembre 2020 adoptant le budget primitif 2020 ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 579 014,16 €, pour 1 403 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 3 648,29 €, pour 9 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 14 489,50 €, pour 25 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 31 592,17 €, pour 87 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 58 121,01 €, pour 161 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210204-20210045vae-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

ARTICLE 6 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 686 865,13 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD

04/02/2021

Monsieur Kamel OULD-SAID
Directeur Intermodalité, Services et Marketing

Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210205-20210046vae-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

Décision n° 2021/0046

PORTANT PAIEMENT D'UNE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 et suivants, L .3111-14 à L.3111-16 et R. 1241-1 et suivants,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n° 2016-133 portant nomination de Monsieur Laurent Probst en qualité de Directeur Général du Syndicat des transports d'Île-de-France ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de Directeur de l'Intermodalité, des Services et du Marketing ;

VU la décision du Directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020/636 du 9 décembre 2020 adoptant le budget primitif 2021 ;

VU la délibération du conseil d'administration n°2020-492 du 8 octobre 2020 adoptant le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo ;

DECIDE

ARTICLE 1 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique à assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 343 107,55 €, pour 822 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 2 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 500 €, pour 1 demande de subvention déposée.

ARTICLE 3 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo cargo avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 8 913,98 €, pour 17 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 4 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant sans assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 18 508,18 €, pour 54 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 5 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo pliant avec assistance électrique et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 39 319,20 €, pour 104 demandes de subventions déposées.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210205-20210046vae-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

ARTICLE 6 – la liste des bénéficiaires d'une subvention pour l'achat d'un vélo adapté et les montants associés sont arrêtés dans l'annexe à cette décision. Le montant global octroyé est de 2 400 €, pour 2 demandes de subventions déposées.

ARTICLE 7 – Le montant total des aides octroyées pour des demandes de subvention déposées (tous types de vélos) s'élève à 412 748,91 €.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Kamel OULD-SAÏD
05/02/2021

Monsieur Kamel OULD-SAID,
Directeur Intermodalité, Services et Marketing

Syndicat des transports d'Ile-de-France

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200204-20000374-CC
Date de télétransmission : 04/02/2020
Date de réception préfecture : 04/02/2020

Décision n° 2020/0085

du

PROROGATION DE DELAIS POUR LE VERSEMENT DE SUBVENTIONS ATTRIBUEES INVESTISSEMENT QUALITE DE SERVICE

Le directeur général,

VU le code des transports et notamment ses articles L1241-1 à L1241-20, L3111-14 à L3111-16 et R-1224-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

VU le règlement budgétaire et financier du Syndicat des Transports d'Ile de France, approuvé par délibération n° 2011/0886 du 7 décembre 2011 et modifié par la délibération n°2017/613 du 3 octobre 2017 ;

VU la décision de la Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016/133 du 30 mars 2016 portant nomination de M. Laurent PROBST en qualité de Directeur général ;

VU la délibération n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du conseil au Directeur général ;

VU la notification d'attribution de la subvention n° E3936 en date du 02 février 2018 relative à mise en accessibilité de 2 points d'arrêt ligne RATP 195 ;

VU la notification d'attribution de la subvention n° E3937 en date du 02 février 2018 relative à mise en accessibilité de 5 points d'arrêt ligne RATP 594 ;

VU la notification d'attribution de la subvention n° E3938 en date du 02 février 2018 relative à mise en accessibilité de 3 points d'arrêt ligne RATP 194 ;

VU la notification d'attribution de la subvention n° E3939 en date du 02 février 2018 relative à mise en accessibilité de 2 points d'arrêt ligne RATP 394 ;

VU la demande de la Mairie de Fontenay aux Roses en date du 2 janvier 2020,

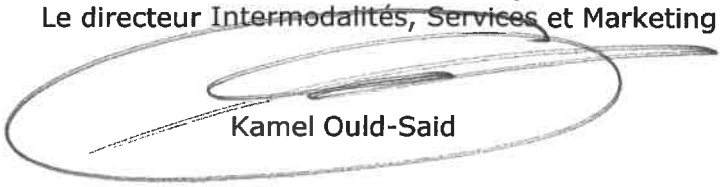
CONSIDERANT que les retards dans le démarrage de l'opération ne sont pas imputables au bénéficiaire de la subvention ;

DECIDE :

ARTICLE 1er : le délai de démarrage des travaux et de demande d'acompte, visé à l'article 3 des notifications d'attribution des subventions référencées E3936, E3937, E3938 et E3939 sont prorogées jusqu'au 2 février 2022.

ARTICLE 2 : la présente décision sera notifiée à la Ville de Fontenay aux Roses.

Par délégation du directeur général,
Le directeur Intermodalités, Services et Marketing



Kamel Ould-Said

Décision n°2020/0574

du 4 janvier 2021

DEFINITION D'UN INDICE DE CONJONCTURE RELATIF A LA FREQUENTATION DES LIGNES DE BUS FRANCILIENNES EN MOYENNE ET GRANDE COURONNE

Le Directeur Général d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la décision de la Présidente d'Île-de-France Mobilités n°2016/133 du 30 mars 2016 portant nomination de M. Laurent PROBST en qualité de Directeur Général ;

VU la délibération n°2016/302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du conseil au Directeur Général ;

CONSIDERANT l'incertitude sur l'ampleur des effets structurels de la COVID-19 sur la mobilité des Franciliens dans les transports collectifs et la nécessité d'un outil de mesure, partagé entre Île-de-France Mobilités et ses partenaires contractuels, pour objectiver lesdits effets sur la fréquentation des lignes de bus franciliennes en moyenne et grande couronne :

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est créé un indice de conjoncture relatif à la fréquentation des lignes de bus franciliennes en moyenne et grande couronne. Cet indice, exprimé en pourcentage, vise à situer le niveau du trafic licite sur une période de 12 mois en comparaison d'une année réputée « normale ».

Une année « normale » est définie comme la période entre décembre 2018 et novembre 2019 inclus, soit antérieurement à la crise sanitaire due au SRAS-COV-2.

Dans l'hypothèse où un mouvement massif de grève serait advenu au cours de la période sur laquelle est calculé l'indice, Île-de-France Mobilités identifiera les semaines pour lesquelles le trafic des titres télébillettiques sur les lignes de bus de moyenne et grande couronne aura été significativement diminué en raison du dit mouvement ; ces semaines seront considérées comme non représentatives et seront exclues du calcul de l'indice.

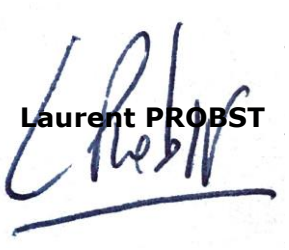
Les modalités de calcul de l'indice de conjoncture relatif à la fréquentation des lignes de bus franciliennes en moyenne et grande couronne sont précisées en annexe de la présente décision.

Dans la mesure où l'indice de conjoncture relatif à la fréquentation des lignes de bus franciliennes en moyenne et grande couronne est établi à partir des données de validation enregistrées dans l'entrepôt du système décisionnel des données de validation (SIDV), le calcul, pour la période du mois M de l'année N (inclus) au mois M-1 de l'année N+1 (inclus), ne peut être réalisé qu'à partir du 16 du mois M+1 de l'année N+1.

Lorsque le calcul de l'indice pour une période donnée est susceptible d'avoir une incidence contractuelle pour une Délégation de Service Public (DSP), Île-de-France Mobilités notifie au concessionnaire de cette DSP la valeur de l'indice pour la période considérée et, le cas échéant, la liste des semaines considérées comme non représentatives sur cette période ; cette notification, pour un calcul de l'indice couvrant la période du mois M de l'année N (inclus) au mois M-1 de l'année N+1 (inclus), intervient au plus tard le dernier jour du M+1 de l'année N+1.

ARTICLE 2 : la présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Laurent PROBST



Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210104-2020-0574-AU
Date de télétransmission : 21/01/2021
Date de réception préfecture : 21/01/2021

ANNEXE DE LA DECISION 2020/0574 : MODALITES DE CALCUL DE L'INDICE DE CONJONCTURE RELATIF A LA FREQUENTATION DES LIGNES DE BUS FRANCILIENNES EN MOYENNE ET GRANDE COURONNE

L'indice de conjoncture relatif à la fréquentation des lignes de bus franciliennes en moyenne et grande couronne est calculé sur la base des données de validation enregistrées dans l'Entrepôt du système décisionnel des données de validation (SIDV) et répondant aux caractéristiques précisées dans le tableau ci-après.

Mode	Bus	
Nature de validation	(Codes :011, 11, 17)	
Localisation de la validation	Zones tarifaires supérieure ou égale à 3	
Type de validation	Télébillettique (Code technologie : T)	
Titres et codes de contrat associés	Titres tous publics	Titres publics spécifiques
	Navigo Mois (code : 00000) Navigo Semaine (code : 00001) Navigo Annuel (code : 00002) Carte Police : (code : 08001 avec code profil client 22)	Imagine R Scolaire (code : 00004) Imagine R Etudiant (code : 00005) Navigo Solidarité 75 % mois (code : 04000)Navigo Solidarité 75 % semaine (code : 04001) Navigo Réduction 50 % mois (codes : 04100 et 04002) Navigo Réduction 50 % semaine (code : 04101 et 04003) Améthyste et Navigo gratuité (code : 08003 avec codes profil client : 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 30, 48) Tarification Senior*

* Le code propre à la Tarification Senior ne sera connu qu'après que les développements techniques appropriés auront été réalisés pour que les validations de ce titre soient distinguables des validations de Navigo annuel.

1) <u>Calcul de l'indice pour une période n'incluant pas de semaines non représentatives pour cause de grève.</u>

Indice pour la période du mois M de l'année N (inclus) au mois M-1 de l'année N+1 (inclus)
=
(1 / 500 250 447)
x
[Volume de validations des titres tous publics du mois M de l'année N (inclus) au mois M-1 de l'année N+1 (inclus)]
+ 0,5 x [Volume de validations des titres à tarification spécifique du mois M de l'année N (inclus) au mois M-1 de l'année N+1 (inclus)]

L'indice est calculé avec arrondi mathématique au centième de % (0,01%).

2) <u>Calcul de l'indice pour une période incluant des semaines non représentatives pour cause de grève.</u>

Sur une période de 12 mois on distingue 4 catégories de semaines (étant entendu qu'une semaine est considérée comme étant « du mois M » si le lundi est situé sur le mois M que le lundi de Pentecôte est considéré comme férié) :

- Les semaines de plein trafic : semaines de janvier à avril et d'octobre à décembre n'incluant pas, hors week-end, de jours de vacances scolaires ni de jours fériés.
- Les semaines de moyen trafic : semaines de mai à septembre n'incluant pas, hors week-end, de jours de vacances scolaires ni de jours fériés, et semaines comprenant, au plus, hors week-end, un ou deux jours de vacances scolaires et/ou férié(s).
- Les semaines de bas trafic : semaines comprenant, au moins, hors week-end, trois jours de vacances scolaires et/ou férié(s).
- Les semaines incomplètes dont les 7 jours ne sont pas inclus dans la période considérée.

Sur la période du mois M de l'année N au mois M-1 de l'année N+1, à laquelle s'applique le calcul de l'indice, on note :

- Npt, le nombre de semaines de plein trafic et, N'pt, le nombre de semaines de plein trafic déduction faite, si besoin, des semaines considérées comme non représentatives pour cause de grève ;
- Nmt, le nombre de semaines de moyen trafic et, N'mt, le nombre de semaines de moyen trafic déduction faite, si besoin, des semaines considérées comme non représentatives pour cause de grève ;
- Nbt, le nombre de semaines de bas trafic et, N'bt, le nombre de semaines de bas trafic déduction faite, si besoin, des semaines considérées comme non représentatives pour cause de grève ;
- VTP'pt et VTS'pt, les volumes de validations sur les semaines de plein trafic, hors semaines non représentatives, respectivement des titres tous publics et des titres à tarification spécifique ;
- VTP'mt et VTS'mt, les volumes de validations sur les semaines de moyen trafic, hors semaines non représentatives, respectivement des titres tous publics et des titres à tarification spécifique ;
- VTP'bt et VTS'bt les volumes de validations sur les semaines de bas trafic, hors semaines non représentatives, respectivement des titres tous publics et des titres à tarification spécifique ;
- VTPi et VTSi les volumes de validations sur les semaines incomplètes, respectivement des titres tous publics et des titres à tarification spécifique.

$$\text{Indice pour la période du mois M de l'année N (inclus) au mois M-1 de l'année N+1 (inclus)} = \frac{1}{500\,250\,447} \times \left[\frac{Npt}{N'pt} \times \left(VTP'pt + 0{,}5 \times VTS'pt \right) + \frac{Nmt}{N'mt} \times \left(VTP'mt + 0{,}5 \times VTS'mt \right) + \frac{Nbt}{N'bt} \times \left(VTP'bt + 0{,}5 \times VTS'bt \right) + \left(VTPi + 0{,}5 \times VTSi \right) \right]$$

L'indice est calculé avec arrondi mathématique au centième de % (0,01%).

Syndicat des Transports d'Ile-de-France

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200313-Dec2020-0136-AR
Date de télétransmission : 07/07/2020
Date de réception préfecture : 07/07/2020

Décision n° 2020/0136

Du 13/03/2020

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT QUALITE DE SERVICE

OPERATIONS INFERIEURES A 200 000 €

Le Directeur Général du Syndicat des transports d'Ile-de-France,

VU le code des transports (partie législative) ;

VU les articles R. 2334-10 à R. 2334-12 et R. 4414-1 à R. 4414-2 du code général des collectivités territoriales relatifs au produit des amendes ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU la décision du Conseil n°7453 du 4 avril 2002 relative aux subventions d'investissement du Syndicat des Transports d'Ile de France - Règles Générales ;

VU la délibération du conseil n°2016-023 du 17 février 2016, adoptant son règlement intérieur et notamment ses articles 10 et 12 ;

VU la délibération du conseil n°2016-0302 du 13 juillet 2016 relative à la délégation d'attributions du Conseil au Directeur Général ;

VU la délibération du conseil n°2017-613 du 3 octobre 2017, adoptant son règlement budgétaire et financier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Sont approuvés les projets suivants dont la subvention demandée est inférieure à 200 000 euros et sont ouvertes les autorisations d'engagement correspondantes :

Code	CT3		Opération	Euros
H3458	003-105-027	Express Hourtoule 78	Installation de vidéoprotection dans 1 véhicule	4 758,00
H3459	003-023-027	Plaine de Versailles	Installation de vidéoprotection dans 1 véhicule	4 758,00
H3460	003-023-027	Plaine de Versailles	Installation de vidéoprotection dans 2 véhicules	9 516,00
H3461	003-012-027	Versailles Grand Parc	Installation de vidéoprotection dans 1 véhicule	4 758,00
H3462	003-014-030	Valbus Elargi	Installation de vidéoprotection dans 2 véhicules	9 516,00
H3463	003-015-030	Valoise	Installation de vidéoprotection dans 10 véhicules	55 290,00
H3464	003-104-400	Centre Essonne	Installation de vidéoprotection dans 2 véhicules type Man	10 372,00

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200313-DEL2020-0136-AR
Date de télétransmission : 07/07/2020
Date de réception préfecture : 07/07/2020

H3465	003-080-010	Etampois	Installation de vidéoprotection dans 1 véhicule	6 500,00
H3466	003-019-012	Entre Seine et Forêts	Installation de vidéoprotection dans 4 véhiculesl	20 000,00
H3467	003-030-067	Pays Fertois	Installation de vidéoprotection dans 3 véhicules	19 500,00
H3468	003-064-003	Sit'bus	Installation de vidéoprotection dans 2 véhicules	11 800,00
H3469	003-091-213	Scolaire Est Yvelines	Installation de vidéoprotection dans 3 véhicules	14 700,00
H3470	003-063-063	Perthes en Gatinais	Installation de vidéoprotection dans 3 véhicules	19 500,00
H3471	003-007-066	Mélibus	Installation de vidéoprotection dans 6 véhicules	37 800,00
H3472	003-069-067	Express 62	Installation de vidéoprotection dans 2 véhicules	13 000,00
H3473	003-023-027	Plaine de Versailles	Installation de vidéoprotection dans 7 véhicules	33 306,00
H3474	003-012-027	Versailles Grand Parc	Installation de vidéoprotection dans 2 véhicules	9 516,00
H3475	003-083-068	Arpajonnais	Installation de vidéoprotection dans 2 véhicules	7 511,00
H3476	003-099-055	Orgebus - Genovebus	Installation de vidéoprotection dans 1 véhicule	3 755,00
H3477	003-099-227	Orgebus - Genovebus	Installation de vidéoprotection dans 5 véhicules	17 578,00
H3478	003-066-024	Seine Essonne	Installation de vidéoprotection dans 3 véhicules	13 481,00
H3479	003-026-212	Maisons-Laffitte-Mesnil Le Roi	Installation de vidéoprotection dans 2 véhicules	10 600,00
H3480	003-104-400	Centre Essonne	Installation de vidéoprotection dans 2 véhicules type Heuliez	10 372,00

ARTICLE 2 : Est allouée au maître d'ouvrage respectif de chacune de ces opérations, la subvention maximale et non révisable correspondante, soit :

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200313-Dec2020-0136-AR
Date de télétransmission : 07/07/2020
Date de réception préfecture : 07/07/2020

Code	CT3	Maitres d'ouvrage	Euros
H3458	003-105-027	CARS HOURTOULE	4 758,00
H3459	003-023-027	CARS HOURTOULE	4 758,00
H3460	003-023-027	CARS HOURTOULE	9 516,00
H3461	003-012-027	CARS HOURTOULE	4 758,00
H3462	003-014-030	CARS LACROIX	9 156,00
H3463	003-015-030	CARS LACROIX	55 290,00
H3464	003-104-400	TICE	10 372,00
H3465	003-080-010	TRANSDEV CEAT	6 500,00
H3466	003-019-012	TRANSDEV IDF MONTESSON LES RABAUX	20 000,00
H3467	003-030-067	TRANSDEV MARNE ET MORIN	19 500,00
H3468	003-064-003	N4 MOBILITES	11 800,00
H3469	003-091-213	TRANSDEV IDF NANTERRE	14 700,00
H3470	003-063-063	TRANSDEV IDF SAINT FARGEAU	19 500,00
H3471	003-007-066	TRANSDEV IDF VAUX LE PENIL	37 800,00
H3472	003-069-067	TRANSDEV IDF MARNE ET MORIN	13 000,00
H3473	003-023-027	CARS HOURTOULE	33 306,00
H3474	003-012-027	CARS HOURTOULE	9 516,00
H3475	003-083-068	ORMONT TRANSPORT	7 511,00
H3476	003-099-055	DANIEL MEYER	3 755,00
H3477	003-099-227	ORGEBUS	17 578,00
H3478	003-066-024	KEOLIS SEINE ESSONNE	13 481,00
H3479	003-026-212	TRANSDEV IDF CONFLANS STE HONORINE	10 600,00
H3480	003-104-400	TICE	10 372,00

ARTICLE 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Ile de France.

Pour le Directeur Général
et par délégation

Le Directeur des Mobilités de Surface



Pierre RAVIER

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200624-Dec2020-0267-AR
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

Décision n° 2020/0267
Du

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT QUALITE DE SERVICE

OPERATIONS INFERIEURES A 200 000 €

Le Directeur Général d'Ile de France Mobilités,

VU le code des transports (partie législative) ;

VU les articles R. 2334-10 à R. 2334-12 et R. 4414-1 à R. 4414-2 du code général des collectivités territoriales relatifs au produit des amendes ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU la décision du Conseil n°7453 du 4 avril 2002 relative aux subventions d'investissement du Syndicat des Transports d'Ile de France - Règles Générales ;

VU la délibération du conseil n°2016-023 du 17 février 2016, adoptant son règlement intérieur et notamment ses articles 10 et 12 ;

VU la délibération du conseil n°2016-0302 du 13 juillet 2016 relative à la délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la délibération du conseil n°2017-613 du 3 octobre 2017, adoptant son règlement budgétaire et financier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Sont approuvés les projets suivants dont la subvention demandée est inférieure à 200 000 euros et sont ouvertes les autorisations d'engagement correspondantes :

Codes	Opérations	Euros
E4173	Mise en accessibilité d'un point d'arrêt sur la ligne S10 TICE à Grigny (91)	24 500,00
E4174	Mise en accessibilité de 12 points d'arrêt autour du Lycée Franco-Allemand à Buc (78)	175 000,00
E4175	Mise en accessibilité de 7 points d'arrêt ligne Albatrans 91-10 à Orly et Rungis (91)	30 800,00
E4176	Mise en accessibilité de 4 points d'arrêt ligne 702 Express à Fontenay sous Bois (94)	77 000,00
E4177	Mise en accessibilité de 3 points d'arrêt ligne KSVM go C à Orly et Thiais (94)	18 200,00
E4178	Mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne RATP 24 à Charenton le Pont (94)	3 850,00
E4179	Mise en accessibilité de 2 points d'arrêt ligne RATP 46 à Saint Mandé (94)	59 500,00
E4180	Mise en accessibilité de 4 points d'arrêt ligne RATP 104 à Sucy en Brie et Bonneuil sur Marne (94)	140 000,00
E4181	Mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne RATP 109 à Charenton le Pont (94)	700,00

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200624-Dec2020-0267-AR
Date de télétransmission : 25/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

E4182	Mise en accessibilité de 5 points d'arrêt ligne RATP 112 à Joinville le Pont et Saint Maur des Fossés (94)	26 250,00
E4183	Mise en accessibilité de 8 points d'arrêt ligne RATP 187 à Arcueil et Fresnes (94)	46 550,00
E4184	Mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne RATP 286 à Chevilly Larue (94)	700,00
E4185	Mise en accessibilité de 3 points d'arrêt ligne RATP 301 à Fontenay sous Bois (94)	700,00
E4186	Mise en accessibilité de 4 points d'arrêt ligne RATP 520 à Bry sur Marne (94)	60 900,00
E4187	Mise en accessibilité de 2 points d'arrêt ligne RATP Noctilien 22 à Chevilly Larue et Orly (94)	700,00
E4188	Mise en accessibilité de 8 points d'arrêt ligne RATP Noctilien 31 à Orly et Thiais (94)	10 150,00
E4189	Mise en accessibilité de 3 points d'arrêt ligne RATP Noctilien 32 à Sucy en Brie et Maisons Alfort (94)	14 350,00
E4190	Mise en accessibilité de 2 points d'arrêt ligne RATP Noctilien 33 à Champigny sur Marne et Chennevières sur Marne (94)	13 300,00
E4191	Mise en accessibilité de 2 points d'arrêt ligne RATP Noctilien 35 à Charenton le Pont (94)	32 200,00
E4192	Mise en accessibilité de 2 points d'arrêt ligne RATP Orlybus à Orly (94)	700,00
E4193	Mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne STRAV A à Villeneuve Saint Georges (94)	22 750,00
E4194	Mise en accessibilité de 2 points d'arrêt ligne Transdev 37 à Sarcelles (95)	28 700,00
E4195	Mise en accessibilité de 2 points d'arrêt ligne 95-04 à Butry (95)	36 050,00
E4196	Mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne 95-41 à Ableiges (95)	21 700,00
E4197	Mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne 95-24 à Boissy l'Aillerie (95)	8 400,00
E4198	Mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne A kéolis à Bresles sur Oise (95)	9 800,00
E4199	Mise en accessibilité de 4 points d'arrêt ligne 95-08 à Cormeilles en Vexin et Frémencourt (95)	144 200,00
E4200	Mise en accessibilité de 5 points d'arrêt lignes 40 et 44 à Bois le Roi, Chartrettes et Samoreau (77)	38 500,00
J3450	Extension-Investissement SIV – réseau Albatrans	85 000,00
J3451	Extension-Investissement SIV – réseau Arpajonnais	11 917,00
J3452	Extension-Investissement SIV – réseau Val d'Orge	6 376,00
J3453	Extension-Investissement SIV – réseau Plaine de Versailles	8 428,00
J3454	Extension-Investissement SIV – réseau Comete	23 610,00
J3455	Extension-Investissement SIV – réseau Valoise	13 720,00
J3456	Extension-Investissement SIV – réseau Orgebus	81 418,00
J3457	Extension-Investissement SIV – réseau Sitbus	54 896,00

ARTICLE 2 : Est allouée au maître d'ouvrage respectif de chacune de ces opérations, la subvention maximale et non révisable correspondante, soit :

Codes	Maître d'ouvrage	Euros
E4173	Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	24 500,00
E4174	Conseil Départemental du Val de Marne	175 000,00
E4175	Conseil Départemental du Val de Marne	30 800,00
E4176	Conseil Départemental du Val de Marne	77 000,00

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200624-DE2020267-AR
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

E4177	Conseil Départemental du Val de Marne	18 200,00
E4178	Conseil Départemental du Val de Marne	3 850,00
E4179	Conseil Départemental du Val de Marne	59 500,00
E4180	Conseil Départemental du Val de Marne	140 000,00
E4181	Conseil Départemental du Val de Marne	700,00
E4182	Conseil Départemental du Val de Marne	26 250,00
E4183	Conseil Départemental du Val de Marne	46 550,00
E4184	Conseil Départemental du Val de Marne	700,00
E4185	Conseil Départemental du Val de Marne	700,00
E4186	Conseil Départemental du Val de Marne	60 900,00
E4187	Conseil Départemental du Val de Marne	700,00
E4188	Conseil Départemental du Val de Marne	10 150,00
E4189	Conseil Départemental du Val de Marne	14 350,00
E4190	Conseil Départemental du Val de Marne	13 300,00
E4191	Conseil Départemental du Val de Marne	32 200,00
E4192	Conseil Départemental du Val de Marne	700,00
E4193	Conseil Départemental du Val de Marne	22 750,00
E4194	Ville de Sarcelles (95)	28 700,00
E4195	Conseil Départemental du Val d'Oise	36 050,00
E4196	Conseil Départemental du Val d'Oise	21 700,00
E4197	Conseil Départemental du Val d'Oise	8 400,00
E4198	Conseil Départemental du Val d'Oise	9 800,00
E4199	Conseil Départemental du Val d'Oise	144 200,00
E4200	Communauté d'Agglomération du Pays de Fontainebleau	38 500,00
J3450	Albatrans	85 000,00
J3451	Transports Daniel Meyer	11 917,00
J3452	Transports Daniel Meyer	6 376,00
J3453	CSO	8 428,00
J3454	TD Nemours	23 610,00
J3455	Cars Lacroix	13 720,00
J3456	KSVM	81 418,00
J3457	N°4 Mobilités	54 896,00

ARTICLE 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Ile de France.

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur Intermodalité, Services et Marketing
Kamel Ould Said

Kamel OULD-SAÏD
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200624-Dec2020-0268-AR
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

Décision n° 2020/0268

Du

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT QUALITE DE SERVICE

OPERATIONS COMPRISES ENTRE 200 000 € ET 2 000 000 €

Le Directeur Général d'Ile de France Mobilités,

VU le code des transports (partie législative);

VU les articles R. 2334-10 à R. 2334-12 et R. 4414-1 à R. 4414-2 du code général des collectivités territoriales relatifs au produit des amendes ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU la décision du Conseil n°7453 du 4 avril 2002 relative aux subventions d'investissement du Syndicat des Transports d'Ile de France - Règles Générales ;

VU la délibération du conseil n°2016-023 du 17 février 2016, adoptant son règlement intérieur et notamment ses articles 10 et 12 ;

VU la délibération du conseil n°2016-0302 du 13 juillet 2016 relative à la délégation d'attributions du Conseil au Directeur Général ;

VU la délibération du conseil n°2017-613 du 3 octobre 2017, adoptant son règlement budgétaire et financier ;

VU l'avis de la commission des investissements en date du 4 juin 2020 ;

CONSIDERANT qu'aucune opposition d'un ou plusieurs membres de la commission des investissements n'a été formulée

DECIDE

ARTICLE 1 : Sont approuvés les projets suivants dont la subvention demandée est comprise entre 200 000 euros et 2 000 000 euros et sont ouvertes les autorisations d'engagement correspondantes :

Codes	Opérations	Euros
J2131	IENA – refonte de l'information voyageur en gare	750 000,00
J2132	RBOS – alimentation des back office Ile-de-France Mobilités	500 000,00

V2052	Réaménagement du parvis et mise en accessibilité des voiries – PEM Clairières de Verneuil (78)	1 079 806,00
V3032	Réaménagement du parvis et mise en accessibilité des voiries – PEM Villennes sur Seine (78)	911 751,00
V8028	Réaménagement des abords de la gare de Nointel Mours (95)	285 978,00

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200624-Dec2020-0268-AR
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

ARTICLE 2 : Est allouée au maître d'ouvrage respectif de chacune de ces opérations, la subvention maximale et non révisable correspondante, soit :

Codes	Maître d'ouvrage	Euros
J2131	SNCF Voyageurs Transilien	750 000,00
J2132	SNCF Voyageurs Transilien	500 000,00
V2052	Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise	1 079 806,00
V3032	Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise	911 751,00
V8028	SNCF Gares et Connexions	285 978,00

ARTICLE 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Ile de France.

Pour le Directeur Général
Et par délégation

Le Directeur Intermodalité, Services et Marketing

Kamel Ould Said



Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200616-Dec2020-0271a-AR
Date de télétransmission : 19/08/2020
Date de réception préfecture : 19/08/2020

Décision n° 2020/0271

Du 16/06/2020

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT QUALITE DE SERVICE

OPERATIONS INFERIEURES A 200 000 €

Le Directeur Général du Syndicat des transports d'Ile-de-France,

VU le code des transports (partie législative) ;

VU les articles R. 2334-10 à R. 2334-12 et R. 4414-1 à R. 4414-2 du code général des collectivités territoriales relatifs au produit des amendes ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU la décision du Conseil n°7453 du 4 avril 2002 relative aux subventions d'investissement du Syndicat des Transports d'Ile de France - Règles Générales ;

VU la délibération du conseil n°2016-023 du 17 février 2016, adoptant son règlement intérieur et notamment ses articles 10 et 12 ;

VU la délibération du conseil n°2016-0302 du 13 juillet 2016 relative à la délégation d'attributions du Conseil au Directeur Général ;

VU la délibération du conseil n°2017-613 du 3 octobre 2017, adoptant son règlement budgétaire et financier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Sont approuvés les projets suivants dont la subvention demandée est inférieure à 200 000 euros et sont ouvertes les autorisations d'engagement correspondantes :

Codes	Opérations	Euros
F3173	Création 2 points d'arrêt boulevard St-Antoine (Express 1)	19 386,00
F2168	Déplacement points d'arrêt avenue de l'Europe 1 (Ligne 44)	45 551,00
F2169	Création et mise aux normes 9 points d'arrêt (ligne 27)	153 286,00
F7143	Création de l'arrêt Georges Demésy en lien avec la création de la ligne 209	20 876,00
F5124	Création et mise aux norme des arrêts Greffulhe	30 545,00
F4188	Création de l'arrêt Baron de Nivière	57 461,00
F7145	Réaménagement de la gare routière de Villiers-sur-Marne pour l'accueil de la ligne 209 et l'exploitation des lignes 206 et 308 par des véhicules articulés	62 876,00
F5126	Création de 5 points d'arrêt pour le prolongement de la ligne 274	24 502,00

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200616-Dec2020-0271a-AR
Date de télétransmission : 19/08/2020
Date de réception préfecture : 19/08/2020

ARTICLE 2 : Est allouée au maître d'ouvrage respectif de chacune de ces opérations, la subvention maximale et non révisable correspondante, soit :

Codes	Maîtres d'ouvrage	Euros
F3173	Versailles	19 386,00
F2168	CA Marne et Gondoire	45 551,00
F2169	CA Marne et Gondoire	153 286,00
F7143	Villiers-sur-Marne	20 876,00
F5124	Levallois-Perret	30 545,00
F4188	CA Paris Saclay	57 461,00
F7145	Villiers-sur-Marne	62 876,00
F5126	Neuilly-sur-Seine	24 502,00

ARTICLE 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Ile de France.

Pour le Directeur Général
et par délégation

Le Directeur des Mobilités de Surface

Pierre RAVIER

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201207-20200800-CC
Date de télétransmission : 09/12/2020
Date de réception préfecture : 09/12/2020

Décision n° 2020/0800

Du 07 DEC. 2020

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT QUALITE DE SERVICE

OPERATIONS INFERIEURES A 200 000 €

Le Directeur Général d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports (partie législative) ;

VU les articles R. 2334-10 à R. 2334-12 et R. 4414-1 à R. 4414-2 du code général des collectivités territoriales relatifs au produit des amendes ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU la décision du Conseil n°7453 du 4 avril 2002 relative aux subventions d'investissement du Syndicat des Transports d'Ile de France - Règles Générales ;

VU la délibération du conseil n°2016-023 du 17 février 2016, adoptant son règlement intérieur et notamment ses articles 10 et 12 ;

VU la délibération du conseil n°2016-0302 du 13 juillet 2016 relative à la délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la délibération du conseil n°2017-613 du 3 octobre 2017, adoptant son règlement budgétaire et financier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Sont approuvés les projets suivants dont la subvention demandée est inférieure à 200 000 euros et sont ouvertes les autorisations d'engagement correspondantes :

Codes	Opérations	Euros
A2095	Extension de 54 places du parc relais de la Haute Vue à la Ferté sous Jouarre (77)	178 920,00
E4224	Mise en accessibilité d'un point d'arrêt sur la ligne Kéolis A à Bernes sous Oise (95)	14 350,00
E4225	Mise en accessibilité de 2 points d'arrêt sur la ligne Kéolis C à Champagne sur Oise (95)	39 200,00
E4226	Mise en accessibilité d'un point d'arrêt sur la ligne Stivo 42 à Pontoise (95)	9 800,00
E4227	Mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne Express 1 à Le Port Marly (78)	23 450,00
E4228	Mise en accessibilité de 2 points d'arrêt sur la ligne RATP 262 à Sartrouville (78)	22 400,00
E4229	Mise en accessibilité de 4 points d'arrêt sur la ligne 24 à Saint Germain en Laye (78)	86 450,00

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201209-20200800-CC
Date de télétransmission : 09/12/2020
Date de réception préfecture : 09/12/2020

E4230	Mise en accessibilité de 3 points d'arrêt sur la ligne K à Carrières sur Seine	62 300,00
S3071	Création de stationnement vélo – PEM Aubergenville Elisabethville (78)	75 492,00
S3072	Création de stationnement vélo – PEM Herblay sur Seine	108 657,50

ARTICLE 2 : Est allouée au maître d'ouvrage respectif de chacune de ces opérations, la subvention maximale et non révisable correspondante, soit :

Codes	Maître d'ouvrage	Euros
A2095	Ville de la Ferté sous Jouarre (77)	178 920,00
E4224	Conseil Départemental du Val d'Oise	14 350,00
E4225	Conseil Départemental du Val d'Oise	39 200,00
E4226	Communauté d'Agglomération Cergy Pontoise	9 800,00
E4227	Communauté d'Agglomération Saint Germain Boucle de Seine	23 450,00
E4228	Communauté d'Agglomération Saint Germain Boucle de Seine	22 400,00
E4229	Communauté d'Agglomération Saint Germain Boucle de Seine	86 450,00
E4230	Communauté d'Agglomération Saint Germain Boucle de Seine	62 300,00
S3071	Communauté Urbaine Grand Paris Seine Ouest	75 492,00
S3072	Communauté d'Agglomération Val Parisis	108 657,50

ARTICLE 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Pour le Directeur Général
Et par délégation

Le Directeur Intermodalité, Services et Marketing

Kamel Ould Saïd

Monsieur Kamel OULD-SAID
Directeur Intermodalité, Services et Marketing

07/12/2020

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201207-20000801-CC
Date de télétransmission : 09/12/2020
Date de réception préfecture : 09/12/2020

Décision n° 2020/0801

Du 07 DEC. 2020

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT QUALITE DE SERVICE

OPERATIONS COMPRISES ENTRE 200 000 € ET 2 000 000 €

Le Directeur Général d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports (partie législative);

VU les articles R. 2334-10 à R. 2334-12 et R. 4414-1 à R. 4414-2 du code général des collectivités territoriales relatifs au produit des amendes ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU la décision du Conseil n°7453 du 4 avril 2002 relative aux subventions d'investissement du Syndicat des Transports d'Ile de France - Règles Générales ;

VU la délibération du conseil n°2016-023 du 17 février 2016, adoptant son règlement intérieur et notamment ses articles 10 et 12 ;

VU la délibération du conseil n°2016-0302 du 13 juillet 2016 relative à la délégation d'attributions du Conseil au Directeur Général ;

VU la délibération du conseil n°2017-613 du 3 octobre 2017, adoptant son règlement budgétaire et financier ;

VU l'avis de la commission des investissements en date du 1er décembre 2020 ;

CONSIDERANT qu'aucune opposition d'un ou plusieurs membres de la commission des investissements n'a été formulée

DECIDE

ARTICLE 1 : Sont approuvés les projets suivants dont la subvention demandée est comprise entre 200 000 euros et 2 000 000 euros et sont ouvertes les autorisations d'engagement correspondantes :

Codes	Opérations	Euros
A3082	Réhabilitation et labellisation d'un parc relais au sol de 88 places – PEM les Clairières de Verneuil (78)	396 000,00
A4065	Création d'un parc relais de 399 places en ouvrage à Yerres (91)	1 995 000,00

C7004	Déploiement de défibrillateurs dans les gares SNCF	1 992 685,00
C7005	Réhabilitation de 4 bâtiments voyageurs PANG	1 556 540,00
E4231	Mise en accessibilité de 27 points d'arrêt sur la ligne RATP 308 à Créteil (94)	313 250,00
E4232	Mise en accessibilité de 28 points d'arrêt sur la ligne RATP 317 à Créteil (94)	556 500,00
V2053	Aménagement d'une zone de dépose minute et de cheminements piétons pôle de Montereau Fault Yonne (77)	212 836,75
V2054	Réalisation de 4 nouvelles crèches aux abords des gares SNCF	1 824 389,00

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201207-20000801-CC
Date de télétransmission : 09/12/2020
Date de réception préfecture : 09/12/2020

ARTICLE 2 : Est allouée au maître d'ouvrage respectif de chacune de ces opérations, la subvention maximale et non révisable correspondante, soit :

Codes	Maître d'ouvrage	Euros
A3082	Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise	396 000,00
A4065	Ville de Yerres (91)	1 995 000,00
C7004	SNCF Gares et Connexions	1 992 685,00
C7005	SNCF Gares et Connexions	1 556 540,00
E4231	Conseil Départemental du Val de Marne	313 250,00
E4232	Conseil Départemental du Val de Marne	556 500,00
V2053	Communauté de Communes Pays de Montereau	212 836,75
V2054	SNCF Gares et Connexions	1 824 389,00

ARTICLE 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Pour le Directeur Général
Et par délégation

Le Directeur Intermodalité, Services et Marketing

Kamel Ould Saïd

Monsieur Kamel OULD-SAID
Directeur Intermodalité, Services et Marketing

07/12/2020

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210205-20200806CIDPV-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

Décision n° 2020/0806

Du 05/02/2021

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT QUALITE DE SERVICE

OPERATIONS INFERIEURES A 200 000 €

Le Directeur Général d'Ile de France Mobilités,

VU le code des transports (partie législative) ;

VU les articles R. 2334-10 à R. 2334-12 et R. 4414-1 à R. 4414-2 du code général des collectivités territoriales relatifs au produit des amendes ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU la décision du Conseil n°7453 du 4 avril 2002 relative aux subventions d'investissement du Syndicat des Transports d'Ile de France - Règles Générales ;

VU la délibération du conseil n°2016-023 du 17 février 2016, adoptant son règlement intérieur et notamment ses articles 10 et 12 ;

VU la délibération du conseil n°2016-0302 du 13 juillet 2016 relative à la délégation d'attribution du Conseil au Directeur Général ;

VU la délibération du conseil n°2017-613 du 3 octobre 2017, adoptant son règlement budgétaire et financier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Sont approuvés les projets suivants dont la subvention demandée est inférieure à 200 000 euros et sont ouvertes les autorisations d'engagement correspondantes :

Codes	Opérations	Euros
20D05965	Expérimentation écrans information voyageurs RATP DEV	55 000,00
20D06065	Expérimentation écrans information voyageurs Transdev	120 000,00
20D06125	Expérimentation écrans information voyageurs Stivo	48 000,00
20D08645	Expérimentation film électroluminescent STAVO Hourtoule	91 927,00
20D08665	Expérimentation film électroluminescent Albatrans	66 856,00

ARTICLE 2 : Est allouée au maître d'ouvrage respectif de chacune de ces opérations, la subvention maximale et non révisable correspondante, soit :

Codes	Maître d'ouvrage	Euros
20D05965	RATP DEV	55 000,00
20D06065	Transdev	120 000,00

20D06125	Stivo	48 009,00
20D08645	STAVO Hourtoule	91 927,00
20D08665	Albatrans	66 856,00

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210205-3220205CIDPV-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

ARTICLE 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Ile de France Mobilité.

Pour le Directeur Général
Et par délégation

Le Directeur Intermodalité, Services et Marketing

Kamel Ould Said

Pour le Directeur Général
et par délégation
Kamel OULD-SAID
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210129-20210040-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

Décision n° 2021/0040

Du 29 JAN. 2021

CADUCITE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME « SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT » – 2019

Le Directeur Général d'Ile de France Mobilités,

VU le code des transports (partie législative);

VU les articles R. 2334-10 à R. 2334-12 et R. 4414-1 à R. 4414-2 du code général des collectivités territoriales relatifs au produit des amendes ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;

VU la décision du Conseil n°7453 du 4 avril 2002 relative aux subventions d'investissement du STIF - Règles Générales ;

VU la délibération du conseil n°2006-0202 du 15 mars 2006, adoptant son règlement intérieur et notamment ses articles 10 et 12 ;

VU la délibération du conseil n°2016-0302 du 13 juillet 2016 relative à la délégation d'attributions du Conseil au Directeur Général ;

VU la délibération du conseil n°2017-613 du 3 octobre 2017, adoptant son règlement budgétaire et financier ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : les engagements d'autorisation de programme des opérations achevées et soldées suivantes sont désaffectés et annulés, conformément au montant final de ces opérations après travaux :

n°	Opération	AP. ouverte	AP consommée	AP à récupérer
B6035	AFU Paris Nord 2 - GR parc des expositions	478 125,00	478 125,00	0,00
E3640	Ca Val Parisis - mise en accessibilité de 7 points d'arrêt	124 125,00	124 125,00	0,00
E3651	CAMVS - mise en accessibilité de 2 points d'arrêt ligne B Vaux le Pénil	8 250,00	8 250,00	0,00
E3652	CAMVS - mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne A Rubelles	9 375,00	9 375,00	0,00
E3713	CA GPSO - mise en accessibilité 12 points d'arrêt ligne 569 Meudon	60 200,00	60 200,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210129-20210040-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

E3725	Ville Chatillon - mise en accessibilité 2 points d'arrêt ligne 194	18 900,00	18 900,00	0,00
E3749	CD 92 - mise en accessibilité un point arrêt ligne RATP 84 Levallois	14 700,00	14 700,00	0,00
E3800	Ville Orgerus - mise en accessibilité 10 points d'arrêt ligne 67	155 750,00	155 750,00	0,00
E3824	Ville Aulnay sous Bois - mise en accessibilité 4 points d'arrêt ligne 637	39 550,00	39 550,00	0,00
E3826	Ville Aulnay sous Bois - mise en accessibilité 1 point d'arrêt ligne 627	6 300,00	6 300,00	0,00
E3832	Ville Rolleboise - mise en accessibilité d'un point d'arrêt	33 250,00	33 250,00	0,00
E3849	CA Cergy Pontoise - mise en accessibilité de 4 points d'arrêt ligne STIVO 44	14 700,00	14 700,00	0,00
E3899	Ville Sarcelles - mise en accessibilité de 5 points d'arrêt ligne RATP 355	66 150,00	66 150,00	0,00
E3901	Ville Longvilliers - mise en accessibilité 2 points d'arrêt ligne Express 10	10 089,40	10 089,40	0,00
E3929	Ville Mespuits - mise en accessibilité 2 points d'arrêt ligne 2A	20 300,00	20 300,00	0,00
E3941	Ville Compans - mise en accessibilité 2 points d'arrêt ligne 16	17 500,00	17 500,00	0,00
E3967	CA Grand Paris Sud Seine Essonne Senart - mise en accessibilité 12 points d'arrêt ligne 510 à Grigny	136 500,00	136 500,00	0,00
E3982	Ville Coubert - mise en accessibilité 2 points d'arrêt ligne 21	20 300,00	20 300,00	0,00
E3996	Ville Auteuil le Roi - mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne 35	8 050,00	8 050,00	0,00
E4007	Ville Bougival - mise en accessibilité 5 points d'arrêt ligne RATP 259	94 850,00	94 850,00	0,00
E4010	Ville Rebais - mise en accessibilité 1 point d'arrêt ligne SM Express 1	13 325,83	13 325,83	0,00
F3141	Transdev Ecquevilly - mise en œuvre d'équipements de priorités bus	105 000,00	105 000,00	0,00
F4176	CA Paris Saclay - aménagement 2 points d'arrêt Villebon sur Yvette	77 524,00	77 524,00	0,00
F4177	AFU Paris Nord 2 - création 7 points d'arrêt ligne 640	144 753,00	144 753,00	0,00
F4179	CA Paris Saclay - requalification 6 points d'arrêt	143 783,00	143 783,00	0,00
F5109	CD 92 - mise en accessibilité de 2 points arrêt ligne RATP 276 à Colombes	22 500,00	22 500,00	0,00
F5110	CD 92 - aménagement 2 points d'arrêt ligne 304	25 050,00	25 050,00	0,00
F6142	Mairie Montreuil - aménagement bus	675 000,00	675 000,00	0,00
F6145	CD 93 - traitement points durs mobilien 613 à Livry Gargan	628 500,00	628 500,00	0,00
F7123	CD 94 - aménagement rampes RD7 à Villejuif	333 231,00	333 231,00	0,00
H3179	CEAT - vidéorsurveillance	216 800,00	216 800,00	0,00
H3197	CIF - vidéo	55 663,65	55 663,65	0,00
H3393	Cars Rose _- vidéosurveillance	10 600,00	10 600,00	0,00
J2123	SNCF Mobilités - enrichissement médias digitaux tranche 2	1 875 000,00	1 875 000,00	0,00
J3149	Cars Rose - réseau Valbus	331 650,00	331 650,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210129-20210040-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

J3204	TRA - extension investissement SIV	41 025,00	41 025,00	0,00
J3224	Trans Val d'Oise - Carto	8 250,00	8 250,00	0,00
J3287	STBC - réseau Apolo	42 944,00	42 944,00	0,00
J3303	Transdev Montesson - SIV Réseau Poissy Aval	8 205,00	8 205,00	0,00
J3304	Transdev la Boucle - SIV	163 042,00	163 042,00	0,00
J3320	CEAT - carto plan 20	10 420,00	10 420,00	0,00
J3338	Cars Rose - réseau Valbus	16 410,00	16 410,00	0,00
J3341	TVO - extension SIV	32 820,00	32 820,00	0,00
S3038	EPAMARNE - consigne véligo à la gare de Montévrain	50 000,00	50 000,00	0,00
V2031	SNCF Mobilités - aménagement pour la création du parvis de longueville	213 000,00	213 000,00	0,00
V2037	Ville Longueville - aménagement du pôle rue de Verdun	488 000,00	488 000,00	0,00

ARTICLE 2 : les engagements d'autorisation de programme des opérations achevées et soldées suivantes sont désaffectés et annulés :

n°	Opération	AP. ouverte	AP consommée	AP à récupérer
A8049	CACP - réhabilitation PR Genottes à Cergy	3 100 000,00	2 204 392,17	895 607,83
A8050	SNCF Mobilités - PR Canrobert Pontoise	1 810 000,00	1 724 928,61	85 071,39
B3053	CCBS - aménagement de la gare routière de Sartrouville	121 200,00	90 900,00	30 300,00
C6021	SNCF - remplacement 18 escaliers mécaniques sur 7 gares	5 340 000,00	3 414 981,44	1 925 018,56
E3137	CAVAM - mise en accessibilité de 15 points d'arrêt Vallée de Montmorency	82 500,00	61 875,00	20 625,00
E3299	Ville Buc - mise en accessibilité de 28 points d'arrêt	104 250,00	78 187,50	26 062,50
E3304	Ville Ezanville - mise en accessibilité de 4 points d'arrêt ligne RATP 229	13 000,00	1 950,00	11 050,00
E3337	Ville Montgeron - mise en accessibilité de 6 points d'arrêt	72 000,00	54 000,00	18 000,00
E3350	Ville Rocquencourt - mise en accessibilité 2 points d'arrêt	51 500,00	7 725,00	43 775,00
E3357	Ville Varennes Jarcy - mise en accessibilité de 4 points d'arrêt	53 500,00	40 125,00	13 375,00
E3391	TRAMY - mise en accessibilité de 52 points d'arrêt	428 000,00	292 297,50	135 702,50
E3392	Le Chesnay - mise aux normes de 36 points d'arrêt	322 750,00	161 375,00	161 375,00
E3397	CA Terre de France - mise aux normes de 37 points d'arrêt	194 000,00	116 400,00	77 600,00
E3408	CC Boucle de la Seine - mise en accessibilité 52 points d'arrêt	456 500,00	68 475,00	388 025,00
E3413	Ville Paris - création de 23 points d'arrêt	109 500,00	82 125,00	27 375,00
E3422	CA Val et Forêt - mise en accessibilité de 55 points d'arrêt	645 000,00	451 386,56	193 613,44

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210129-20210040-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

E3428	CC Boucle de la Seine - mise en accessibilité 10 points d'arrêt	123 000,00	18 450,00	104 550,00
E3471	Ville Paris - mise en accessibilité de 99 points d'arrêt	516 000,00	77 400,00	438 600,00
E3484	Ville Livry Gargan - mise en accessibilité 17 points d'arrêt	404 974,00	350 926,79	54 047,21
E3509	CD 91 - mise en accessibilité de 20 points d'arrêt Itteville	322 500,00	172 860,00	149 640,00
E3512	Ville Champs sur Marne - mise en accessibilité de 38 points d'arrêt	609 000,00	400 657,89	208 342,11
E3513	CD 95 - mise en accessibilité 12 points d'arrêt ligne 95-03	263 250,00	197 437,50	65 812,50
E3514	CD 91 - mise en accessibilité de 23 points d'arrêt Ferté Alais	128 250,00	80 938,58	47 311,42
E3594	Ville Massy - mise en accessibilité 2 points d'arrêt ligne 299	25 500,00	21 281,01	4 218,99
E3595	Ville Massy- mise en accessibilité 4 points d'arrêt ligne RATP 197	67 875,00	41 791,76	26 083,24
E3596	Ville Massy - mise en accessibilité 1 point d'arrêt ligne RATP 294	16 500,00	9 543,30	6 956,70
E3614	CD 94 - mise en accessibilité 28 points d'arrêt ligne 396 Fresnes	348 375,00	266 915,92	81 459,08
E3632	Cœur Essonne Agglomération - mise en accessibilité 10 points d'arrêt ligne DM 16 à Saint Michel sur Orge	77 625,00	46 575,00	31 050,00
E3636	CA Val Parisis - mise en accessibilité de 32 points d'arrêt Herblay	475 125,00	333 670,93	141 454,07
E3637	CA Val Parisis - mise en accessibilité de 21 points d'arrêt ligne RATP 261	496 875,00	423 463,95	73 411,05
E3641	CA Val Parisis - mise en accessibilité de 11 points d'arrêt Frette sur Seine	192 375,00	189 999,80	2 375,20
E3642	CA Val Parisis - mise en accessibilité de 8 points d'arrêt Herblay	154 875,00	136 718,62	18 156,38
E3647	CAMVS - mise en accessibilité 10 points d'arrêt ligne M Melun	102 375,00	61 425,00	40 950,00
E3654	Ville Chaumontel - mise en accessibilité de 11 points d'arrêt	175 500,00	169 000,16	6 499,84
E3704	CA Plaine Vallée - mise en accessibilité 4 points d'arrêt ligne Valbus	43 400,00	34 131,29	9 268,71
E3712	Ville Chatillon - mise en accessibilité 11 points d'arrêt ligne 195	141 400,00	69 690,14	71 709,86
E3714	CA GPSO - mise en accessibilité 3 points d'arêt ligne 169 Meudon	10 850,00	6 635,34	4 214,66
E3716	CA GPSO - mise en accessibilité 2 points d'arêt ligne 589 Issy les Moulineaux	17 850,00	4 687,55	13 162,45
E3731	CD 93 - mise en accessibilité 9 points d'arrêt ligne 221 Villemomble	166 950,00	148 400,00	18 550,00
E3740	CA Val Parisis - mise en accessibilité de 10 points d'arrêt	215 600,00	101 106,60	114 493,40
E3776	Ville Brunoy - mise en accessibilité de 8 points d'arrêt ligne D	53 900,00	47 096,11	6 803,89
E3778	Cergy Pontoise Aménagement - mise en accessibilité 7 points d'arrêt	127 750,00	116 069,84	11 680,16
E3784	CC Pays Créçois - mise en accessibilité 16 points d'arrêt ligne 8 Voulangis	196 000,00	178 369,40	17 630,60
E3785	CC Pays Créçois - mise en accessibilité 10 points d'arrêt ligne 59 Crécy	121 100,00	96 298,60	24 801,40
E3804	Ville Herme - mise en accessibilité 6 points d'arrêt	62 650,00	57 853,95	4 796,05
E3806	Ville Dagny - mise en accessibilité 6 points d'arrêt	46 550,00	41 861,96	4 688,04

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210129-20210040-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

E3813	Ville Fontenay sous Bois - mise en accessibilité de 2 points d'arrêt ligne 124	20 650,00	20 492,88	157,12
E3827	Ville Baillet en France - mise en accessibilité 3 points d'arrêt ligne 95-09	53 900,00	48 663,78	5 236,22
E3882	CD 93 - mise en accessibilité 1 point d'arrêt ligne 134 Bobigny	9 100,00	7 215,60	1 884,40
E3883	CD 93- mise en accessibilité 4 points d'arrêt ligne RATP 138 Epinay	61 600,00	59 205,03	2 394,97
E3887	CD 95 - mise en accessibilité de 4 points d'arrêt ligne 95-01 Vemars	60 200,00	18 215,72	41 984,28
E3888	CD 95 - mise en accessibilité 9 points d'arrêt ligne 95-02 Arnouville	137 200,00	77 755,19	59 444,81
E3892	CD 95 - mise en accessibilité 1 point d'arrêt ligne 95-20 Cormeilles	17 500,00	8 075,69	9 424,31
E3895	CD 95 - mise en accessibilité 2 points d'arrêt ligne RATP 13 à Domont	37 800,00	20 950,65	16 849,35
E3896	CD 95 - mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne 30-36 Montoult	8 400,00	5 338,90	3 061,10
E3898	CD 95 - mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne 23 Gonesse	15 050,00	10 327,45	4 722,55
E3916	Ville Collégien - mise en accessibilité 8 points d'arrêt ligne 13	120 400,00	108 569,65	11 830,35
E3918	Ville Ozouer le Voulgis - mise en accessibilité de 3 points d'arrêt ligne 40-21	83 650,00	83 015,42	634,58
E3962	Ville Piscop - mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne 30-13	15 050,00	11 146,17	3 903,83
E3983	AFU Paris Nord 2 - mise en accessibilité 2 points d'arrêt ligne 39	40 600,00	40 531,81	68,19
E3985	Ville Grusy Suisnes - mise en accessibilité 6 points d''arrêt	58 800,00	55 782,72	3 017,28
E4006	Ville Saint Gratien - mise en accessibilité 1 point d'arrêt ligne 138	21 350,00	20 658,60	691,40
E4009	Ville Tournan en Brie - mise en accessibilité 6 points d'arrêt	29 050,00	28 953,51	96,49
E4011	Saint Denis les Rebais - mise en accessibilité 2 points d'arrêt ligne SM Express 1	18 975,67	18 026,88	948,79
E4057	Cergy Pontoise Aménagement - mise en accessibilité 1 point d'arrêt à Eragny	10 430,00	10 286,39	143,61
E4095	Ville Courpalay - mise en accessibilité de 2 points d'arrêt ligne 13	16 100,00	13 986,00	2 114,00
F2139	EPAMARNE - création d'une desserte bus parc village nature à Serris	87 000,00	82 998,74	4 001,26
F3128	Ville Rosny sur Seine - aménagement 2 points d'arrêt et casquette de retournement	101 870,00	76 402,50	25 467,50
F5111	Paris La Défense - adaptation des quais de la GR La défense	65 000,00	49 722,60	15 277,40
F5112	Paris La Défense - amélioration des voies d'accès du hall d'arrivée pour la GR la Défense	94 750,00	70 435,81	24 314,19
F5120	CD 92 - création d'un point d'arrêt à Sceaux	18 866,00	17 514,36	1 351,64
F7118	CD 94 - aménagement avenue carnot à Villeneuve St Georges	191 450,00	186 777,67	4 672,33
F7125	Centre Hospitalier Villeneuve St Georges - aménagement desserte bus	92 330,00	88 047,05	4 282,95
F8099	Ville Asnières sur Seine - aménagement bus ligne 366	63 225,00	9 483,75	53 741,25
F8101	STIVO - équipement d'aide aux franchissements des lignes Mobilien	122 800,00	121 200,00	1 600,00

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210129-20210040-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

H2125	SNCF mobilités - numérisation des caméras en gare SNCF	1 787 000,00	906 253,50	880 746,50
H3185	Darche Gros - radiolocalisation	338 600,00	328 850,00	9 750,00
H3198	CIF - vidéoprotection Goelys	17 354,00	14 750,90	2 603,10
H3199	CIF - vidéoprotection goussainville	24 297,00	19 260,61	5 036,39
H3210	CEAT - radiolocalisation réseau nord essonne	61 100,00	19 354,00	41 746,00
H3218	CIF - vidéoprotection	17 354,00	14 750,90	2 603,10
H3225	CIF - vidéoprotection Grand R	14 062,00	14 061,60	0,40
H3240	Marne et Morin - radiocalisation	76 500,00	73 615,50	2 884,50
H3257	Transvo - radiolocalisation et vidéoprotection	189 400,00	167 556,00	21 844,00
H3321	Marne et Morin - radiocalisation	425 050,00	420 955,41	4 094,59
H3351	Marne et Morin - vidéoprotection	5 500,00	4 924,00	576,00
H3353	AMV - vidéoprotection	26 250,00	21 091,00	5 159,00
H3355	Kéolis Val d'Oise - vidéoprotection	80 005,20	43 008,00	36 997,20
H3360	STBC - vidéoprotection Réseau Apolo 7	366 900,00	366 805,00	95,00
H3362	N°4 Mobilités - réseau sitbus	50 000,00	43 448,00	6 552,00
H3363	Interval - vidéoprotection réseau Siyonne	12 600,00	11 466,00	1 134,00
H3375	N°4 Mobilités - réseau sitbus	6 300,00	4 893,00	1 407,00
H3382	Transdev idf La Boucle - réseau bus en seine	70 500,00	56 362,00	14 138,00
H3389	Interval - extension de parc	19 500,00	18 507,00	993,00
H3390	Trasndev Lieusaint - réseau Sénart Bus	6 300,00	5 683,00	617,00
H3391	Transdev Nemours - réseau Still	6 300,00	4 083,00	2 217,00
H3397	Cars Orsay - réseau Mobicaps	31 500,00	27 210,00	4 290,00
H3402	Darche Gros - radiolocalisation	32 500,00	28 555,00	3 945,00
H3403	Transdev Vulaines - réseau Seine et Marne	19 500,00	17 133,00	2 367,00
H3404	TICE - vidéoprotection	40 761,00	39 431,00	1 330,00
H3405	STIVO - vidéoprotection	35 150,00	26 944,45	8 205,55
H3411	Marne et Morin - vidéoprotection	53 200,00	43 050,00	10 150,00
J2102	SNCF Mobilités - évolution de l'application sonore d'information	300 000,00	85 808,86	214 191,14
J2108	SNCF Mobilités - télésonorisation lignes J et N	2 822 000,00	2 591 678,09	230 321,91
J3109	AMV - déploiement SIV	1 995 300,00	1 925 932,34	69 367,66

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210129-20210040-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

ARTICLE 3 : la réalisation des projets ci-dessous n'ayant pas pu être effectué par les maîtres d'ouvrage dans les délais fixés par le règlement budgétaire et financier, les engagements d'autorisation de programme mis en place par Ile de France Mobilités sont désaffectés et annulés :

n°	Opération	AP. ouverte	AP consommée	AP à récupérer
A1001	Ville de Paris - Parc relais aux portes de Paris	955 595,20	0,00	955 595,20
B8031	RATP - restructuration gare de Garges Sarcelles	920 000,00	0,00	920 000,00
E3235	CCBS - mise en accessibilité de 4 points d'arrêt	26 154,00	0,00	26 154,00
E3351	CC Orée de la Brie - mise en accessibilité de 38 points d'arrêt	395 000,00	0,00	395 000,00
E3670	Ville Plaisir - mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne 9	24 150,00	0,00	24 150,00
E3673	Ville Bièvres - mise en accessibilité d'un point d'arrêt ligne 33	31 570,00	0,00	31 570,00
E3705	CA Cœur Essonne - mise en accessibilité 1 point d'arrêt ligne DM19	12 600,00	0,00	12 600,00
E3709	Ville Villeparisis - mise en accessibilité 10 points d'arrêt ligne 93	70 000,00	0,00	70 000,00
E3724	EPAMARNE - mise en accessibilité 6 points d'arrêt ligne 43	81 550,00	0,00	81 550,00
E3757	CD 92 - mise en accessibilité de 1 point d'arrêt ligne RATP 29 Clamart	22 050,00	0,00	22 050,00
E3769	CD 92 - mise en accessibilité de 2 points d'arrêt ligne Paladin 12	32 900,00	0,00	32 900,00
E3876	CD 93 - mise en accessibilité 3 points d'arrêt ligne RATP 114 Villemomble	46 200,00	0,00	46 200,00
E4150	Ville Provins - mise en accessibilité de 7 points d'arrêt ligne C et D	70 700,00	0,00	70 700,00
F1149	Ville de Paris - traitement points durs ponctuels	54 650,00	0,00	54 650,00
F1150	Ville de Paris - aménagement voirie liés à la fermeture des voies sur Berge	111 900,00	0,00	111 900,00
F8068	CA Cergy Pontoise - résorption de 5 points durs de circulation bus	74 750,00	0,00	74 750,00
F8111	SAVAC - priorités feux TCSP Massy Saclay Phase 2	1 700,00	0,00	1 700,00
S3031	CCBS - consigne véligo gare du Vésinet Centre	238 470,00	0,00	238 470,00
S3039	CA Marne et Gondoire - consigne Véligo Lagny Thorigny	49 950,00	0,00	49 950,00
S3051	Val Europe Agglomération - véligo gare de Chessy	19 950,00	0,00	19 950,00
V8020	Ville Persan - aménagement dépose minute Persan Beaumont Gare	82 000,00	0,00	82 000,00
	TOTAL	3 321 839,20	0,00	3 321 839,20
Montant à récupérer				3 321 839,20

Laurent PROBST

Directeur Général Ile de France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
075-287500076-20210129-20210048-CC
Date de télétransmission : 05/02/2021
Date de réception préfecture : 05/02/2021

J3111	Keolis - concentrateur de données temps réel SIRI	928 000,00	852 700,00	41 300,00
J3131	Transvo - radiolocalisation et vidéoprotection	1 202 250,00	1 164 017,06	38 232,94
J3209	Transdev Houdan - déploiement SIV	67 424,00	66 370,00	1 054,00
J3154	Timbus - SIV	165 377,36	141 821,72	23 555,64
J3164	CIF - SIV ligne Torcy Créteil	218 525,00	183 740,36	34 784,64
J3241	Keolis Seine Senart - SIV	35 611,00	34 337,81	1 273,19
J3259	Transdev IDF Montesson - radiolocalisation réseau Poissy Aval	89 700,00	54 060,00	35 640,00
J3271	Kéolis Seine Essonne - SIV Val Essonne	13 384,00	13 337,23	46,77
J3281	Transdev Vaux le Pénil - siv et radiolocalisation Mélibus	49 230,00	37 633,98	11 596,02
J3302	CSO - SIV Poissy Aval	57 435,00	46 011,00	11 424,00
J3307	Véolia Transport Nemours - SIV	48 112,00	40 808,00	7 304,00
J3310	Transev Lieusaint - SIV	35 415,00	30 750,00	4 665,00
J3315	Véolia Transport Vaux le Pénil - SIV réseau Mélibus	21 600,00	21 468,00	132,00
J3316	Darche Gros - extension SIV	24 056,00	21 604,00	2 452,00
J3317	N°4 Mobilités - réseau stigo	108 164,00	105 350,00	2 814,00
J3318	Transev Lieusaint - SIV	23 610,00	20 500,00	3 110,00
J3324	Albatrans - SIV	88 950,00	67 110,00	21 840,00
J3335	Véolia Transport Moissy Cramayel - SIV Réseau Sénart Bus	11 805,00	11 151,00	654,00
J3336	Véolia Transport Moissy Cramayel - SIV Réseau Sénart Bus	153 465,00	142 850,00	10 615,00
S3016	Ville Saint Maur des Fosses - Implantation de stationnement vélos	44 000,00	31 020,00	12 980,00
S3036	CD 94- aménagement véligo dans 13 gares du Val de Marne	299 000,00	262 852,24	36 147,76
S3046	Ville Argenteuil - Véligo Argenteuil 78 places	39 300,00	33 997,05	5 302,95
S3050	CA Paris Vallée de la Marne - Véligo en gare de Noisiel	54 000,00	46 354,45	7 645,55
V2006	Ville Mitry Mory - aménagement de la place de la gare	33 956,00	25 467,00	8 489,00
V2032	Ville Pays de Meaux - réaménagement des abords de la gare	443 000,00	389 353,75	53 646,25
V3019	CC Boucle de la Seine - aménagement accès pôle le Vésinet	1 514 000,00	1 135 500,00	378 500,00
V5000	SNCF Mobilités - réaménagement du pole d'échanges de Colombes	321 000,00	240 750,00	80 250,00
V5008	Ville Colombes - aménagement des acces piétons du pôle	322 500,00	241 875,00	80 625,00
V5014	CD 92 - réaménagement place Charles de Gaulle à Vaucresson	606 060,00	435 684,87	170 375,13
V8014	CD95/Ville Persan - desenclavement des accès piétons	795 748,00	572 686,82	223 061,18
V8023	EPA Plaine de France - requalification de la place de la gare à Louvres	586 575,00	543 310,83	43 264,17
V8024	EPA Plaine de France - requalification avenue de la gare et parvis à Louvres	1 513 500,00	1 363 647,55	149 852,45
	TOTAL	39 126 306,23	29 885 702,17	9 240 604,06
Montant à récupérer				9 240 604,06

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Décision n° 2021/0041
Du 25 janv. 2021

ETUDE SUR LA PERCEPTION VOYAGEURS DES ITC DE LA LIGNE T2

OPERATIONS INFERIEURES A 200 000 €

Le Directeur Général d'Île-de-France Mobilité,

VU le code des transports (partie législative) ;

VU les articles R. 2334-10 à R. 2334-12 et R. 4414-1 à R. 4414-2 du code général des collectivités territoriales relatifs au produit des amendes ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île de France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île de France ;

VU la décision du Conseil n°7453 du 4 avril 2002 relative aux subventions d'investissement d'Île de France Mobilités - Règles Générales ;

VU la délibération du conseil n°2016-023 du 17 février 2016, adoptant son règlement intérieur et notamment ses articles 10 et 12 ;

VU la délibération du conseil n°2016-0302 du 13 juillet 2016 relative à la délégation d'attributions du Conseil au Directeur Général ;

VU la délibération n°2020-166 du 4 mai 2020 portant délégation de signature du Directeur général au Directeur des Mobilités de surface ;

VU la délibération du conseil n°2017-613 du 3 octobre 2017, adoptant son règlement budgétaire et financier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Est approuvé le projet suivant dont la subvention demandée est inférieure à 200 000 euros, est ouverte l'autorisation d'engagement correspondante et est allouée à l'association la subvention maximale et non révisable correspondante :

Association	Opération	Euros
Association Trans'Pers	Etude sur la perception des voyageurs des interruptions de circulation pour travaux de la ligne de tramway T2	8 000,00

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210125-DEC_AssocPers-AI
Date de télétransmission : 25/01/2021
Date de réception préfecture : 25/01/2021

ARTICLE 2 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Pour le Directeur Général
et par délégation

Le Directeur des Mobilités de Surface



Pierre RAVIER

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210125-DEC_AssocPers-AI
Date de télétransmission : 25/01/2021
Date de réception préfecture : 25/01/2021

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200914-20_02707-CC
Date de télétransmission : 14/09/2020
Date de réception préfecture : 14/09/2020

Décision n°20200401

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHEMA DIRECTEUR DES PARCS RELAIS

Le Directeur de l'intermodalité, des services et du marketing,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959, modifiée, relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959, modifié, relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU les articles R. 2334-10 à 2334-12 et R. 4414-1 à 4414-2 du code général des collectivités territoriales relatifs au produit des amendes ;

VU la décision de la Présidente d'Île-de-France Mobilités n°2016/133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général ;

VU la délibération n°2016/302 du 13 juillet 2016, modifiée, relative à la délégation d'attribution du Conseil au Directeur général ;

VU la décision n°20190284 du 1 août 2019 portant délégation de signature du directeur générale à Monsieur Kamel OULD-SAID en qualité de Directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;

VU les délibérations n°2006/1172 du 13 décembre 2006 et n°2008/0752 du 2 octobre 2008 approuvant le Schéma Directeur des Parcs Relais et sa mise en œuvre ;

VU les délibérations n°2016/438 du 5 octobre 2016 et n°2019/039 du 13 février 2019 relatives aux modifications du référentiel de service du label Parc Relais ;

VU la convention d'exploitation A3071 pour les Parcs Relais de ORGERUS signée entre Île-de-France Mobilités et la ville d'ORGERUS.

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait l'objectif de qualité de service sans atteindre l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée pour le Parc Relais de ORGERUS.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un bonus de 4 475 € HT est attribué à la ville d'ORGERUS au titre de l'exercice 2019 pour l'exploitation du Parc Relais de ORGERUS.

ARTICLE 2 : Le détail des montants versés est précisé en annexe à la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente décision est notifiée au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le maître d'ouvrage.

Kamel OULD-SAID
Directeur d'intermodalité, services et marketing

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200914-20_02707-CC
Date de télétransmission : 14/09/2020
Date de réception préfecture : 14/09/2020

Décision n°2020/0410

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHEMA DIRECTEUR DES PARCS RELAIS

Le Directeur de l'intermodalité, des services et du marketing,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959, modifiée, relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

VU le décret n°59-157 du 7 janvier 1959, modifié, relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU les articles R. 2334-10 à 2334-12 et R. 4414-1 à 4414-2 du code général des collectivités territoriales relatifs au produit des amendes ;

VU la décision de la Présidente d'Île-de-France Mobilités n°2016/133 du 30 mars 2016 portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général ;

VU la délibération n°2016/302 du 13 juillet 2016, modifiée, relative à la délégation d'attribution du Conseil au Directeur général ;

VU la décision n°20190284 du 1 août 2019 portant délégation de signature du directeur général à Monsieur Kamel OULD-SAID en qualité de Directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;

VU les délibérations n°2006/1172 du 13 décembre 2006 et n°2008/0752 du 2 octobre 2008 approuvant le Schéma Directeur des Parcs Relais et sa mise en œuvre ;

VU les délibérations n°2016/438 du 5 octobre 2016 et n°2019/039 du 13 février 2019 relatives aux modifications du référentiel de service du label Parc Relais ;

VU les conventions d'exploitation A3068, A3069 et A3070 pour les Parcs Relais de GARE, JEAN BERTIN et JOEL LE THEULE signées entre Île-de-France Mobilités et la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines.

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait l'ensemble des objectifs du label conformément aux clauses des conventions susvisées pour les Parcs Relais de JEAN BERTIN et JOEL LE THEULE pour l'exercice 2018.

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait l'objectif fréquentation sans atteindre l'objectif qualité de service conformément aux clauses de la convention susvisée pour le Parc Relais GARE pour l'exercice 2018.

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait l'ensemble des objectifs du label conformément aux clauses de la convention susvisée pour le Parc Relais de JOEL LE THEULE pour l'exercice 2019

.

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait l'objectif qualité de service sans atteindre l'objectif fréquentation conformément aux clauses des conventions susvisées pour les Parcs Relais GARE et JEAN BERTIN pour l'exercice 2019.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un bonus de 137 500 € HT est attribué à la CA Saint-Quentin-en-Yvelines au titre des exercices 2018 et 2019 pour l'exploitation des Parcs Relais de GARE, JEAN BERTIN et JOEL LE THEULE.

ARTICLE 2 : Le détail des montants versés est précisé en annexe à la présente décision.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20200914-20_02707-CC
Date de télétransmission : 14/09/2020
Date de réception préfecture : 14/09/2020

ARTICLE 3 : La présente décision est notifiée au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le maître d'ouvrage.

Kamel OULD-SAID
Directeur d'intermodalité, services et marketing

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200582BVELSQY-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

Île-de-France Mobilités

Décision n° 2020/0582

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU STATIONNEMENT VELOS

Le directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° 2016-0133 du 30 mars 2016 de la Présidente du Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° 2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au directeur général ;
VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;
VU la décision du directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Said en sa qualité de Directeur de l'Intermodalités des Services et du Marketing ;
VU la délibération n°2011-0049 du 9 février 2011 par laquelle le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a adopté le Schéma Directeur du Stationnement Vélos d'Île-de-France ;
VU la convention d'investissement et d'exploitation signée entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et notifiée le 03 septembre 2013 ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos et atteint l'objectif de fréquentation pour les consignes Véligo de Delouvrier et Charles de Gaulle en gare de Saint-Quentin-en-Yvelines / Montigny-le-Bretonneux conformément aux clauses de la convention susvisée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : un bonus de 29 000€ HT est attribué à la CA de Saint-Quentin-en-Yvelines au titre de l'exercice 2019 pour avoir atteint les objectifs d'exploitation pour ses consignes Véligo (Delouvrier et Charles de Gaulle) en gare de Saint-Quentin-en-Yvelines / Montigny-le-Bretonneux dont le détail est précisé en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : la présente décision est notifiée à la CA de Saint-Quentin-en-Yvelines par lettre recommandée avec accusé de réception.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200582BVELSQY-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

ARTICLE 3 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par la CA de Saint Quentin-en-Yvelines.

Kamel OULD-SAID

Kamel OULD-SAID
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

20/11/2020

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200583BVelCP-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

Île-de-France Mobilités

Décision n° 2020/0583

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU STATIONNEMENT VELOS

Le directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° 2016-0133 du 30 mars 2016 de la Présidente du Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° 2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au directeur général ;
VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;
VU la décision du directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Said en sa qualité de Directeur de l'Intermodalités des Services et du Marketing ;
VU la délibération n°2011-0049 du 9 février 2011 par laquelle le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a adopté le Schéma Directeur du Stationnement Vélos d'Île-de-France ;
VU les conventions d'investissement et d'exploitation S3019, S3020, S3021 et S3041 signées entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la communauté d'agglomération de Cergy Pontoise et notifiées le 31 mai 2012 et le 04 septembre 2015

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos et atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée pour la consigne Véligo de Neuville-Université ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos mais n'a pas atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée pour les consignes Véligo de Cergy-Préfecture, Saint-Ouen l'Aumône-Liesse et Cergy-Saint-Christophe ;

DECIDE

ARTICLE 1 : un bonus 18 000 € HT est attribué à la CA de Cergy Pontoise au titre de l'exercice 2019 pour l'exploitation des consignes Véligo de Cergy-Préfecture, Cergy-Saint-Christophe, Neuville-Université et Saint-Ouen-L 'Aumône-Liesse dont le détail est précisé en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : la présente décision est notifiée à la CA de Cergy Pontoise par lettre recommandée avec accusé de réception.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200583BVelCP-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

ARTICLE 3 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par la CA de Cergy Pontoise.

Kamel OULD-SAID

Kamel OULD-SAID
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

20/11/2020

Île-de-France Mobilités

Décision n° 2020/0584

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200584BVeGPSU-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU STATIONNEMENT VELOS

Le directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° 2016-0133 du 30 mars 2016 de la Présidente du Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° 2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au directeur général ;
VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;
VU la décision du directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Saïd en sa qualité de Directeur de l'Intermodalités des Services et du Marketing ;
VU la délibération n°2011-0049 du 9 février 2011 par laquelle le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a adopté le Schéma Directeur du Stationnement Vélos d'Île-de-France ;
VU les conventions d'investissement et d'exploitation S3030 et S3035 signées entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et le SAN de Sénart, notifiées le 6 juin 2014 pour la gare de Combs-la-Ville-Quincy et le 16 septembre 2014 pour la gare de Cesson et reprises par la communauté d'agglomération Grand Paris Sud ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos et atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée pour les consignes de Combs-la-Ville Quincy et Cesson ;

DECIDE

ARTICLE 1 : un bonus de 20 800 € HT est attribué à la CA Grand Paris Sud au titre de l'exercice 2019 pour l'exploitation des consignes Véligo de Combs-la-Ville Quincy et Cesson dont le détail est précisé en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : la présente décision est notifiée à la CA Grand Paris Sud par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par la CA Grand Paris Sud.

Kamel OULD-SAID

Kamel OULD-SAÏD
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

20/11/2020

Île-de-France Mobilités

Décision n°2020/0585

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200585BVELMG-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU STATIONNEMENT VELOS

Le directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° 2016-0133 du 30 mars 2016 de la Présidente du Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° 2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au directeur général ;
VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;
VU la décision du directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Said en sa qualité de Directeur de l'Intermodalités des Services et du Marketing ;
VU la délibération n°2011-0049 du 9 février 2011 par laquelle le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a adopté le Schéma Directeur du Stationnement Vélos d'Île-de-France ;
VU la convention d'investissement et d'exploitation signée entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la communauté d'agglomération Marne-et-Gondoire et notifiée le 4 décembre 2014 ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos mais n'a pas atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : un bonus de 5 600 € HT est attribué à la CA Marne et Gondoire au titre de l'exercice 2019 pour l'exploitation de la consigne Véligo de Val d'Europe (Montévrain), dont le détail est précisé en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : la présente décision est notifiée à la CA Marne et Gondoire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par la CA Marne et Gondoire.

Kamel OULD-SAID



20/11/2020

Île-de-France Mobilités

Décision n° 2020/0586

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200586BVELPVM-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU STATIONNEMENT VELOS

Le directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° 2016-0133 du 30 mars 2016 de la Présidente du Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° 2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au directeur général ;
VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;
VU la décision du directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Said en sa qualité de Directeur de l'Intermodalités des Services et du Marketing ;
VU la délibération n°2011-0049 du 9 février 2011 par laquelle le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a adopté le Schéma Directeur du Stationnement Vélos d'Île-de-France ;
VU la convention d'investissement et d'exploitation S3028 pour la gare de Torcy signée entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la communauté d'agglomération du Val Maubuée, notifiée le 5 novembre 2013 et reprise par la communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne ;
VU la convention d'exploitation pour la gare de Lognes signée entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la communauté d'agglomération du Val Maubuée, notifiée le 12 janvier 2016 et reprise par la communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne ;
VU les conventions d'investissement et d'exploitation S3047, S3048, S3049, S3050 pour les gares d'Emerainville-Pontault-Combault, Roissy-en-Brie, Noisy-Champs et Noisiel signées entre Île-de-France Mobilités et la communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne et notifiées les 03 décembre 2015, 19 novembre 2015, 04 mai 2016 et 03 août 2016 ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos et atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée pour les consignes Véligo de Lognes, Noisiel et Noisy-Champs ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos mais n'a pas atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée pour les consignes Véligo de Emerainville-Pontault-Combault, Roissy-en-Brie, et Torcy.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200586BVELPVM-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

DECIDE

ARTICLE 1 : un bonus de 31 000 € HT est attribué à la CA Paris Vallée de la Marne au titre de l'exercice 2019 pour l'exploitation des consignes Véligo de Emerainville-Pontault-Combault, Lognes, Noisiel, Noisy-Champs, Roissy-en-Brie, Torcy dont le détail est précisé en annexe à la présente décision.

ARTICLE 3 : la présente décision est notifiée à la CA Paris Vallée de la Marne par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 4 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par la CA Paris Vallée de la Marne.

Kamel OULD-SAID



20/11/2020

Île-de-France Mobilités

Décision n° 2020/0587

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200587BVESTGB-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU STATIONNEMENT VELOS

Le directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° 2016-0133 du 30 mars 2016 de la Présidente du Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° 2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au directeur général ;
VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;
VU la décision du directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Said en sa qualité de Directeur de l'Intermodalités des Services et du Marketing ;
VU la délibération n°2011-0049 du 9 février 2011 par laquelle le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a adopté le Schéma Directeur du Stationnement Vélos d'Île-de-France ;
VU les conventions d'investissement et d'exploitation signées entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la communauté de communes Boucles de Seine pour les gares Le Vésinet-Centre et le Vésinet-Le Pecq notifiées le 5 novembre 2014 puis reprises par la communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine ;
VU la convention d'investissement et d'exploitation signées entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la communauté d'agglomération Argenteuil-Bezons pour la station Pont de Bezons notifiée le 27 juillet 2012 puis reprise par la communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos et atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : un bonus de 41 600 € HT est attribué à la CA Saint Germain Boucles de Seine au titre de l'exercice 2019 pour avoir atteint les objectifs d'exploitation.

ARTICLE 2 : la présente décision est notifiée à la CA Saint Germain Boucles de Seine par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par la CA Saint Germain Boucles de Seine.

Kamel OULD-SAID



20/11/2020

Île-de-France Mobilités

Décision n° 2020/0588

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200588BVELFON-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU STATIONNEMENT VELOS

Le directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° 2016-0133 du 30 mars 2016 de la Présidente du Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° 2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au directeur général ;
VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;
VU la décision du directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Said en sa qualité de Directeur de l'Intermodalités des Services et du Marketing ;
VU la délibération n°2011-0049 du 9 février 2011 par laquelle le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a adopté le Schéma Directeur du Stationnement Vélos d'Île-de-France ;
VU la convention d'investissement et d'exploitation signée entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau et notifiée le 13 mars 2012 ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos mais n'a pas atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : un bonus de 11 200 € HT est attribué à la communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau au titre de l'exercice 2019 pour l'exploitation de la consigne Véligo de Fontainebleau-Avon, dont le détail est précisé en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : la présente décision est notifiée à la communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par la ville de communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau.

Kamel OULD-SAID



20/11/2020

Île-de-France Mobilités

Décision n° 2020/0589

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200589BVelGOr-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU STATIONNEMENT VELOS

Le directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° 2016-0133 du 30 mars 2016 de la Présidente du Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° 2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au directeur général ;
VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;
VU la décision du directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Said en sa qualité de Directeur de l'Intermodalités des Services et du Marketing ;
VU la délibération n°2011-0049 du 9 février 2011 par laquelle le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a adopté le Schéma Directeur du Stationnement Vélos d'Île-de-France ;
VU la convention d'exploitation signée entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la communauté d'agglomération des Portes de l'Essonne, notifiée le 1er avril 2014 puis reprise par l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre ;
VU la convention d'investissement et d'exploitation signée entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre et notifiée le 8 octobre 2018 ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos et atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée pour la consigne Véligo Condorcet en gare de Juvisy ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos mais n'a pas atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée pour la consigne Porte de l'Essonne en gare d'Athis-Mons.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200589BVelGOr-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

DECIDE

ARTICLE 1 : un bonus de 13 400 € HT est attribué à l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre au titre de l'exercice 2019 pour l'exploitation des consignes Véligo des stations Porte de l'Essonne et Juvisy dont le détail est précisé en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : la présente décision est notifiée à l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre.

Kamel OULD-SAID



20/11/2020

Île-de-France Mobilités

Décision n° 2020/0590

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200590BVelArg-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU STATIONNEMENT VELOS

Le directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° 2016-0133 du 30 mars 2016 de la Présidente du Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° 2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au directeur général ;
VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;
VU la décision du directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Said en sa qualité de Directeur de l'Intermodalités des Services et du Marketing ;
VU la délibération n°2011-0049 du 9 février 2011 par laquelle le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a adopté le Schéma Directeur du Stationnement Vélos d'Île-de-France ;
VU les conventions d'investissement et d'exploitation signée entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la ville d'Argenteuil, S3037 et S3046 et notifiées le 8 décembre 2014 et le 03 décembre 2015 ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos mais n'a pas atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : un bonus de 8 079 € HT est attribué à la ville d'Argenteuil au titre de l'exercice 2019 pour avoir atteint les objectifs d'exploitation, dont le détail est précisé en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : la présente décision est notifiée à la ville d'Argenteuil par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par la ville d'Argenteuil.

Kamel OULD-SAID



20/11/2020

Île-de-France Mobilités

Décision n° 2020/0592

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200589BVEMont-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU STATIONNEMENT VELOS

Le directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° 2016-0133 du 30 mars 2016 de la Présidente du Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° 2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au directeur général ;
VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;
VU la décision du directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Said en sa qualité de Directeur de l'Intermodalités des Services et du Marketing ;
VU la délibération n°2011-0049 du 9 février 2011 par laquelle le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a adopté le Schéma Directeur du Stationnement Vélos d'Île-de-France ;
VU la convention d'investissement et d'exploitation signée entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la ville de Montreuil et notifiée le 5 mars 2020 ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos mais n'a pas atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : un bonus de 5 600 € HT est attribué à la ville de Montreuil au titre de l'exercice 2019 pour avoir atteint les objectifs d'exploitation de la consigne Véligo de Mairie de Montreuil, dont le détail est précisé en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : la présente décision est notifiée à la ville de Montreuil par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par la ville de Montreuil.

Kamel OULD-SAID



20/11/2020

Île-de-France Mobilités

Décision n° 2020/0611

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200611-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU STATIONNEMENT VELOS

Le directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° 2016-0133 du 30 mars 2016 de la Présidente du Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° 2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au directeur général ;
VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;
VU la décision du directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Said en sa qualité de Directeur de l'Intermodalités des Services et du Marketing ;
VU la délibération n°2011-0049 du 9 février 2011 par laquelle le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a adopté le Schéma Directeur du Stationnement Vélos d'Île-de-France ;
VU la convention d'investissement et d'exploitation signée entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la ville d'Aulnay-sous-Bois et notifiée le 6 février 2012 ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos et atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : un bonus de 9 000 € HT est attribué à la ville d'Aulnay-sous-Bois au titre de l'exercice 2019 pour avoir atteint les objectifs d'exploitation.

ARTICLE 2 : la présente décision est notifiée à la ville d'Aulnay-sous-Bois par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par la ville d'Aulnay-sous-Bois.

Kamel OULD-SAID

Kamel OULD-SAID
Directeur des Intermodalités,
des Services et du Marketing

20/11/2020

Île-de-France Mobilités

Décision n° 2020/0612

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201120-20200589BVelNan-CC
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU STATIONNEMENT VELOS

Le directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° 2016-0133 du 30 mars 2016 de la Présidente du Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° 2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au directeur général ;
VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;
VU la décision du directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Said en sa qualité de Directeur de l'Intermodalités des Services et du Marketing ;
VU la délibération n°2011-0049 du 9 février 2011 par laquelle le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a adopté le Schéma Directeur du Stationnement Vélos d'Île-de-France ;
VU la convention d'investissement et d'exploitation signée entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la communauté d'agglomération du Mont Valérien, notifiée le 28 juillet 2015 puis reprise par la ville de Nanterre ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos mais n'a pas atteint l'objectif de fréquentation conformément aux clauses de la convention susvisée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : un bonus de 10 000 € HT est attribué à la ville de Nanterre au titre de l'exercice 2019 pour l'exploitation de la consigne Véligo de Nanterre-Université.

ARTICLE 2 : la présente décision est notifiée à la ville de Nanterre par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par la ville de Nanterre.

Kamel OULD-SAID



20/11/2020

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201126-20200623bvelsqy-CC
Date de télétransmission : 02/12/2020
Date de réception préfecture : 02/12/2020

Île-de-France Mobilités

Décision n° 2020/0623

ATTRIBUTION DE BONUS AU TITRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU STATIONNEMENT VELOS

Le directeur de l'Intermodalité des Services et du Marketing d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L. 1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
VU les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° 2016-0133 du 30 mars 2016 de la Présidente du Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France portant nomination de Monsieur Laurent PROBST en qualité de directeur général du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° 2016-302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au directeur général ;
VU la nomination de Monsieur Kamel Ould-Saïd en qualité de directeur de l'intermodalité, des services et du marketing ;
VU la décision du directeur général n°20190284 en date du 1er août 2019 portant délégation de signature à Kamel Ould-Said en sa qualité de Directeur de l'Intermodalités des Services et du Marketing ;
VU la délibération n°2011-0049 du 9 février 2011 par laquelle le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a adopté le Schéma Directeur du Stationnement Vélos d'Île-de-France ;
VU la convention d'investissement et d'exploitation signée entre le Syndicat des transports d'Île-de-France et la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et notifiée le 29 août 2013 ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a satisfait les 6 items de qualité de service du Schéma Directeur du Stationnement Vélos mais n'a pas atteint l'objectif de fréquentation pour l'une de ses deux consignes (Delouvrier) conformément aux clauses de la convention susvisée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : un bonus de 26 000 € HT est attribué à la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines au titre de l'exercice 2018 pour avoir atteint les objectifs d'exploitation.

ARTICLE 2 : la présente décision est notifiée à la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception par la Communauté d'Agglomération de Saint Quentin-en-Yvelines.

Kamel OULD-SAID

Kamel OULD-SAID
Directeur des Intermodalités, des Services et du Marketing

26/11/2020

Décision N° 2020/0799 du 04/12/2020

SERVICES REGULIERS ROUTIERS DE VOYAGEURS EN ÎLE-DE-FRANCE

AUTORISATION PROVISOIRE D'EXPLOITATION DE LA LIGNE 010-010-010 EXPLOITEE PAR L'ENTREPRISE « Transdev CEAT »

CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 081-010 « Val d'Essonne »

Le Directeur des Mobilités de Surface,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/261 du 30 mai 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre Île-de-France Mobilités et les entreprises Transdev Île-de-France Etablissement de Brétigny sur Orge et Transdev CEA Transport ;

VU les délibérations n°2017/846 du 13 décembre 2017, n°2018/365 du 11 juillet 2018, n°2018/580 du 12 décembre 2018, n°2019/420 du 9 octobre 2019 et n°2020/073 du 5 février 2020, approuvant les avenants n°2, n°3, n°4, n°5 et n°6 entre Île-de-France Mobilités et les entreprises Transdev Île-de-France Etablissement de Brétigny sur Orge et Transdev CEA Transport ;

VU la délibération n°2016/0302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.1.1 ;

VU La délibération n°2020-166 du 4 mai 2020 portant délégation de signature du Directeur Général au Directeur des Mobilités de surface ;

VU le dossier technique n°20079 enregistré par Île-de-France Mobilités le 02/12/2020 ;

CONSIDERANT la nécessité de modifier l'itinéraire de la ligne 010-010-010 afin de prendre en compte le retrait de quelques courses

DECIDE

ARTICLE 1 : les entreprises Transdev Île-de-France Etablissement de Brétigny sur Orge et Transdev CEA Transport sont autorisées à exploiter temporairement la ligne 010-010-010 dans les conditions définies dans le dossier technique susvisé.

ARTICLE 2 : cette autorisation, qui ne peut excéder 6 mois à compter de la notification de la présente décision, demeure valable jusqu'à l'approbation par le Conseil d'Île-de-France Mobilités de l'avenant visé à l'article 1er.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210106-AP2_DELIB-CC
Date de télétransmission : 06/01/2021
Date de réception préfecture : 06/01/2021

ARTICLE 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.



Pierre RAVIER

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210106-AP2_DELIB-CC
Date de télétransmission : 06/01/2021
Date de réception préfecture : 06/01/2021

Décision n° 2020/0813 du 14/12/2020

SERVICES REGULIERS ROUTIERS DE VOYAGEURS EN ILE-DE-FRANCE

AUTORISATION PROVISOIRE D'EXPLOITATION

DE LA LIGNE N°057-318-108
EXPLOITEES PAR L'ENTREPRISE « CTVMI »

CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 – 020-057 Poissy Aval

Le Directeur des Mobilités de Surface :

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 et suivants, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU la délibération du 11 juillet 2000 portant approbation des principes de sectionnement applicables aux lignes régulières de voyageurs ;
VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;
VU la délibération n°2017/077 du 26 janvier 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre Île-de-France Mobilités et l'entreprise CTVMI ;
VU la délibération n°2019/394 du 9 octobre 2019 approuvant l'avenant n°2 entre Île-de-France Mobilités et l'entreprise CTVMI ;
VU la délibération n°2016/0302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.1.1 ;
VU La délibération n°2020-166 du 4 mai 2020 portant délégation de signature du directeur général au directeur des Mobilités de surface ;
VU le dossier technique n°20099 enregistré par Île-de-France Mobilités le 11/12/20.

CONSIDERANT la nécessité de modifier l'offre de la ligne 057-318-108 afin de prendre en compte les besoins de mobilités en heures creuses.

DECIDE

Article 1er : l'entreprise CTVMI est autorisée à exploiter, à titre provisoire, la ligne 057-318-108 « Dreux / Poissy », dans les conditions définies dans le dossier technique susvisés et dans l'attente de l'approbation par le Conseil d'un avenant au contrat d'exploitation.

Article 2 : cette autorisation, qui ne peut excéder 6 mois à compter de la notification de la présente décision, demeure valable jusqu'à l'approbation par le Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités de l'avenant visé à l'article 1er.

Article 3 : la présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Le Directeur des Mobilités de Surface

Pierre RAVIER

Accusé de réception en préfecture
[illegible]7500078-20201215-CEC1_CTVMI-CC
Date de télétransmission : 15/12/2020
Date de réception préfecture : 15/12/2020

Décision N° 2020/0825 du 23/12/2020

SERVICES REGULIERS ROUTIERS DE VOYAGEURS EN ÎLE-DE-FRANCE

AUTORISATION PROVISOIRE D'EXPLOITATION DES LIGNES 010-240-002 / 010-240-003 / 010-240-004 / 010-240-005 / 010-240-007 / 010-240-008 / 010-240-010 EXPLOITEE PAR LES'ENTRERPISES CEAT ET SETRA

CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3

Le Directeur Général d'Île-de-France Mobilités,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/209 du 30 mai 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre Île-de-France Mobilités et les entreprises CEAT et SETRA ;

VU les délibérations n°2017/678 du 03 octobre 2017 et n°2019/410 du 09 octobre 2019 approuvant les avenants 2 et 3 du contrat d'exploitation entre Île-de-France Mobilités et les entreprises CEAT et SETRA.

VU la délibération n°2016/0302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.1.1 ;

VU La délibération n°2020-166 du 4 mai 2020 portant délégation de signature du Directeur général au Directeur des Mobilités de Surface ;

VU les dossiers techniques n°20109, n°20110, n°20111, n°20112, n°20113, n°20114 et n°20115 enregistrés par Île-de-France Mobilités le 22 décembre 2020 ;

CONSIDERANT la nécessité de refondre les services scolaires sur le réseau SITUS pour la rentrée de janvier 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : les entreprises CEAT et SETRA sont autorisées à exploiter temporairement les ligne 2, 3, 4, 5, 7, 8 et 10 dans les conditions définies dans les dossiers techniques susvisés

ARTICLE 2 : cette autorisation, qui ne peut excéder 6 mois à compter de la notification de la présente décision, demeure valable jusqu'à l'approbation par Île-de-France Mobilités de l'avenant visé à l'article 1er.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201223-20200825-CC
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

ARTICLE 3 : la présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Pour le Directeur Général
et par délégation
Le Directeur des Mobilités de Surface



Pierre RAVIER

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20201223-20200825-CC
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Décision N° 2021/0001 du 05/01/2021

SERVICES REGULIERS ROUTIERS DE VOYAGEURS EN ÎLE-DE-FRANCE

AUTORISATION PROVISOIRE D'EXPLOITATION LES LIGNES N°251-195-011, 251-195-015, 251-195-39, 251-195-041, 251-195-042, 251-195-043, 251-195-044, 251-195-045, 251-195-046, 251-195-047, 251-195-051, EXPLOITEE PAR L'ENTREPRISE « TIMBUS »

CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3
025 - 025 RESEAU DU VEXIN

Le Directeur des Mobilités de Surface,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/079 du 26 janvier 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre Île-de-France Mobilités et l'entreprise Ratpdev ;

VU la délibération n°2016/0302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.1.1 ;

VU La délibération n°2020-166 du 4 mai 2020 portant délégation de signature du directeur général au directeur des Mobilités de surface ;

VU les dossiers techniques n° 20116 ; 20117 ; 20118 ; 20119 ; 20120 ; 20121 ; 20122 ; 20123 ; 20124 ; 20125 ; 20126, enregistrés par Île-de-France Mobilités le 01/01/2021 ;

CONSIDERANT la nécessité de modifier l'itinéraire des lignes 251-195-011, 251-195-015, 251-195-39, 251-195-041, 251-195-042, 251-195-043, 251-195-044, 251-195-045, 251-195-046, 251-195-047, 251-195-051, afin de prendre en compte la restructuration du réseau du Vexin Ouest ainsi que la création du TAD.

DECIDE

ARTICLE 1 : l'entreprise Timbus est autorisée à exploiter temporairement les lignes 251-195-011, 251-195-015, 251-195-39, 251-195-041, 251-195-042, 251-195-043, 251-195-044, 251-195-045, 251-195-046, 251-195-047, 251-195-051, dans les conditions définies dans les dossiers techniques susvisés.

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210105-AP1_TAD_VEXIN-CC
Date de télétransmission : 05/01/2021
Date de réception préfecture : 05/01/2021

ARTICLE 2 : cette autorisation, qui ne peut excéder 6 mois à compter de la notification de la présente décision, demeure valable jusqu'à l'approbation par le Conseil d'Île-de-France Mobilités de l'avenant visé à l'article 1er.

ARTICLE 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.



Pierre RAVIER

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210105-AP1_TAD_VEXIN-CC
Date de télétransmission : 05/01/2021
Date de réception préfecture : 05/01/2021

Décision N° 2021/0036 du 20/01/2021

SERVICES REGULIERS ROUTIERS DE VOYAGEURS EN ÎLE-DE-FRANCE

AUTORISATION PROVISOIRE D'EXPLOITATION DE LA LIGNE 021 – 021 – 016 EXPLOITEE PAR L'ENTREPRISE « Keolis Seine Sénart »

CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 060 – 021 « Seine Sénart »

Le Directeur des Mobilités de Surface,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/054 du 26 janvier 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre Île-de-France Mobilités et l'entreprise Keolis Seine Sénart ;

VU la délibération n°2016/0302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.1.1 ;

VU **l**a délibération n°2020-166 du 4 mai 2020 portant délégation de signature du Directeur général au Directeur des Mobilités de surface ;

VU les délibérations n°2017/843 du 13 décembre 2017, n°2018/359 du 11 juillet 2018, n°2019/254 du 2 juillet 2019, n°2019/413 du 9 octobre 2019, n°2020/309 du 8 juillet 2020 et n°2020/474 du 8 octobre 2020 approuvant respectivement les avenants n°2, 3, 4, 5, 6 et 7 entre Île-de-France Mobilités et l'entreprise Keolis Seine Sénart ;

VU le dossier technique n°20128 enregistré par Île-de-France Mobilités le 18/01/2021.

CONSIDERANT la nécessité de modifier l'itinéraire de la ligne 021-021-016 afin de prendre en compte la sectorisation des collégiens de Juvisy-sur-Orge sectorisés sur le collège Delacroix de Draveil.

DECIDE

ARTICLE 1 : l'entreprise Keolis Seine Sénart est autorisée à exploiter temporairement la ligne 021-021-016 dans les conditions définies dans le dossier technique susvisé.

ARTICLE 2 : cette autorisation, qui ne peut excéder 6 mois à compter de la notification de la présente décision, demeure valable jusqu'à l'approbation par le Conseil d'Île-de-France Mobilités de l'avenant visé à l'article 1er.

ARTICLE 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Pierre RAVIER

Accusé de réception en préfecture
075-287590078-20210120-AP_LR16-CC
Date de la transmission : 20/01/2021
Date de réception préfecture : 20/01/2021

Décision n° 2021/0038 du 21/01/2021

SERVICES REGULIERS ROUTIERS DE VOYAGEURS EN ILE-DE-FRANCE

AUTORISATION PROVISOIRE D'EXPLOITATION

DE LA LIGNE N°055-055-010
EXPLOITEES PAR L'ENTREPRISE « Transport Daniel Meyer »

CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 – 082-055 Nord Hurepoix Essonne

Le Directeur des Mobilités de Surface :

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 et suivants, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Île-de-France ;
VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU la délibération du 11 juillet 2000 portant approbation des principes de sectionnement applicables aux lignes régulières de voyageurs ;
VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;
VU la délibération n°2017/065 du 26 janvier 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre Île-de-France Mobilités et l'entreprise Transport Daniel Meyer ;
VU les délibérations n°2018/026 du 14 février 2018 approuvant l'avenant n°2, n°2019/382 du 9 octobre 2019 approuvant l'avenant n°3, n°2020/074 du 5 février 2020 approuvant l'avenant n°4 et n°2020/252 du 10 juin 2020 approuvant l'avenant n°5 au contrat d'exploitation entre Île-de-France Mobilités et l'entreprise Transport Daniel Meyer.
VU La délibération n°2016/0302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.1.1 ;
VU La délibération n°2020-166 du 4 mai 2020 portant délégation de signature du Directeur général au Directeur des Mobilités de Surface ;
VU le dossier technique n°20129 enregistré par Ile-de-France Mobilités le 19/01/21.

CONSIDERANT la nécessité de modifier l'offre de la ligne 055-055-010 afin de prendre en compte les besoins de mobilités des usagers scolaires résident à l'arrêt ZI Fond des Prés.

DECIDE

Article 1er : l'entreprise Transport Daniel Meyer est autorisée à exploiter, à titre provisoire, la ligne 055-055-010 « Orsay – Les Ulis - Marcoussis », dans les conditions définies dans le dossier technique susvisés et dans l'attente de l'approbation par le Conseil d'un avenant au contrat d'exploitation.

Article 2 : cette autorisation, qui ne peut excéder 6 mois à compter de la notification de la présente décision, demeure valable jusqu'à l'approbation par le Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités de l'avenant visé à l'article 1er.

Article 3 : la présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.



Pierre RAVIER

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20210121-AP_CS_Marcoussi-AI
Date de télétransmission : 21/01/2021
Date de réception préfecture : 21/01/2021

Décision N° 2021/0042 du 26/01/2021

SERVICES REGULIERS ROUTIERS DE VOYAGEURS EN ÎLE-DE-FRANCE

AUTORISATION PROVISOIRE D'EXPLOITATION DE LA LIGNE 024-309-001 EXPLOITEE PAR L'ENTREPRISE « Keolis Seine Essonne »

CONTRAT D'EXPLOITATION DE TYPE 3 066-024 « Seine Essonne »

Le Directeur des Mobilités de Surface,

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le Règlement Européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;

VU la délibération n°2017/057 du 26 juillet 2017 approuvant le contrat d'exploitation entre Île-de-France Mobilités et l'entreprise Keolis Seine Essonne ;

VU les délibérations n°2018/361 du 11 juillet 2018, n°2018/578 du 12 décembre 2018 et n°2019/417 du 9 octobre 2019 approuvant les avenants N°2, 3 et 4 entre Île-de-France Mobilités et l'entreprise Keolis Seine Essonne ;

VU la délibération n°2016/0302 du 13 juillet 2016 portant délégation d'attribution du Conseil au Directeur général, et notamment son article 1.1.1 ;

VU La délibération n°2020-166 du 4 mai 2020 portant délégation de signature du Directeur général au Directeur des Mobilités de surface ;

VU le dossier technique n°20130 enregistré par Île-de-France Mobilités le 25/01/2021 ;

CONSIDERANT la nécessité de modifier l'itinéraire de la ligne 024-309-001 afin de prendre en compte la suppression de l'arrêt ZAC des Haies Blanches

DECIDE

ARTICLE 1 : L'entreprise Keolis Seine Essonne est autorisée à exploiter temporairement la ligne 024-309-001 dans les conditions définies dans le dossier technique susvisé.

ARTICLE 2 : Cette autorisation, qui ne peut excéder 6 mois à compter de la notification de la présente décision, demeure valable jusqu'à l'approbation par le Conseil d'Île-de-France Mobilités de l'avenant visé à l'article 1er.

ARTICLE 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs d'Île-de-France Mobilités.

Pierre RAVIER

Accusé de réception en préfecture
078-287800078-20210201-AP_066-024-CC
Date de télétransmission : 01/02/2021
Date de réception préfecture : 01/02/2021